Le Monde

55e ANNÉE – N° 16875 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 28 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Corse : des gendarmes contre l'Etat de droit

● Le commandant de la légion de gendarmerie dans l'île ainsi qu'un officier et un sous-officier ont été mis en examen et écroués ● La justice soupçonne des gendarmes d'élite d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant ● M. Chevènement a convoqué à Paris le préfet de Corse

LE PRÉFET de Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, place Beauvau, par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il devait s'expliquer sur l'affaire de l'incendie criminel du restaurant « Chez Francis », dans le golfe d'Ajaccio (Corse-du-Sud), pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen et écroués. Deux membres du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) – un lieutenant et un adjudant-chef – ont été mis en examen, lundi 26 avril, pour *« destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée »*. Quant au commandant de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, il a été mis en examen pour complicité *« dudit crime »*, selon le communiqué du procureur de la République d'Ajaccio. Tous trois ont été incarcérés à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse).

La « paillote » – un restaurant de plage – a brûlé dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril. Selon les premières explications publiques du colonel Mazères, les gendarmes, qui étaient en *« mission légère de surveillance »*, auraient été surpris par l'incendie et se seraient enfuis en laissant sur place un talkie-walkie et une cagoule maculée de sang. Mais ces membres du GPS n'avaient curieusement pas donné l'alerte. Dans un premier temps, ils avaient prétendu avoir égaré le talkie-walkie le week-end précédent, sur les hauteurs d'Ajaccio, affirmant avoir été victimes d'une malveillance.

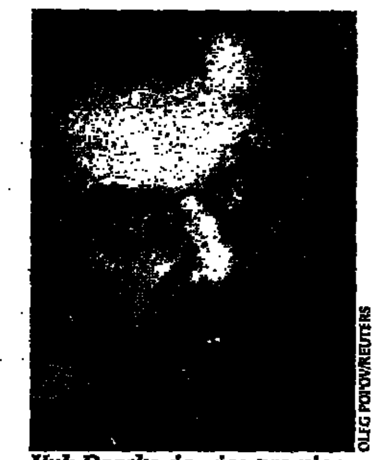
Le GPS est une unité d'élite de la gendarmerie créée en juillet 1998 spécialement pour la Corse. Chargée de missions dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, elle a conduit, avec l'accord du gouvernement, des missions de surveillance en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac. Elle était entrée en rivalité avec les services de police chargés des investigations sur ce crime.



Lire pages 8 et 9 et notre éditorial page 17

Vuk Draskovic défie à Belgrade le pouvoir de Milosevic

CRAQUEMENTS, fissures dans le pouvoir de Slobodan Milosevic, ou initiative isolée d'un homme imprévisible ? Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave, qui dirige le Mouvement serbe du renouveau (SPO, droite nationaliste) multiplie les déclarations critiques sur la politique de Slobodan Milosevic. Il a appelé, mardi 27 avril, à des manifestations de rue à Belgrade contre la prise en mains par l'armée, selon des informations non confirmées, d'une chaîne de télévision. Dans un entretien accordé à la BBC-radio, il ajoute qu'il est prêt, si nécessaire, à se dresser contre le président yougoslave. La veille, il avait invité Slobodan Milosevicv à faire preuve de *« courage »* et à passer un compromis avec l'OTAN. Ces déclarations laissent les alliés perplexes. Les Etats-Unis s'interrogent sur le poids politique de Vuk Draskovic, tandis que le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, discerne dans ses déclarations *« les premiers grondements du mécontentement »* à Belgrade. L'Union européenne a décidé, lundi, de renforcer la panoplie de ses sanctions à l'égard de Belgrade. L'OTAN devait examiner, mardi, les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier. Les alliés vont intensifier et concentrer, cette semaine, leurs frappes au Kosovo. L'un des responsables de l'OTAN promet *« un cauchemar »* aux forces serbes. Malgré la guerre, les consommateurs français et les chefs d'entreprises ne semblent pas avoir modifié leurs comportements.


OLEG POPOV/REUTERS

Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave.

Lire pages 2 à 5, 18 et 19 et notre enquête page 15

James Bond, agent 007, vole au secours des indépendantistes écossais

LONDRES
de notre correspondant

James Bond est en colère, furieux contre la presse écossaise, qui lui reproche de faire campagne pour l'indépendance de l'Ecosse alors qu'il partage son temps entre ses résidences américaine et espagnole. En fait, il cherche une maison du côté d'Edimbourg. L'agent 007 est furieux qu'on écrive que lui, Sean Connery, n'a pas fait un seul film en Grande-Bretagne depuis vingt-cinq ans alors que, jure-t-il, trois de ses derniers rôles ont été tournés dans l'île. Furieux, enfin, contre Tony Blair et les travaillistes, qui se bousculaient pour un cliché en sa compagnie quand il s'agissait, en septembre 1997, de remporter le référendum de la décentralisation contre les conservateurs, qui n'en voulaient pas. Or les travaillistes, aujourd'hui, *« empoisonnent l'atmosphère »* pour dissuader les électeurs de voter pour le SNP, le parti qui prône la séparation de l'Ecosse du Royaume-Uni.

Comme son prédécesseur à la tête du Parti travailliste, John Smith, brutalement décédé en 1992, Tony Blair a cru que la renaissance d'une certaine autonomie écossaise et l'inauguration prochaine d'un Parlement autonome à Edimbourg allaient tuer dans l'œuf toute velléité indépendantiste. C'est le contraire qui s'est produit, et le SNP s'est envolé dans les sondages avant de redescendre récemment à environ 30 % des intentions de vote. La campagne fait rage. Les élections à l'Assemblée écossaise ont lieu le 6 mai et les indépendantistes ont appelé *« le plus célèbre Ecossais du monde »*, qui est aussi leur principal sponsor – 500 000 francs par an dit-on –, à la rescousse.

« Je ne suis pas un politicien et je n'ai pas l'intention de le devenir », a lancé l'acteur, lundi 26 avril, aux trois cents militants nationalistes invités par le SNP dans un grand hôtel d'Edimbourg. *« Tout ce que j'ai fait ou tenté de faire pour l'Ecosse, ces trente dernières années, a toujours été pour son profit à elle, jamais pour le mien. »* A soixante-huit ans, tous ses fans le savent, le meilleur des James Bond n'a rien perdu de sa fougue. *« Nous avons attendu trois siècles avant de retrouver notre Parlement »*, a-t-il rappelé. *« Tout ce que je souhaite, c'est qu'il soit authentiquement démocratique, qu'il reflète vraiment la nouvelle voix de l'Ecosse. Pour ma part, je pense que l'Ecosse ne doit être rien d'autre que l'égale de toutes les autres nations du monde. »*

Sur le podium, derrière l'idole, Alex Salmond, le leader du SNP, boit du petit lait. Il parle du renouveau de la culture écossaise, qui explose dans la musique, le cinéma, le théâtre, la littérature. Il révèle que Sean Connery porte sur son avant-bras un tatouage qui dit tout : *« Scotland Forever »*, l'Ecosse pour toujours. Donnés largement vainqueurs par les sondages – *« mais il reste dix jours de campagne »*, souligne Alex Salmond –, les travaillistes ne paraissent pas troublés outre mesure par l'arrivée tardive de 007 dans la campagne. *« Ce n'est pas le nombre de célébrités qu'il compte qui fait le succès d'un parti, mais son programme »*, explique Donald Dewar, candidat de Tony Blair. David McLetchie, chef des conservateurs locaux, est plus cruel : *« Franchement,* dit-il, *Sean Connery aurait mieux fait de continuer de jouer au golf à St Andrews plutôt que de venir jouer les James Bond à Edimbourg pour le SNP... »*

Patrice Claude

Des forêts et des hommes

L'IDÉE selon laquelle les réserves naturelles sont des sanctuaires dont l'accès est interdit aux hommes – destructeurs – est dépassée. En zone de forêts tropicales, l'objectif est désormais d'associer les populations à la mise en place et à la gestion des zones protégées. Mais les réussites restent maigres. Les habitants, désireux d'améliorer leurs conditions de vie souvent difficiles, sont plutôt favorables à la poursuite de l'exploitation. Extraordinaire réservoir de biodiversité, la forêt tropicale recèlerait 100 millions d'espèces végétales et animales dont 10 % seulement sont répertoriées. Chaque année, le territoire qu'elle occupe diminue d'une surface équivalant à celle de la Grèce.

Lire page 24

■ CMU : les associations veillent

Les députés examinent, à partir de mardi, le projet de loi sur la couverture maladie universelle, sous la surveillance des associations caritatives. p. 10

■ Défense européenne

La Grande-Bretagne a décidé, lundi, de se retirer du programme le plus emblématique en matière de coopération navale, celui de la frégate Horizon. p. 6

■ Sida : l'éradication exclue à court terme

Il ne faudrait pas interrompre le traitement antirétroviral chez les malades, même lorsque le virus est devenu indétectable dans le sang. Le VIH-1 persisterait au moins soixante ans dans certains globules blancs. p. 25

■ Decaux, maître de l'affichage

Jean-Claude Decaux annonce l'acquisition du groupe français d'affichage Havas Media Communication-Outdoor Advertising (HMC-OA), devenant le plus gros afficheur du monde. p. 20

■ Gastronomie

Dans son établissement au-dessus de Tours, Jean Bardet est revenu de la cuisine d'avant-garde pour des plats plus traditionnels. Du cousu main. p. 26

■ Comment obtenir un congé parental

Légalement, le congé parental d'éducation est ouvert aux hommes comme aux femmes. En pratique, ce sont ces dernières qui en bénéficient. p. 27

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 428 - 7,50 F

POINT DE VUE

Kosovo : devant l'échec

par Pierre Hassner

LE sommet de l'OTAN s'est achevé sur une déclaration d'unité, de détermination et de confiance dans la stratégie adoptée en Yougoslavie. On ne peut que saluer les deux premiers aspects, qui tranchent avec les divisions et les hésitations du temps de la Bosnie. Mais – au risque de se voir reprocher une impatience fébrile ou une propension pour la stratégie de Café du Commerce – on ne peut qu'exprimer son scepticisme et son inquiétude pour le troisième.

Comment nier, en effet, que les craintes exprimées il y a un mois (selon lesquelles les bombardements, s'ils n'étaient accompagnés d'une action au sol, loin de protéger les populations albanaises, risquaient de durcir la politique de Milosevic, de lui rallier le peuple serbe et d'aggraver encore la situation des Kosovars – « En cas d'échec », dans *Le Monde* du 27 mars 1999) se sont vérifiées ? Même si, comme il faut ardemment l'espérer, la situation devait se retourner d'ici quelques semaines ou quelques mois, même si la catastrophe suprême d'une victoire de Milosevic est écartée et si les Kosovars rentrent dans leurs foyers, comment ne pas voir que l'échec est déjà là, dans les souffrances des déportés, dans les destructions infligées à la Serbie, dans la déstabilisation de la Macédoine et du Monténégro, dans le fossé creusé, à travers les Balkans, entre gouvernements pro-occidentaux et populations hostiles, dans l'immense tâche de reconstruction économique et sociale, psychologique, politique et morale à entreprendre ?

Comment les traces de ce mois interminable, où l'infrastructure serbe était progressivement détruite mais où les forces de Milosevic et consorts restaient libres de poursuivre leur œuvre barbare, s'effaceraient-elles de sitôt ? Il y a peu de chances que l'année 1999 ne reste pas, pour la paix et la démocratie, l'Europe et l'Amérique, et les Balkans, une *« annus horribilis »*, faisant pendant à *« l'annus mirabilis »* de 1989.

Lire la suite et nos autres points de vue page 16

***Pierre Hassner** est chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).*

Le prince des scarabées



JAN FABRE

ARTISTE anversois, Jan Fabre peuple son œuvre d'animaux vivants ou morts, de carapaces de scarabées et de corps humains. Dans son dernier spectacle, dont le général Patton est le héros, ou son exposition de sculptures à Strasbourg, l'inventeur du « Bic-Art » soumet la fin du siècle au regard-scalpel qu'il pense tenir de son aïeul, l'entomologiste Jean-Henri Fabre.

Lire page 28

هكذا من الأصل

BALKANS **L'OTAN a poursuivi ses frappes contre des cibles en Serbie, mardi 27 avril, en bombardant à nouveau le bâtiment abritant le siège du Parti socialiste (SPS, au pouvoir) du président Slobodan Milosevic. ● VUK DRASKOVIC, le vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) a affirmé que *« la Serbie, de plus en plus isolée et faible »* devait accepter une force de maintien de la paix au Kosovo. Il s'est déclaré prêt à organiser des manifestations contre le régime de Belgrade si celui-ci entérinait la reprise en main de la télévision privée Studio B. ● CES DÉCLARATIONS d'un homme réputé imprévisible ont été accueillies avec prudence par les capitales occidentales. ● LA MACÉDOINE fait face à un nouvel afflux de réfugiés, alors que près de 150 000 Kosovars se trouvent déjà dans ce pays.**

Vuk Draskovic brave le pouvoir de Slobodan Milosevic

L'ancien opposant devenu vice-premier ministre du gouvernement yougoslave s'est dit prêt, mardi 27 avril, à déclencher des manifestations si le régime de Belgrade entérinait la décision de placer la télévision privée Studio B sous la férule de l'armée

L'OPÉRATION « Force alliée » de l'OTAN en Yougoslavie entre, mercredi 28 avril, dans sa sixième semaine. Elle a été doublée d'un renforcement des sanctions de l'OTAN et de l'Union européenne. *De premières dissonances se font* entendre à Belgrade.

● **Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic,** a suscité une certaine perplexité en critiquant sans détour dimanche et lundi la politique du gouvernement yougoslave. M. Draskovic s'en est pris à la désinformation pratiquée par les autorités et a estimé que Belgrade devait faire preuve de *« courage »* pour *« aller vers un compromis »*. Lundi, M. Draskovic a tenu à préciser qu'il exprimait *« la position du gouvernement fédéral »* que préside Slobodan Milosevic et que *« le président serbe, Milutinovic a très fermement appuyé* [son] *point de vue »*. Il a appelé mardi à des manifestations pour la démocratie à Belgrade.

● **Le porte-parole de l'Alliance atlantique,** Jamie Shea, a cru entendre *dans ces déclarations* les *« premiers grondements du mécontentement »* à Belgrade. Les Etats-Unis sont demeurés prudents. *« Dans quelle mesure il* [M. Draskovic] *représente la direction à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderai bien de m'exprimer à ce sujet »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, qui ne s'en félicite pas moins du fait que M. Draskovic prenne conscience de l'isolement de son pays.

● **L'Union européenne (UE) a décidé de renforcer la panoplie** de sanctions imposées à la Yougoslavie, lors d'une réunion lundi à Bruxelles. Ces mesures vont de l'interdiction de voyager pour M. Milosevic et les siens, à de nouvelles restrictions aux mouvements de capitaux et aux investissements en passant par l'extension du gel des avoirs à l'étranger des gouvernements serbe et yougoslave, l'interdiction des vols commerciaux etc. L'UE a invité le dirigeant modéré albanais, Ibrahim Rugova, retenu à Pristina, à participer à sa prochaine session, en mai. Elle a réaffirmé son adhésion à un projet de *« pacte de stabilité »* pour les Balkans qui serait mis en œuvre après l'instauration de la paix.

● **Le conseil permanent de l'OTAN devait examiner mardi** les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier contre la Yougoslavie décidé par le sommet de Washington. Quant au blocus maritime, le général Klaus Naumann, président du comité militaire de l'OTAN a indiqué que l'Alliance n'aurait pas recours à la force pour arrêter des navires transpor*tant du pétrole à destination* de la Yougoslavie. En revanche, un porte-parole du Pentagone a indiqué que *« si un navire faisant l'objet de sommations décide de fuir, il pourrait être poursuivi et arrêté en usant de la force si nécessaire »*.

● **Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été autorisé** à revenir au Kosovo pour y *travailler librement*, lors d'un entretien lundi à Belgrade entre M. Milosevic et le président du CICR, Cornelio Sommaruga. M. Sommaruga a indiqué qu'il avait soumis à M. Milosevic, pour approbation, un document énumérant les exigences du CICR : évacuation des blessés, garantie que les populations civiles seraient protégées, fourniture de produits alimentaires, d'eau, d'abris et de médicaments et visite aux prisonniers. M. Sommaruga attend la réponse du *gouvernement* yougoslave à ces exigences. Il a néanmoins indiqué que M. Milosevic lui avait dit : *« Nous vous ouvrons toutes les routes, vous pourrez aller où vous voulez. (...) Nous assurerons votre protection mais nous ne pouvons vous protéger des bombardements. »* Il a aussi ajouté, toujours selon M. Sommaruga, qu'*« il n'y a pas un seul prisonnier que vous ne pourrez visiter »*. Le président du CICR a pu rendre visite aux trois soldats américains capturés par les Serbes le 31 mars.

● **L'OTAN demeure résolue à aller jusqu'au bout.** Elle va intensifier *« cette semaine »* ses bombardements en les concentrant au Kosovo sur les forces serbes. Les bataillons serbes au Kosovo vont vivre prochainement *« un cauchemar »*, a déclaré à Bruxelles un responsable de l'Alliance sous couvert d'anonymat. Tandis que l'un des vingt-trois hélicoptères de combat américains Apache, arrivés en Albanie, s'est écrasé lundi lors d'un exercice près de Tirana, le secrétaire à la défense William Cohen a ordonné le déploiement, à partir du week-end, de 30 avions ravitailleurs supplémentaires au sein des forces de l'OTAN engagées dans l'opération « Force alliée ». Ils font partie du contingent de 300 avions de combat, de reconnaissance et de ravitaillement en vols supplémentaires réclamés par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées.

« Négociations très constructives » entre M. Talbott et M. Ivanov

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, a déclaré, mardi 27 avril, que les discussions qu'il venait d'avoir avec le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avaient été *« très constructives »*. *« J'ai appris beaucoup sur la perception de la situation par la Russie et je suis convaincu que les Etats-Unis et la Russie collaboreront, aux côtés de nombreux autres pays, en faveur d'un retour à la paix dans la région »*, a-t-il dit à la presse. M. Talbott devait ensuite rencontrer Viktor Tchernomyrdine, l'émissaire du président Boris Eltsine pour la Yougoslavie, qui a rappelé que M. Talbott *« est une personne qualifiée, qui connaît bien l'Europe et la Russie »*. M. Tchernomyrdine s'est entretenu par téléphone pendant plus d'une heure avec le vice-président américain, Albert Gore, sur les possibilités de règlement du conflit au Kosovo. – *(AFP, Reuters.)*

Les déclarations tonitruantes d'un homme imprévisible

L'HOMME a la réputation d'être imprévisible et d'apprécier les feux de la rampe. Aussi, les déclarations tonitruantes du vice-premier ministre fédéral, Vuk Draskovic, lundi 26 avril, allant à contre-courant de la position défendue bec et ongles par son président, Slobodan Milosevic, laissent-elles perplexes. Pour beaucoup d'observateurs, il est probable que cet ancien opposant rallié au président Milosevic au début de 1998 se soit avant tout exprimé en son nom, contrairement à ce qu'il affirme. Reprenant des propos déjà tenus la veille, Vuk Draskovic s'est répandu lundi dans les médias pour affirmer que la Yougoslvaie devait accepter une force de maintien de la paix des Nations unies qui pourrait inclure des soldats de l'OTAN, *si tel était la décision du* Conseil de sécurité de l'ONU. Dans une interview télévisée dimanche soir, celui que l'on appelle communément *« Vuk »* (le loup) avait appelé *« ceux qui dirigent le pays »* et les *« prétendus patriotes »* à *« ne plus mentir au peuple et à lui dire enfin la vérité »*. La vérité, a-t-il souligné, c'est que *« nous sommes seuls » : « l'OTAN n'est pas près de s'effondrer, la Russie n'aidera pas militairement la Yougoslavie et l'opinion internationale est contre nous »*. Interviewé lundi sur *CNN*, il a souhaité que le gouvernement yougoslave ait *« le courage d'aller vers un compromis »* sur la base du respect de la Charte des Nations unies.

Pour la *première fois depuis* le début des frappes de l'OTAN, Vuk Draskovic fait donc entendre une voix dissonante au sein de la coalition au pouvoir regroupant le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic, la Gauche yougoslave (JUL, néocommuniste) de Mira Markovic, son épouse, le Parti radical (SRS, ultranationaliste) de Vojislav Seselj et le Mouvement serbe du Renouveau (SPO, droite nationaliste) de Vuk Draskovic, entré au début de l'année 1998 au gouvernement. Le déploiement d'une force de l'ONU au Kosovo est en effet une solution rejetée continuellement avec force par M. Milosevic qui dit n'accepter que des observateurs non armés . *Il n'envisage* pas non plus la présence de représen*tants de pays* « agresseurs » de l'OTAN.

UN PARI RISQUÉ

Les dirigeants des partis de l'opposition yougoslave ont relevé les critiques lancées par Vuk Draskovic contre M. Milosevic. Le gouvernement pro-occidental du Monténégro, seconde république yougoslave, a *réagi le premier*. *« Voici le signal qu'une Serbie différente et démocratique est en train de naître »*, a affirmé Miodrag Vukovic, le président du Parti socialiste démocratique, au pouvoir au Monténégro. Mais à Belgrade, le leader du Parti démocrate, Zoran Djindic a réagi avec plus de retenue aux déclarations de son ancien allié à la tête de la *coalition d'opposition Zajedno*, dont il a appris à se méfier. Si Vuk Draskovic reprend *« l'opinion du gouvernement fédéral »*, cela pourrait représenter *« une bonne nouvelle »*, a-t-il simplement déclaré.

Les Etats-Unis semblent sur la même longueur d'onde. *« Dans la mesure où les commentaires de M. Draskovic reflètent une reconnaissance de la réalité qui a cruellement manqué jusqu'ici, tout va bien »*, a déclaré James Rubin, porte-parole du département d'Etat. *« Dans la mesure où M. Draskovic reconnaît que la Serbie est en passe de devenir chaque jour de plus en plus isolée et faible, tandis que l'OTAN se renforce chaque jour, encore une fois, cela nous convient »*, a-t-il poursuivi. *« Mais dans quelle mesure il représente la direction* [yougoslave] *à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderais bien de m'exprimer à ce sujet »*, a conclu le porte-parole.

Le dernier coup d'éclat de Vuk Draskovic apporte un début de réponse. Le président du SPO a en effet appelé, mardi 27 avril, à des manifestations pour la *démocratie* à Belgrade, à la suite d'informations non confirmées selon lesquelles l'armée aurait pris sous sa coupe la chaîne de télévision privée qu'il contrôle, Studio B. *« Nous descendrons dans la rue et manifesterons (...)contre cette décision antidémocratique »*, a déclaré Vuk Draskovic à la BBC, ajoutant qu'il était prêt, si *nécessaire*, à se dresser contre l'homme fort de Belgrade, Slobodan Milosevic. L'ancien opposant avait perdu une grande part de sa crédibilité dans l'opinion publique serbe en acceptant de participer au gouvernement. En jouant la carte de la confrontation, il fait peut-être le pari de redorer son blason. Un pari risqué alors que le pouvoir de Slobodan Milosevic semble solidement ancré.

Christophe Châtelot

L'opposition « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime »

L'OPPOSITION démocratique serbe est totalement désorganisée mais certains intellectuels – professeurs d'université, académiciens, anciens responsables de théâtres, militants de mouvements anti-guerre du temps des combats en Bosnie, journalistes – tiennent à exprimer une vue des événements différente de celle du régime. Ainsi, le 17 avril, 27 d'entre eux ont-ils adressé une lettre de *« citoyens serbes inquiets »* au Courrier des Balkans, qui est une banque de données sur la situation économique, politique et culturelle de cette région et qui soutient les médias démocratiques (site internet : http:/bok.net/balkans/).

« Opposants de longue date au régime actuel, et militants pour une Serbie démocratique et anti-nationaliste, ayant choisi de rester en Yougoslavie (...) parce que nous voulons voir notre pays réintégrer la communauté mondiale des nations », les signataires condamnent *« avec véhémence les bombardements de l'OTAN qui ont gravement accéléré l'escalade de la violence au Kosovo et qui sont la raison des déplacements de populations, hors et à l'intérieur du Kosovo »*. Mais ils réprouvent également *« l'épuration ethnique de la population albanaise perpétrée par les forces yougoslaves »* – une expression qu'on n'a pas l'habitude d'entendre de la part du régime de Slobodan Milosevic –, ainsi que *« la violence de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dirigée contre les Serbes, les Albanais modérés et autres communautés ethniques du Kosovo. La catastrophe humanitaire au Kosovo (morts, souffrance psychologique et physique extrême pour des centaines de milliers d'Albanais et de Serbes) doit cesser dès maintenant. »*

POUR UNE SOLUTION POLITIQUE

Selon les auteurs de cette déclaration *« pour faire régner le respect »*, *« tous les réfugiés de Yougoslavie doivent pouvoir retourner immédiatement et sans condition chez eux, leur sécurité et les droits de l'homme leur étant garantis et une aide pour la reconstruction leur étant proposée. Tous les coupables de crimes contre l'humanité, sans exception, doivent être assignés en justice. »*

Les opposants de Belgrade demandent l'arrêt immédiat des combats entre les forces serbes et l'UCK afin de lancer une nouvelle série de négociations. Ils indiquent qu'il n'y aura pas de solution *« facile ou rapide, comme dans les conflits similaires, comme en Irlande du Nord »*. Ils réclament également la cessation des bombardements de l'OTAN qui ont déstabilisé *« encore plus »* les Balkans du Sud et dont le résultat final *« sera la destruction des fondements économiques et culturels de la société yougoslave »*.

Aux yeux des signataires, le régime en place n'a été que renforcé par les attaques de l'OTAN *« du fait de la réaction naturelle des populations qui se rallient autour de leur drapeau en temps d'agression étrangère »*. *« Nous continuons,* ajoutent-ils, *notre opposition au régime anti-démocratique et autoritaire actuel »* mais les frappes ont affaibli les forces démocratiques en Serbie et menacent gouvernement réformateur du Monténégro : les opposants se trouvent ainsi actuellement *« entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime »*. Ils appellent enfin toutes les parties impliquées à trouver une solution politique au conflit.

LA GUERRE AÉRIENNE DANS LE CIEL YOUGOSLAVE



PHOTOS : GREG L. DAVIS/REUTERS

Ravitaillement en vol d'un avion américain A-10 A « tueur de chars » au cours d'une mission de combat au-dessus du Kosovo. Les A-10 A de l'US Air Force, déployés sur la base d'Aviano, en Italie, sont des appareils d'attaque au sol. Le Pentagone a annoncé, lundi 26 avril, qu'il allait mettre 30 avions ravitailleurs supplémentaires au service des forces de l'OTAN engagées contre la Serbie

Le Monténégro s'inquiète de l'embargo pétrolier décidé par l'OTAN

PODGORICA
de notre envoyée spéciale

REPORTAGE

La tradition de la contrebande est ici aussi vieille que le royaume

Seul débouché sur la mer de la Serbie, le Monténégro, son petit partenaire rétif au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), espère voir les gages que son gouvernement démocratique a donnés à l'OTAN suffire pour l'exclure de l'embargo décidé contre Belgrade. Il se sentait déjà épargné par les bombardements de l'Alliance, après ceux qui ont touché, à deux reprises fin mars, des installations de l'armée yougoslave déployée dans le pays.

Mais les frappes ont de nouveau visé, lundi 26 avril, un site proche de l'aéroport de Podgorica, capitale du Monténégro. Les autorités monténégrines venaient pourtant de faire un pas supplémentaire en direction de l'OTAN en proposant d'accueillir des inspecteurs chargés de vérifier que le pétrole et autres marchandises sous embargo transportés vers ses ports sont bien destinés au Monténégro et non à la Serbie.

PARADIS DE LA FLIBUSTE

Chacun cependant connaît les limites d'une telle offre : l'embargo précédent, en vigueur de 1993 à 1996, a été détourné à si grande échelle qu'il a donné naissance à une nouvelle classe de riches Monténégrins, profiteurs de l'embargo.

Vieux royaume montagnard ouvert sur l'Adriatique, le pays a de tout temps été accusé d'être le paradis de la flibuste en Europe. Les sanctions contre la Serbie ont relancé la noble tradition contrebandière. Sur la route menant de Podgorica à son principal port de Bar, relié par ferry à Bari, dans les Pouilles, les humbles maisons de maraîchers sont désormais flanquées de vastes et hautes demeures.

Mais ces nouveaux flibustiers ne sillonnent pas la mer : leur terrain de chasse est le grand lac de Skadar, qui s'étend jusqu'à la ville du même nom dans le nord de l'Albanie, la région la moins contrôlée d'un pays sans foi ni loi. Pétrole et autres *« war materials »* destinés à la Serbie durant l'embargo, mais aussi cigarettes et diverses denrées toujours importées en Albanie, prenaient et prennent le chemin du lac puis des vastes marais qui bordent sa rive nord monténégrine.

Au risque d'être interceptés par des « pirates de pirates », bandits masqués capables de mettre le feu aux embarcations s'ils ne reçoivent pas leur dîme. Y compris s'il le faut aux « mini-tankers » construits spécialement pour le lac, bateaux plats conduits par une seule personne, racontent experts et chauffeurs de taxis. La dernière rumeur à Podgorica est que l'armée yougoslave tente de renforcer ses positions sur le lac aux dépens de celles de la police du gouvernement monténégrin, qui y fut de tout temps prédominante...

L'EMPRISE DE BELGRADE

Evoquant donc *« certaines réalités »*, les experts de l'OTAN suggèrent, pour renforcer l'embargo, de couper les voies reliant le Monténégro à la Serbie. La mesure serait plus efficace. Déjà, la SFOR, force de l'ONU en Bosnie, a coupé la voie ferrée qui mène de Bar en Serbie en passant par son territoire. Cela a été fait discrètement au début des frappes, au grand dam de ceux qui disent que l'OTAN n'a pas d'ordres à donner à l'ONU, dont les forces se justifient en disant qu'il s'agissait d'empêcher Belgrade d'envoyer des renforts de troupes au Monténégro.

De tels renforts seraient néanmoins en route, a annoncé lundi la presse du Monténégro, évoquant 500 réservistes de Serbie centrale envoyés vers le port de Bar.

Six à sept routes relient les deux Républiques, par de hautes vallées encaissées dont les ponts seraient des cibles « idéales ». A condition qu'elles se trouvent en territoire serbe. Car toute frappe au Monténégro ne ferait que renforcer l'emprise de Belgrade et de son armée sur son petit voisin.

Petit à petit, à coup de compromis ponctuels, cette emprise s'alourdit déjà, estime le consul d'Italie à Bar, seul diplomate occidental resté en poste dans le pays, en contemplant avec inquiétude la splendide baie donnant sur ses fenêtres, bordée de réservoirs pétroliers étincelants et flanquée de panneaux publicitaires pour Loukoïl-Monténégro, la toute nouvelle société mixte créée... avec les Russes.

Sophie Shihab

La fermeté des Quinze sur les sanctions ne convainc qu'à moitié

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Renforcement des sanctions à l'égard de la Serbie et, notamment, mise en œuvre de l'embargo pétrolier avant la fin du mois, aide accrue aux réfugiés et à leurs pays d'accueil, préoccupation marquée quant au sort du Monténégro, référence au rôle à jouer par le Conseil de sécurité des Nations unies, volonté d'agir sur le long terme pour assurer la stabilité des Balkans : rien n'a été oublié dans les « conclusions » publiées, lundi 26 avril, par les ministres des affaires étrangères des Quinze ou leurs représentants pour témoigner d'une persistante fermeté à l'égard de Belgrade.

Pourtant, même bien rodé, l'exercice, au moins au niveau de l'image, n'a convaincu qu'à moitié. Certes, la réunion se tenait au lendemain d'un sommet fatiguant à Washington. Néanmoins, peu de ministres des affaires étrangères s'étaient déplacés. C'était vrai notamment des français, anglais et italien. La volonté bruyamment manifestée lors de chaque sommet de voir l'Europe jouer pleinement son rôle dans ce conflit, ainsi que celle de faire retrouver un lustre disparu au « Conseil des affaires générales », perdent ainsi de leur crédibilité. Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, qui préside les débats, a accueilli les critiques à l'égard de Slobodan Milosevic récemment exprimées à Belgrade par le vice-président Vuk Draskovic *« comme un signe qu'on commence visiblement, de l'autre côté, à comprendre la gravité de la situation »*. Mais la *« perspective ainsi offerte »* n'a pas fait, apparemment, l'objet d'un échange de vues sérieux sur la manière d'être éventuellement exploitée.

Différents moyens, plus ou moins nouveaux, plus ou moins convaincants – les Quinze avouent ainsi qu'ils ne savent pas encore exactement comment ils feront respecter l'embargo pétrolier ! –, sont envisagés pour gêner Milosevic, sa famille et sa clique.

AIDE AUX PAYS D'ACCUEIL

Les mots employés désignent toujours le président yougoslave davantage comme un hors-la-loi que comme un interlocuteur possible. Les sanctions sont de plus en plus personnalisées : interdiction de voyager pour Milosevic, sa famille, ses ministres, et l'ensemble des dirigeants du pays ; extension du gel des avoirs détenus à l'étranger par le président yougoslave et par ses proches ou par des compagnies contrôlées par des intérêts serbes ; restrictions supplémentaires aux mouvements de capitaux et à tout autre investissement ; interdiction aux Européens d'exporter des équipements pouvant être affectés à la répression ; interdiction complète faite aux compagnies aériennes de voler entre l'UE et la Yougoslavie ; *« encouragement »* aux Etats membres et à leurs fédérations sportives d'accueillir des équipes yougoslaves.

Une invitation a été adressée à Ibrahim Rugova, le leader modéré retenu à Pristina, pour la prochaine session du conseil en mai. Les Quinze dénoncent les efforts de Belgrade en vue de saper l'autorité du gouvernement du Monténégro et indiquent leur intention de *« saisir toute opportunité »* de lui venir en aide.

L'Union se félicite ensuite de la *« modération »* de l'Albanie et de la Macédoine. L'aide annoncée aux pays d'accueil des réfugiés, soit 100 millions d'euros – venant s'ajouter aux 150 millions d'euros pour les réfugiés eux-mêmes –, sera répartie dans les plus brefs délais. Selon le commissaire Hans van den Broek, 62 millions d'euros iront à l'Albanie, 13 au Monténégro et le reste, pour lequel les procédures administratives ne sont apparemment pas encore achevées, à la Macédoine.

Les Quinze ont réaffirmé leur soutien à un pacte de stabilité dans les Balkans à mettre au point avec l'ensemble des pays de la région, en y associant les organisations internationales concernées, en particulier l'OSCE. Les Etats-Unis et la Russie seraient, bien sûr, partie prenante de l'opération. A titre de contribution, l'Union répète qu'elle est prête à négocier un accord d'association avec l'Albanie et la Macédoine.

Philippe Lemaître

Les mesures de rétorsion décidées par la communauté internationale depuis 1998

Les sanctions européennes contre la Serbie ne datent pas du déclenchement des frappes aériennes et s'inscrivent dans toute une série d'initiatives prises à des échelons multiples (ONU, G 8 ou Union européenne).

● **31 mars 1998.** Adoption par l'ONU de la résolution 1160, qui prévoit un embargo sur les armes à destination de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Déjà en 1991, une résolution des Nations unies avait décrété un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie, qui n'était pas encore divisée en plusieurs Etats.

● **9 mai 1998.** Annonce par les ministres des affaires étrangères du G 8 d'un embargo sur les investissements étrangers en RFY.

● **8 juin 1998.** Les Quinze, réunis à Luxembourg, approuvent l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade dans l'UE. Les Etats-Unis prennent une décision similaire au même moment.

● **15 et 16 juin 1998.** Interdiction par l'Union européenne, lors du sommet de Cardiff, de toutes liaisons aériennes assurées par les compagnies yougoslaves avec l'Union européenne.

TROIS QUESTIONS À...

HANS KOSCHNICK

1 A Mostar, en tant qu'administrateur civil désigné par l'Union européenne, vous avez essayé de refaire vivre ensemble des Croates et des Musulmans. Après les déchirements, des communautés différentes peuvent-elles encore coexister ?

Il ne faut pas dire que deux communautés ne pourront plus jamais vivre ensemble. L'histoire prouve le contraire. Mais il faudra du temps, deux générations peut-être. En arrivant à Mostar, j'ai cru que cela irait plus vite, surtout avec les moyens que nous avons mis à la disposition des deux communautés. Mais une guerre civile laisse des plaies plus profondes qu'une guerre nationale. Au Kosovo aussi, nous avons affaire à une forme de guerre civile parce que les Albanais et les Serbes ont vécu longtemps en voisins.

2 Au Kosovo, comment est-il possible que la communauté internationale ait encore sous-estimé Milosevic ?

Je n'ai pas compris que les Etats qui avaient eu des troupes dans la Forpronu en Bosnie n'aient pas su avec quelle dureté – et parfois avec quelle haine – les conflits avaient lieu dans la région. Ils auraient dû savoir que les réactions des Serbes ne respecteraient pas les règles habituelles du droit de la guerre. Le ministre néerlandais des affaires étrangères m'a dit à propos du Kosovo qu'il ne pouvait pas imaginer tant de sauvagerie dans la pratique du nettoyage ethnique. Comment les Néerlandais ont-ils pu croire, après Srebrenica, que Srebrenica ne se reproduirait pas ?

3 Que faire ?

Les cinq conditions de l'OTAN ne doivent pas être intangibles si on veut la négociation et non la capitulation. Mais deux points, selon moi, ne sont pas négociables : le retour des réfugiés et leur protection par une force internationale, qui devra être sérieusement armée, parce qu'un homme désarmé, dans les Balkans, n'est pas un homme et n'inspire aucun respect.

Propos recueillis par
Daniel Vernet

L'intensification des raids de l'OTAN affaiblit l'économie yougoslave

10 500 sorties aériennes depuis le début de l'opération

Depuis le lancement de l'opération « Force alliée », le 24 mars, l'Alliance atlantique a comptabilisé 10 500 sorties aériennes dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque, les autres missions étant consacrées au soutien logistique et à la surveillance des sites et des forces serbes.

LES ANALYSTES de l'OTAN se disent aujourd'hui persuadés du fait que Slobodan Milosevic n'est plus en mesure de pouvoir reconstituer ses forces au même rythme qu'elles sont détruites par les bombardements des avions alliés. De la frappe censée être *« chirurgicale »*, au début des opérations, contre la défense aérienne et la défense antiaérienne serbe, on est passé à des vagues de bombardements relativement précautionneux, pour éviter des *« dommages collatéraux »*, puis à un élargissement de la gamme des cibles et à une intensification des raids sur des objectifs militaires et civils, c'est-à-dire économiques et industriels, qui sont présentés comme contribuant à l'effort de guerre de Belgrade au Kosovo. Dernière étape en date : l'embargo sur les importations de carburants.

Concrètement, les raids alliés s'en sont pris successivement à des stations-radars et aux avions de combat serbes, puis au système nerveux (commandement et communications) qui contrôle les forces de répression au Kosovo, à leurs arrières en Serbie et aux infrastructures (y compris les usines de munitions ou les dépôts de carburant) qui les soutiennent pour, enfin, se consacrer à des émetteurs de radio-télévision, accusés d'être les véhicules de la propagande en faveur du régime, et à une résidence privée de M. Milosevic, assimilée à un poste enterré de commandement.

Quelque 10 500 sorties aériennes, dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque et le reste des missions de soutien ou de surveillance, sont d'ores et déjà comptabilisées par l'OTAN depuis le début de l'opération « Force alliée ». A en croire les experts de la Defense intelligence agency (DIA), dirigée par le vice-amiral Thomas Wilson et proche de l'état-major interarmées américain, quelque 30 % des capacités-radar de la Serbie (notamment seize radars d'alerte avancée et des radars de batteries de missiles SAM) ont été détruits ; l'aviation d'attaque au sol est réduite de moitié ; 100 % des moyens de raffinage ont été mis hors service et 25 % des réservoirs de carburant éliminés ; 50 % des usines et des stocks de munitions ont été rayés de la carte.

Au Kosovo, selon les mêmes sources, la 3e armée yougoslave, ses auxiliaires du ministère serbe de l'intérieur (la MUP ou ministarstvo unutrasnjih poslova), les groupes paramilitaires et les miliciens – le tout alignant 40 000 hommes, 300 chars, autant de véhicules mécanisés et 200 pièces d'artillerie – ont enregistré des pertes difficiles à évaluer mais qui les rendraient moins mobiles sur le terrain, à moins qu'ils ne se dissimulent et se camouflent pour ruser avec les forces de l'OTAN.

GAMME DE CIBLES ÉLARGIE

Les estimations sont d'autant plus malaisées que, depuis le début des raids, on a observé que ces moyens serbes se renforcent : 3 000 hommes supplémentaires seraient venus de Serbie, et les groupes paramilitaires du chef nationaliste Arkan seraient, chaque jour, encore plus virulents.

Selon l'amiral Wilson, l'ensemble de ce dispositif répressif, contre lequel l'OTAN va concentrer ses tirs, demeure sous le contrôle direct et encore discipliné de Belgrade, malgré la dégradation de ses moyens de communications et en dépit d'un flux très limité – on parle de 2 000 hommes localisés, pour l'essentiel, à Pristina – de déserteurs ou, plus précisément, de jeunes qui n'auraient pas répondu à leur ordre d'appel.

Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe et « patron » de l'opération « Force alliée », a réclamé – et il est en passe de les obtenir – des nouveaux moyens au profit de l'OTAN : quelque 380 avions supplémentaires (parmi lesquels une armada d'appareils de ravitaillement en vol) déployés autour du théâtre des opérations, vingt-quatre hélicoptères d'attaque et des batteries de lance-roquettes multiples en Albanie. Ce renforcement vise à pouvoir élargir l'éventail des cibles et à mettre l'OTAN, avec une centaine d'avions maintenus au-dessus de la Serbie et du Kosovo en permanence, en situation de les bombarder par tous les temps vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant plusieurs semaines, en spéculant sur un revirement de Slobodan Milosevic sous la pression de son entourage.

On est loin des opérations aériennes planifiées fin mars. Le nombre des objectifs susceptibles d'être visés aujourd'hui serait, dit-on, deux fois et demie supérieur à celui des cibles déterminées précédemment. On parle désormais de quelque 2 000 sites en jeu. Cette comptabilité est délicate à suivre : il faut tenir compte du fait qu'un même objectif peut être l'objet de plusieurs attaques renouvelées, tels une piste d'aéroport, un pont, une voie ferrée ou un relais émetteur, dès lors qu'il aurait été remis en état entre temps par les Serbes, avec des moyens de fortune.

Tout se passe comme si les alliés, devant la résistance du président yougoslave et de ses chefs militaires, cherchaient – sans encore l'avouer publiquement – à s'attribuer de nouveaux buts dans les Balkans et, en particulier, comme s'ils tentaient d'affaiblir une économie yougoslave déjà passablement exsangue de manière à en ramener le niveau d'activités à celui d'avant la guerre de 1941. Selon l'expression imagée, mais sans doute provocatrice et d'un goût douteux, d'un stratège de l'OTAN, cela revient à vouloir ramener l'économie de son adversaire *« à son état, supposé, du temps du Moyen Age »*. En Irak, les destructions infligées en 1990-1991, pendant les hostilités dans le Golfe, par les raids aériens de l'opération *« Tempête du désert »*, ont contribué et concourent encore à considérablement entraver le développement du pays. La Serbie ne dispose pas des ressources du pétrole pour espérer surmonter un tel handicap.

Jacques Isnard

Les Européens assurent 40 % des missions

Avant l'arrivée de 30 nouveaux avions-ravitailleurs KC-135 et KC-10 américains, ce qui portera à 167 le nombre global des appareils américains et européens de cette catégorie, l'opération « Force alliée » rassemble à ce jour une flotte de 700 avions, majoritairement déployés en Italie. Les Etats-Unis en alignent 500 à eux seuls. En termes de missions de combat, les raids sont assurés à 60 % par les Américains et à 40 % par leurs alliés européens. Cette proportion est sensiblement la même pour ce qui est des autres missions pour le compte de l'OTAN : reconnaissance, supériorité aérienne et interdiction, soutien, guerre électronique et ravitaillement en vol. Le général Wesley Clark souhaite porter à un millier le nombre des avions engagés. Pour deux raisons principales. La première est que l'OTAN, avec une flotte plus importante de ravitailleurs, puisse, de jour et de nuit, bombarder de nouvelles cibles, et la seconde est qu'elle soit en mesure d'attaquer le territoire serbe davantage en profondeur.

Les camps macédoniens sont saturés par l'arrivée de nouveaux réfugiés

L'interminable exode vers la Macédoine se poursuit. 150 000 Kosovars se trouvent aujourd'hui dans un pays qui affirmait ne pouvoir en accueillir plus de 20 000

SKOPJE (Macédoine)
de notre envoyé spécial

Interminable, l'exode des Kosovars vers la Macédoine se poursuit. Lundi 26 avril, plus de 3 200 nouveaux réfugiés ont franchi la frontière à Blace. Installé au cours de la semaine dernière en surplomb de la zone où s'était abattue la première vague d'Albanais du Kosovo, le camp de transit construit par les autorités de Skopje (la capitale macédonienne) tourne désormais à plein régime. Au cours des sept derniers jours, plus de 10 000 personnes ont passé la frontière à cet endroit. Ces chiffres continuent de donner le vertige. Au début de la crise, le gouvernement macédonien avait assuré qu'il ne pourrait pas accueillir plus de 20 000 réfugiés, de peur de voir les tensions s'exacerber entre sa majorité slave et sa minorité albanaise. Les Kosovars sont aujourd'hui plus de 150 000, dont la moitié est placée dans des camps gardés par la police et l'armée.

Ce bilan provisoire ne tient pas encore compte des passages clandestins qui perdurent dans les zones de montagne. La semaine passée, plusieurs milliers de réfugiés s'étaient retrouvés pris au piège dans le petit village de Lojane, à l'est de Blace. Les forces macédoniennes s'étaient un instant opposées à leur entrée sur leur territoire à partir de ce point de passage non officiel. Un accord avait finalement été trouvé. Une soixantaine de bus avait évacué les Kosovars vers les camps. Depuis, aucun nouveau convoi n'a été signalé. Sur place, le dispositif macédonien a même été allégé. Pourtant, chaque jour, de petits groupes d'Albanais parviennent au village après avoir franchi les montagnes qui séparent la Macédoine de la République fédérale de Yougoslavie.

« Ils arrivent plutôt en fin de journée, lorsque la nuit tombe, c'est plus discret », rapporte Vitar, qui tient un petit café au milieu du village. Selon les personnes qui les hébergent pour la nuit, ils proviennent désormais en majorité de zones situées juste de l'autre côté de la frontière. A Blace, les réfugiés continuent de venir de la ville d'Urosavac, où la population de nombreux villages s'était rassemblée, et de petites communes situées plus près de la frontière.

A Lojane, ces nouveaux arrivants ne font que passer. Avec 1 300 réfugiés, le village à population albanaise a largement épuisé ses capacités d'accueil. Mais la Macédoine tout entière se retrouve dans la même situation. Après avoir beaucoup rechigné, le gouvernement macédonien a donné son accord la semaine dernière pour la construction d'un nouveau camp au sud de Tetovo (au nord du pays), où les albanophones sont majoritaires. Environ 20 000 personnes pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac *(lire aussi page 15)* et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.



Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dissuadent d'en faire autant. Une tente située en bordure de camp a, en effet, été incendiée en signe de protestation contre la présence des réfugiés. Les camps, concentrés au nord du pays, étant surpeuplés et les capacités d'accueil dans les familles de cette région souvent épuisées, les réfugiés risquent donc de se rendre plus au sud. Ce serait déjà le cas dans des sanatoriums situés autour du lac Ohrid, près de la frontière avec l'Albanie.

CAMPAGNE DE VACCINATION

Dans le même temps, les évacuations de réfugiés se poursuivent mais elles restent sans commune mesure avec les arrivées. Le pont aérien organisé par la France depuis le 24 avril permettra d'ici au 1er mai le départ de près de 2 500 personnes, après les 10 000 personnes transportées en Allemagne et les 3 000 réfugiés évacués en Turquie. Au total et en l'espace de quatre semaines, environ 20 000 Kosovars auront quitté le territoire macédonien. Le pont aérien organisé par la France n'est prévu pour l'instant que jusqu'au 1er mai, parce que ses capacités d'accueil risquent d'être rapidement saturées si les réfugiés sans famille sur place ne sont pas rapidement réorientés vers des structures alternatives.

En l'espace de trois semaines, la France a dû réviser ses positions. Après avoir défendu le choix du maintien des réfugiés au plus près du Kosovo, les autorités françaises en Macédoine n'ont pu que constater les difficultés de la vie dans les camps. Le pire reste à venir avec la chaleur de l'été, dans des zones dépourvues de systèmes d'assainissement. *« Il s'agit désormais d'éviter qu'un camp comme celui de Braçda devienne un second Blace »*, explique-t-on en référence au camp installé dans le dénuement le plus complet sur la frontière aux premiers jours de l'exode.

Lundi, l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a commencé une campagne de vaccination des enfants des camps. Il s'agit d'une action préventive contre la poliomyélite, la varicelle, la bronchite et la rubéole. L'amélioration des conditions de vie a cependant ses limites, tout comme les évacuations vers l'étranger. Il reste encore l'hypothèse d'un couloir humanitaire pour installer des réfugiés en Albanie, où les questions de cohabitation ethnique ne se posent pas. Mais un tel transport ne pourrait se faire qu'avec l'accord de Tirana et, surtout, celui des premiers concernés, les Kosovars eux-mêmes.

Gilles Paris

El Hilal, une assistance qui se dit sans frontières

SKOPJE (Macédoine)
de notre envoyé spécial

Les portes claquent, on entre, on sort, on passe une tête, on s'apostrophe en albanais, en turc, on apporte une théière, on vole une cigarette. Un bureau de El Hilal, en Macédoine, tient toujours un peu de la Cour des miracles et, d'ailleurs, le miracle a bel et bien eu lieu, à la fin du mois de mars, à la frontière avec le Kosovo.

Lorsque la vague des réfugiés déferlait sur le camp improvisé de Blace et que les pesantes organisations onusiennes peinaient à réagir, les microbus et les tracteurs mobilisés par l'organisation macédonienne El Hilal assuraient un mini-pont humanitaire qui permettait d'éviter le pire.

Aujourd'hui, El Hilal continue de parer au plus pressé avec le soutien d'organisations internationales qui bénéficient de ses réseaux d'entraide. *« Nous avons des réunions toutes les vingt-quatre heures et, pour l'instant, nous ne voyons pas au-delà »*, assure un bénévole, professeur de mathématiques à Tetovo, au nord du pays.

El Hilal a poussé sur les décombres du communisme yougoslave, au début des années 90. *« Il y a toujours eu chez nous une tradition de solidarité qui a pu s'exprimer avec l'ouverture vers la démocratie »*, estime son secrétaire général, Behidjudin Chehabi. Le croissant qui apparaît sur le logo vert et bleu de l'organisation rappelle à la fois son nom, « Nouvelle Lune », inscrit en caractères romains et arabes, et ses racines religieuses à l'origine de nombreuses suspicions.

Pour certains diplomates occidentaux, El Hilal n'est que le fourrier d'un fondamentalisme islamique masqué. Pour le gouvernement macédonien majoritairement slave orthodoxe, cet activisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres du nationalisme de la minorité albanaise musulmane.

A Studeniçan, près de Skopje (la capitale), le correspondant de l'organisation, Mutalip Ademi, est l'imam de la mosquée. Après des années d'études au Koweït, il s'exprime aisément en arabe classique, suit avec assiduité les programmes de la chaîne d'information qatarie al-Jezira et regrette l'extrême flexibilité de l'islam des Balkans tout en ne voyant pas comment les choses pourraient changer.

SENSIBILITÉ COMMUNAUTAIRE ALBANAISE

Mais des parcours comme le sien semblent bien rares. Au bureau de El Hilal à Tetovo, les filles aux jeans ajustés et aux cheveux décolorés travaillent côte à côte avec les garçons, et on serait bien en peine de trouver une quelconque référence à l'islam dans le petit bureau du président.

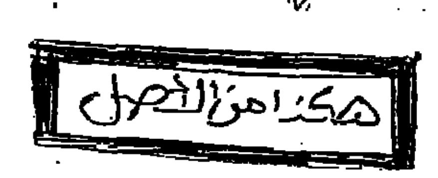
En revanche, la sensibilité communautaire albanaise est bien présente. L'incurie des autorités macédoniennes à Blace et dans les camps de réfugiés a profondément marqué les esprits et libéré des propos définitifs à l'encontre des *« Macédoniens »*, sous-entendu les Macédoniens slaves.

Dans le village de Sedlare, à l'ouest de Tetovo, l'instituteur, Ymer Sinani, correspondant de fraîche date de El Hilal, n'éprouve que mépris pour *« ces Macédoniens qui ont facturé l'accueil chez eux de réfugiés du Kosovo »*. *« Ils ne souffrent pas pour nous, ils souffrent pour Milosevic »*, ajoute-t-il en tapant du poing sur la table du petit café où il retrouve habituellement ses amis.

A Skopje, le secrétaire général s'efforce de convaincre de l'universalisme de El Hilal. *« Nous aidons les gens quelles que soient leur religion et leur nationalité. Nous avons accueilli des Croates et des Bosniaques, et pas seulement les musulmans, quand leurs pays étaient en guerre. Et puis, nous avons déjà apporté de l'aide aux Macédoniens »*, assure-t-il.

Historien et spécialiste de l'art islamique, il souligne aussi que, *« à la direction de l'organisation, sur une cinquantaine d'intellectuels ou d'enseignants, il n'y a qu'un seul religieux. D'ailleurs, nous recevons très peu d'aide des pays musulmans : nos principaux partenaires sont européens »*, précise-t-il. Avec la prolongation de la guerre, El Hilal n'est pas au bout de ses peines.

G. P.



En Grèce, les non communistes de Synaspismos veulent lutter contre la guerre

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Européens de tous les pays, unissez-vous ! » A l'initiative du petit parti de la gauche non communiste, Synaspismos, quelques centaines de manifestants ont marché, dimanche 25 avril, de Marathon à Athènes, pour protester contre les bombardements de l'OTAN et condamner le régime de Milosevic. Ils étaient moins nombreux que le public rassemblé, lundi, sur la place de la Constitution par le collectif d'artistes qui avait déjà dénoncé la livraison du chef kurde Abdullah Öcalan à la Turquie, mais ils voulaient représenter la Grèce moderne, européenne, celle qui récuse les slogans nationalistes et la mythologie de la *« fraternité d'armes avec la Serbie orthodoxe »*.

Il n'est pas facile de résister à la vague qui secoue la Grèce depuis l'extrême gauche, avec le Parti communiste de Grèce (KKE) qui a retrouvé les accents antiaméricains de la guerre froide, jusqu'à l'extrême droite, politiquement insignifiante mais qui se reconnaît dans les diatribes de la presse populaire et les anathèmes du patriarche. Mgr Christodoulos n'avait pas attendu la guerre du Kosovo pour replonger l'Eglise orthodoxe dans la vie politique grecque. Cependant les bombardements de la Serbie lui offrent l'occasion de condamner en l'OTAN un *« pion du diable »* et de jeter l'opprobre sur ceux qui *« se disent chrétiens et s'attaquent à un peuple pratiquant la même religion »*.

PAS DE FRATERNITÉ ANCESTRALE

Pour les Grecs, la guerre est proche. Ils ne la vivent pas seulement sur les écrans d'une télévision qui s'étend plus sur les dommages provoqués par les bombardements que sur le nettoyage ethnique. Ils voient les chars qui remontent du port de Salonique vers la Macédoine. 97 % des Grecs condamnent l'intervention armée de l'OTAN. Comment, dans ces conditions, garder la tête froide et ne pas trop gêner un gouvernement qui s'efforce avec un certain succès de concilier la solidarité avec l'Alliance atlantique et les réactions spontanées de l'opinion ?

Synaspismos, une coalition des anciens communistes qui avaient rompu avec Moscou et d'une gauche plus intellectuelle, a, face à la guerre, l'attitude ambivalente qu'il a adoptée face au gouvernement Simitis. Il est dans l'opposition bien qu'il approuve la volonté du premier ministre de qualifier la Grèce pour l'euro. Une forte proportion de ses membres serait même prête à faire l'appoint si le Pasok (parti socialiste au pouvoir) venait à se diviser. De même, il critique les frappes de l'OTAN sans tomber dans le tropisme balkanique qui charge les conflits du présent de tout le poids du passé. En 1992, il s'était déjà distingué du monde politique grec en acceptant que le petit Etat voisin de Skopje se nomme Macédoine.

Pas la fraternité ancestrale avec les Serbes – sur laquelle il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire –, mais le respect de la souveraineté ; pas la solidarité des orthodoxes, mais les doutes sur la possibilité pour les Kosovars de retourner un jour dans leurs foyers ; pas la peur irraisonnée de la Turquie, mais la crainte d'une déstabilisation de toute la région que les Occidentaux voulaient précisément éviter. Synaspismos tente d'introduire dans le débat grec une autre logique, une logique européenne qui n'est pas éloignée de la politique du gouvernement Simitis. Dans cette gauche non communiste, tout le monde n'est pas encore d'accord sur le droit d'ingérence, mais, dans un pays officiellement si chatouilleux sur le respect des frontières qu'il serait prêt à se battre pour les cailloux de la mer Egée, certains commencent à l'admettre, à une condition cependant : que cette ingérence ait été légitimée par les Nations unies.

Daniel Vernet

Le monde musulman, sceptique sur les motivations de l'Alliance, affiche une certaine discrétion

Pour eux, une solution doit être parrainée par l'ONU

Les pays musulmans, singulièrement arabes, ont envoyé aux réfugiés albanais du Kosovo une aide plurielle. L'Organisation de la conférence islamique a pris contact avec l'Union européenne et la Russie pour réclamer une solution qui garantisse le retour des Kosovars chez eux. Ces mêmes pays craignent néanmoins que l'intervention de l'OTAN au secours des Kosovars ne soit le prélude à une mise à l'écart de l'ONU.

FAUT-IL y voir de la lassitude, un certain scepticisme, quelques craintes sourdes, de douloureux souvenirs, ou au contraire un enthousiasme bridé, compte tenu d'un climat régional peu favorable à l'Occident, et singulièrement aux Etats-Unis ? Ou bien est-ce, comme le suggère un diplomate arabe, tout cela à la fois qui dicte la sobriété des réactions politiques des pays arabes et musulmans à la tragédie des Albanais du Kosovo, et à la campagne militaire de l'OTAN contre les forces serbes ? On est loin, en tout cas, des réactions enflammées qui avaient prévalu au Proche-Orient, lors des opérations d'« épuration ethnique » pratiquées par les Serbes en Bosnie. Derrière les mots transpire un malaise. Bien qu'elle soit du côté du droit, l'OTAN inquiète.

Quelques défilés d'étudiants pro-Kosovars ici, de violentes diatribes antiyougoslaves là, de généreuses collectes de dons auprès des populations, des contributions personnelles de tel ou tel autre monarque, des éditoriaux dénonçant le *« nettoyage ethnique »* ou demandant une intervention alliée terrestre et l'indépendance totale du Kosovo, et parfois, comme en Iran, une certaine défiance à l'égard de l'Alliance atlantique : c'est bien peu au regard de ce qui s'était passé, dès 1992, à propos de la Bosnie.

L'Iran avait alors réclamé la levée d'une armée islamique et le retrait de la présidence du mouvement – *de facto* défunt – des non-alignés, à la Yougoslavie. Des manifestants avaient défilé dans les rues de ceux des pays du Proche-Orient où la liberté de manifester existe. Des armes avaient été envoyées en contrebande en Bosnie, où des jeunes de différentes nationalités s'étaient portés volontaires pour combattre aux côtés de ces « frères » musulmans, dont ils ignoraient l'existence avant l'effondrement du système soviétique.

L'affaire bosniaque revenait aussi dans toutes les conversations des officiels. Les pays musulmans reprochaient aux Occidentaux ce qu'ils prenaient pour de l'indifférence et voulaient être associés à la solution du conflit. A l'initiative du président français, Jacques Chirac, le Groupe de contact de l'Organisation de la conférence islamique (OCI, une cinquantaine d'Etats) avait eu des réunions communes avec son homologue occidental (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France, Russie). En un mot comme en mille, les pays musulmans s'étaient fait bruyamment entendre, non sans être parfois écoutés. On est loin de tout cela aujourd'hui.

Le Groupe de contact de l'OCI s'est bien réuni pour discuter de l'affaire du Kosovo. Il a pris contact avec l'Union européenne – avec laquelle s'est dégagée une *« large convergence de vues »* – et avec la Russie. L'OCI veut d'abord et avant tout le rétablissement des Kosovars dans leurs droits au retour dans leurs foyers et à *« l'autodétermination »*. Et si pour les pays musulmans, le président Slobodan Milosevic est seul responsable de la situation actuelle, c'est au Conseil de sécurité et non à l'OTAN de mettre en œuvre un règlement du problème.

Au spectacle de centaines de milliers de Kosovars sur les routes de l'exil forcé, de ces camps de toile supposés être provisoires, de tant de détresse humaine et de déchirements, il est difficile aux pays musulmans, singulièrement aux Arabes, de ne pas penser au terrible exode des Palestiniens en 1948, départ contraint lui aussi, supposé être temporaire et qui s'éternise. Alors, les images se brouillent et la crainte existe de voir les Kosovars devenir les Palestiniens de l'Europe, si l'OTAN ne va pas jusqu'au bout de sa propre logique.

« Bravo, mille fois bravo ! » si l'OTAN achève sa tâche, a notamment écrit le prince Khaled Ben Sultan, fils du ministre saoudien de la défense, dans un éditorial publié à la « Une » du quotidien *El Hayat*. Mais si l'OTAN échoue, *« son intervention n'aura réussi qu'à aggraver les choses, à faire des habitants du Kosovo de pauvres réfugiés et à multiplier le nombre de camps »* d'asile à travers le monde.

> « Les Américains ne nous ont pas habitués à se battre pour des principes », un diplomate arabe

« Dans la mesure où l'OTAN, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, vole aujourd'hui au secours des Kosovars, il n'est pas possible de la critiquer », dit le diplomate arabe. Cela n'avait pas été le cas en Bosnie et cela fait une grande différence. Mais des changements sont également survenus au sein du monde musulman, dont les moindres ne sont pas l'apaisement des tensions et des rivalités entre Arabes et Iraniens, l'émergence d'un plus grand sens des responsabilités internationales à Téhéran et sans doute aussi le constat d'une incapacité à infléchir le cours des choses.

Cela n'a pas empêché certains éditorialistes de s'interroger sur l'efficacité d'une campagne militaire qui ne serait qu'aérienne. D'autres se sont demandé si l'intervention de l'OTAN n'avait pas, en quelque sorte, accéléré l'*« épuration ethnique »*. D'autres encore ont mis l'accent sur l'*« incohérence »* des Occidentaux, qui ont laissé longtemps la bride sur le coup à Slobodan Milosevic, avant de fondre brutalement et massivement sur lui.

« Les Américains ne nous ont pas habitués à se battre pour des principes », dit le diplomate arabe, pourtant représentant d'un pays ami des Etats-Unis et de l'Europe. Sa remarque traduit un jugement largement partagé dans cette partie du monde, où l'OTAN est assimilée aux Etats-Unis, les autres Etats membres n'y faisant presque que de la figuration. Les problèmes européens, dit ce diplomate, sont certes prioritaires, pour les alliés ; trop prioritaires peut-être, au point d'occulter ce qui se passe dans d'autres régions du monde. Ainsi, une crainte diffuse existe de voir Israël tenté, en période pré-électorale, de mettre à profit la « diversion » du Kosovo, pour se lancer dans une quelconque aventure, ou prendre des initiatives qui compliqueraient davantage encore la situation au Proche-Orient.

Aussi, nombreux sont ceux qui, dans le monde musulman, singulièrement arabe, se demandent pourquoi les Occidentaux, si prompts à recourir à la force contre les Serbes, ne font pas preuve à l'égard de l'Etat hébreu d'un minimum requis de fermeté diplomatique, pour l'empêcher de n'en faire qu'à sa tête. Et quelles sont les garanties qu'une fois l'opération « Force alliée » terminée, l'OTAN ne s'arroge le droit d'intervenir où elle voudra, quand elle le jugera utile, s'érigeant ainsi en une sorte de directoire du monde aux dépens des Nations unies ?

Mouna Naïm

Les Emirats vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, en Albanie

Les Emirats arabes unis vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, dans le nord de l'Albanie, destiné au transit de l'aide aux réfugiés du Kosovo, a rapporté, lundi 26 avril, le quotidien émirati *El Ittihad*, proche des milieux officiels. Une délégation officielle des Emirats qui se trouve en Albanie a signé un contrat avec une compagnie albanaise lui confiant l'exécution des travaux. La première tranche, qui comprend la construction d'une piste, d'une aire de stationnement de 40 000 m² et d'une tour de contrôle mobile, doit être terminée dans dix jours, ajoute *El Ittihad*.

Par ailleurs, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, dont le pays est membre du Groupe de contact pour la Yougoslavie de l'Organisation de la conférence islamique, va se rendre en Albanie mercredi 28 avril pour apporter son appui aux réfugiés, a annoncé le ministère des affaires étrangères. Le Pakistan a déjà offert 12 000 couvertures et 342 tentes pour les réfugiés kosovars.

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Le septième anniversaire de la RFY au son des canons

A LA VEILLE de la date anniversaire de la création (le 27 avril 1992) de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) la télévision s'est adonnée à un exercice, annuel, imposé : la lecture des télégrammes de félicitations qui ont afflué sur la table du président fédéral, Slobodan Milosevic.

Le président de Serbie, Milan Milutinovic, a ainsi mentionné *« la lutte héroïque du peuple serbe pour la défense de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité du pays »*. *« Nous allons poursuivre cette lutte jusqu'au bout, avec succès »*, a-t-il dit. Le premier ministre fédéral, Momir Bulatovic, allié monténégrin de Slobodan Milosevic, a souligné que cette lutte était menée avec le président Milosevic, chef de *« la résistance populaire, en tant que commandant en chef de l'armée yougoslave »*. Il a conclu sur la *« résolution du gouvernement fédéral à apporter sa pleine contribution à la défense, à la restauration et au futur développement de la Fédération yougoslave, tant dans la guerre que dans la paix »*.

Le chef d'état-major de l'armée yougoslave, Dragoljub Ojdanic, y est allé, lui aussi, de son message en assurant que l'organe qu'il commande est *« déterminé à poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire finale »*. Il espère que *« la raison l'emportera au sein de la communauté internationale et que la violence laissera la place à la recherche d'une solution pacifique que notre pays prône depuis le début de la crise »*.

La radio de Belgrade, de même que la télévision serbe, n'ont fait état d'aucun télégramme de deux vice-premiers ministres, Vojislav Seselj et Vuk Draskovic. Le premier est un ultranationaliste favorable à la guerre à outrance. Le second, nationaliste convaincu et opportuniste avéré, vient de critiquer l'intransigeance de Slobodan Milosevic face à l'OTAN. Un message de Milo Djukanovic, le président du Monténégro (second pays de la RFY avec la Serbie), dont Milosevic n'a jamais reconnu l'élection, était encore plus improbable.

PORTE OUVERTE

Passé la longue litanie des télégrammes, les bulletins d'information ont relaté la rencontre entre Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), et le président Milosevic qui a assuré que *« du côté yougoslave, il n'existe aucun obstacle à ce que les représentants et équipes de la Croix-Rouge internationale accomplissent leur tâche sur l'ensemble du territoire de la Yougoslavie »*. Il a toutefois estimé que *« le seul obstacle à leur engagement réside dans les bombardements incessants d'objectifs civils. Bombardements responsables de leur départ du Kosovo dès le début de l'agression contre la Yougoslavie »*. Il a tenu à préciser que les attaques aériennes de l'OTAN sont la seule raison empêchant *« le retour massif des réfugiés »*.

Ce bilan « positif » de l'action des forces de sécurité et cette porte officiellement ouverte à un retour d'organisations internationales au Kosovo s'accompagnent de nombreux commentaires notant le semi-échec des Etats-Unis face à l'Europe lors de la récente réunion au sommet de l'OTAN. Si l'union de l'Alliance a été sauvée, les analyses constatent que l'intervention terrestre au Kosovo n'a pas obtenu de feu vert et que les dirigeants européens, et notamment le président Chirac, se sont opposés, comme l'écrit un quotidien chinois cité par la télévision, à la volonté des Etats-Unis *« de mettre les pays européens sous le joug pour tirer le char du gendarme international »*.

Hector Forest

DÉPÊCHES

EXPLOSION

■ Deux grenades lancées par des inconnus ont explosé, lundi 26 avril au soir, devant un poste militaire français en Macédoine sans faire de blessés, a annoncé un porte-parole des forces françaises. Il s'agit du deuxième incident visant les forces françaises de l'OTAN en Macédoine. La semaine dernière, une jeep française avait été incendiée dans un village à majorité serbe où un convoi français s'était trouvé sous une pluie de pierres jetées par les habitants. – *(AFP.)*

CENSURE

■ Le centre de presse de l'armée yougoslave a tenté, par un décret, d'imposer une censure totale. Intitulé « Code de conduite à l'usage des correspondants étrangers dans la République fédérale de Yougoslavie en état de guerre », le décret a été publié le jour de l'enterrement de plusieurs employés de la Radio-Télévision serbe, RTS, dont les cadavres avaient été retrouvés dans les ruines de l'immeuble de la télévision d'Etat, deux jours après son bombardement par l'aviation de l'OTAN. Rédigé dans un style militaire et signé par le colonel Milivoje Novkovic, il contient dix points. Le cinquième affirme : *« Tout le matériel de presse – texte, photos, son et vidéo – doit être soumis à l'inspection du Centre officiel de presse avant d'être transmis. Les émissions en direct de radio et télévision ne sont pas autorisées »*. – *(Corresp.)*

ONU/NOMINATION

■ Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, va nommer d'ici un jour ou deux un émissaire spécial chargé de le conseiller sur la crise des Balkans, a fait savoir son porte-parole lundi 26 avril. Il pourrait s'agir soit de l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky, soit de l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, a-t-il laissé entendre, minimisant les rumeurs qui voulaient que ce poste revienne au chef de l'Etat finlandais. – *(Reuters.)*

DÉCLARATION DU G7

■ Les ministres des finances du G7 (les sept grands pays industrialisés) ont appelé la communauté internationale, lundi 26 avril, à se mobiliser pour aider les pays riverains de la Yougoslavie à faire face aux retombées économiques du conflit du Kosovo, selon le communiqué publié à l'issue de leur réunion, mais ne font aucune allusion directe à une aide financière. Les institutions internationales et le Fonds monétaire international doivent *« jouer un rôle crucial »* dans cet effort, estiment simplement les grands argentiers du G7. – *(AFP.)*

AIDE

■ Un bateau, le *Fret-Aquitaine*, affrété par l'Association des régions de France, devait quitter, mardi 27 avril à midi, le port de Marseille pour le port de Durrës, en Albanie, avec à son bord 2 500 tonnes de colis alimentaires, du matériel de télécommunication et douze camions. Deux autres bateaux devraient appareiller dans les prochaines semaines pour acheminer l'aide des organisations non gouvernementales françaises au Kosovo.

CLANDESTINS

■ Environ 800 immigrés clandestins dont de nombreux réfugiés kosovars ont été interceptés dans la nuit de lundi 26 à mardi 27 avril sur les côtes des Pouilles (sud), a-t-on appris de sources policières. Lors de ces opérations, une petite embarcation utilisée pour le transport des clandestins a été saisie par les forces de l'ordre ainsi que 31 kilogrammes de hachisch, et deux passeurs albanais ont été arrêtés. – *(AFP.)*

مكذا من الأمل

Les Etats-Unis souhaitent que l'Europe prenne le relais pour tirer la croissance mondiale

La baisse de l'euro a été suffisante, selon les ministres des finances du G 7

Les ministres des finances du G 7 se sont retrouvés lundi 26 avril à Washington, dans le cadre des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Ils ont relevé *« plusieurs signes d'amélioration »* dans certaines régions du monde, reflétant *« des signes de meilleures performances dans certaines économies émergentes »*. Au Japon, la conjoncture reste incertaine et elle s'affaiblit en Europe.

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Les Etats-Unis veulent que l'Europe fasse plus d'efforts pour soutenir sa croissance. Ce n'est pas nouveau, mais le communiqué du G 7 publié à l'issue de la réunion à Washington, lundi 26 avril, des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des pays industrialisés n'a pas donné lieu à une attaque en règle de l'Europe. Tout comme a été, *in extremis*, évitée une allusion trop directe à la faiblesse persistante de l'euro *face au dollar*.

Les Etats-Unis, qui tirent quasiment seuls la croissance mondiale grâce à une économie florissante, avaient multiplié ces derniers mois les déclarations sur la nécessité pour l'Europe de mieux stimuler sa demande intérieure. Un discours relayé par le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus. *« Il est maintenant temps, après huit années de superbes performances en matière de croissance, que les Etats-Unis connaissent un certain ralentissement. Et il est plus que temps que les économies européennes fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour stimuler leur croissance »*, avait-il déclaré quelques jours avant l'ouverture de l'assemblée du FMI. Le communiqué du G 7 reprend cette préoccupation et, pour diplomatique qu'il soit, le rappel à l'ordre n'en existe pas moins. Soulignant que *« les perspectives de croissance dans la zone euro se sont affaiblies, bien qu'à des degrés différents selon les pays »*, les Sept sont convenus *« de l'importance de poursuivre des politiques macroéconomiques appropriées et de mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer la croissance et l'emploi à moyen terme »*.

ASSUMER SES RESPONSABILITÉS

Rappelant que la croissance française devrait bien se tenir en 1999 (elle devrait être *« selon les événements plutôt de 2,2 % ou de 2,5 %, mais en tout cas sensiblement supérieure à la plupart des grands voisins européens »*), le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, a balayé l'allusion implicite à la loi sur les 35 heures, critiquée quelques jours plus tôt dans le rapport semestriel du FMI, affirmant que *« quand on fait plus de croissance que les autres, on a dû faire plus de réformes structurelles que les autres »*.

S'agissant des taux de change, les Sept ont réaffirmé dans leur communiqué leur volonté de maintenir *« une forte coopération pour promouvoir la stabilité du système monétaire international et des taux de change entre les grandes monnaies qui doivent refléter les données fondamentales des économies »*. Pour parvenir à un degré satisfaisant de stabilité des changes entre l'euro, le dollar et le yen, le ministre français des finances a souhaité davantage de *« coresponsabilité mondiale dans les domaines économique et monétaire »*.

Quant au niveau de l'euro qui a perdu 10 % de sa valeur face au dollar depuis son lancement le 11 janvier dernier, Dominique Strauss-Kahn a indiqué qu'il *« n'y avait pas de souci à se faire pour l'instant »* (1 euro s'échangeait contre 1,06 dollar mardi matin).

Il est clair que l'Europe doit assumer sa part de responsabilité dans le soutien de la croissance mondiale, a déclaré le ministre français. Dans le conflit de chiffres qui oppose l'Europe aux Etats-Unis, la France a indiqué que les pays européens avaient joué un rôle décisif dans l'ajustement des balances courantes des pays d'Asie en crise.

Selon M. Strauss-Kahn, la dégradation de la balance commerciale de l'Union européenne vis-à-vis des pays asiatiques en crise, Japon compris, a été supérieure en 1998 à la dégradation de la balance commerciale des Etats-Unis vis-à-vis de ces mêmes pays (– 36 milliards de dollars pour l'Union européenne contre – 27 milliards de dollars pour les Etats-Unis). *« Le partage du fardeau n'est donc pas déséquilibré »* a-t-il affirmé.

Cette réponse du berger à la bergère ne doit toutefois pas faire oublier le décalage réel de la croissance entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires. Le ralentissement de la croissance européenne intervient alors que le Japon n'est pas encore sorti de sa longue récession. Les Sept ont pris acte des mesures importantes prises par Tokyo pour faire face à ses difficultés. *« Malgré quelque amélioration, les perspectives à court terme demeurent incertaines »*, soulignent les Sept.

Malgré ces incertitudes, la crise financière globale *« semble terminée »*, a déclaré Michel Camdessus. Mais il ne faudrait pas que, paradoxalement, cette amélioration se traduise par une moindre volonté de réforme du système financier international, a prévenu M. Strauss-Kahn.

Babette Stern

M. Bouteflika a été investi président de la République algérienne

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA devait être investi président de la République algérienne mardi 27 avril au matin, après avoir prêté serment lors d'une cérémonie au Palais des nations. Successeur de Liamine Zeroual, M. Bouteflika a de hautes ambitions pour les cinq années de son mandat. Pendant sa campagne électorale, il n'a eu de cesse de stigmatiser les *« présidents stagiaires »* qui l'ont précédé, coupables selon lui d'avoir laissé l'Algérie partir à la dérive. Aura-t-il les moyens de ses ambitions ?

A première vue, aucun doute n'est permis. La Constitution confère au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels. A la Chambre des députés, il dispose d'une majorité écrasante. Le Sénat est à sa botte. Le syndicat officiel a appelé à voter en sa faveur. Il contrôle la télévision et la radio. Avec une telle dot, le nouveau chef de l'Etat peut prendre son temps. Et sans doute M. Bouteflika – qui dirigea la diplomatie algérienne pendant les années Boumédiène – va-t-il consacrer les semaines à venir à la préparation du prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui se tiendra à Alger courant juin. L'amélioration de l'image de marque de son pays à l'étranger en dépend.

D'ici là, la reconduction du gouvernement en place, toujours sous la houlette de Samil Hamdani, paraît acquise. Seules des retouches lui seront apportées. Le changement d'équipe adviendra plus tard.

Pour faire oublier les conditions douteuses de son élection, le 15 avril (il était seul en lice après le retrait des six autres candidats, qui entendaient dénoncer ainsi des fraudes), M. Bouteflika, qui s'est présenté en candidat *« libre »*, partisan d'une *« réconciliation nationale »*, pourrait libérer Abassi Madani, le chef historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), toujours placé en résidence surveillée, assouplir les conditions de détention d'Ali Benhadj, son numéro deux, et surtout faire entrer dans les faits l'accord conclu à l'automne 1997 entre les militaires algériens et l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS, bloqué à l'époque par le président Zeroual, il prévoyait – pour autant qu'on le sache –, l'intégration des quelques milliers de combattants de l'AIS dans des structures paramilitaires officielles (milices, groupes d'autodéfense).

SOUTIEN DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Ces initiatives, même si elles se concrétisent, ne garantissent pas que M. Bouteflika ait les coudées plus franches que son prédécesseur – poussé vers la sortie par ses pairs militaires. Elles ne prouvent pas davantage que le nouveau président bénéficie de l'appui de la hiérarchie militaire dans son ensemble.

Qu'il ait celui des très puissants services de renseignement ne fait plus guère de doute depuis la publication dans *Le Canard enchaîné* d'une conversation téléphonique croustillante entre le numéro deux de la sécurité militaire, le général Smaïn Lamari, et l'attaché militaire de l'ambassade d'Algérie à Paris (*Le Monde* du 18 février). Il y était question d'appuyer le – déjà – *« titulaire »* du poste.

Pour autant, le soutien du chef d'état-major, le général de corps d'armée Mohamed Lamari, n'est pas acquis à M. Bouteflika, de l'avis de plusieurs spécialistes. *« Il a affiché sa neutralité »*, soutient un intellectuel algérien. *« Par de minuscules gestes publics, le patron de l'armée algérienne a montré que l'ancien premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche avait sa préférence et que Bouteflika n'était pas son candidat »*, assure un analyste. Jusqu'à il y a peu de temps, la hiérarchie militaire a fonctionné par consensus. Aujourd'hui, elle est divisée, traversée par des clivages de fond sur le rôle de l'institution militaire et c'est le cœur du pouvoir algérien qui est atteint. *« Le système a implosé. Plus personne n'est assez fort pour s'imposer au sein de l'armée. Candidat d'un clan, le président Bouteflika va être fragilisé. Il aura du mal à tenir »*, affirme un diplomate.

L'occasion d'y voir plus clair ne devrait pas tarder, avec la nomination d'un nouveau ministre de la défense. Le poste est stratégique en Algérie : le président Ben Bella a été démis par son ministre de la défense, le colonel Houari Boumédiène ; le *« tombeur »* du président Chadli a été aussi son ministre de la défense, Khaled Nezzar. Pour éviter toute mauvaise surprise de ce genre, M. Zeroual, militaire de carrière, avait préféré conserver pour lui-même ce portefeuille après son élection à la présidence, suivant en cela l'exemple de Boumédiène.

On imagine mal M. Bouteflika – un civil – faire de même. A qui va-t-il confier le poste ? A un militaire à la retraite sans attaches particulières ? A un proche des services de sécurité ? Ou à un homme du général Mohamed Lamari ? La réponse donnera une première idée de la liberté dont dispose le nouveau chef de l'Etat.

Jean-Pierre Tuquoi

Le Royaume-Uni renonce au projet de frégate européenne Horizon

LONDRES
de notre correspondant

Mauvaise nouvelle pour la coopération européenne de défense tant vantée ces derniers mois à Saint-Malo, et récemment à Washington : la Grande-Bretagne a décidé, lundi 26 avril, de se retirer du programme le plus emblématique du siècle en matière de coopération navale, celui de la frégate Horizon. *« Ce ne serait pas rentable »*, a déclaré aux Communes le secrétaire d'Etat à la défense, John Spellar. La France, l'Italie et le Royaume-Uni avaient décidé la construction commune de cette frégate en décembre 1992 et signé un accord en juillet 1994, avant l'arrivée au pouvoir de Tony Blair. Les premiers bâtiments – il s'agit d'une frégate antiaérienne déplaçant 6 000 tonnes – devaient être livrés en 2004.

Evalué à 80 milliards de francs (15,1 milliards d'euros), le projet, dérivé d'un programme précurseur de l'OTAN qui a échoué, s'était concrétisé en février 1995 par la création d'un consortium trinational, l'Horizon International Joint Venture Company Ltd (IJVC). Mais, déjà, les désaccords sur le dessin de la frégate, puis sur sa construction se sont multipliés au point qu'une réunion d'urgence entre les trois ministres de la défense concernés a dû être organisée le 23 mars à Villacoublay (Yvelines). Il fut décidé de se donner quatre semaines de délai supplémentaire pour que soient présentées des propositions acceptables par les trois gouvernements.

UN SYMBOLE POLITIQUE FORT

Le délai est écoulé. Le retrait de Londres signifie que chaque pays va maintenant devoir construire soi-même les frégates dont il a besoin – 12 pour les Britanniques, 4 pour les Français et 6 pour les Italiens. Ce qui constitue peut-être une bonne nouvelle pour les arsenaux nationaux concernés et, en particulier, pour la direction des constructions navales (DCN) française. Mais ce qui est, selon John Maples, le ministre *« fantôme »* conservateur de la défense, *« très décevant pour l'avenir des projets de collaboration multinationale »*. La France et l'Italie notamment tenaient beaucoup au symbole politique fort que représentait Horizon pour la coopération navale européenne. Après les promesses contenues dans l'accord de défense franco-britannique de décembre 1998 à Saint-Malo, beaucoup ont cru que le projet de frégate était assuré, M. Blair ayant indiqué qu'il y tenait.

« C'est la faute aux conservateurs », qui ont embringué Londres dans l'aventure Horizon, s'est défendu M. Spellar. *« La meilleure approche*, a fait savoir George Robertson, ministre de la défense, *est celle d'un contrat national combiné avec la recherche d'un maximum de profits tirés d'une coopération sur l'armement des navires. »* Tout, en effet, n'est pas perdu puisque le programme commun de missiles antiaériens PAAMS *(principal anti air missile system)* qui devait armer les frégates reste, lui, d'actualité. Lors d'une réunion tripartite, le 25 avril à Washington, en marge du sommet de l'OTAN, des responsables des ministères de la défense français, italien et britannique sont convenus de poursuivre leur collaboration, lancée en mars 1996, sur ce système et *« d'adopter une solution commune pour les besoins futurs de leurs marines en matière de moyens antiaériens »*. Le PAAMS doit aussi équiper, en France, d'autres bâtiments comme le porte-avions *Charles-de-Gaulle*.

Selon le communiqué publié à Londres, les trois pays concernés *« ont l'intention d'attribuer rapidement le contrat pour le développement du système PAAMS, qui sera au cœur de la future défense aérienne de leurs flottes »*. C'est, ajoute le communiqué, *« une très bonne nouvelle »* pour les industriels européens concernés – Thomson-CSF, Aerospatiale, Matra, Bae Dynamics et Alenia –, *« tant en termes technologiques que financiers »*. A la lumière des propositions industrielles reçues, les ministères des trois pays sont aussi convenus d'adopter *« une approche en collaboration »* pour équiper les navires de guerre sur lesquels le PAAMS sera déployé. *« Le système de missiles PAAMS*, a souligné M. Spellar aux Communes, *offrira à la Royal Navy une capacité de défense antiaérienne qui est tout simplement la meilleure du monde »* pour le siècle prochain.

Patrice Claude

Le ralentissement de la croissance allemande se confirme

BONN. Les six principaux instituts de conjoncture allemands ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Allemagne à + 1,7 % en 1999 dans leur rapport de printemps, rendu public mardi 27 avril. A l'automne, ils estimaient encore la hausse du produit intérieur brut (PIB) à + 2,3 % en 1999, après une progression de + 2,8 % en 1998. Les six instituts restent cependant plus optimistes que le gouvernement, qui a révisé sa prévision de croissance à environ + 1,5 % cette année, contre + 2 % auparavant.
Le marché de l'emploi, souci numéro un du gouvernement du chancelier Gerhard Schröder, devrait légèrement s'améliorer, le taux de chômage moyen tombant à 10,6 % en 1999, contre 11,2 % l'an passé. En l'an 2000, le chômage devrait encore diminuer à 9,9 %. – *(AFP.)*

Les crises financières ont accru la pauvreté dans le monde

WASHINGTON. L'horizon s'assombrit encore pour les populations pauvres de la planète alors que les efforts pour lutter contre la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation sont mis à mal par les conséquences de la crise asiatique, estime la Banque mondiale dans un rapport annuel publié lundi 26 avril à Washington. *« Les efforts pour améliorer les conditions-clés du développement sont en danger à l'aube du deuxième millénaire »*, dit la Banque mondiale dans son rapport. *« Le monde ne peut s'offrir de perdre encore une autre décennie comme cela s'est passé en Amérique latine lors de la crise de la dette des années 80 »*, poursuit-elle.

La Banque centrale du Brésil éclaboussée par un scandale

RIO DE JANEIRO. Le Brésil mise sur un recul du produit intérieur brut (PIB) en 1999 moins important que prévu, de 2 % ou moins, a déclaré lundi 26 avril à Washington le gouverneur de la banque centrale brésilienne Arminio Fraga. Le FMI de son côté prévoit un recul du PIB de 3,8 % cette année.
Au même moment, à Brasilia, la Banque centrale brésilienne est au cœur d'un scandale. L'ancien gouverneur Francisco Lopes est inculpé à la suite de certaines opérations troublantes réalisées dans les jours qui ont suivi, à partir du 13 janvier, la dévaluation du real. M. Lopes, spécialement nommé pour assumer cette délicate mission, est accusé d'avoir, sous le prétexte déclaré d'éviter *« un risque systémique »*, vendu des dollars à des tarifs « amicaux » à deux banques d'affaires brésiliennes. – *(AFP, Corresp.)*

Bill Clinton assure Yasser Arafat de son soutien

GAZA. Le président palestinien, Yasser Arafat, a reçu, lundi 26 avril, une lettre du président américain Bill Clinton l'assurant du soutien de ce dernier au *« droit des Palestiniens à vivre librement sur leur propre terre »*, ont indiqué des sources officielles palestiniennes. *« C'est plus que positif »*, s'est contenté de déclarer M. Arafat.
D'après des sources palestiniennes, les Etats-Unis prônent *« une reprise immédiate et accélérée des négociations sur le statut définitif »* des territoires palestiniens, qui *« devront être achevées en douze mois »*. Des lettres d'assurances similaires ont été adressées à M. Arafat par l'Union européenne et le Japon. A Washington, les Etats-Unis ont appelé les dirigeants israéliens et palestiniens à s'engager à aboutir à un accord de paix *« d'ici un an »* et ont proposé la tenue d'un sommet à trois à la fin de l'année pour examiner les progrès accomplis. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **BIRMANIE : l'Union européenne (UE) a prolongé ses sanctions contre la Birmanie pour six mois,** jusqu'à fin octobre 1999. Dans une déclaration adoptée lundi 26 avril à Luxembourg, le conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE a *« exprimé sa profonde inquiétude face aux violations persistantes des droits de l'homme en Birmanie/Myanmar »*. – *(AFP.)*

■ **TIMOR-ORIENTAL : la consultation sur l'avenir de l'ancien territoire portugais devrait avoir lieu le 8 août,** a annoncé, mardi 27 avril, le président indonésien. Bacharuddin Jusuf Habibie a également déclaré, à l'issue d'un entretien à Bali avec le premier ministre australien, que Djakarta signerait le 5 mai, sans l'amender, le projet d'autonomie du Timor-Oriental négocié sous les auspices de l'ONU. Les résultats de la consultation des Timorais orientaux, qui se déroulera en présence de conseillers de police de l'ONU, seront présentés le 29 août à l'Assemblée (indonésienne) consultative du peuple. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU SUD : une série de grèves de protestations contre des vagues de suppressions d'emplois dans le secteur public a pris fin** lundi 26 avril en Corée du sud. Les employés du métro de Séoul ont accepté de reprendre le travail au terme d'une semaine de protestations parfois violentes contre les restructurations. – *(AFP.)*

Une explosion dévaste en partie l'hôtel Intourist de Moscou

MOSCOU. Une forte explosion a dévasté, lundi 26 avril, deux étages de l'hôtel Intourist, l'un des plus célèbres établissements du centre-ville de Moscou. Une bombe, d'une puissance équivalente à un kilo de TNT, aurait été placée dans un ascenseur de service, selon les enquêteurs. Onze personnes ont été blessées, la déflagration ayant brisé les vitres alentours, ouvert un trou d'environ dix mètres dans la façade et provoqué un début d'incendie. L'explosion s'est produite au vingtième étage de l'immeuble, en partie occupé par les bureaux du député Iossif Kobzon. Chanteur très populaire en Russie, M. Kobzon est soupçonné être lié à la mafia. En 1997, les Etats-Unis lui avaient refusé un visa d'entrée sur leur territoire. Haut lieu de la prostitution à Moscou, l'hôtel Intourist est, selon le ministre de l'intérieur, Seguei Stepachine, *« dans une situation très compliquée »*.

هكذا من الأصل

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

CORSE Le préfet de Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Ils devaient évoquer l'incendie du restaurant de Coti Chiavari (Corse-du-Sud) pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen. ● UN LIEUTENANT et un adjudant-chef du Groupe des pelotons de sécurité (GPS) ont été mis en examen, lundi 26 avril, pour *« destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée »*. Le chef de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, a été mis en examen pour *« complicité »*. Tous trois ont été incarcérés. ● LE GPS est un groupement de gendarmes de 95 hommes créé en 1998. Chargé de missions dans le domaine du renseignement, de l'antiterrorisme et de la protection rapprochée de personnalités, il était entré en conflit avec les services de police. (*Lire aussi notre éditorial page 17*)

L'incarcération de trois gendarmes affaiblit l'action de l'Etat en Corse

Le préfet de région, Bernard Bonnet, a été convoqué par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il doit s'expliquer sur l'incendie d'un restaurant de plage du golfe d'Ajaccio, pour lequel le chef de la légion de gendarmerie de Corse et deux gendarmes ont été mis en examen

LA LÉGION de gendarmerie de Corse a perdu son chef. Au moins, provisoirement. Le colonel Henri Mazères a été mis en examen, lundi 26 avril, pour *« complicité de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie en bande organisée »*, dans le cadre de l'enquête sur l'incendie criminel du restaurant *« Chez Francis »* situé sur le golfe d'Ajaccio (*Le Monde* du 27 avril). Deux membres du groupe de pelotons de sécurité (GPS), un lieutenant et un adjudant-chef, présents sur les lieux au moment des faits dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, ont été mis en examen pour *« destruction volontaire de bien »*. Une information judiciaire a été ouverte par le procureur d'Ajaccio, Jacques Dallest, et confiée au juge d'instruction Patrice Cambérou.

Les trois hommes ont été écroués à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse), après que le parquet eut requis contre eux un mandat de dépôt. Présent sur les lieux, le capitaine Ambrosse, grièvement brûlé aux mains, aux jambes et à la tête lors de l'incendie, a été hospitalisé dans un service spécialisé à Toulouse (Haute-Garonne). Il devait être à son tour entendu et mis en examen dès que son état de santé le permettra.

Les gendarmes ont demandé un délai pour préparer leur défense. Un débat contradictoire doit avoir lieu devant le juge d'instruction sur leur éventuel maintien en détention, vendredi 30 avril.

Dans un communiqué rendu public lundi, la direction générale de la gendarmerie nationale, confrontée *« à des constatations susceptibles de mettre en cause deux officiers de gendarmerie »*, déclare vouloir *« tout mettre en œuvre au service de l'autorité judiciaire pour élucider l'ensemble des faits délictueux liés à cette affaire »*. Le général Lepetit, patron de l'inspection technique de la gendarmerie, a été mis à la disposition du procureur d'Ajaccio. L'inspection technique est chargée de l'enquête conjointement à la section de recherche de la gendarmerie d'Ajaccio.

CONTRADICTIONS

Selon les premiers éléments recueillis, la chronologie de l'affaire fait apparaître des contradictions dans les témoignages des gendarmes. Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, le capitaine, le lieutenant et l'adjudant-chef étaient en planque à proximité de la paillotte *« Chez Francis »* pour *« une mission légère de surveillance »*, a expliqué lundi, avant sa garde à vue, le colonel Mazères. Surpris par l'incendie, ils auraient alors pris peur, et se seraient enfuis en abandonnant sur place une cagoule maculée de sang et un talkie-walkie. Ce sont ces deux indices, trouvés avec le simple message manuscrit *« Balance des flics »* visant le propriétaire de la paillotte, qui ont permis aux enquêteurs, les gendarmes de Pietrosella, de remonter jusqu'à leurs collègues.

Cette version se heurte toutefois à l'explication fournie dans un premier temps par les gendarmes. Mercredi 22 avril, les enquêteurs avaient prévenu le parquet d'Ajaccio de la découverte du talkie-walkie. Rapidement interrogé, l'un des trois gendarmes mis en cause avait alors indiqué que ce matériel avait été égaré le week-end précédent dans un lieu difficilement accessible sur les hauteurs d'Ajaccio. Il déclarait alors que le talkie-walkie avait été apporté sur place par une personne malveillante afin de mettre en difficulté la gendarmerie.

Vendredi 23 avril, le parquet d'Ajaccio avait saisi l'inspection technique de la gendarmerie. Equivalent de l'inspection générale de la police nationale, elle est chargée de conduire les enquêtes internes sur les dysfonctionnements dans les services. Elle s'était rendue d'abord à Toulouse pour entendre le capitaine Ambrosse, puis elle avait recueilli en Corse la version des deux autres gendarmes.

UN INCENDIE, LA PEUR, LA FUITE

A ce moment-là, les trois dépositions concordaient : ils évoquaient tous une surveillance tournant mal, un incendie, la peur, la fuite. Aujourd'hui encore, aucun des trois gendarmes ne reconnaît une quelconque participation à l'incendie du restaurant de plage.

A ces contradictions, dont une source judiciaire précise qu'elles sont *« loin d'être éclaircies »* s'ajoutent des questions pour l'instant, sans réponse. Pourquoi les gendarmes se sont-ils enfuis, et n'ont-ils rien signalé de leur équipée ? Ils n'ont même pas pris la peine d'alerter les pompiers. C'est un pêcheur qui s'en est chargé. Sur ordre de qui effectuaient-ils leur mission de surveillance ? Le colonel Mazères, en confirmant, dès lundi 26 avril, la réalité de cette mission a endossé une part des responsabilités qui lui a valu sa mise en examen pour *« complicité »*.

Bernard Bonnet, le préfet de la région Corse, s'est rendu à Paris, mardi 27 avril. Il devait être reçu en fin de matinée, place Beauvau, par Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur. Le préfet de région doit notamment s'expliquer sur le rapport de ses services remis la semaine dernière sur cette affaire.

Me Antoine Sollacaro, le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, qui assure la défense du propriétaire de la paillotte *« Chez Francis »*, Yves Féraud, a d'ores et déjà réclamé sa démission. Le préfet avait ordonné la destruction de l'établissement en infraction avec la loi sur le littoral. M. Féraud avait pris un engagement écrit, le 10 avril, promettant de démolir son restaurant avant le 30 octobre 1999. Il se serait ainsi mis en conformité avec la décision de justice rendue le 4 mai 1995.

Le préfet de région risque de porter une responsabilité importante dans l'affaire, même s'il n'est pas, à ce jour, directement mis en cause. Bernard Bonnet avait été l'un des promoteurs des groupes de pelotons de sécurité (GPS). Il s'est largement appuyé sur les gendarmes dans ses efforts pour rétablir l'état de droit en Corse, au détriment des forces de police, chargées de l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur Claude Erignac, le 6 février 1998. Certains responsables policiers en avaient pris ombrage, accusant le préfet de région de court-circuiter systématiquement la police et le ministère de l'intérieur en faveur des gendarmes et de l'hôtel Matignon.

***Pascal Ceaux* et *Jacques Follorou* (avec *Michel Codaccioni* à Bastia)**

Le rôle crucial de la gendarmerie

Incarnant la volonté du gouvernement d'instaurer un Etat de droit, aussi bien le domaine financier, social que dans celui de la lutte contre le terrorisme, la gendarmerie joue un rôle central au sein de la société corse. Elle couvre 98 % du territoire de l'île où résident plus de 60 % de la population. Seules les villes d'Ajaccio (Corse-du-Sud) et de Bastia (Haute-Corse) sont du ressort de la police nationale. Près de 1 500 gendarmes sont présents, en permanence sur l'île et l'on compte, actuellement, six escadrons de gendarmes mobiles en renfort pour des missions de surveillance et de protection des gendarmerie. Parmi les affaires en cours, la section financière de gendarmerie traite par exemple le dossier du Crédit agricole et l'affaire du détournement des crédits d'insertion du RMI.

Le bâtonnier d'Ajaccio demande la démission de Bernard Bonnet

L'ANNONCE de la mise en examen et du placement en détention du commandant de la légion de gendarmerie de Corse et de deux gendarmes a provoqué une vive polémique sur l'île. Le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, Me Antoine Sollacaro, a ainsi réclamé, lundi 26 avril, la démission du préfet de région, Bernard Bonnet. *« Les gendarmes sont placés sous l'autorité directe du préfet et Bernard Bonnet doit donc démissionner après l'implication de plusieurs officiers dans l'incendie criminel qui a détruit le restaurant »*, a estimé Me Antoine Sollacaro, par ailleurs avocat d'Yves Ferraud, propriétaire de la paillotte incendiée.

« Je peux difficilement imaginer que le colonel Henri Mazères ait pu agir sans instruction, ou du moins sans en avoir référé au préfet Bonnet, sous l'autorité duquel il est placé, a ajouté l'avocat. *Si tel devait être le cas, M. Bonnet devrait être mis en examen pour complicité par fourniture de moyens et pour instructions. M. Bonnet n'est pas au-dessus des lois. »* Le bâtonnier avait déjà mis en cause le préfet de région, le 13 janvier, provoquant un incident protocolaire lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio. Bernard Bonnet avait ainsi quitté la salle après que Me Sollacarro s'en était pris directement à lui en critiquant les modalités de mise en œuvre de l'Etat de droit dans l'île.

Les dernières déclarations du bâtonnier ont provoqué la colère du corps préfectoral, qui a exprimé, mardi 27 avril, sa solidarité avec Bernard Bonnet, en dénonçant *« les attaques scandaleuses dont il est victime »*. Dans un communiqué intitulé : *« Trop, c'est trop »*, les fonctionnaires de la préfecture estiment que *« le comble est atteint par une déclaration d'un avocat d'Ajaccio qui, au terme d'un raisonnement insinuant, croit pouvoir demander la démission du préfet. Cette initiative est odieuse et ridicule. » « La politique d'établissement de l'Etat de droit en Corse dérange manifestement. Ceux qui ont intérêt à ce qu'elle cesse sont prêts à tout. On le savait déjà. Ceux qui ont, conformément à la volonté du gouvernement, la charge de l'exécuter ne sont que plus déterminés à mener à bien la mission, sous les ordres de leur chef »*, conclut le communiqué.

Par ailleurs, le président des Amis de Jacques Chirac, Bernard Pons, a estimé, mardi 27 avril, que cette affaire qui touche *« la gendarmerie, un des piliers de la République (...), ébranle obligatoirement l'Etat »*. *« Si les faits qui sont rapportés ce matin sont exacts, il faut savoir qui est responsable et il faut que la sanction soit immédiate et impitoyable. Elle doit aller le plus haut possible, c'est-à-dire là où l'ordre a été donné »*, a affirmé le député RPR sur LCI. Bernard Pons a indiqué ne pas pouvoir *« imaginer que des officiers de gendarmerie aient pris sur eux-mêmes de se livrer à une telle opération »*.

Les organisations nationalistes corses n'ont également pas tardé à réagir. L'organisation nationaliste Accolta naziunali corsa (ANC) a estimé, lundi, que dans cette affaire *« tous les ingrédients d'un mini-Rainbow Warrior semblent réunis »*. Cet incendie, *« plus que trouble, (...) laisse entrevoir, si des éclaircissements ne sont pas apportés et si les craintes ne sont pas apaisées, la possible mise en place d'une stratégie de coups tordus »*, ajoute l'ANC dans un communiqué. L'Union du peuple corse (UPC-nationaliste) évoque, elle, *« une minable opération barbouzarde »*. *« Cette affaire est symptomatique des dérives autoritaires sécuritaires et dangereuses pour la démocratie de l'Etat en Corse. Elle doit être condamnée avec force »*, estime encore l'UPC.

PROFIL

UN PRÉFET DE FER

Cinq jours après l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998, c'est un préfet de fer, Bernard Bonnet, que le conseil des ministres décide de nommer à la tête de la préfecture de la région Corse. Agé de cinquante ans, ancien élève de l'ENA (promotion Guernica, 1976), M. Bonnet a alors derrière lui une réputation de haut fonctionnaire à l'autorité implacable.

Bernard Bonnet connaît déjà les dossiers sensibles de l'île de Beauté, pour avoir été le préfet adjoint pour la sécurité en Corse de janvier 1991 à septembre 1992. Il est aussi un familier des dossiers policiers, ayant occupé le poste de directeur de la police territoriale au ministère de l'intérieur, de septembre 1992 à juillet 1993. Pendant les quatre ans et demi suivants, il a fait montre d'une détermination sans faille, comme préfet des Pyrénées-Orientales, appliquant avec rigueur le contrôle de légalité pour affronter ce qu'il nommait déjà les *« clans »* politiques locaux.

Installé au palais Lantivy, siège de la préfecture de région à Ajaccio, le préfet Bonnet a carte blanche pour mettre en place une équipe renforcée de hauts fonctionnaires, dans la préfectorale comme à la tête des principales administrations locales de l'Etat. Il s'agit de mobiliser tous les efforts au service de l'Etat de droit. Le préfet, qui bénéficie d'un soutien sans faille des pouvoirs publics, s'appuie sur les travaux des nombreuses inspections (finances, affaires sociales, agriculture, industrie et commerce) détachées dans l'île. Cette remise en ordre passe par l'application rigoureuse des instruments étatiques classiques-contrôle budgétaire des collectivités locales, contrôle de légalité. Innovant en la matière, le préfet Bonnet recourt en outre fréquemment à l'article 40 du code de procédure pénale, qui oblige tout fonctionnaire à signaler à la justice les faits entachés d'irrégularité.

La fermeté de son action provoque des crispations dans la classe politique insulaire. Notamment lorsque le préfet Bonnet demande, en mars 1998, la destruction partielle d'une extension de l'Hôtel de l'Assemblée de Corse, dont une tour a été construite malgré l'annulation de plusieurs permis de construire. Ou quand, interrogé sur la date de son départ par les nationalistes du groupe Corsica Nazione, le 31 octobre à l'Assemblée de Corse, il répond : *« Je partirai quand vos amis cesseront de racketter, quand vos amis cesseront d'assassiner dans les fêtes de village, quand vos amis cesseront de déposer des explosifs. »*

Erich Inciyan

Un an de controverses autour du rétablissement de l'Etat de droit

● **6 février 1998** : le préfet de la région Corse, Claude Erignac, est assassiné à Ajaccio de plusieurs balles par deux tueurs non identifiés. L'enquête est confiée conjointement aux policiers du SRPJ d'Ajaccio et de la 6e division de la direction centrale de la police judiciaire (devenue depuis division nationale anti-terroriste, DNAT). De leur côté, les gendarmes sont saisis, depuis le 6 septembre 1997, de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où avait été dérobée l'arme qui a servi au crime.

● **11 février** : Bernard Bonnet est nommé préfet de Corse.

● **Avril 1998** : plusieurs enquêtes financières sont ouvertes par le parquet d'Ajaccio concernant notamment la gestion de la caisse régionale du crédit agricole et la caisse de développement de la Corse (Cadec), ainsi que l'extension du port de Propriano, sur la base d'informations transmises à la justice par M. Bonnet.

● **1er mai** : le directeur du SRPJ d'Ajaccio, Demetrius Dragacci est conduit à la démission à la suite d'un conflit avec le patron de la DNAT, Roger Marion, qui bénéficie du soutien du juge Jean-Louis Bruguière. Avant de démissionner, le policier dénonçait, dans un courier à ses hommes, *« l'action de quelques sujets qui n'ont jamais cessé de tenter*, à des fins *strictement personnelles, de déstabiliser notre service »*.

● **17 mai** : le président de la chambre régionale d'agriculture, Michel Valentini, est mis en examen pour *« complicité de détournement de fonds publics »* et écroué. Dans un rapport sur le Crédit agricole remis au gouvernement un mois plus tôt, l'inspection générale des finances dénonçait un système de détournement des aides agricoles.

● **Juin** : une enquête préliminaire est ouverte sur le marché des transports scolaire du conseil général de Corse-du-Sud. Deux autres enquêtes visent la gestion des fonds du plan départemental d'insertion et celle du conseil d'achitecture du département.

● **7 juillet** : Emile Mocchi, maire (RPR) de Propriano est condamné à 4 mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amendes pour détournement de fonds publics [Il sera relaxé en appel le 16 décembre]. Il est également mis en examen pour *« favoritisme et prise illégale d'intérêts »* dans l'instruction sur l'extension du port de plaisance de sa commune.

● **22 juillet** : l'ancien administrateur de la Caisse régionale du Crédit agricole et ancien député européen (RPR), François Musso, est mis en examen pour *« abus de biens sociaux »* et *« détournement de fonds publics »*.

● **27 juillet** : création d'une unité d'élite de la gendarmerie en Corse, le groupe de peloton de sécurité (GPS).

● **8 septembre** : le procureur général de Bastia, Bernard Legras, déclare au *Monde* qu'il « [se] *refuse à utiliser des procédures d'exception en Corse »*. *« Cette île ne doit pas être le lieu d'une application dérogatoire du droit*, assure-t-il. *On ne pourra rétablir l'état de droit qu'en appliquant nous-même le droit. »*

● **31 octobre** : à l'assemblée de Corse, le porte-parole du groupe Corsica Nazione, Paul Questana, prend violemment à partie le préfet Bonnet l'accusant de *« safari contre les nationalistes »*. *« Quand comptez-vous partir ? »*, lui demande-t-il. *« Je partirai quand vos amis cesseront de racketter, d'assassiner dans les fêtes de village, de déposer des explosifs »*, répond le préfet.

● **8 décembre** : le juge anti-terroriste, Gilbert Thiel, dessaisit les gendarmes de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella. *Cette décision intervient au* terme de plusieurs mois de rivalités entre police et gendarmerie autour du dossier corse et à la suite de la transmission au juge, par le chef de la DNAT, Roger Marion, d'un rapport des gendarmes qui critiquait le *« manque de dynamisme »* de M. Thiel. La DNAT est désormais chargée de l'ensemble des enquêtes criminelles directement ou indirectement relatives à l'assassinat du préfet Erignac.

● **16 décembre** : le juge Jean-Pierre Niel, membre du *« pôle financier »* installé à la cour d'appel de Bastia, met en examen la caisse régionale du Crédit agricole, en tant que personne morale. Dix-sept personnes avaient déjà été mises en examen de ce dossier. Selon l'inspection des finances, une quarantaine de personnes ont bénéficié de prêts indûment attibués par la première banque de l'île.

● **30 décembre** : *Le Canard enchaîné et l'Est Républicain* publient des extraits du rapport de synthèse concernant l'enquête sur la mort du préfet Erignac, remis, le 3 décembre, par le chef de la DNAT aux juges anti-terroristes. Selon ce document, les enquêteurs privilégient la piste dite *« agricole »*. Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire pour *« violation du secret de l'instruction et recel »*.

● **12 janvier 1999** : la veuve et les deux enfants du préfet Erignac déplorent le *« remue-ménage »* entre policiers et juges et souhaitent que tous les services chargés de l'enquête *« oublient leurs querelles et unissent leurs efforts »*.

● **13 janvier** : lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio, le préfet Bonnet quitte la salle en réaction au discours du bâtonnier Antoine Sollacaro qui mettait en cause l'impartialité de l'Etat en Corse.

● **14 janvier** : le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en visite en Corse, affirme que l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac est *« une tâche sacrée »*. *« L'enquête progresse*, dit-il, *et je vous demande d'avoir confiance dans son succès, loin des polémiques subalternes et nuisibles. »*

● **13 février** : réagissant à des informations publiées dans plusieurs journaux et radios, le premier ministre, Lionel Jospin, assure qu'*« aucune enquête parallèle à l'enquête judiciaire n'a été menée. Le préfet de Corse a transmis tous les renseignements utiles pour l'enquête qui ont pu être portés à sa connaissance. »* Il annonce le même jour avoir reçu, du président de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNIS) un rapport assurant qu'*« aucune demande d'interception n'a été formulée par la DGSE et d'autre part que celle provenant de la gendarmerie natiobnale ne corrobore pas les informations récemment parues »*.

● **14 mars** : au deuxième tour des élections à l'assemblée territoriale corse, la liste indépendantiste Corsica Nazione, animée par A Cuncolta independentista, vitrine légale du FLNC-Canal Historique, obtient 16,77 % des voix, meilleur score jamais atteint par une formation soutenant la lutte armée.



Jacques Chirac exclut tout entretien officiel avec les chefs de la droite d'ici au 13 juin

Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne européenne à Paris en présence d'Edouard Balladur

L'Elysée a fait savoir, lundi 26 mars, que *« le président de la République, n'ayant pas vocation à intervenir dans les campagnes électorales, et alors que va s'ouvrir la campagne européenne, reportera tous ses rendez-vous avec des personnalités engagées dans cette campagne »*. Jacques Chirac répond ainsi aux dirigeants du RPR et de DL, qui souhaitaient qu'il ne reçoive plus François Bayrou, chef de file de la liste UDF.

PRÉVUE de longue date, la réunion devait, avec Philippe Séguin et Edouard Balladur, marquer le début de la campagne sur Paris. Le changement de « casting », lundi 26 avril, a produit son meilleur effet : pour sa première apparition publique en tant que chef de file de la liste RPR-DL aux élections européennes, Nicolas Sarkozy a pu recevoir, dans un grand hôtel du 15e arrondissement de Paris, l'onction du candidat qu'il avait secondé à l'élection présidentielle de 1995.

« Je suis très fier que cette campagne commence à Paris », a affirmé M. Balladur devant un millier de personnes, parmi lesquelles les principaux élus de droite de la capitale, le maire, Jean Tiberi, Roger Romani, chargé de mission auprès du président de la République, et quelques-uns des « agitateurs » de l'Hôtel de Ville, Françoise de Panafieu, Bernard Pons, Jacques Toubon.

A la fin de son discours, consacré à l'Europe, M. Balladur a d'ailleurs donné le frisson aux premiers rangs de l'assistance, en déclarant : *« Et maintenant, je voudrais dire un mot sur Paris... »* Il ne s'agissait que du rappel des résultats des précédentes élections européennes, toujours meilleurs pour la droite, dans la capitale, que dans le reste du pays, ce dont l'ancien premier ministre a tiré les leçons en lançant un appel à la mobilisation. M. Tiberi a acquiescé d'un signe de tête.

M. Balladur a aussi apporté son concours au président par intérim du RPR en se proposant de *« vider une fois pour toutes cette querelle »* du fédéralisme. Expliquant que, dans une Union fédérale, une majorité d'Etats pourrait imposer ses décisions à la France, le député de Paris a demandé : *« Y a-t-il quelqu'un, dans ce pays, qui accepterait que les soldats français soient envoyés en Serbie contre la volonté du gouvernement ? S'il existe, qu'il le dise ! »* Après avoir ainsi apostrophé l'UDF, l'ancien premier ministre a assuré : *« Il faudra nous retrouver le 13 juin au soir. »*

M. Sarkozy, lui, est tout à son bonheur. C'est sa première campagne nationale. *« Cette campagne, je ne l'ai pas souhaitée, je n'ai rien demandé, mais, depuis quelques jours, je la sens assez bien »*, affirme-t-il. L'après-midi, dans ce qui fut brièvement, à l'automne 1998, le siège de L'Alliance pour la France, il avait présenté, en compagnie d'Alain Madelin, l'organisation de sa campagne. Les deux chefs de file de la droite apparaissent souriants, jeunes, dynamiques, les bras levés, sur l'affiche de *« L'Union pour l'Europe »*. Un tract, tiré à cinq millions d'exemplaires, explique les cinq raisons de voter pour cette liste. Une plaquette, tirée de la charte européenne du RPR et de DL, rappelle la nécessité de l'élargissement de l'Europe et celle d'une défense commune, pour qu'il n'y ait *« plus jamais le Kosovo »*.

Deux directeurs de campagne ont été nommés : François Goulard, député du Morbihan, pour DL ; le séguiniste Roger Karoutchi, député européen, pour le RPR ; et deux porte-parole, Patrick Devedjian (RPR) et Claude Goasguen (DL). Un conseil politique de seize personnes a été constitué, toujours à parité entre le RPR et DL. La liste sera rendue publique le 5 mai.

« PROXIMITÉ NATURELLE »

Le président du RPR n'est pas troublé par la décision du chef de l'Etat, annoncée lundi par l'Elysée, de suspendre ses rendez-vous avec les personnalités de l'opposition pendant la durée de la campagne. Il n'a pas le sentiment que ce message s'adresse à lui. Les petits déjeuners du mardi, qui réunissaient, autour de Jacques Chirac, le président du mouvement gaulliste et les présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, sont, certes, supprimés, mais M. Sarkozy imagine qu'il pourra y avoir d'autres formes de rendez-vous d'ici au 13 juin. Surtout, il considère que le message présidentiel lu, le 24 avril, devant les cadres du RPR est sans ambiguïté.

Dans un communiqué, les responsables du RPR ont donc approuvé la décision du président de la République de *« reporter ses entretiens avec les personnalités engagées dans la campagne européenne »*, en rappelant *« qu'ils n'ont jamais annoncé ou commenté chacun de ces entretiens, tant leur proximité est naturelle aux yeux de tous »*.

François Bayrou, tête de la liste UDF, s'est félicité de la décision de M. Chirac, qu'il trouve *« tout à fait juste et bienvenue »*. *« On a essayé de le mouiller dans une campagne électorale dans laquelle le président de la République, comme institution, n'a rien à faire. Il écarte les sollicitations qui avaient été faites, il se libère des problèmes électoraux, et je trouve qu'il fait très bien »*, a déclaré le député des Pyrénées-Atlantiques.

La décision de M. Chirac permet, en effet, au chef de file des centristes d'affirmer : *« Le président de la République est une référence commune pour tous les partis de l'opposition. »* Pas seulement, donc, pour le RPR et pour DL.

Jean-Louis Saux

Les missions contestées du GPS en Corse

SUSPECTÉ par la justice d'avoir joué un rôle dans l'incendie criminel d'un restaurant de plage, dans la nuit du 20 au 21 avril, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud), le Groupe de pelotons de sécurité (GPS) s'apprête à traverser une zone de forte turbulence, moins d'un an après sa naissance. Créé le 27 juillet 1998 par le major général de la gendarmerie, le GPS devait, en théorie, permettre au gouvernement de disposer d'une force alternative aux différents services de police en place sur l'île. Aux yeux des autorités gouvernementales, il s'agissait, dans un premier temps, de réorganiser les services de l'Etat sous la houlette du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et dans un second temps, de contourner d'éventuels réseaux politiques dont l'existence était soupçonnée au sein de la police judiciaire et des renseignements généraux depuis le passage de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur. Ainsi, M. Bonnet et la gendarmerie, soutenus par le gouvernement, obtinrent d'importants moyens et le feu vert politique pour confier aux gendarmes une partie du travail de renseignement et de lutte contre les activistes corses, traditionnellement dévolu à la police.

> Après quelques mois seulement, ses membres ont été décriés par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT)

Chargé de mener des missions dans le domaine du renseignement, de l'anti-terrorisme et de la protection rapprochée des personnalités, le GPS est une unité rompue aux interpellations musclées et aux techniques de commando. Il compte 95 hommes, dont un commandant et trois officiers, dirigeant chacun un peloton spécialisé. Des moyens techniques importants ont été mis à leur disposition. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) leur a cédé des systèmes d'écoutes téléphoniques perfectionnés et des balises permettant de suivre des véhicules à distance ont fréquemment été utilisées.

Après quelques mois seulement, ses membres *ont été décriés* par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT), dirigée par le contrôleur général Roger Marion et les membres de la section de recherche des Renseignements généraux. Le rôle du GPS dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac apparaissait au cœur des reproches formulés par le ministère de l'intérieur. Présents en tant que force d'appoint auprès des gendarmes saisis par le juge parisien antiterroriste, Gilbert Thiel, de l'enquête sur l'attentat ayant visé la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où fut dérobée l'arme qui tua M. Erignac, ses membres ont effectué de nombreuses missions de filature de militants nationalistes dissidents considérés comme des cibles potentielles de l'enquête. Le juge Thiel ayant demandé aux gendarmes de ne pas communiquer les éléments découverts au cours de leurs investigations au service de police chargés, par les deux autres juges anti-terroristes – Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert –, d'enquêter directement sur l'assassinat du préfet, une guerre larvée a débuté, portant le risque d'un ralentissement de l'enquête.

Au cours des derniers mois, le GPS et les section de recherche des Renseignement généraux organisaient ainsi, sans le savoir, des filatures sur les mêmes militants nationalistes. Les dysfonctionnements entre services de l'Etat étaient tels qu'une personne surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac a pu retrouver sous son véhicule deux balises de repérages, l'une du GPS, l'autre des RG... Plus grave, lors de la filature d'une personne considérée comme un pivot du groupe soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du préfet, les membres du GPS et les gendarmes eurent la surprise de constater, au pied d'un immeuble d'Ajaccio, qu'une équipe des RG était sur les traces du même homme. Les policiers ne l'apprendront que plusieurs semaines plus tard. Au mois de novembre 1998, découvrant que les gendarmes et le GPS effectuaient des recherches sur Jean Castella, nationaliste dissident, chef de la branche radicale du mouvement indépendantiste, le patron de la DNAT Roger Marion décida d'interpeller brutalement M. Castella. Cette intervention eut pour conséquence, selon certains policiers, de permettre aux personnes visées par l'enquête de connaître l'avancée du travail des policiers et des gendarmes.

Par ailleurs, le GPS a effectué des missions dites *« de prévention »* sur la base de renseignement recueillis la gendarmerie. De fait, ces actions ont souvent eu une connotation politique en visant des nationalistes corses. Ainsi, de retour de Paris, l'ancien chef du principal mouvement nationaliste corse, A Cuncolta Nazionalista, François Santoni, fut intercepté par le GPS à la sortie de l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud). Le GPS pensait que le leader nationaliste était non seulement armé mais avait renoué, depuis sa remise en liberté, au mois de décembre 1998, des contacts politiques en vue de futures négociations. N'ayant aucune arme sur lui, François Santoni fut relâché.

Ce peloton fut également réquisitionné pour mener des opérations de surveillance de sites sensibles, tels que des gendarmeries, objet de plusieurs attentats, ces dernières semaines, où des lieux susceptibles d'être pris à partie par des nationalistes. Dans le même temps, certaines rumeurs faisaient état d'écoutes téléphoniques et de menées parallèles des gendarmes, en marge de l'enquête sur la mort du préfet. La publication d'éléments en ce sens dans plusieurs journaux avait conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à démentir, le 13 février, l'existence de toute *« enquête parallèle »* en Corse.

Dans les actions de surveillance dont ils ont la charge, les membres du GPS n'ont pas le droit d'intervenir même s'ils sont témoins d'un acte malveillant. A en croire le colonel Henri Mazères, patron de la gendarmerie en Corse – aujourd'hui mis en examen dans l'affaire de l'incendie criminel –, c'est dans ce cadre qu'évoluaient les trois membres du GPS, présents sur la plage de Coti-Chiavari (Corse-du-Sud), dans la nuit du 19 au 20 avril.

Jacques Follorou

Daniel Cohn-Bendit propose au PS et au PCF un meeting commun

L'ÉTAT *« pathétique »* de la droite inspire les Verts. Tout comme, à l'évidence, le regain observé, depuis deux semaines, dans les études d'opinion, par la liste écologiste. *« Dany est en pleine forme, il a la pêche ! »*, confirme Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, lundi 26 avril, devant les 400 personnes réunies pour un meeting de campagne à Corbeil-Essonnes. Le ton est donné. Certes, le Kosovo continue d'occuper les esprits. *« Nous sommes responsables parce que nous avons dit "oui" à l'intervention de l'OTAN*, lance Daniel Cohn-Bendit, *mais, assumer ses responsablités, c'est s'expliquer. »*

Le député européen défend une intervention des troupe au sol : *« Si les Kosovars ne retournent pas dans leur pays avant l'été, ils n'y retourneront jamais. Toutes les grandes déportations de ce siècle nous l'ont montré. »* Avant lui, M. Bennahmias avait également fait entendre la petite musique verte. *« Le gouvernement doit se résoudre à accueillir enfin plusieurs milliers – et non plusieurs centaines – de réfugiés »* et, aussi, *« l'ensemble des déserteurs qui quitteraient l'armée serbe, même si la décision est difficile »*.

> « Il y aurait M. Hollande – ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin – et M. Hue »

Une parenthèse s'est fermée. A sept semaines du 13 juin, il faut quand même parler de l'Europe, de la droite, du discours des *« concurrents »* de gauche et néanmoins *« amis »*. A Corbeil, les Verts se permettent des incursions dans le terrain protégé de la gauche « plurielle ». *« On a commencé notre campagne fin août, on a bien fait. On a pu parler de l'Europe que nous désirions »*, lance M. Bennahmias, avant de moquer l'engagement *« silencieux »* de la *« force tranquille »* socialiste. *« La liste PS est en campagne – c'est du moins ce qui se dit. On attend toujours que François Hollande veuille bien rencontrer notre tête de liste et accepter un vrai débat »*, assure-t-il.

A ce sujet, « Dany » a *« une idée »*, qu'il appelle, pour rire, l'*« appel de Corbeil, puisqu'il paraît qu'il faut lancer des appels en France »*. *« Je trouve que la majorité plurielle devrait donner à la droite une leçon de démocratie. (...) Nous avons des listes différentes, mais nous ne sommes pas des adversaires. Je propose un meeting en commun – les socialistes, les communistes, les Verts –, puisque nous faisons un gouvernement ensemble. Nous dialoguerons en amis. »*

Et de rêver. *« Il y aurait M. Hollande – ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin – et M. Hue. M. Hollande donnerait l'idéal-type de la liste socialiste, tout et son contraire. Il expliquerait comment on peut être pro-européen avec Chevènement et fédéralisto-national sans être fédéraliste, mais pas tout à fait national (...), mais en étant pour une fédération des nations ou une nation des fédérations, puisqu'on comprend que cette notion est un "plus" face à la droite républicaine, sans l'être vraiment en comparaison d'une fédération totalement européennne. »* « Dany » reprend son souffle : *« On aurait, en tout cas, une position majoritaire, puisque le PS est le parti le plus fort. »*

« On en saurait davantage, aussi, continue-t-il, *sur la position intéressante d'un PC en mouvement et sur la triple parité de cette liste – hommes/femmes, ouvert/pas ouvert, pour la guerre/contre la guerre. Robert est au milieu du gué, sur une île : s'il avance, il se noie ; s'il recule, il se noie aussi. Donc, il ne bouge plus. Ce n'est plus la position bête et méchante contre l'Europe, c'est le mouvement qui ne bouge pas, l'ouverture dans la lenteur. »*

Face à tout cela, bien sûr, il y aurait les Verts, *« leur position fédéraliste, leur vision de la cohésion sociale, écologique et démocratique de l'Europe »*. Satisfait de son effet, la tête de liste conclut : *« Je crois que si nous nous retrouvions, une seule fois, à Toulouse, à Nantes, à Toulon, nous aurions une démocratie d'avance. Vous vous rendez compte le ridicule pour Sarko* [Nicolas Sarkozy] *ou Bayrou ? »* La tête de liste des Verts se frotte les mains. *« Dès ce soir. Je vais faire une petite lettre à François, à Robert... »*

Ariane Chemin

DÉPÊCHES

■ **SYNDICATS : Maryse Dumas, membre du bureau confédéral de la CGT, chargée de l'action revendicative, souhaite** que la seconde loi sur les 35 heures conduise *« à renégocier tous les accords dont certains volets seront devenus illégaux »*. Mme Dumas refuse *« de laisser se prolonger une définition du travail effectif qui permette aux patrons de changer les modalités de calcul des pauses, des jours de congés ou de formation, et de ne pas abaisser la durée réelle de travail »*. La seconde loi doit *« encadrer strictement »* l'annualisation du temps de travail, pour que les durées minimales et maximales *« oscillent le plus près possible des 35 heures »*, précise Mme Dumas dans *L'Hebdo* de la CGT.

■ **CONSOMMATION : la consommation des ménages en produits manufacturés a rebondi**, en mars, gagnant, en données corrigées des variations saisonnières, 1,6 % après une baisse de 2,8 % en février. Sur un an, elle enregistre un gain de 6,3 %, selon les chiffres publiés, mardi 27 avril, par l'Insee. Elle croît de 3 % pour le premier trimestre.

■ **OUTRE-MER : douze organisations indépendantistes de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont fait part**, lundi 26 avril, de leur volonté d'appeler l'électorat des trois départements français d'Amérique à boycotter les élections européennes du 13 juin.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Les associations veillent sur la couverture maladie universelle

Les députés examinent le projet de loi apportant une assurance aux six millions d'exclus des régimes complémentaires sous la surveillance des organisations caritatives, particulièrement préoccupées par la présence des mutuelles et des assurances privées dans le dispositif

Les députés devaient commencer, mardi 27 avril, dans la soirée, l'examen du projet de loi sur la CMU, qui concernera quelque six millions de Français, parmi les plus démunis. Les associations caritatives ont eu une fonction de vigie dans la mise au point de la réforme. Plaidant, depuis des années, pour que le dispositif soit mis en œuvre, elles ont surveillé de très près le travail gouvernemental et sont à l'origine de nombre d'amendements. Certaines de ces organisations estiment que le texte que les députés s'apprêtent à examiner, après avoir été amendé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, est en *« recul »* par rapport au projet initial de Martine Aubry, ministre de la solidarité. La droite est embarrassée par le projet de loi. Elle est favorable au principe de la réforme, mais critique la méthode du gouvernement. Un *« DMOS »* – projet de loi portant diverses mesures d'ordre social – *n'étant pas prévu*, les services de Mme Aubry ont inclus dans le texte des mesures « fourre-tout », sans lien avec la *réforme*, ce qui irrite de nombreux députés.

TOUT AU LONG de l'élaboration du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), les associations caritatives, régulièrement consultées, ont veillé au grain. Enthousiastes sur l'objectif affiché et réclamé depuis plusieurs années – garantir un meilleur accès aux soins pour les plus pauvres –, elles se sont comportées telles des sentinelles, veillant minutieusement aux modalités de sa mise en œuvre. Alors que les députés à l'Assemblée nationale commencent, mardi 27 avril, à examiner le projet, ces associations renouvellent les mises en garde et pointent du doigt plusieurs amendements adoptés par la commission des affaires sociales.

Ainsi, elles récusent la proposition du rapporteur Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) d'asseoir à la table du futur conseil d'administration du fonds de solidarité de la CMU les mutuelles et les assurances privées. Elles soupçonnent ces organismes de vouloir restreindre les prestations. Et elles considèrent que le « droit d'option », qui doit permettre aux six millions de bénéficiaires potentiels *de la CMU de choisir entre une* caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM), une mutuelle ou une assurance privée pour obtenir une couverture complémentaire, n'est plus assuré.

La CMU est un peu leur enfant. Des « notes de contribution » envoyées à l'ancien premier ministre, Alain Juppé, lorsqu'il avait travaillé à un projet similaire mais moins complet, aux tables rondes organisées au ministère de Martine Aubry, les associations caritatives ont largement participé à la rédaction du projet de loi. C'est d'ailleurs sous leur pression que le gouvernement de Lionel Jospin, qui pensait faire seulement appel aux mutuelles et aux assureurs, s'est résolu à associer les CPAM pour le volet complémentaire. Le contexte s'y prêtait. *Les atermoiements des* mutuelles avaient, en effet, fini par inquiéter jusqu'à ATD Quart Monde et Médecins du monde, pourtant favorables, dans un premier temps, à l'entrée de ces *nouveaux partenaires dans le* dispositif.

CAMPAGNE DE PUBLICITÉ

Ce sont encore les associations qui ont « nourri » la détermination des Verts et des communistes à proposer de relever de 3 500 francs (533,57 euros) à 3 800 francs (579,3 euros) le seuil de revenus mensuels ouvrant droit à la CMU. Cet amendement, d'abord adopté par la commission puis rejeté, devrait revenir dans l'Hémicycle. *« En toute hypothèse, un seuil de ressources qui serait inférieur au minimum vieillesse et à l'allocation adultes handicapés, soit 3 540,41 francs, serait inacceptable, car il exclurait des milliers de personnes âgées et handicapées disposant de très faibles ressources »*, prévient, *dans un communiqué publié* lundi 26 avril, l'Uniopss (Union nationale interfédérale des organismes privés *sanitaires et sociaux*) qui regroupe notamment ATD Quart Monde, la Croix-Rouge, Médecins du monde, Remède, la Fédération de l'entraide protestante, le Secours catholique et le Secours populaire. Celle-ci a listé une série de neuf *« demandes prioritaires »*, dont plusieurs recoupent les préoccupations de Médecins sans frontières (MSF).

Particulièrement impliqué dans le dossier, MSF a multiplié les initiatives pour se faire entendre. L'association s'est récemment offert une pleine page de publicité dans la presse pour interpeller Mme Aubry. Intitulée *« Lettre ouverte à Madame la ministre de l'emploi et de la solidarité »*, elle agitait à nouveau l'épouvantail de la *« privatisation de l'accès aux soins »*, accusant le gouvernement de *« commencer par les plus pauvres »*. MSF édite par ailleurs, depuis décembre, un petit journal de huit pages, baptisé *Droits ouverts*, entièrement consacré à la CMU. Dans le *quatrième numéro, daté* du mois d'avril, Jean-Michel Belorgey a été sollicité. L'ancien président socialiste de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale de 1988 à 1993, rapporteur de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), s'y livre à un vibrant plaidoyer en faveur de l'*« assistance »*, prenant ainsi le contre-pied de Lionel Jospin qui a souvent déclaré vouloir *« tourner le dos à l'assistance »*, jugée stigmatisante. *« L'assistance est une des plus grandes choses qu'ait inventées la République (…). Mais les mots s'usent parce que les gens qui s'en servaient s'en lassent et qu'un certain nombre les ont joués à la baisse. Alors on a rebaptisé l'assistance "aide sociale" au moment où on trouvait qu'assistance, ça ne sonnait pas bien »*, déclare M. Belorgey.

Tout en saluant les *« avancées sociales indéniables »* de la CMU, MSF estime aujourd'hui que le texte, amendé par la commission des affaires sociales, *« représente un recul important par rapport au projet initial validé par le conseil des ministres »*. L'association dénonce le fait que l'accès gratuit aux soins médicaux soit d'une durée variable selon les bénéficiaires. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard prévoit en effet une possibilité de prolongation des contrats, pendant un an, à des tarifs préférentiels, pour ceux qui auraient choisi une mutuelle ou une assurance et dont les revenus auraient progressé. Cette disposition ne concerne, a priori, pas les autres, qui se seront adressés à une caisse d'assurance-maladie. L'idée de M. Boulard d'instaurer une cotisation, même symbolique, est aussi mal perçue. Enfin MSF, comme les membres de l'Uniopss, juge *« inacceptable »* l'absence de recours en cas de litige entre un bénéficiaire et les organismes complémentaires invités à participer à la CMU.

Isabelle Mandraud

Les principales dispositions du texte

Le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), examiné en urgence par l'Assemblée nationale, mardi 27 avril, doit entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2000.

● **Accès au régime de base.** Le texte instaure l'affiliation automatique et obligatoire, dès l'âge de seize ans, au régime de base de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, 150 000 personnes en sont encore dépourvues.

● **Accès à une couverture complémentaire.** C'est le second volet du projet de loi : il prévoit l'accès à une couverture complémentaire quasi gratuite pour six millions de personnes qui n'en bénéficient pas. *Le texte marque* la fin de l'assurance personnelle, souscrite par 550 000 personnes, et de l'aide médicale gratuite gérée jusqu'ici par les départements.

● **Critères d'attribution.** Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle doivent justifier d'un lieu de résidence – le siège d'une association suffit pour les sans-domicile-fixe. Le seuil de revenus pour bénéficier d'une couverture complémentaire gratuite, dans l'esprit du projet, est fixé à 3 500 francs (533,57 euros) mensuels *pour une personne isolée*

● **Coût du dispositif.** Le coût du projet est estimé à 9 milliards de francs (1,3 milliard d'euros). Après d'importants transferts financiers (les fonds départementaux sont recentralisés), la facture sera, à terme, pour l'Etat de 1,7 milliard de francs supplémentaires (près de 260 millions d'euros), selon les calculs de la commission *des affaires sociales* de l'Assemblée nationale.

● **« Droit d'option ».** Les bénéficiaires de la CMU auront le choix entre une caisse primaire d'assurance-maladie, une mutuelle ou une assurance privée pour accéder à la couverture complémentaire. Ceux dont les revenus dépasseront le seuil pourront rester dans le dispositif un an de plus, à des conditions préférentielles. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard réserve cet avantage aux personnes qui auront opté pour une mutuelle ou une assurance privée.

● **Cotisations.** Le principe d'une cotisation *« symbolique »* – un droit d'entrée de 150 francs ou une contribution périodique de 30 francs – pour l'accès à la couverture complémentaire a été accepté en commission des affaires sociales.

● **Extension du tiers payant.** Un amendement de M. Boulard étend le tiers payant aux personnes qui s'engageront à consulter le même praticien.

La droite veut une réforme, mais critique le gouvernement

ATTENTION, DANGER ! La droite considère le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) comme un écueil. S'opposer à un texte dont le principe avait été annoncé par le gouvernement d'Alain Juppé, en novembre 1995, est risqué. Mais l'applaudir est impensable… A force de peser le pour et le contre, l'opposition RPR-UDF-DL a fini par se mettre d'accord sur cette position commune : *« Favorable au principe, opposée à la méthode ! »*

Jean-Louis Debré a vite compris le risque d'une opposition frontale. *« Qaund le texte a été annoncé à l'Assemblée nationale, certains l'ont plutôt bien accueilli, d'autres ont voulu s'y opposer. A tous, nous leur avons dit : "Attention !" »*, racontait le président du groupe RPR au Palais-Bourbon, lors d'un déjeuner de presse sur la CMU, le 14 avril. M. Debré était entouré notamment de Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), qui présenteront chacun une motion de procédure contre ce texte jugé *« sympathique »*, *« nécessaire »*, mais *« dangereux »*.

« Nous allons basculer vers l'assistanat », a alerté M. Accoyer. La droite critique, au premier chef, le principe du seuil de revenus – 3 500 francs (533,57 euros) pour une personne isolée et jusqu'à 7 700 francs (1 173,85 euros) pour un foyer de quatre personnes – pour bénéficier du dispositif. *« Notre architecture était différente,* a souligné, nostalgique, M. Barrot, ancien ministre des affaires sociales. En novembre 1995, Alain Juppé avait annoncé, dans son projet de réforme de la Sécurité sociale, la création de l'assurance-maladie universelle. La dissolution de 1997 a clos le dossier. *« Il faut harmoniser et maintenir l'aide médicale gratuite pour les personnes les plus démunies : au-delà, les Français prennent une assurance complémentaire financée par une aide personnalisée et progressive en fonction des revenus »*, préconise M. Barrot.

Le député de Haute-Loire juge que la CMU va déstabiliser les *« gens modestes »* dont les ressources se situent à la charnière du seuil fixé par le projet de loi de la ministre de la solidarité, Martine Aubry. *« Il faut montrer qu'il y a une logique de solidarité et de responsabilité »*, ajoute M. Barrot, proche de Jacques Chirac. Le texte de Mme Aubry prévoit que les personnes éligibles à la CMU ne paieront qu'une cotisation *« symbolique »*. *« Ce texte est une trappe à pauvreté : il va dissuader les gens de gagner au-delà du seuil, qui devront dès lors payer leur couverture complémentaire ! »*, a renchéri M. Mattéi. Le nouveau dispositif ne réglera pas non plus, selon M. Barrot, les difficultés d'accès aux soins des classes moyennes : *« Un couple qui gagne 8 700 francs par mois avec deux enfants aura toujours les mêmes problèmes d'accès aux soins ! »*

La droite dénonce également la *« confusion des rôles »* entre les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM), les mutuelles et les assurances auxquelles les bénéficiaires de la CMU pourront indifféremment s'adresser pour leur assurance complémentaire. L'opposition parie que les personnes éligibles à la CMU [illegible] intégralement prises en charge par les CPAM. M. Mattéi juge qu'il y a *« concurrence déloyale »*. *« C'est le passage de la Sécurité sociale à un système à deux vitesses. La CMU, c'est le* Medic Aid *américain ! »*, poursuit M. Accoyer, médecin, en faisant allusion au système fédéral d'assurance-maladie des plus démunis en vigueur aux Etats-Unis, accordée en fonction des revenus.

TEXTE ALTERNATIF AU SÉNAT

Le député de Haute-Savoie compte aussi démontrer l'*« effet considérable »* de la CMU sur le budget de l'Etat. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission des affaires sociales, a calculé que la *« charge nette »* supplémentaire pour l'Etat, de 1,7 milliard de francs (près de 260 millions d'euros) (*Le Monde* du 22 avril). *« C'est une campagne de "com" ! »*, dénonce M. Accoyer qui évalue, lui, le *« surcoût »* entre *« huit et onze milliards de francs »*. *« Le rapporteur se base sur un coût de prise en charge de 1 500 francs par personne et par an. Or, en Haute-Savoie, où la population est plutôt jeune, l'aide médicale gratuite représente déjà un coût annuel de 1 920 francs par individu, et la carte solidarité-santé, 2 200 francs… »*, note le maire d'Annecy-le-Vieux.

Opposée à la CMU, la droite n'entend pas, toutefois, entrer dans le détail. Aucun amendement ne devrait être défendu au nom de [illegible] amendements ont été déposés en commission pour dénoncer les *« effets pervers »* du projet de loi. *« Il est difficile de corriger un texte quand la copie est très contestable ! »*, justifie M. Barrot. M. Mattéi se montre plus pragmatique. *« On sort d'une discussion très longue sur les sujets de société*, explique-t-il, en évoquant le débat sur le pacte civil de solidarité. *On a vu les effets pervers… Cette fois-ci, en cinq ou six heures, nous souhaitons développer nos propositions. »* *« Nous allons montrer une philosophie différente »*, ajoute Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire).

Aux députés la philosophie, aux sénateurs de « mettre les mains dans le cambouis ». *« Puisqu'ils sont majoritaires »*, ce sont eux qui auront la tâche, moins populaire, de proposer un texte alternatif.

Clarisse Fabre

Menace sur les primes d'assurance

S'il ne conteste pas la nécessité d'une couverture maladie universelle, le Mouvement des entreprises de France (Medef, ex-CNPF) s'oppose au mode de financement actuel du projet. Pour le président du groupe de propositions et d'actions protection sociale au Medef (ex-CNPF), Georges Jollès, il faut financer la couverture maladie universelle par des économies sur le système de santé : *« Si, dans notre pays, il y a autant de personnes qui ne peuvent pas se soigner, c'est parce que nous avons le système de santé le plus coûteux, et l'un de ceux qui rembourse le plus mal »*, analyse M. Jollès, dans un entretien aux *Echos* du 27 avril. *« Pour le Medef, il faut améliorer le fonctionnement du système de soins pour réduire les prélèvements, mieux rembourser, et partant, combattre les exclusions. C'est ce traitement structurel de l'exclusion que nous préférons »*, ajoute M. Jollès, qui prévoit une hausse des primes d'assurance pour compenser le surcoût de la CMU supporté par les assureurs complémentaires.

Un projet de loi peut en cacher un autre

SIX PETITS articles sèment la discorde. Regroupés sous le titre *« modernisation sanitaire et sociale »*, ils n'ont pas grand-chose à voir, bien qu'ils soient accrochés au texte, *avec le « grand projet social »* du gouvernement consacré à la couverture maladie universelle (CMU). Dépitée de ne pas avoir obtenu une fenêtre parlementaire pour débattre d'une loi portant sur diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui lui aurait permis de régler quelques problèmes en attente, la ministre de la solidarité, Martine Aubry, a décidé d'utiliser la CMU.

A droite comme à gauche, les députés n'ont pas apprécié l'inclusion de ces articles *« fourre-tout »* et l'ont fait savoir. Ainsi, sur les 220 amendements examinés en commission des affaires sociales, 60 concernaient ce chapitre et, parmi les 63 propositions adoptées, un bon tiers traite de ces articles consacrés à la réforme des consultations de dépistage du virus du sida, à la formation des infirmiers du secteur psychiatrique, ou bien encore à la diffusion des informations médicales.

Le texte ayant été présenté de la sorte depuis le départ, au conseil des ministres comme devant le Conseil d'Etat, la manœuvre est techniquement irréprochable. Le gouvernement n'a pas commis l'erreur de Philippe Seguin, qui avait tenté, au cours d'un débat, d'introduire des dispositions sans rapport avec la loi discutée *(lire ci-dessous)*. Mais sur le fond, les députés ont le sentiment de s'être fait forcer la main. En effet, ceux qui voudraient approuver la CMU mais pas les autres dispositions ne le pourront pas : la règle veut qu'il y ait un vote unique sur l'ensemble du texte. La nomination d'Alfred Recours (PS, Eure), rapporteur spécial, n'y change rien.

Du coup, lors de l'examen du projet par la commission des affaires sociales, les remarques aigrelettes ont fusé. C'est un *« amalgame scandaleux »*, s'est insurgé Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), en soulignant *« la situation impossible à laquelle sont confrontés les parlementaires »*. *« La solution retenue par le gouvernement va brouiller le débat sur la CMU »*, s'est plainte Jacqueline Fraysse (PCF, Hauts-de-Seine). Même le président socialiste de la commission, Jean Le Garrec, a assuré qu'il avait tout fait pour l'éviter, sans succès. *« Les six articles constituent en quelque sorte un "mini-DMOS". Il ne faut donc pas rechercher une quelconque logique entre les différentes dispositions concernées »*, a reconnu M. Recours. Pas très convaincu lui-même, le rapporteur en a pourtant rajouté, en introduisant de nouvelles mesures sur le statut des médecins titulaires de diplômes étrangers obenus en dehors de l'Union européenne et sur la formation des personnels hospitaliers.

« ARTICLE LIBERTICIDE »

« On ne pouvait pas faire autrement. Certaines dispositions doivent être réglées sans attendre », soit pour combler un vide, soit pour des raisons de mise en conformité avec la réglementation européenne, plaide l'entourage de Mme Aubry. L'article 33, consacré aux conditions d'utilisation de la future carte de « Sécu » Sesam-Vitale 2, est ainsi justifié : *« L'intervention du législateur est nécessaire, compte tenu de l'annulation par le Conseil d'Etat des dispositions. »* Pour des raisons identiques, les conventions médicales passées en 1997 entre l'assurance-maladie avec un syndicat de médecins généralistes et un syndicat de médecins spécialistes, dans la foulée des ordonnances Juppé, doivent être validées (article 36). Autrement, les actes médicaux pris et remboursés durant cette période deviendraient caduques.

Au passage, redoutant une prochaine annulation par le Conseil d'Etat, le gouvernement avait prévu, *« à titre préventif »*, de verrouiller par la loi la nouvelle convention conclue avec les praticiens généralistes en novembre 1998. Une démarche vaine, le Conseil d'Etat ayant finalement approuvé les principales dispositioos (*Le Monde* du 2 avril)… Le protocole d'accord avec les pharmaciens se trouve, lui aussi, validé par la loi.

L'article 37, destiné à réglementer l'accès aux données du système de santé à *« d'autres personnes »* que les organismes officiels, a pourtant achevé de semer le trouble parmi les députés. Il aurait, en effet, abouti à l'impossibilité, pour la presse, de publier des enquêtes, comme cela se fait sur les hôpitaux, par exemple. Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) a dénoncé un *« article liberticide »*. Pour André Aschieri (Verts, Alpes-Maritimes), *« la préservation de l'anonymat ne doit pas conduire à interdire l'utilisation de ces données »*.

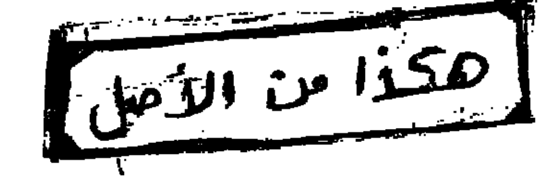
Le rapporteur a estimé que, s'il n'y avait pas *« volonté du gouvernement de porter atteinte à la liberté d'information »*, cet article témoignait d'*« une certaine maladresse »*. Une nouvelle rédaction a été trouvée. Désormais, pour écarter *« toute décision arbitraire »*, l'autorisation des ministres sera subordonnée à l'avis conforme, public et motivé de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

I. M.

La manœuvre ratée de M. Séguin il y a douze ans

Le gouvernement peut-il soumettre au Parlement un projet de loi comportant des dispositions sans rapport avec l'objet principal du texte ? Il lui est, en tout cas, interdit de déposer un amendement qui serait la reprise déguisée d'un autre projet de loi. Une telle procédure avait en effet été jugée contraire à la Loi fondamentale par le Conseil constitutionnel, le 23 janvier 1987. Quelques semaines auparavant, Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi dans le gouvernement de Jacques Chirac, avait obtenu du Parlement, qui examinait un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, le vote d'un amendement reprenant le texte d'une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, que le président de la République, François Mitterrand, avait refusé de signer. L'annulation de cette disposition par le Conseil constitutionnel avait contraint M. Séguin à présenter un nouveau projet de loi au conseil des ministres du 18 mars 1987.




هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Les nouvelles pistes de Satolas inquiètent les riverains

Le développement prévisible de l'aéroport de Lyon, qui vise à devenir « la seconde porte d'entrée en France », suscite des craintes dans les communes voisines. De très nombreux permis de construire ont été accordés dans les zones pourtant réservées, dès 1970, à l'extension des infrastructures

LYON
de notre correspondant régional

Le projet d'extension de l'aéroport de Lyon-Satolas fait du bruit. Avec ses 5 millions de passagers et ses 100 000 vols commerciaux enregistrés en 1998, la plate-forme aéroportuaire de la région Rhône-Alpes, ouverte au trafic en 1975, dérange. Depuis plusieurs mois les riverains de l'aéroport et une partie des élus sont sur le pied de guerre et campent sur leurs revendications : la fermeture de Satolas la nuit, la réduction de la pollution sonore et la création d'un observatoire de surveillance du bruit et des trajectoires des avions. Ces opposants craignent que l'aéroport, qui occupe actuellement 1 100 hectares, ne déborde très vite sur les 900 hectares de réserves foncières qui l'entourent.

Cet espace constitue l'atout majeur de Satolas pour les vingt ou trente prochaines années, concède Guy Mahler, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport. Mais la création d'une troisième piste ne s'imposera que lorsque le nombre des passagers approchera les 10 millions par an. Cet objectif pourrait être atteint dès les années 2005 ou 2006, selon la chambre de commerce et d'industrie (CCI), si la croissance du trafic se poursuit au rythme annuel de 6 %.

Cette perspective est jugée *« irréaliste »* par les membres de l'Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Satolas (Acenas) mais aussi par un rapport d'expertise demandé par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Celui-ci souligne *« les grandes incertitudes »* qui pèsent sur l'augmentation du trafic de cet aéroport à vocation essentiellement *« euro-régionale »*.

71 DESTINATIONS

Mais la rapide montée en puissance du *hub* (plate-forme de correspondances) mis en place par la compagnie Air France il y a un an a déjà accru très sensiblement le nombre des passagers en correspondance ainsi que l'offre de vols : soixante et onze destinations dont quarante internationales. Mais ce hub va surtout multiplier le nombre des atterrissages et les décollages d'avions dont la capacité moyenne n'excède pas cinquante passagers. Cette spécificité de Satolas peut rendre nécessaire, plus rapidement que prévu, la construction d'une troisième piste.

Les experts se montrent très prudents. Ils estiment qu'à l'horizon 2015 le trafic global sur cet aéroport devrait se situer dans une fourchette comprise entre 9 et 12 millions de passagers, et entre 10 et 16 millions pour 2030. Certes, le nombre des mouvements d'appareils devrait s'envoler, mais la croissance du trafic passagers n'excédera pas les 2 % ou 3 %, pronostique l'auteur du rapport commandé par la Datar, François Plassard, directeur de recherches au CNRS : *« La construction de deux pistes supplémentaires ne relève pas d'une décision urgente et elle laisse le temps de mettre en place une véritable procédure de concertation avec les riverains »*, note le rapporteur.

Toutefois, le préfet de la région Rhône-Alpes, Michel Besse, presse le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, pour qu'il signe rapidement le projet de modification de l'avant-projet de plan masse (APPM) de l'aéroport de Lyon-Satolas. *« L'APPM permet de sauvegarder sur le moyen terme et le très long terme toutes les potentialités de la plate-forme. Mais cela ne vaut pas autorisation pour créer de nouvelles pistes. Personne n'a aujourd'hui la certitude que le besoin existe »*, prévient M. Besse. L'objectif est d'abord de garder intact l'espace réservé pour l'extension future de l'aéroport.

En effet, au cours des vingt dernières années, les réserves foncières incluses dans l'APPM de 1970 ont été sérieusement écornées : cent quarante permis de construire ont été délivrés par plusieurs communes proches de l'aéroport, en toute légalité, dans des zones pourtant interdites à la construction en raison de leur exposition au bruit et au survol des avions. Une situation pour le moins absurde qui met en évidence de graves dysfonctionnements administratifs.

« DES MYTHES »

« Recherchons moins les responsabilités que les possiblités d'indemnisation », demande aujourd'hui le président de la CCI. M. Mahler ne souhaite pas que le développement de l'aéroport soit ralenti par la mobilisation des opposants aux troisième et quatrième pistes. Pour lui, les atouts de Satolas sont énormes : *« Notre ambition est très clairement de constituer la seconde porte d'entrée en France après Paris, le grand aéroport dont Lyon, le sud-est de la France et les régions frontalières* [Genève et Turin] *auront besoin, et de devenir la seconde plate-forme de correspondance de la compagnie nationale* [Air France]. *»* Mais il exclut que Satolas devienne un jour le *« troisième aéroport parisien »*. La distance à couvrir entre Lyon et les sites de le capitale – actuellement de deux heures en TGV – est, selon lui, trop *« dissuasive »*.

« Satolas a vécu sur un certain nombre de mythes pour son développement, qu'il s'agisse de la saturation de Genève et des autres grands aéroports européens, ou de son devenir comme troisième aéroport parisien, met en garde le rapport remis à la Datar. *Il ne faudrait pas que naisse un nouveau mythe : ce n'est pas parce qu'il dispose de réserves foncières importantes que Satolas doit pratiquer une politique de développement dans toutes directions. »*

Quant à la présidente de l'Acenas, Evelyne Lavezzari, elle dénonce la *« logique d'entreprise »* du concessionnaire de l'aéroport et sa volonté de *« gérer le ciel comme une entreprise privée »* au détriment de ses deux cent vingt mille riverains, répartis dans quarante-deux communes. L'association sera reçue, mercredi 28 avril, par le ministre des transports.

Claude Francillon

Une gare TGV sous-utilisée

La présence à Satolas d'une gare TGV ultramoderne sur l'axe Paris-Lyon et bientôt Marseille et de deux autoroutes permet aux responsables de l'aéroport de se targuer de disposer de la *« première plate-forme intermodale au monde »*. Ces infrastructures lui assurent une accessibilité exceptionnelle. Malheureusement, la connexion train-avion est extrêmement marginale : peu de trains s'arrêtent à la gare, et en moyenne une cinquantaine de voyageurs descendent chaque jour des rames TGV pour prendre un avion.

L'ouverture en 2001 de la ligne TGV vers Marseille pourrait donner une nouvelle chance à la gare de Satolas conçue par l'architecte Calatrava. Toutefois, estiment les experts, la mise en service de cette ligne devrait autant profiter à Paris-Roissy qu'à Lyon-Satolas. Enfin, Satolas n'est pas raccordée par des lignes ferroviaires directes à Lyon et aux grandes villes de la région Rhône-Alpes. – *(Corresp. rég.)*

Le trafic aérien en croissance

A l'image de l'économie générale, l'activité des aéroports français en 1998 a été bonne. Dans leur ensemble, ils ont enregistré 116,8 millions de passagers (DOM-TOM compris), soit une augmentation de 6,7 % par rapport à 1997. L'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroports (Uccega) prévoit pour 1999 une croissance globale de l'ordre de 5 % à 7 %.

La place aéroportuaire de Paris a enregistré sur ses deux aéroports Roissy et Orly 63,6 millions de passagers, soit 54,5 % du trafic total. La hausse d'activité est de 5,4 %, contre 2,1 % en 1997. Certains aéroports de province ont vu leur activité croître de façon très sensible et afficher des résultats très supérieurs à la moyenne nationale. Ainsi Nice a passé la barre des 8 millions de passagers, soit une progression de 9,7 % par rapport à 1997. Lyon-Satolas, avec 5,2 millions de passagers, a progressé de 5,6 % ; Bâle-Mulhouse de 13,3 %, Nantes de 13,2 % et Montpellier de 8,6 %.

Des élus midi-pyrénéens manifestent en voiture pour réclamer des routes

TOULOUSE
de notre correspondant régional

« Le problème, c'est que tout le monde se situe dans l'exception », a estimé la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, en visite de travail dans le cadre de la préparation des contrats de plan Etat-région, lundi 26 mai, en Midi-Pyrénées. L'exception, ici, concerne les communications routières – autoroutes, 2x2 voies ou rocades –, dont la région, la plus vaste de France, s'estime sevrée. La plupart des élus demandent à l'Etat de consentir un véritable « plan Orsec » pour remédier au *« désenclavement »* de Midi-Pyrénées, chacun des huit départements considérant, d'ailleurs, sa propre exception plus prioritaire que les autres. Un chiffre illustre l'avalanche : les demandes s'élèvent à 8,3 milliards de francs (1,26 milliard d'euros). Or, lors du précédent contrat de plan, les travaux routiers ont déjà mobilisé 3,7 milliards de francs, soit la moitié des fonds. Mme Voynet a eu beau jeu de rappeler chacun à la *« hiérarchisation des projets »* en fonction de leur utilité sociale.

Les élus du sud du département du Tarn, soutenus par les chambres consulaires et la plupart des chefs d'entreprise, avaient organisé, le même jour, une manifestation routière d'un nouveau genre : quatre cents véhicules environ sont partis de Castres en cortège jusqu'à la capitale régionale, Toulouse, où ils ont provoqué un beau charivari. Les maires de Castres, Mazamet et des quatorze autres communes du district sont convaincus que, sans une amélioration qualitative de leur réseau routier, le deuxième bassin d'emploi de la région sera sacrifié, la fracture territoriale s'agrandira et le déclin s'avérera durable. Le sud du Tarn réclame donc le passage à 2x2 voies des liaisons Castres-Toulouse et Albi-Castres, ainsi qu'un axe européen reliant l'A 61 (Toulouse-Carcassonne) et l'A 68 (Toulouse-Albi).

Mme Voynet, qui refuse de *« faire passer un dossier au-dessus de la pile en raison d'une manifestation »* ainsi que *« toute promesse clientéliste »*, leur a répondu, impavide : *« Aux élus de démontrer que leurs projets de nouvelles infrastructures routières sont nécessaires du point de vue des trois objectifs du gouvernement : l'emploi, la solidarité sociale et territoriale et le développement durable. »*

Jean-Paul Besset

DÉPÊCHE

■ **ARDÈCHE : le tribunal de grande instance de Privas (Ardèche) a ordonné**, lundi 26 avril, le rétablissement de l'alimentation en eau dans les quarante-huit heures à une vingtaine d'abonnés ardéchois qui en sont privés pour avoir refusé de payer leurs factures, les jugeant trop élevées. Depuis plus de six ans, plus de six cents Ardéchois refusent de régler leurs factures à l'exploitant du réseau, la Compagnie de services et d'environnement (CISE), filiale de Bouygues. Regroupés au sein d'une association, ces abonnés ont versé l'équivalent du montant de leurs factures depuis 1992 sur un compte bloqué chez un huissier. En début de semaine dernière, la CISE, qui avait mis en demeure plusieurs contrevenants de régler leur facture avant le 2 avril, a procédé aux premières coupures d'eau.

هكذا من الأصل

مكذا من الأمل

DISPARITION

Man Mohan Adhikari

MAN MOHAN ADHIKARI, ancien premier ministre népalais et président du Parti communiste marxiste-léniniste unifié (NCP-UML), est mort, lundi 26 avril, des suites d'une crise cardiaque, dans un hôpital de Katmandou. Agé de soixante-dix-huit ans, il avait eu une attaque le 20 avril alors qu'il faisait campagne pour les élections législatives du 3 mai. Intellectuel communiste, considéré comme libéral, Man Mohan Adhikari avait été premier ministre dix mois après les élections de novembre 1994, où son parti avait remporté 85 des 205 sièges. Il était alors le premier chef d'un Parti communiste à être porté au pouvoir à l'issue d'élections libres dans un pays indépendant. Mais, en septembre 1995, son gouvernement avait été renversé par une motion de censure. L'instabilité politique s'est prolongée au Népal, puisque, depuis le scrutin de novembre 1994, le pays a connu six premiers ministres différents.

Vieux combattant de la lutte contre les pouvoirs absolus du roi, qui avait abouti à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1990, Man Mohan Adhikari était une figure respectée du mouvement communiste népalais, auquel il a participé pendant plus de cinquante ans. Les drapeaux ont été mis en berne au Népal et des obsèques nationales sont organisées, mardi, pour Adhikari, qui sera incinéré sur les rives de la rivière « sacrée » Bagmati, conformément aux rites hindous.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

– A leurs amis au loin,

Danielle CASSARD
et
Marcel MERCIER

se sont mariés en la mairie du 13e, le 19 avril 1999.

Merci à leurs amis présents.

Anniversaires de mariage

Jacques et Edmée JOURDA,
Jacquemin et Hélène

fêtent leurs soixante ans de mariage.

Bon anniversaire.

Catherine, Maxime, Lola.

4, rue du Sergent-Hoff,
75017 Paris.

– Pour le soixantième anniversaire de mariage, ce 27 avril, de

Edmée et Jacques JOURDA,

les amis leur expriment leur affection.

Retraite

Max JARDIN.

Fini
les déménagements, cantines et valises.
Vive
les cigales, pâtes au pistou et aïoli.

Joyeux anniversaire
Et bonne retraite au pays.
Elda, *Florence* et Pierre.

Décès

– Paris. Brive.

M. et Mme François-Xavier Bécot
et leurs fils,
M. et Mme Olivier Falcy,
ses enfants et petits-fils,
Mme Henri Locquet,
sa sœur,
Mme Isa Franco Nobre,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean BECOT,

survenu le 23 avril 1999, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 avril, à 10 h 30, en sa paroisse, Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e.

L'inhumation aura lieu à Brive, le jeudi 29 avril, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

31, rue de Lübeck,
75116 Paris.

– Gaëlle Chevillotte,
Gabriel,
son tout-petit,
Suzanne et Bernard Belouze,
Anne et Nicolas,
Mme Jeanne Burlet
et sa famille,
M. et Mme Claudius Belouze
et leur famille,
Fanny et Bernard Chevillotte
et leurs enfants,
Et tous les parents et amis qui l'ont aimé,
ont la grande douleur de faire part du *décès accidentel en montagne* de

Pierre BELOUZE,
ingénieur X-Engref.

Ses obsèques auront lieu en l'église de Saint-Genis-les-Ollières, le mercredi 28 avril 1999, à 14 h 30.

« La vie ne va pas en arrière... »

30, boulevard de Strasbourg,
75010 Paris.
28, rue du Cornet,
69290 Saint-Genis-les-Ollières.

– Nous sommes priés de faire part du décès, survenu le 25 avril 1999, du

docteur Thierry BIZARD,
ancien interne des Hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique à la Faculté.

Il était âgé de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées ce mardi 27 avril, en l'église de Saint-Cloud et suivies de l'inhumation dans le tombeau familial de Dieue-sur-Meuse.

De la part de
Mme Thierry Bizard,
son épouse,
Antoine, Sarah, Anna, Joseph, Jeanne Bizard,
ses enfants,
M. et Mme François Bizard,
ses parents,
M. et Mme Jean-Pierre Perrier,
ses *beaux-parents*,
M. et Mme Antoine Lajouanie,
M. et Mme Pierre-Louis Bizard,
Le capitaine de frégate et Mme Gilles Bizard,
ses sœur, frères, beau-frère et belles-sœurs,
Christophe et Pascale, Olivier et Bérénice, Thomas, Juliette Lajouanie,
Vincent et Natacha, Matthieu, Benjamin, Agnès Bizard,
Nicolas, Arnaud, Aymeric (†), Anne-Lorraine, Guillaume et Olivier Bizard,
ses neveux et nièces.

28, parc de Montretout,
92210 Saint-Cloud.

Antoine CURTENAZ

est parti, trop tôt, emporté par la maladie.

Nous sommes nombreux, à Paris, à Dax, à *Valence*, en *Savoie*, à le [illegible] terriblement.

L'amour, la tendresse, l'amitié partagés, le gardent vivant parmi nous.

– *Lyon. Hauterives.*

Mme Jean-Marie Domenach,
Mme René Domenach,
Mme Bernard Lallich,
M. et Mme Jean Perol,
M. et Mme Bernard Domenach,
M. et Mme Maurice Domenach,
M. et Mme Bruno Vennin,
Mme Claude Domenach,
M. et Mme Bertrand Domenach,
ses enfants,
Mme Pierre Mallez,
sa belle-sœur,
Ses trente-huit petits-enfants,
Ses quatre-vingt-trois arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Louis DOMENACH,
née Germaine MALLEZ,

dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 30 avril 1999, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie de la Guillotière, Lyon-7e.

Une absoute suivie de l'inhumation aura lieu à Hauterives (Drôme), à 15 heures.

– Mme Michel Goldet,
Stéphane, Vincent, Sophie, Etienne et Gabrielle Goldet,
leurs époux et leurs enfants,
Mme Brigitte Cavadias,
M. et Mme Claude Pierre-Brossolette
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel GOLDET,
conseiller-maître honoraire
à la Cour des comptes,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à *Paris*, *le 21 avril 1999*, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

6, rue François-Ier,
75008 Paris.

– L'Association pour la sauvegarde du *patrimoine* culturel des Juifs d'Egypte
a la tristesse d'annoncer le décès de son fondateur et président,

Jacques HASSOUN,

survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Nous perdons celui qui par son incessant travail, ses connaissances psychanalytiques et historiques, son énergie et sa passion a permis l'éclosion de notre mémoire, l'élaboration et la *restitution de notre histoire*.

Ses recherches, ses écrits, ses conférences en ont fait le chantre et le scribe de notre communauté.

Ses amis d'enfance du lycée de l'Union juive d'Alexandrie et ceux qui plus tard sont venus le rejoindre lui en seront toujours fidèlement reconnaissants.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 avril, à 11 h 30, entrée principale du Père-Lachaise.

– Le Centre juif laïque
a la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,
grande figure du judaïsme laïque.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 28 avril 1999, à 11 h 30, au Père-Lachaise, entrée principale.

(*Le Monde* du 27 avril.)

– Lyon. Bron.

Le président du conseil d'administration, Georges Barriol,
Le président de la CME, M. le docteur Triboulet, et le corps médical,
Le directeur général et l'équipe de direction,
Le personnel du centre hospitalier Le Vinatier,
L'Association des retraités du CH Vinatier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert JACQUELIN,
directeur général honoraire,

qui a dirigé le centre hospitalier Le Vinatier de 1952 à 1977.

Homme de service public, il a été à l'origine de la rénovation du centre hospitalier et a transformé l'ancien asile de Bron en hôpital psychiatrique du Rhône.

– Mme Maurice Katz,
son épouse,
Docteur et Mme Philippe Katz,
M. et Mme Didier Katz,
ses *enfants*,
Nicolas, Audrey et Sarah,
ses petits-enfants,
Mme Clairette Fuks,
sa sœur,
Mme Yvonne Katz,
sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
M. et Mme Georges Champagner,
Toute la famille,
Et Mme Hélène Cozenia,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Maurice KATZ,

survenu le 24 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont lieu ce jour mardi 27 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La Confédération syndicale des familles
est profondément affectée par la mort de

Claude LEMONNIER,

à l'âge de soixante-quatorze ans.

Il a été président de la CSF de 1976 à 1984.

En plaçant la famille au cœur des réalités économiques, il a poursuivi l'œuvre de Louis Alvergnat.

Claude était un humaniste. Il a mis ses qualités de réflexion, d'écoute, d'ouverture d'esprit, d'exigence... au service de la CSF, donnant ainsi à ses qualités personnelles une dimension collective.

Son inhumation a eu lieu mardi 27 avril 1999.

CSF,
53, rue Riquet,
75019 Paris.

– Denys Zacharopoulos,
L'équipe du domaine de Kerguéhennec,
Et l'ensemble des artistes,
expriment leur profonde douleur face à la perte de

Martine LE PALLEC,

survenue le 24 avril 1999, à Locminé.

Amie et collaboratrice rare, proche et aimée de tous, son généreux amour de la vie et son travail auprès des artistes et du public resteront toujours avec nous tous.

– Le président de l'université de Savoie,
Le directeur de la faculté des *lettres*, langues et sciences humaines,
Les enseignants du département d'italien,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marie-Gracieuse
MARTIN-GISTUCCI,
professeur émérite,
fondatrice du département d'italien,
écrivain,

survenu le 11 avril 1999, à Ajaccio.

Ils s'associent à la douleur de son époux et de sa famille.

Guy le MASNE
de CHERMONT

s'est éteint dans la paix le dimanche 25 avril 1999, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Mme Guy le Masne de Chermont,
son épouse,
Christine et Philippe Voyer,
Hugues et Véronique le Masne de Chermont,
Isabelle le Masne de Chermont,
Arielle le Masne de Chermont,
ses enfants,
Tristan, Maxime,
Clémence et Vianney,
ses petits-enfants,
vous invitent à prier avec eux ou à vous unir d'intention lors de la messe qui sera célébrée le jeudi 29 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8e.

2, rue Corvetto,
75008 Paris.

– Madeleine Privey,
son épouse,
Françoise Dauphin, Philippe Privey,
Pierre Privey, Catherine Alinat,
Nicolas, Corinne, Hélène, Anne, Jean et Olivier,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PRIVEY,

survenu le 22 avril 1999.

Ses obsèques se sont déroulées le 24 avril, à Fontaines.

12, rue de l'Eglise,
71150 Fontaines.

– On apprend avec regrets la mort, le 25 avril 1999, de

Mme Stéphane ROUSSEL,
officier de la Légion d'honneur,
journaliste et écrivain.

Obsèques mercredi 28 avril, à 11 heures, au cimetière parisien de Thiais.

– Lucie Scheler,
Et Jean Lepert
font part du décès de leur père et beau-père,

Lucien SCHELER,

survenu le 23 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 avril, à 15 h 20, au cimetière de Montmartre (avenue Rachel), à Paris-18e.

« Pour en arriver à ce que
vous n'êtes pas,
Il faut passer par où
vous n'êtes rien. »
Saint Jean de la Croix.

– Bernard Clavreuil,
Et ses amis de la Librairie Thomas-Scheler
font part du décès de

M. Lucien SCHELER,

né le 31 mai 1902 à Cassel (Allemagne),
libraire et homme de lettres,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des arts et des lettres.

Pendant cinquante ans, Lucien Scheler dirigea notre librairie avec talent et érudition.

19, rue de Tournon,
75006 Paris.

– La marquise de Talhouët,
Ses enfants et petits-enfants
ont *la tristesse de* faire part du décès du

Marquis de TALHOUËT,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à la Villequéno, le 24 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 27 avril, à 15 heures, en l'église de Quelneuc (Morbihan).

– Alain, Anne-Marie, Jean-Michel et Marc,
ses enfants,
Sarah et Pascal,
ses petits-enfants,
Ainsi que Inge, Gérard et Aribert,
ses frères et sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Renata VASCOBOINIC,
épouse P. S. VILLAIN,

survenu le 23 avril 1999, dans sa quatre-*vingt-sixième année*.

Les cendres seront déposées au columbarium du cimetière de Fontenay-sous-Bois (114, boulevard Galliéni), le 30 avril, à 17 heures.

– Seïf Mejaï et Laura Widlöcher,
ses enfants,
Daniel Widlöcher,
son père,
Et Hélène Widlöcher-Trivouss,
sa belle-mère,
Virginie Widlöcher,
sa sœur,
Nina et Nelly,
ses nièces,
Les familles Widlöcher, Dassonville, Mejaï, Baude, Grisvard et Trivouss,
Et tous ses amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Frédérique WIDLÖCHER,

survenu le 26 avril 1999, dans sa quarante-quatrième année.

La levée de corps aura lieu le vendredi 30 avril, à 9 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12e.

Un moment de recueillement se tiendra en l'église de Rhuis (Oise), le même jour, à 11 heures et sera suivi de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, avenue d'Italie,
75013 Paris.
248, boulevard Raspail,
75014 Paris.

Anniversaires de décès

– Le 26 avril 1989,

Léon BARCHMANN

nous quittait.
[illegible]
Nous restons près de lui par la pensée.

– Vingt ans déjà.

Tu nous manques toujours.

Papa.

Olivier.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 29 avril 1999, à 20 h 30, film : « La Communale au cœur », réalisé et présenté par C. Bocharberg. Tél. : 01-42-71-68-19.

Débats

LA LICRA
organise un débat
« L'APRÈS-LE PEN »

Avec **Michael Darmon**, journaliste à France 2, **Romain Rosso**, journaliste à *l'Express*, débat animé par **Marc Knobel**, historien.

Le 29 avril 1999, à 19 h 30, à la mairie du 18e arrondissement, 1, place Jules-Joffrin.

Renseignements : 01-47-70-13-28.

HORIZONS

REPORTAGE

Réfugiés à Stankovac, jusqu'à quand ?

Edifié dans l'urgence, début avril, le camp macédonien de Stankovac abrite quinze mille réfugiés kosovars. Tous s'organisent pour longtemps : école, terrain de sport et petits trafics. Le premier mariage y sera célébré cette semaine

IL transperce les deux épaisseurs de toile et tenaille les os, malgré les couvertures et les vêtements que l'on garde pour dormir. A Pristina, au Kosovo, Jahi ne s'éveillait jamais avant 7 heures. Depuis qu'il dort dans la tente 18 de la zone B du camp de Stankovac, Jahi est tiré du sommeil dès le petit jour par le froid qui joue les réveille- matin. Au nord de Skopje, en Macédoine, les montagnes sont toutes proches et souvent la pluie glace les abris fragiles.

Chassé de sa nuit, Jahi s'en va alors marcher. Le camp de Stankovac a été édifié dans l'urgence, début avril, par les soldats français au milieu de collines qui gomment l'impression d'entassement, même si 15 000 personnes se pressent désormais sur la superficie d'un petit village. Jahi emprunte les marches taillées grossièrement dans la terre pour franchir le talus qui le sépare de la route tracée par les engins de terrassement de l'OTAN. Cette route évite une rangée de latrines, installées à une trentaine de mètres de la tente 18, puis descend en pente douce vers la « place » de Stankovac. C'est là que se trouvent les tentes de l'organisation australienne Care, qui assure la gestion du camp depuis le départ des militaires. Jahi pousse jusque-là, ou bien s'arrête un peu avant pour remplir aux robinets installés depuis bientôt un mois une bonbonne de plastique blanc qu'il remportera à la tente. Un lit de pierres a été aménagé à cet endroit pour que le point d'eau ne se transforme pas en bourbier quand on vient faire la lessive.

Jahi Hoxha est arrivé le 6 avril à Stankovac. Il a cinquante-six ans. Il y a encore quelques semaines, il enseignait la physique à l'université de Pristina. Jahi a fuit sa maison le 30 mars. Il a passé six jours chez un cousin avant de quitter la ville. Il n'a été retenu qu'une seule nuit au poste-frontière de Blace. Lorsqu'il est arrivé avec sa femme, ses trois fils et deux jeunes cousins dans la zone B du camp de Stankovac, il a retrouvé une famille d'amis, les Rrustemi. Un soldat français, Alain, achevait de monter la tente 18, qui devait accueillir au moins dix personnes. Ils se sont installés.

Les journées, identiques, se confondent

Il n'y a rien à faire à Stankovac. Jahi marche un peu mais il ne va jamais très loin car on ne peut pas sortir du périmètre du camp. Les soldats macédoniens montent la garde à l'entrée du mauvais chemin qui en constitue la principale voie d'accès et le long de la clôture de grillage et de fil barbelé qui court du bas du camp jusqu'aux dernières tentes installées au pied des collines. Les Kosovars recueillis par des familles de Skopje ou des environs peuvent parfois rendre visite à leurs parents internés à condition de laisser leur carte de réfugiés au poste d'entrée où veillent des soldats assis sur des chaises. Sinon, les gens se parlent à travers le grillage.

Dans la journée, Jahi rend quelques visites ou accueille des amis. Souvent, les uns et les autres se surprennent en plein sommeil, quelle que soit l'heure. Les journées, identiques, se confondent. Pourtant, Jahi lit tous les jours le journal. Le quotidien albanophone *Fakti*, édité à Skopje, a le format d'un tabloïd et coûte en ville 10 dinars, soit environ 1 franc. Depuis le 8 avril, il est distribué gratuitement dans le camp. Comme c'est pratiquement la seule lecture, les articles du jour et ceux des numéros précédents que l'on a pu conserver sont tellement lus et relus qu'ils finissent par se mélanger.

Avant son départ pour l'Allemagne, le jeune cousin de Jahi, Gïzim, apportait un peu de joie en imitant les occupants ou les visiteurs de la tente 18. Mais Gïzim est parti retrouver son père en Allemagne, en compagnie de sa soeur Dhurata, qui a beaucoup pleuré à Stankovac. Lorsque les deux enfants ont quitté Pristina, ils étaient déjà sans nouvelles de leur mère et de l'une de leurs soeurs aînées depuis six jours. Elles avaient quitté la maison où tout le monde s'était réfugié pour aller chercher une lampe chez elles, mais elles n'étaient jamais revenues.

Dans la tente 18 de la zone B, la femme de Jahi, Igballe, range la nourriture à droite et les vêtements à gauche, tout près de l'entrée. La tente fait environ 12 mètres carrés. Le sol est entièrement recouvert de couvertures grossières. A Pristina, Igballe ne travaillait pas. Elle lisait beaucoup. A Stankovac, elle essaie de préserver la dignité des lieux et passe beaucoup de temps à la lessive pour garder propres le peu de vêtements que sa famille a pu emporter. C'est une rude tâche. Une boue ocre et collante salit le camp dès qu'il pleut quelques gouttes.



HAZIR REKA/REUTERS

« L'école » s'est installée dans le camp de Stankovac qui s'apprête à fêter son premier mois d'existence.

IGBALLE est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz. Dans le camp, un tel réchaud peut s'acheter 10 marks et les recharges 5 marks (la monnaie de compte du camp est la devise allemande). Ceux qui n'ont pas de réchaud allument parfois des feux. Un réchaud à gaz mal utilisé a explosé dans une tente, et une jeune femme a été sérieusement blessée par l'éclatement d'une boîte de conserves qui avait été placée sur la flamme sans avoir été préalablement ouverte.

> Igballe est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz

Stankovac n'a jamais manqué de nourriture, au moins jusqu'à présent. Quatre centres de distribution sont ouverts en permanence dans les quatre zones. Les réfugiés responsables de zone répartissent les stocks selon les quantités et les besoins. A l'échelle du camp de Braçda et de ses quarante mille personnes, une distribution d'aliments peut tourner rapidement au cauchemar, moins à Stankovac.

Au départ, les réfugiés se sont nourris de rations de soldats, ce qui a conduit involontairement à corriger le nombre des réfugiés. Le commandant Arnauld Bellynck raconte que la population du camp avait été estimée dans les premiers jours à 8 000 personnes mais que le nombre de rations utilisées a vite fait comprendre que les réfugiés étaient beaucoup plus nombreux. La ration française a eu beaucoup de succès grâce à son lumignon qui permet de réchauffer un peu les boîtes de conserve, alors que la ration américaine oblige à manger froid. Beaucoup de rations US ont d'ailleurs terminé dans les poubelles. Depuis trois semaines, les centres distribuent aussi les briques de lait et de jus de fruit, des conserves de poisson, des pommes et des oranges. Ils donnent également du savon, de la lessive et des allumettes.

Le benjamin de Jahi, Bujar, a passé de longues heures au centre de la zone B où il a vu régulièrement cet homme fortuné de Pristina faire la queue avec les gens de peu. Bujar a été responsable de la zone pendant deux semaines. Bardha, la fille de la famille Rrustemi, également hébergée dans la tente 18, a rapidement été intégrée dans les équipes de recensement mises en place par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Stankovac, avant de partir en France. Bujar a dix-neuf ans et Bardha vingt et un. Ils parlent anglais tous les deux, ce qui n'est pas le cas de leurs parents. Skender, un ami de Bujar, parle lui aussi l'anglais. Il est pressé en permanence par son père de faire quelque chose, afin de partir du camp pour un pays d'accueil. Avec l'exode et la déportation dans ce camp d'où on ne sort pas, la direction des familles a ainsi souvent basculé. Dans le train qui les conduisait de Pristina vers la frontière, Dimal et Balsor, les deux fils aînés de Jahi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fumé pour la première fois devant leurs parents. Ensuite, ils ont réussi à filer à l'anglaise en profitant du désordre de l'arrivée et travaillent depuis pour une organisation humanitaire, ce qui leur permet d'accéder à Stankovac. Avec leur jeune frère, ce sont eux qui ont tranché contre l'avis de leur parents sur la conduite à tenir pour les prochaines semaines : la famille restera en Macédoine dans l'attente de pouvoir rentrer, dès que possible, à Pristina. Balsor a été marqué par une image de son père : cet universitaire de haute taille, courtois et mesuré, luttant âprement pour une couverture à Blace. Lui faisait de même, comme un animal dit-il, mais il a eu moins honte pour lui que pour son père.

Bujar est souvent retourné au centre de distribution pour parler avec son ancienne équipe, pour jouer aux cartes ou pour boire du thé. On plaisante sur la promiscuité imposée par les circonstances, et on plaint les hommes mariés qui dorment auprès de leurs épouses en famille ou avec des gens qu'ils ne connaissaient pas avant d'arriver à Stankovac. Un camarade de Bujar a surpris un couple dévêtu faisant l'amour dans une tente inoccupée transformée en réserve de couvertures. Il venait voir si l'endroit pouvait accueillir le flux des nouveaux arrivants. Embarrassé, il a pris quelques couvertures pour se donner une contenance pendant que l'homme et la femme se rhabillaient en silence.

Lorsqu'il était responsable de la zone B, Bujar s'est interrogé sur le fait de savoir s'il devait évoquer la question des préservatifs avec Bob Allen, le responsable australien du camp, mais il a renoncé devant la complexité du sujet, pour cette population qui mélange les étudiants des villes, aux vêtements et aux coupes de cheveux à la mode, et les vieux paysans reconnaissables de loin à leur *pliz*, la toque de feutre beige en forme de coquille d'oeuf. A Stankovac, les filles sont aussi jolies qu'ailleurs et les garçons aussi vigilants, surtout quand il fait beau et qu'elles s'en vont en riant par deux ou par trois sur les chemins du camp.

Comme ailleurs, l'amour et le sexe sont aussi l'objet de trafics. Selon des observateurs étrangers, la prostitution se pratiquerait dans des tentes un peu plus isolées, dans le haut du camp. Bujar, malgré son réseau de correspondants, n'en a cependant jamais eu la confirmation. Ce qui existe assurément, en revanche, c'est le trafic de cigarettes. Les distributions ne prévoient rien de la sorte, et les Kosovars, comme la plupart de leurs voisins, fument comme ils respirent.

Le trafic de cigarettes a été un sujet de tension entre les réfugiés et les militaires macédoniens qui se vouent un égal mépris. Le prix des cigarettes achetées en douce s'élève, en effet, au double de celui qui est pratiqué à Skopje, à moins de 10 kilomètres de là. Le quotidien *Fakti* a consacré sa « une », le 21 avril, au *« scandale des cigarettes »*. Il accusait les militaires de profiter de l'occasion pour se faire de l'argent en prélevant une commission sur ces ventes. Les militaires en feraient de même avec la vente de certains produits stupéfiants.

C'EST d'ailleurs pour lutter contre cette tension que l'administration du camp a décidé d'utiliser de vieux kiosques, autrefois érigés dans les rues de Skopje, où on achètera ces fameuses cigarettes et les bricoles dont l'absence justifie les trafics. Ils ont été installés sur la « place », confirmant son statut de centre névralgique du camp. C'est sur la « place » qu'est tracé un terrain de volley-ball. C'est sur la « place » que l'on fait deux heures de queue pour pouvoir s'inscrire sur les listes de demandes d'appel téléphonique par satellite, appels qui ont lieu le lendemain, après une attente identique.

Ces kiosques en tôle, dans cette ville de toile, constituent le premier signe d'installation du camp dans la durée, après l'« école » mise en place par Bujar dans la zone B. Stankovac va fêter son premier mois d'existence. Des ingénieurs de la Lyonnaise des eaux sont venus étudier la faisabilité d'un raccordement sur le réseau de Skopje. Vjolla et Fatos s'y marieront cette semaine. Bientôt, il y fera chaud. Le soir, quand il ne pleut pas, beaucoup ont pris l'habitude de se retrouver sur la « place » pour relire les listes des noms des chanceux en partance pour un pays d'accueil : pour la Belgique, la France, ou la Norvège. On parle rarement du Kosovo et de l'exode. Comme Jahi, Igballe et Bujar, qui ont réussi à s'éclipser du camp, vendredi 23 avril, avec l'aide de leur fils aîné, on ne pense qu'à fuir.

Gilles Paris

Parrainons les déserteurs serbes *par Luc Douillard*

ON croit rêver, hélas. Ce 17 mars, les autorités françaises viennent de refuser le statut de réfugié à un déserteur de l'armée serbe, au motif qu'il ne pourrait prouver la crainte d'une persécution, ou bien un *« motif de conscience »*. Plus fort : notre ministère des affaires étrangères a fait savoir le 26 mars à toutes les ambassades et les consulats français qu'il faudra éviter à tout prix de délivrer des visas aux ressortissants yougoslaves, y compris déserteurs, qui souhaiteraient rejoindre la France.

Continuons comme cela, et la purification ethnique aura de beaux jours devant elle. Les vaches seront bien gardées, avec Slobodan Milosevic comme geôlier implacable du peuple serbe, l'opposition muselée à Belgrade, la dictature confortée, Ibrahim Rugova humilié, et pour finir l'UCK bientôt armée et payée comme des supplétifs « indigènes » des Etats-Unis, avec les résultats qu'on a déjà connus au Sud-Vietnam, au Nicaragua ou en Afghanistan... Et pendant ce temps, l'Occident hermétiquement fermé aux sans-papiers, claquemuré dans une idéologie xénophobe qui ne souffre aucune exception, même de bon sens. Pourtant, la récente générosité spontanée des Français pour les réfugiés kosovars a prouvé, une fois de plus, que le prétendu racisme de la société civile existe surtout dans le cerveau des décideurs.

D'ailleurs, les adeptes du national-chevènementisme se trompent lorsqu'ils se croient anti-américains : comme l'OTAN et ses experts improbables, souhaitent-ils vraiment gagner la guerre contre la purification ethnique en Europe ? La question est posée.

Et pourtant, il faudra bien un jour une relève démocratique à Belgrade. A moins de souhaiter cyniquement créer une, deux, trois Palestine, pour les générations à venir, en plein cœur de l'Europe. Il faudra bien compter demain sur une Serbie délivrée de ses démons, respectée et respectable, au sein d'une entente balkanique. Cela n'est pas plus utopique après tout que l'amitié franco-allemande d'après-guerre.

Souvenons-nous ici de ce jeune Allemand, Herbert Frahm, qui avait vingt ans en 1933 lors de l'accession du nazisme au pouvoir, et qui préféra s'exiler en Scandinavie. Il aurait dû être considéré à vie comme un déserteur et un traître à son pays. Une génération plus tard, le même Herbert Frahm, devenu chancelier allemand sous le nom de Willy Brandt, allait s'incliner devant le ghetto de Varsovie, le 7 décembre 1970. Par ce geste symbolique, il assumait un passé auquel il n'avait personnellement pas pris part, et demandait pardon au nom de l'Allemagne pour la folle antisémite du nazisme. Ce geste permettait la résurrection de l'Allemagne démocratique et de l'Europe.

> La récente générosité spontanée des Français pour les réfugiés a prouvé que le prétendu racisme de la société civile existe surtout dans le cerveau des décideurs

Aujourd'hui, c'est aux futurs Willy Brandt serbes qu'on refuse l'asile sur la terre dite des droits de l'homme. Un instant, prenons au mot la doctrine officielle de la France (droite et gauche confondues) en matière de sans-papiers. Une politique plus humaine vis-à-vis des candidats à l'exil, nous dit-on, créerait un inexorable *« appel d'air »* au Maghreb, en Afrique noire, en Asie... N'est-ce pas justement un *« appel d'air »* qu'il faudrait créer au sein de la jeunesse serbe, laquelle mérite notre solidarité ? Est-il si difficile de mettre en place des filières efficaces de désertion, et de le faire savoir en Yougoslavie ? N'est-ce pas tragiquement nécessaire, lorsqu'on connaît le sinistre bizutage auquel procèdent les purificateurs ethniques ? Pour compromettre définitivement toute existence ultérieure, morale et citoyenne, aux nouvelles recrues serbes, on les fait participer de force aux vols, viols collectifs, et exécutions sommaires de civils.

Ainsi va la barbarie, alimentée depuis dix ans par l'inconscience coupable d'un Occident, qui bombarde aujourd'hui des civils serbes et monténégrins, sans même s'être soucié de bloquer les arrivées de pétrole et de matières premières en Serbie. Cela après avoir fermé les yeux sur la terreur et les déplacements massifs de populations en ex-Yougoslavie depuis dix ans (dont les Serbes furent également massivement victimes), après avoir subventionné par nos impôts, quatre années durant, les purificateurs ethniques en Bosnie (avec les détournements de l'aide humanitaire), après avoir légitimé Milosevic à Dayton..., après avoir réussi le tour de force ne de pas réaliser le retour des réfugiés dans aucune ville bosniaque, retour dans leurs foyers pourtant promis par ces mêmes accords de Dayton...

Il s'agit aujourd'hui de gagner définitivement contre Milosevic, son sérail de corrompus, ses milices paramilitaires et ses pseudo-intellectuels théoriciens de la purification ethnique. Pour cela, choisissons une stratégie de réduction du taux de violence au lieu de l'augmenter comme des pompiers pyromanes. Il est vrai que les dix années perdues restreignent drastiquement notre latitude de choix comme lors de la montée des périls face au nazisme des années 30.

Tous les Belgradois connaissent l'énorme piédestal du parc de Kalemegdan, qui supporte une allégorie de la France, coulée dans cinq tonnes de bronze. C'est le monument de la « Reconnaissance yougoslave à la France », inauguré en 1930, en mémoire de la guerre 14-18. Sur l'un des deux bas-reliefs du monument, on a représenté en grand « la France civilisatrice enseignant la jeunesse serbe pendant la guerre ».

N'est-ce pas justement notre vocation d'accueillir, d'éduquer, de former les jeunes Serbes qui n'entendent pas collaborer plus longtemps avec leur régime, et veulent fuir la guerre ? Monsieur Jospin, il y a urgence.

Luc Douillard *est enseignant, président de l'association NEUF (« Nantes Est Une Fête »).*

Devant l'échec

Suite de la première page

On voudrait ici, plutôt que des récriminations ou des recettes miracles, proposer quelques leçons de ce qui vient de se passer menant à quelques avertissements pour l'avenir proche et lointain. Ils portent sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, entre les buts de guerre et les moyens adoptés, enfin entre la stratégie, la politique et la morale, aujourd'hui.

Entre l'Europe et les Etats-Unis, au-delà des unanimités de façade qui cachent des soupçons ou des irritations réciproques, il convient d'écarter les faux procès – sur le passé, le présent et l'avenir. La décision d'intervenir (comme celle de tenir la conférence de Rambouillet) a été européenne au moins autant qu'américaine. Celle de se limiter aux frappes aériennes a été unanime, aucun gouvernement n'ayant proposé, il y a un mois, d'engager des forces terrestres. Aujourd'hui même, il semble qu'au sommet de Washington, du 23 au 25 avril, seul le premier ministre britannique Tony Blair ait plaidé pour l'engagement au sol, et que l'opposition la plus forte soit venue d'autres pays européens, y compris la France et l'Allemagne, les Etats-Unis restant hésitants et divisés.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que les querelles entre le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN prôné par les Américains, et l'identité européenne de défense, ou la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) projetées par les Européens, sont rendues dérisoires ou en tout cas mises entre parenthèses par le conflit actuel. Autant les deux perspectives continuent à s'affronter sur le papier et autant ces affrontements pourront redevenir une réalité concrète après une éventuelle victoire, autant, aujourd'hui, leurs sorts sont liés. L'intervention en Yougoslavie est le coup d'essai de l'une et de l'autre : les Européens ont fait preuve de cette initiative dont on les croyait incapables, l'OTAN s'est embarquée au-delà de ses missions et de ses limites géographiques traditionnelles. Il est encore loin d'être prouvé que c'est un coup de maître. En cas d'échec, le « nouveau concept » et la PESC seront également tués dans l'œuf, au profit d'une série de nationalismes isolationnistes ou agressifs selon les cas. Européens et Américains sont dans le même bateau, mais il s'agit de savoir si ce n'est pas un bateau ivre.

Précisément, dans la tempête, l'alliance refuse de changer de cap mais semble tentée de donner un coup de barre dans deux directions opposées. L'une, à l'initiative de plusieurs pays européens, et malgré certaines réticences américaines, consiste à chercher le contact avec Milosevic, en particulier par l'intermédiaire de la Russie, en vue d'un compromis sur les conditions de l'arrêt des frappes, sur le caractère de la présence militaire internationale en cas de règlement, voire sur le contenu de ce règlement lui-même à propos duquel des notions comme celle de partage ou d'échange de territoires ont pu être évoquées. L'autre, à l'initiative des Etats-Unis, et malgré certaines réticences européennes, consiste à intensifier les frappes en incluant de plus en plus d'objectifs symboliques ou économiques non directement militaires. Les deux semblent comporter plus de dangers que d'avantages.

Un compromis ou un arrêt des frappes aujourd'hui, surtout négocié avec Milosevic, équivaudrait à une victoire de celui-ci, surtout s'il obtenait une formule plus favorable que celle de Rambouillet. Il ne s'agit pas d'imposer à la Serbie une capitulation sans conditions, mais il s'agit que celles-ci s'inscrivent dans le cadre des cinq points de l'ONU, sans concessions, notamment, sur le retrait des forces serbes, le retour des réfugiés et la présence d'une force militaire internationale efficace, donc avec la participation de l'OTAN. Il faut que Milosevic, le nettoyage ethnique, le nationalisme serbe soient vaincus sans équivoque. Certes, il ne s'agit pas de renoncer à une réconciliation avec la Serbie. L'amitié franco-allemande ou la place éminente de la RFA parmi les démocraties européennes supposaient la défaite claire et nette de l'Allemagne nazie, ce qui fut le cas en 1945 par opposition à 1918. Aujourd'hui, c'est à une Serbie *« dénazifiée »* (selon l'expression de la dissidente serbe Sonia Byserko) que l'Europe doit ouvrir les bras.

Mais s'il s'agit de vaincre clairement le régime et les forces militaires et paramilitaires de la Serbie, il ne s'agit pas de détruire son économie, qu'il faudra reconstruire, et sa société, encore moins sa population et celle du Monténégro. C'est pourquoi la troisième phase, intensifiée, des frappes aériennes, ne peut pas ne pas susciter de sérieuses réserves. Moralement, car elle risque d'augmenter le nombre de victimes civiles, que la précision des frappes avait jusqu'ici heureusement réussi à limiter à un niveau étonnamment bas pour un mois de bombardements. Politiquement, car elle risque d'unir et de mobiliser la population serbe, et de diviser ou de retourner les opinions occidentales. Stratégiquement, car elle risque de nuire davantage à la Serbie qu'à son armée, ou du moins au type d'actions à laquelle celle-ci se livre au Kosovo, par opposition à une grande guerre classique. Et surtout, le but dernier (affecter le calcul de Milosevic ou de son entourage pour les amener à conclure qu'il y a plus d'inconvénients à continuer qu'à se rendre) a peu de chances d'être atteint (du moins avant que le nettoyage ethnique ait achevé son œuvre) étant donné la nature du régime : Milosevic se soucie de son pouvoir plus que de son pays, et il peut préférer entraîner celui-ci dans son propre suicide plutôt que d'accepter une défaite qui provoquerait sa chute.

> Il faut que Slobodan Milosevic, le nettoyage ethnique, le nationalisme serbe soient vaincus sans équivoque

En fait, il s'agit moins d'affecter les calculs de Milosevic ou de le renverser que de le mettre devant le fait accompli en libérant le Kosovo. Ce dont il s'agit, c'est d'en éliminer ou d'en expulser les forces serbes et d'y faire revenir les victimes du nettoyage ethnique, en espérant, évidemment que le pouvoir de Milosevic n'y survivrait pas. Et pour cela il n'y a pas de substitut à une opération terrestre (peut-être commençant par la constitution d'une tête de pont ou d'une zone protégée) au Kosovo.

Certes, celle-ci est difficile, toute voie d'accès comportant de graves inconvénients politiques ou géographiques. Certes la préparation et l'exécution d'une grande opération prendraient plusieurs mois (c'est pourquoi il est si dangereux de reculer indéfiniment la décision, à la fois parce que le nettoyage ethnique continue pendant ce temps, et parce qu'à trop attendre on risque de finir par affronter le général Hiver). Certes, elle implique des bombardements qui ne peuvent se limiter au territoire du Kosovo, ni éviter d'infliger des dégâts aux populations. Mais il s'agit de déplacer l'accent, en donnant la priorité à la protection des populations prisonnières et à l'attaque des forces ennemies. Et cela soulève l'objection qui est la clé de tout : celle des pertes militaires du côté allié.

Il semble que les dirigeants des sociétés occidentales (qu'on les appelle démocratiques, libérales ou bourgeoises) considèrent qu'elles ne peuvent faire la guerre qu'en cachette ou à moitié, sous peine de perdre l'appui de leurs opinions publiques. Comment expliquer autrement non seulement qu'on évite à tout prix l'intervention terrestre ou qu'on la retarde indéfiniment en permettant ainsi à Milosevic de s'y préparer à loisir, mais que, contrairement à la logique stratégique la plus élémentaire, on annonce et répète à tout bout de champ qu'on ne la fera pas, permettant ainsi à l'adversaire d'éviter de se découvrir ou de se disperser en se protégeant de divers côtés ? Et que, quand on commence à préparer quelque chose qui y ressemble, on le fasse sous couvert d'aide humanitaire ou de mise en place d'une future force d'interposition ? Comment, sinon parce qu'on s'adresse plus à sa propre opinion publique, ou à celle des tiers, qu'à l'adversaire ? Pourquoi ne voler qu'à plus de 5 000 mètres d'altitude au risque de multiplier les bavures qu'on veut éviter et d'épargner l'aviation serbe sinon pour éviter de mettre en danger la vie des pilotes ?

Ce souci d'épargner les vies humaines et de mener une guerre sans morts où l'on s'efforce de paralyser l'adversaire grâce à sa propre supériorité technologique au lieu de le détruire n'a rien de scandaleux en soi. Au contraire, il marque un progrès décisif dans le respect de la vie individuelle. Mais il pose, outre le problème de la dissymétrie entre adversaires, celui de la hiérarchie des valeurs accordées à la vie des différentes catégories d'individus.

> Aujourd'hui, c'est à une Serbie « dénazifiée » (selon l'expression de la dissidente serbe Sonia Byserko) que l'Europe doit ouvrir les bras

Il est clair que pour les Etats-Unis les vies, qui, de loin, comptent le plus, sont celles de leurs propres soldats, d'où l'importance extraordinaire accordée à la récupération des deux seuls pilotes contraints de s'éjecter, respectivement, pendant les guerres de Bosnie et du Kosovo. En deuxième lieu, il est clair que, contrairement à leur pratique de la deuxième guerre mondiale, ils évitent de bombarder les populations civiles de l'adversaire (encore que, dans le doute, ils préfèrent le risque de le faire involontairement à un risque accru pour leurs pilotes). Mais les centaines de milliers de victimes qu'il s'agit de protéger de la déportation ou du massacre semblent n'arriver qu'en troisième lieu. D'où le paradoxe d'une guerre qui ne fait guère que des victimes civiles.

C'est là que le bât blesse, sur le plan moral autant que sur celui de l'efficacité stratégique. Peut-on se mêler de jouer un rôle de justicier, de gendarme, de shérif ou de pompier sur le plan mondial ou régional, en refusant d'en assumer les risques ? Peut-on se livrer à une hiérarchisation du prix des vies humaines où celle de ses soldats vaut plus que celle des victimes ? Le nouvel internationalisme ou le droit d'ingérence sont-ils compatibles avec une hiérarchie des solidarités qui distingue le degré de risque assumé selon des critères de nationalité ou de familiarité ?

Ces problèmes sont particulièrement visibles dans le cas des Etats-Unis, puissance impériale traumatisée par l'expérience vietnamienne et fascinée par la technologie, plus soucieuse par ailleurs de protéger la vie de ses soldats que celle de ses écoliers. Mais ils sont communs à tous nos pays, trop ouverts sur l'extérieur et trop conscients des principes universels pour se détourner complètement des horreurs qui les entourent, mais souvent trop habitués à la paix et tentés par le repli, individuel et collectif, pour aller jusqu'au bout de leur engagement. D'où le risque de perdre sur les deux tableaux.

Pierre Hassner

En finir avec Milosevic

par Alain Touraine

SI cette guerre avait pour but de forcer Milosevic à signer les accords de Rambouillet, elle est une dramatique erreur, puisqu'elle a permis au dictateur d'accélérer et de mener à son terme le massacre et l'élimination des Albanais du Kosovo, en se servant de l'alibi que lui offrent les frappes armées de l'OTAN. Cette guerre n'a de sens – et de nécessité – que si son but est d'en finir avec Milosevic. C'est seulement à partir de là qu'on pourra créer une situation relativement stable dans la région. Ce but ne peut être atteint que si l'Alliance s'engage militairement de manière directe, au sol, et si l'Europe sait proposer aux Serbes une ouverture à l'Ouest.

J'étais à Belgrade, peu de jours avant le début des frappes, au moment même où les ambassades occidentales quittaient la ville. Il n'y avait alors aucune mobilisation visible, et selon tous mes interlocuteurs, les Serbes étaient *« résignés »*. Au moins à Belgrade, Milosevic n'était nullement populaire. La situation de guerre a évidemment soudé cette nation qui se sent attaquée, mais il serait faux d'identifier l'ensemble des Serbes à Milosevic. Il existe des moyens de séparer la population du dictateur.

Il est difficile de savoir qui, à l'intérieur de l'OTAN, qui ne sait pas plus communiquer que mener la guerre, pousse à une solution radicale et qui, au contraire, se satisferait plus volontiers d'un accord de paix qui apparaîtrait acceptable à certains Occidentaux, dès lors que Milosevic laisserait revenir un certain nombre d'Albanais, c'est-à-dire obtiendrait une partition dans des conditions favorables. Une telle partition est en fait probablement son objectif, car il sait que 10 % de Serbes ne pouvaient pas maintenir leur supériorité sur 90 % d'Albanais au Kosovo. Après la destruction massive de la population albanaise et son exode forcé, une partition apporterait à la population serbe du Kosovo et au gouvernement de Belgrade des garanties qu'ils ne pouvaient songer à obtenir avant la guerre. Il y a donc deux solutions possibles : celle qui convient à Milosevic, qui est celle de la partition, dont la première étape, décisive par sa violence, est en ce moment même l'élimination des Albanais ; et, opposée à la première solution, celle qui fait de l'élimination de Milosevic le but principal de la guerre et la condition préalable à la reconstruction politique de toute la région. Le faux débat : faut-il ou non faire la guerre à Milosevic, a vite été rejeté par l'opinion qui garde mauvaise conscience de notre trop faible intervention en Bosnie et qui se souvient avec horreur des massacres de Vukovar ou de Srebrenica et du siège de Sarajévo.

Le vrai débat est donc : faut-il arriver à un accord avec Milosevic ou le détruire ? Tout conduit à choisir la solution la plus radicale. Il faut détruire le dernier dictateur à la fois nationaliste et communiste d'Europe. Ce serait aussi le moyen pour les Européens d'intervenir dans le remodelage de leur continent après la chute de l'empire soviétique. Les Américains, au contraire, sont attachés à montrer que c'est toujours d'eux que dépend une solution et qu'ils sont disposés à organiser un nouveau Dayton.

Mais jusqu'ici les Européens n'ont pas tenu un langage plus radical que celui des Américains, et surtout semblent avoir une volonté collective presque aussi faible qu'au moment de la crise bosniaque. Il est donc urgent maintenant que l'Europe manifeste sa volonté d'en finir avec Milosevic, même si certains pays ne sont pas disposés à s'engager sur le terrain. La guerre est débordée par ses propres conséquences, et elle deviendrait un sanglant non-sens si elle aboutissait à une partition du Kosovo aux conditions imposées par Milosevic. Cette guerre doit aller le plus vite possible jusqu'à son seul but rationnel : l'élimination du dictateur.

Alain Touraine *est sociologue.*

AU COURRIER DU « MONDE »

IMAGES D'EXIL

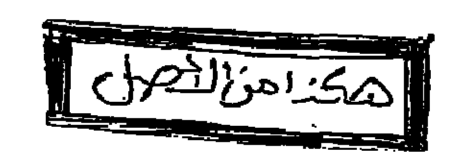
De longues files de femmes, d'enfants, de vieillards, sous la pluie, dans la neige, dans la boue et le plus souvent le ventre vide, essaient d'atteindre la frontière voisine. (...)

Ces foules malheureuses évoquent pour moi la *retirada* des républicains espagnols (près de 500 000 !) qui, en quelques jours, en janvier-février 1939, essayaient d'atteindre la France, mitraillés par les avions italiens... Ils avançaient à pied, poussant ou tirant brouettes, charrettes à bras et landaus chargés des biens les plus précieux, ou montés à dos d'âne ou de mulet...

Des journalistes s'étonnent – pour le condamner à juste titre – de l'accueil souvent peu chaleureux que leur réservent les pays limitrophes (Albanie, Macédoine, Monténégro). Certains parlent de policiers armés, peu patients, de fils de fer barbelés, de camps d'internement... Auraient-ils déjà oublié – s'ils l'ont su un jour ! – comment nous-mêmes, Français, avons accueilli nos voisins espagnols poursuivis, jetés sur les chemins de l'exil par Franco et ses sbires ?

A Argelès-sur-Mer, par exemple, les réfugiés étaient regroupés sur la plage, entourés de barbelés et surveillés par des gardes mobiles et des tirailleurs sénégalais, baïonnette au canon. C'est ainsi que sont nés les camps d'internement d'Argelès-sur-Mer, de Saint-Cyprien, du Barcarès et d'autres... Ce ne furent heureusement pas des camps de concentration, ni des camps d'extermination, mais sans aucun doute des camps du mépris...

Georges Colomer
Noisy-le-Grand
(Seine-Saint-Denis)



Honte à l'OTAN ! *par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française*

« LES ANNIVERSAIRES n'ont pas de sens. Quand ils vont par deux, ils en prennent davantage. Le même dimanche 25 avril a marqué à la fois le cinquantenaire de l'OTAN et le souvenir des déportés de la dernière guerre. Un symbole à ne pas laisser perdre !

» Des déportés, il se trouve qu'on en revoit ces jours-ci plus que jamais. Moins qu'au temps de l'extermination nazie, moins systématiquement voués à la mort, mais chassés de chez eux avec un baluchon, affamés, pataugeant, séparés, suffisamment suppliciés pour nous rappeler quelque chose. Et quiconque a des souvenirs de 1945 baisse les yeux pour ne pas soutenir leurs regards de reproche, comme si l'Europe des Balkans, tout près de celle des bagnes d'il y a un demi-siècle, profitait de notre lâche consentement pour rechuter dans la barbarie.

» Pour l'Organisation atlantique, la rencontre de son cinquantenaire avec celui des camps allemands aurait pu être l'occasion d'affirmer sa raison d'être, depuis qu'aucune puissance comparable ne lui est plus opposée à l'Est. Pour la première fois dans l'histoire, elle aurait montré qu'on pouvait manier la contre-violence militaire hors de toute arrière-pensée territoriale ou économique, au nom des seuls droits de l'homme. Les pays majoritairement en règle avec ces droits auraient tiré les enseignements de la dernière guerre mondiale en agissant précocement, au stade de la réoccupation de la Rhénanie, où c'était jouable, et sans attendre Dantzig.

» Avec un peu de patience et d'habileté, ils auraient même pu se couvrir d'un mandat de la nouvelle SDN [Société des nations] *plutôt améliorée qu'on appelle l'ONU. Cette fois-ci, il n'y aurait pas à improviser après coup une justice de vainqueurs, comme à Nuremberg, puisque des tribunaux pénaux internationaux existent et amassent des preuves. Pinochet ne couche pas dans son lit. La raison d'Etat a reculé, ainsi que l'impunité des donneurs d'ordres féroces. La criminalité politique a plutôt régressé, en cinquante ans ; sa connaissance et sa prévention avancent. Par miracle, les opinions publiques, comme échaudées par Munich, étaient partantes pour la manière forte, et le restent. C'était le moment ou jamais d'étendre à la gendarmerie la mondialisation en marche, et d'empêcher le pire à temps enfin !*

» Au lieu de quoi, les démocraties ont cédé une fois de plus au formalisme pusillanime qui les a toujours désavantagées par rapport aux régimes brutaux du fait accompli. Elles ont donné raison aux pessimistes narquois qui pronostiquent devant chaque crise que "comme d'habitude l'Europe ne fera rien". Par crainte d'un ancien adversaire aujourd'hui peu redoutable, sinon en raison de sa faiblesse même, le monde libre baisse les bras, se croit hors d'atteinte. Le crime passe encore trop loin de ses sanctuaires, autoroutes et supermarchés ; des intimidations aériennes suffiront ; pas question d'exposer un soldat au sol ! Tant pis s'il faut attendre encore quelques décennies de massacres d'innocents pour que soit garanti, au cœur du Vieux Continent en cours d'organisation, le droit d'habiter sa maison, de parler la langue de ses aïeux, de réciter leurs prières !

» Pour longtemps encore, il faudra admettre la liberté du mieux armé d'évacuer ce qu'il estime ses terres par le feu et par le sang, et s'en remettre aux bonnes âmes humanitaires du soin de recueillir les persécutés, de fermer les yeux des mourants, de recouvrir les charniers. Le Mal absolu aura devant lui les beaux jours promis à l'Impensable. Les bourreaux des Balkans iront rejoindre les caches de tous les kapos impunis. Les Stavroguine et les Raskolnikov continueront à se chercher des juges fantomatiques, faute de se reconnaître des torts. Honte aux gouvernants occidentaux de 1999 qui auront laissé passer la chance, incertaine, tremblante, mais la chance quand même, d'un petit progrès vers plus d'humanité ! »

Imaginons un instant les bordées d'accusations qu'on aurait entendues, sur ce thème, si l'OTAN avait laissé vider le Kosovo à coups de crosse, sans rien faire ! Que de sermons, d'invectives, d'imprécations les « frappes » nous ont épargnés, tout en en inspirant bien d'autres !

Toujours ça.

Les 35 heures, un impact incertain sur l'emploi

COMBIEN d'emplois créés ? A la mi-mai, avant de présenter les grandes orientations de sa deuxième loi sur les 35 heures, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, tentera une première réponse. A mesure qu'approche cette date, la question se fait plus pressante et plus embarrassante pour le gouvernement.

Dix mois après sa promulgation, la première loi Aubry inspire des sentiments mitigés : elle a, incontestablement, relancé un dialogue social dans les entreprises, mais ses résultats sur l'emploi restent encore incertains. Le dernier bilan publié par le ministère de l'emploi et de la solidarité fait état, au 7 avril, de 43 478 emplois créés ou préservés, dont un peu plus de la moitié (24 142) l'ont été grâce à l'aide financière que les pouvoirs publics accordent aux entreprises sous la forme d'une baisse de charges sociales. *« Nous sommes dans les clous en matière de créations d'emplois »*, se contente-t-on de commenter à Matignon.

Mais dans quels clous ? Le gouvernement n'a jamais pris le risque d'annoncer des objectifs précis en ce domaine, tout en citant deux études réalisées une fois connu le contenu de la loi Aubry pour affirmer que la baisse du temps de travail aura bel et bien des effets positifs. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prévoit, à terme, 450 000 créations d'emplois dans les entreprises de plus de 20 salariés en cinq ans. La direction de la prévision du ministère des finances a établi un scénario tablant sur 510 000 postes créés sur la même période, tout en prévenant que si une entreprise sur deux seulement passait aux 35 heures et s'il n'y avait aucune modération salariale, on aboutirait à des pertes d'emplois (– 20 000) au bout de cinq ans. Mais ces simulations sont si sensibles aux hypothèses de départ et au comportement des entreprises qu'elles ne peuvent avoir qu'une valeur indicative.

3 291 ACCORDS, DÉBUT AVRIL

En attendant, les experts gouvernementaux ont l'œil rivé sur l'évolution du nombre d'accords signés (3 291 pour 933 260 salariés concernés début avril) et sur leur effet-emploi. Les accords aidés (9 000 francs par personne concernée par la réduction de la durée du travail) se traduisent par une progression sensible des effectifs (+ 8,6 %, soit 2,6 % de plus que ce qu'impose la loi), puisque, pour bénéficier des aides, il faut embaucher au moins 6 % de salariés supplémentaires.

Au-delà d'un réel effet d'aubaine, l'intérêt est évident pour les entreprises. Dans le cadre d'accords signés pour éviter des licenciements, celles-ci *« se réservent une marge de négociation »*, reconnaît un des vice-présidents du Mouvement des entreprises de France (Medef). *« Une entreprise de cent salariés qui veut licencier trente personnes annoncera quarante licenciements et, grâce aux 35 heures, n'en licenciera que trente. On aura beau jeu, après, de dire que la loi Aubry a sauvé dix emplois ! »*

LA PRUDENCE DU GOUVERNEMENT

Par ailleurs, les accords non aidés, qui concernent notamment les entreprises ayant déjà ramené le temps de travail en-dessous de 39 heures par semaine, ou celles qui ne veulent pas prendre d'engagements trop risqués sur les embauches, n'ont généré que 3 % d'emplois supplémentaires. Enfin, de grands secteurs comme l'automobile et la banque, où les gains de productivité passent par des réductions d'effectifs, ont ou vont signer des accords de baisse de la durée du travail qui auront pour seul effet de limiter les « dégraissages ». Ils vont ainsi faire chuter la moyenne des créations d'emplois liées aux 35 heures.

Trente-cinq heures ou pas, tous les chefs d'entreprise n'ont d'ailleurs pas l'intention d'embaucher. Un sondage réalisé, mi-janvier, par l'IFOP auprès de trois cents patrons pour le compte de l'hebdomadaire *Le Revenu français* indique que 28 % d'entre eux seulement envisagent de recruter des salariés supplémentaires, alors que 64 % des patrons prévoient le maintien de leurs effectifs (et 5 % une réduction) dans le cadre de la baisse du temps de travail. Les réticences sont, selon ce sondage, particulièrement fortes dans les entreprises de moins de cinquante salariés.

Pierre Larrouturou, qui vient d'annoncer sa participation aux élections européennes du 13 juin avec une liste baptisée « Combat pour l'emploi », est persuadé que la prudence affichée par le gouvernement le condamne à obtenir des résultats médiocres sur l'emploi. *« Les 35 heures sont déjà un échec*, tranche ce consultant qui plaide depuis 1993 pour la semaine de quatre jours. *La gauche a saboté ce qui pouvait être le principal instrument de lutte contre le chômage. »* Il en veut pour preuve le fait que Mme Aubry ait accepté, par un arrêté d'extension, l'accord signé dans le secteur du textile (140 000 salariés). En raison d'un fort quota d'heures supplémentaires, *« il permet de garder une durée moyenne de 38 heures 50 et d'introduire la flexibilité »*, analyse-t-il.

Une certaine confusion risque de s'installer, puisque le gouvernement commence à comptabiliser les accords de Robien. Mais c'est un problème de méthode qui va se poser. *« Comment distinguer dans les résultats obtenus par une entreprise à la suite d'une réduction du temps de travail la part due à cette dernière de celle imputable à tous les autres déterminants de la vie de cette entreprise, qu'on songe à la situation conjoncturelle, à l'évolution du contexte concurrentiel ou à l'introduction de nouvelles technologies »*, avancent Gilbert Cette et Dominique Taddei, experts proches de Martine Aubry, et auteurs d'un ouvrage sur le sujet (*Réduire la durée du travail, les 35 heures*, Le Livre de poche).

Pour l'heure, le gouvernement estime qu'une entreprise sur deux a engagé des négociations sur les 35 heures. Si la réduction du temps de travail ne tient pas ses promesses, le gouvernement aura tout loisir de recentrer son discours. Il ne présentera plus la « loi Aubry » comme le cœur de sa politique de l'emploi, mais comme un instrument parmi d'autres de lutte contre le chômage, au même titre que le soutien à la croissance, les emplois-jeunes, la baisse des charges sur les bas salaires ou les aides consenties aux secteurs innovants.

Jean-Michel Bezat

RECTIFICATIFS

ACIDE CYANHYDRIQUE

Une erreur de traduction et une faute d'orthographe glissées dans la page sur les origines de la vie réalisée en collaboration avec *Nature* et *El Païs* dans *Le Monde* du 23 avril nous ont amenés à parler de *« cyanide d'hydrogène »* et d'*« acide cianidrique »* (dans l'infographie). Il s'agissait, bien sûr, dans les deux cas, d'acide cyanhydrique...

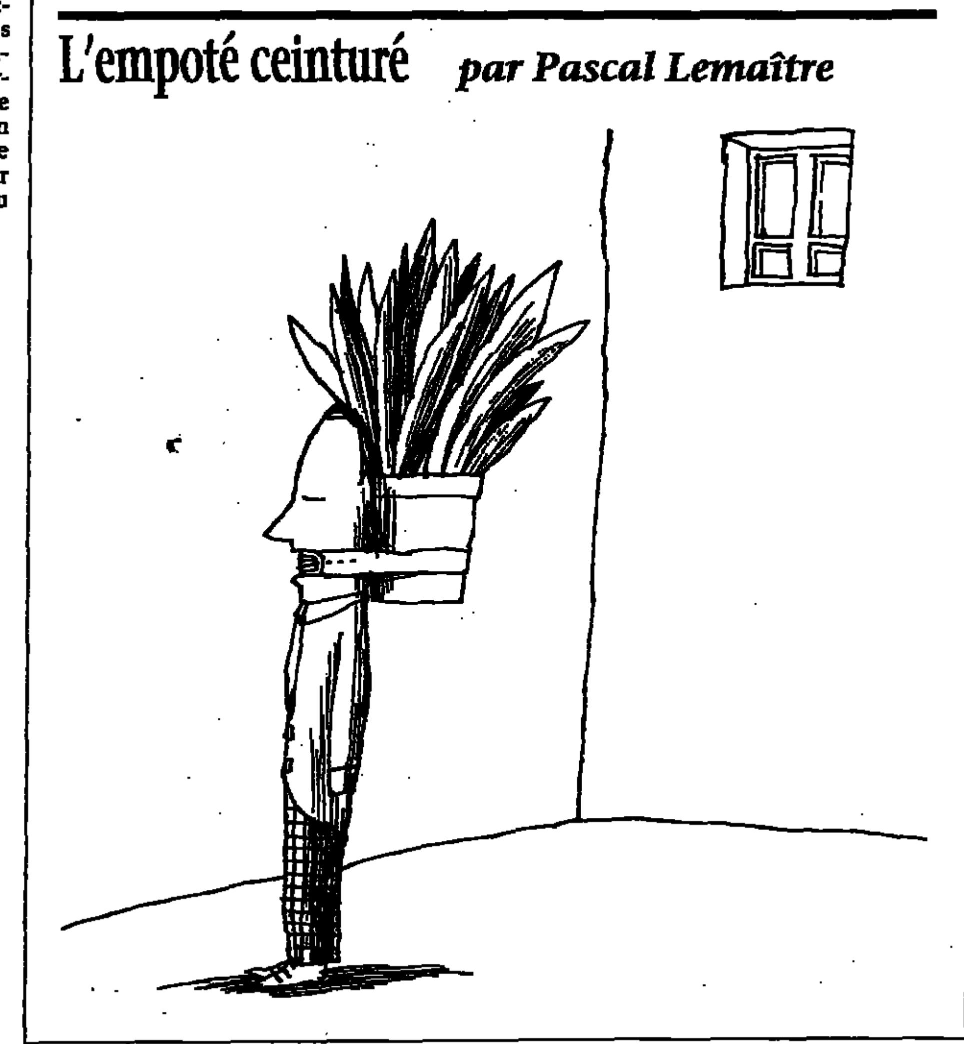
LE PRIX DES AUTOROUTES

Une confusion dans les chiffres nous a fait donner deux prix erronés dans le reportage consacré à l'autoroute des Titans (*Le Monde* du 22 avril) : le coût de construction d'un kilomètre de cette voie, en zone montagneuse dans l'Ain, a été d'environ 150 millions de francs (22,86 milions d'euros) et non pas 5 milliards de francs, tandis que le prix moyen d'un kilomètre d'autoroute en plaine tourne autour de 30 millions de francs (4,47 millions d'euros), et non pas de 300 millions de francs.

LE DÉSERT FRANÇAIS

Le livre de Jean-François Gravier *Paris et le désert français* a été publié en 1947, soit il y a presque un demi-siècle et non pas un siècle, comme nous l'avons écrit (*Le Monde* daté 25 et 26 avril) à la suite d'une coupe malencontreuse.

L'empoté ceinturé *par Pascal Lemaître*



Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Une affaire d'Etat

EN Corse, *« une provocation bien construite peut remplacer le renseignement préalable pour déclencher une opération* a priori ». Cette maxime, énoncée en décembre 1982, se trouve dans les archives de la *« cellule anti-terroriste »* de l'Elysée qu'animaient, sous la présidence de François Mitterrand, des officiers d'élite de la gendarmerie nationale. Sous la plume de ces mêmes « supergendarmes », la ligne de conduite recommandée aux forces de l'ordre en Corse était résumée en des termes évoquant les méthodes peu regardantes des guerres coloniales : *« L'attitude à avoir : ne pas laisser faire, intervenir, frapper à tous les niveaux, nettoyer la place publique quel que soit le cas de figure, aller jusqu'au bout. »*

Seize ans plus tard, certains responsables de l'Etat n'auraient-il donc rien appris des lamentables fiascos de ces *« cellules »*, *« équipes »* et autres polices parallèles ? Car c'est bien une affaire d'Etat qui s'est ouverte, lundi, avec la mise en examen, accompagnée de son placement en détention, du commandant de la légion de gendarmerie de Corse pour complicité du *« crime de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée »*. L'événement est sans précédent : un colonel, patron de la gendarmerie pour toute l'île, des officiers et des sous-officiers appartenant à une unité d'élite créée spécialement pour la Corse en juillet 1998, le GPS (Groupe de pelotons de sécurité), sont officiellement soupçonnés d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant près d'Ajaccio.

Politiquement, cette affaire est désastreuse : si les soupçons devenaient certitudes, des serviteurs de l'Etat auraient donc, au nom du rétablissement de l'Etat de droit, choisi d'en violer les règles. Comme si, de la Nouvelle-Calédonie à la Corse, du drame d'Ouvéa hier à la bavure d'Ajaccio aujourd'hui, dès qu'il s'agit de territoires de la République éloignés de l'Hexagone, la gendarmerie se croyait en guerre, *« secrète »* ou *« subversive »*, dans un territoire ennemi. On voudrait convaincre les Corses que la France reste à leur égard profondément empreinte d'une mentalité de supériorité que l'on n'agirait pas autrement.

Evoquant les pires pratiques « barbouzardes », cette affaire ne tombe pas du ciel. La création du GPS répondait à une demande du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et illustrait son goût pour les méthodes parallèles. Nommé après l'assassinat du préfet Erignac, M. Bonnet relevait certes un défi difficile. Mais il a choisi de se comporter en proconsul, court-circuitant les hiérarchies ordinaires, ignorant la police pour privilégier la gendarmerie, s'appuyant sur un réseau personnel comprenant d'anciens membres de la DGSE, tissant des liens privilégiés avec un conseiller technique du premier ministre plutôt qu'avec le cabinet du ministre de l'intérieur. Heureusement, tirant les leçons du passé, la justice agit avec célérité. Mais on ne comprendrait pas que le gouvernement s'abrite derrière l'instruction en cours pour ne pas lui-même prendre ses responsabilités. Une affaire d'Etat ne se réduit pas à ses exécutants.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldny, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les buts de guerre de Mao

LA RADIO communiste de Pékin a diffusé le texte d'une proclamation commune en huit points de Mao Tsé-toung et du général Tchou Teh, commandant en chef de l'armée de libération populaire :

1° Protection des vies et des biens. L'armée de libération populaire adoptera une attitude amicale à l'égard de tous ;

2° Protection des entreprises industrielles, commerciales et agricoles ;

3° Confiscation par le gouvernement populaire de toutes les entreprises dirigées par le Kouomintang et la « grande bureaucratie » ;

4° Les écoles publiques et privées, les hôpitaux, les institutions culturelles et éducatives et toutes les entreprises sociales seront protégés ;

5° Les fonctionnaires du Kouomintang doivent demeurer à leur poste. Le gouvernement populaire continuera à les employer selon leurs capacités s'ils ne se sont pas rendus coupables d'activité contre-révolutionnaire ou de crimes de guerre ;

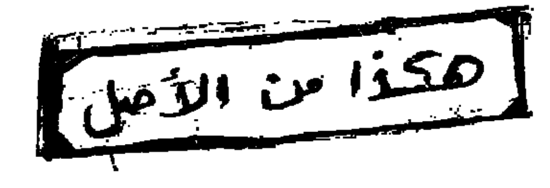
6° Tout soldat isolé doit se présenter à l'armée de libération populaire ou au gouvernement populaire de sa région ;

7° Elimination progressive du système agraire féodal, redistribution ultérieure des terres, intensification de la production, accroissement du standing de vie des paysans ;

8° Les vies et les biens des étrangers seront protégés. Les étrangers doivent obéir aux lois et décrets de l'armée de libération populaire et du gouvernement de libération populaire.

(28 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



هكذا من الأصل

CONJONCTURE **Si l'Italie, particulièrement exposée dans le conflit des Balkans, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme, les entreprises et les consommateurs français sont peu affectés. ● SEULS CERTAINS secteurs, comme le tourisme et, dans une moindre mesure, le transport aérien sont perturbés ponctuellement. ● SUR LE PLAN MACRO-ÉCONOMIQUE, les conséquences du conflit n'ont rien de comparable avec celles, lourdes, de la guerre du Golfe. Le contexte est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. ● LES MARCHÉS financiers font également preuve d'une grande sérénité, même si l'euro est un peu affaibli. ● SEUL BÉMOL, la crainte, si le conflit s'enlise et passe à une phase terrestre coûteuse en vies humaines, de voir la confiance des ménages se dégrader progressivement.**

Le conflit du Kosovo affecte peu les entreprises, les marchés et les consommateurs

Seuls les secteurs du tourisme et du transport aérien sont perturbés par les conséquences de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Les ménages, même s'ils se sentent très concernés, ne semblent pas avoir modifié leurs habitudes d'achat, comme lors de l'attaque contre l'Irak

LES CONSOMMATEURS français, qui semblent rester sereins malgré la guerre au Kosovo, risquent-ils d'infléchir leur comportement économique si ce conflit se prolonge ? Alors que l'Italie, particulièrement exposée, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme, les entreprises françaises restent peu touchées. Mais elles s'interrogent sur les conséquences que pourrait avoir une éventuelle intervention terrestre.

Dans l'immédiat, c'est logiquement le tourisme à destination de *la zone du conflit qui est affecté*, ainsi que le transport aérien, qui connaît certaines perturbations en *raison des rotations* d'avions militaires. Les croisiéristes ont été les premiers à modifier leurs itinéraires, en rayant l'Adriatique de leurs catalogues : l'américain Royal Carribean Celebrity Cruise (RCCC), les français Festival et Costa Croisières ne feront plus escale à Venise mais à Gênes.

Autre conséquence tangible : la Croatie, qui s'était réjouie de voir 4,1 millions de touristes affluer en 1998 – leur premier retour en force depuis la guerre de 1991-1995 – voit sa saison sinistrée, surtout dans la région de Dubrovnik, voisine du Monténégro. Beaucoup de vols charters ont été annulés. *« La Croatie a instantanément disparu du marché du tourisme, mais de là à étendre ce phénomène à toute la région, il y a un pas que nous n'avons pas encore franchi »*, rassure René-Marc Chikli, président de Jet Tours.

Les autres destinations de la région ne sont *« même pas dans les zones à risque »* recensées par le *ministère des affaires étrangères*, plaident les professionnels. Pour Jacques Maillot, président de Nouvelles Frontières, la Grèce ou la Turquie, par exemple, ne souffrent d'aucune répercussion. *« Les Français consomment, les Français s'inscrivent, les Français voyagent et la situation n'a rien de comparable avec celle de la guerre du Golfe ! »*, affirme-t-il de son air d'éternel provocateur. Une analyse qui n'est pas partagée par tous. Le voyagiste toulousain Fram, par exemple, manifeste une certaine inquiétude concernant la Grèce et songe à des destinations de substitution.

A l'Office national hellénique du tourisme, on reconnaît d'ailleurs un certain ralentissement dans les demandes. Mais sa directrice, Anna Iliokratidou, ne veut pas faire preuve d'un pessimisme prématuré : *« Tout au plus avons nous quelques appels téléphoniques pour savoir si la zone de guerre est proche, mais c'est essentiellement pour se rasssurer »*.

Dans le domaine du transport aérien, quel est l'impact subi par les compagnies ? Difficile à *chiffrer*, d'autant qu'elles restent très discrètes sur les retards et les annulations de vol entraînés par l'encombrement du ciel européen. Toute juste reconnaissent-elles la suppression de certaines destinations, comme Belgrade et Zagreb pour Air France.

En Allemagne, l'hebdomadaire *Der Spiegel* évaluait, lundi 26 avril, à 5,2 millions d'euros les pertes journalières occasionnées à Lufthansa par le conflit. Un chiffre que la compagnie allemande a démenti, tout en reconnaissant que *« la stabilité de la circulation aérienne à Francfort et à Munich est considérablement affectée »*. Francfort héberge une base de l'US Air Force et 70 mouvements militaires par jour y seraient enregistrés, sur un total de 1 100 à 1 300 rotations quotidiennes.

> A la suite de l'appel de la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller

Pour le reste des secteurs de grande consommation, pas de répercussion majeure pour l'instant. *« Si les consommateurs sont affectés par la situation au Kosovo, c'est plutôt positivement »*, constate Michel-Edouard Leclerc, co-président des Centres Leclerc. *« En 1991, la guerre du Golfe avait entraîné une réaction spectaculaire, irréfléchie, liée à une grande angoisse »*, explique Olivier Geradon de Vera, vice-président de la société IRI-Secodip. *« Jour après jour, en fonction des opérations militaires annoncées, les achats de farine, de riz ou de pâtes étaient multipliés par six ou sept. Ces réactions pouvaient s'analyser à la journée. »* Les consommateurs avaient alors stocké et même *« sur-stocké »*.

Rien de tel actuellement. *« Depuis le 15 mars les indices globaux de consommation alimentaire ou d'épicerie sont conformes à la normale »*, explique Olivier Geradon de Vera, dont la société suit de façon hebdomadaire les ventes de 400 hypermarchés et supermarchés français. Une analyse détaillée de ces données permet cependant de mettre en lumière l'achat de solidarité chez les Français. A la suite de l'appel lancé par la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller. Dans la semaine du 6 au 11 avril, dans les 400 magasins suivis par Iri-Secodip, *« les ventes de raisins sec et de riz nature ont augmenté de 35 %, les pâtes et le sucre ont vu leurs ventes croître de 17 %, les achats de boîtes de sardine ont doublé »*.

Ces achats semblent raisonnés. Ainsi, lorsque la Croix-Rouge a demandé de reporter les efforts de solidarité sur des produits d'hygiène, les Français ont suivi. *« Les ventes de savon ont augmenté sur la semaine du 12 au 18 avril de 59 %, et la hausse s'est élevée à 20 % pour les dentifrices »*. Parallèlement, les augmentations spectaculaires sur les produits de première nécessité, début avril, ne sont plus d'actualité. *« Sur le riz, l'effet est saisissant »*, explique M. Geradon de Vera. *« La Croix-Rouge a expliqué que cet aliment n'était pas commun pour les Kosovars. Entre le 11 et le 18 avril, les ventes ont chuté. »* Les consommateurs risquent-ils de changer d'attitude si le conflit se prolonge ? Selon un sondage IFOP/*Dimanche Ouest-France* publié le 25 avril, les personnes interrogées estiment que leurs comportements seraient modifiés : 23 % *« reporteraient certains investissements (immobilier, automobile) »*, 20 % reporteraient *« certaines dépenses d'équipement (électroménager) »*, et 14 % *« modifieraient leurs projets de vacances »*.

Dans l'industrie, une telle menace reste incertaine. *« On a noté un petit tassement des ventes dans nos réseaux de distribution la semaine du 12 avril. Est-ce un simple accident ? Une première conséquence de la guerre au Kosovo ? Nous sommes incapables de le dire »*, affirme Hervé Gastinel, le directeur du plan de Saint-Gobain. Le conflit reste très éloigné des préoccupations des entreprises. Leur présence dans la région est très limitée : il ne s'agit souvent que de simples antennes commerciales. Renault, par exemple, disposait d'un bureau de représentation à Belgrade. Son responsable, un Français, a été transféré à Zagreb. Le marché du constructeur français en Yougoslavie ne s'élevait, en 1998, qu'à 300 véhicules.

Enquête de la séquence Entreprises

Un impact macro-économique sans comparaison avec celui de la guerre du Golfe

LE 2 AOÛT 1990, l'Irak envahissait le Koweït. Simultanément, la France entrait dans une période de ralentissement économique, qui allait culminer avec la récession de 1993. La guerre du Golfe est apparue comme le détonateur de la crise dans laquelle la France s'est enfoncée au début de la décennie. Crise qui a vu le nombre de chômeurs passer la barre des 3 millions en mars 1993, au moment où les élections législatives ramenaient la droite, et Edouard Balladur, au gouvernement. Comparer aujourd'hui, sur le plan économique, les guerres du Golfe et du Kosovo ne semble pas justifié.

L'invasion du Koweït par l'Irak a plongé la France dans une véritable crise de confiance : les ménages ont réduit leur consommation, les industriels revu leurs *anticipations à la baisse*. L'ombre d'un nouveau choc pétrolier planait. Celui-ci sera finalement très limité dans le temps : l'embargo qui a suivi le début du conflit a privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, mais la hausse de la production des autres pays producteurs de pétrole, notamment de l'Arabie saoudite, a vite mis fin à tout risque d'envolée durable des cours.

Au printemps 1991, la guerre est finie. La France connaît un certain rattrapage. Mais, celui-ci ne durera pas au-delà de l'automne. Au total, sur l'année, la croissance sera de 1,1 %, après 2,8 % en 1990 et 4,5 % en 1989. Car si la guerre du Golfe a bien été le catalyseur d'une crise économique profonde, elle n'en est pas la cause. Avant elle, déjà, les indicateurs économiques commençaient à clignoter : la belle croissance que l'Hexagone avait connue, surtout depuis le contre-choc pétrolier de 1986, était en passe d'épuisement. La réunification allemande et les politiques monétaires et budgétaires rigoureuses qu'elle a occasionnées des deux côtés du Rhin ont inversé le cycle économique. La guerre du Golfe n'est venue qu'amplifier un phénomène inévitable.

Aujourd'hui, le contexte est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. L'ensemble des économistes s'accordent à penser que l'actuel ralentissement européen, limité aux activités industrielles touchées de plein fouet par les turbulences monétaires et la crise de la demande mondiale, ne sera que passager. Les ménages gardent le moral, particulièrement en France. Les économistes prévoient que la demande mondiale devrait repartir à un rythme modéré cette année et venir soutenir une croissance exclusivement nourrie par la demande intérieure.

L'EURO AFFECTÉ

La guerre au Kosovo n'a pour l'instant pas eu d'influence sur la situation économique. Seul l'euro en a été affecté : depuis le début du conflit, il est passé de 1,08 à 1,06 dollar, ce qui améliore la compétitivié des produits européens. Le conflit des Balkans, toutefois, s'il s'enlisait, pourrait peser sur le moral des ménages et sur la consommation. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a d'ailleurs tenu des propos peu encourageants, indiquant jeudi 22 avril que la crise du Kosovo avait déjà entraîné une baisse de la consommation dans son pays.

Eric Chaney, économiste chez Morgan Stanley, considère qu'une intervention terrestre lourde – avec 300 000 hommes, pour l'essentiel européens, envoyés sur place – coûterait entre 60 et 90 milliards d'euros par an, dont 75 % à la charge de l'Union européenne. Et aurait un fort impact psychologique sur les ménages et les entreprises : *« Si cela devait se passer cet été, la croissance européenne de 1999 perdrait 0,2 point pour être de 1,7 %, et celle de 2000, 0,6 point pour atteindre 2,5 %. »*

Quoi qu'il arrive, personne n'imagine aujourd'hui que l'impact économique de la guerre au Kosovo pourrait être durable. Les aléas conjoncturels, loin d'être du côté des Balkans, sont plutôt à chercher outre-Atlantique dans un krach de Wall Street, en Chine dans une dévaluation de la monnaie, ou encore en Allemagne dans une récession.

Virginie Malingre

TROIS QUESTIONS À... DANIELLE RAPOPORT

1 Vous êtes psycho-sociologue et vous dirigez le cabinet d'étude sur la consommation DRC. Comment expliquez-vous que l'effet de panique des consommateurs français observé lors de la guerre du Golfe n'apparaisse pas lors du conflit actuel ?

Les deux conflits ne peuvent se comparer. La guerre du Golfe était une guerre économique, distanciée, quasi « virtuelle ». Elle n'était pas réellement montrée au public, ce qui est générateur d'angoisse. Il peut y avoir panique lorsque la place laissée à l'imaginaire est trop forte et lorsque les objets de peur ne sont pas identifiés.

Au contraire, la guerre du Kosovo est proche, détaillée, imagée. On est dans du concret sur lequel les personnes peuvent projeter des peurs réelles mais raisonnées.

2 *Les Français ont fait preuve* d'un fort élan de solidarité. Comment expliquez-vous cette *réaction* ?

La crise du début des années 90 a marqué un tournant. Les consommateurs ont pris une certaine distance par rapport à leur consommation. L'époque où acte d'achat et quête du bonheur étaient liés est révolue. Les citoyens veulent sortir de l'immobilisme et de l'enfermement qu'ils ont connus pendant la crise. Ils veulent consommer à la fois pour eux-mêmes, mais aussi pour donner à leur vie une ouverture au monde, aux autres. Ils veulent créer des liens.

Les gestes de solidarité vis-à-vis du Kosovo s'incluent parfaitement dans cette tendance de responsabilisation des citoyens qui apparaît depuis 1995. Cependant, il est important de noter que cette générosité peut être un moyen d'atténuer certaines peurs.

3 *Cela veut-il dire que, malgré* une consommation constante, le moral des Français est atteint ?

Les consommateurs que j'ai interviewés récemment dans le cadre de l'observatoire sur l'euro et l'Europe, que je dirige, s'expriment spontanément sur la guerre. Le fantasme de l'extension du conflit est présent dans l'esprit de certains. La peur de la non-maîtrise du monde est évoquée également. Ceci est pour l'instant modéré. Mais la construction de l'Europe n'est pas encore réellement faite dans l'esprit des consommateurs. Ceux-ci craignent que l'Europe ne soit peut-être pas apte à gérer ce conflit.

Si cette guerre perdure, cela peut avoir un effet sur la confiance en l'avenir, la confiance face aux institutions. *On ne peut donc pas dire* qu'il n'y aura pas d'effets sur la consommation.

Propos recueillis par Laure Belot

La présence française dans la région

● **Albanie** : quatre sociétés implantées.
– Ducros récolte via Albducros des plantes médicinales et les exporte vers la France et l'Allemagne.
– Les Ciments français, présents depuis un an, ont construit un terminal de ciment.
– Les Ciments Lafarge construisent dans le Sud un autre terminal.
– Evertrade détient en concession une entreprise d'engrais chimiques.
Outre ces quatre sociétés, Scétauroute a gagné un appel d'offres pour étudier un projet d'autoroute nord-sud.

● **Slovénie** : une petite trentaine d'entreprises sont présentes, surtout sur le plan commercial. Renault, avec l'usine Revoz, et la Seita ont des productions sur place.

● **Croatie** : une quarantaine d'implantations dont une douzaine ayant un certain poids.
– Deux banques représentent la BNP et la Société générale.
– Une société mixte Bina-Istra (Bouygues majoritaire) s'occupe de la gestion et de la fabrication d'autoroutes.
– Le Club Méditerranée ouvre uniquement l'été et loue ses équipements à une entreprise locale.

● **Serbie, Monténégro** : il y avait au début de l'année quinze entreprises françaises présentes en Yougoslavie : Air France, Alcatel (deux bureaux), Alstom, Balkan Commodities (import-export), Bull, Distri-France, France Produkt (import-export), Ledex (commerce de gros), Matrimonia (robes de mariée), Moulinex, Publicis (deux bureaux), Renault, Schneider, Société générale, Yugofrance (import-export).

CELA DIT, NOUS DEVRIONS PEUT-ÊTRE AJOURNER L'IMPLANTATION DE NOTRE TÉLÉPHONE PORTABLE AU KOSOVO...
PANCHO

Les marchés financiers conservent leur calme

LE CONFLIT dans les Balkans n'inquiète guère, pour l'instant, les opérateurs financiers. Depuis un mois, le marché des actions françaises a pris plus de 5 %, la Bourse de Londres évolue sur ses plus hauts niveaux historiques et celle de New York vole de record en record. Les événements du Kosovo *« n'ont pas, pour le moment, influencé de manière significative notre gestion »*, indique Christian Dargnat, responsable de la stratégie chez Indocam, la société de gestion du Crédit agricole. Seules les valeurs pétrolières, délaissées depuis plusieurs mois, suscitent de nouveau l'intérêt des investisseurs. Elles ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole, la consommation de 200 000 barils par jour de conflit en Yougoslavie par les troupes de l'OTAN contribuant à tirer les coûts du pétrole à la hausse.

Du côté des marchés obligataires, la réaction des investisseurs n'est pas flagrante. Marie Owens Thomsen, économiste chez Merrill Lynch, attribue néanmoins à la crise du Kosovo l'élargissement de l'écart entre les rendements des obligations françaises ou italiennes avec les emprunts d'Etat allemands, réputés plus sûrs.

UN COÛT LIMITÉ

Toutefois ces évolutions restent minimes. Seul le marché des changes montre des signes de fébrilité. L'euro, qui a perdu 3,5 % face au dollar depuis le début des frappes, réagit à toute nouvelle et se raffermit au moindre espoir d'interruption du conflit. Mais la faiblesse de la monnaie unique face au billet vert s'explique également par la vigueur de l'économie américaine, bien supérieure à celle des pays de l'Euroland.

La raison de la relative indifférence des investisseurs est simple : *« Les marchés réagissent en fonction de l'impact économique. Or celui de la guerre au Kosovo est marginal, bien plus faible que la guerre du Golfe par exemple »*, juge Jean-Pierre Hellebuyck, directeur de la stratégie d'investissement d'Axa Investment Managers. Les chiffres avancés tablent en moyenne sur un coût de la guerre relativement limité pour les pays concernés.

Toutefois, *« la prolongation et l'aggravation de la guerre au Kosovo sont porteuses de deux éléments d'affaiblissement. D'abord, un choc sur le tourisme en Italie et, dans une moindre mesure, en Espagne et en France. Ensuite, la possibilité d'un recul de la confiance du ménage »*, notent les analystes de marchés du CCF. Cela pourrait pénaliser la consommation, principal moteur de la croissance actuellement, et retarder la reprise de l'activité en Europe. De même, une intervention de troupes terrestres – le pire des scénarios analysés pour le moment par Eric Chaney et Christophe Duval-Kieffer, économistes chez Morgan Stanley – pourrait affecter les finances publiques des membres de la zone euro. Néanmoins, selon eux, cela ne devrait pas suffire à rompre collectivement le respect des critères de Maastricht en matière de déficit budgétaire.

Les investisseurs se montrent relativement confiants sur l'évolution des prix, même si les guerres sont souvent la cause d'un dérapage de l'inflation. *« Une observation du coût des conflits depuis 1945 conduit à penser que celui de la guerre de Corée, estimé à 340 milliards de dollars, semble constituer le seuil à partir duquel un conflit a des conséquences sur les prix. La guerre du Kosovo est encore loin de ces seuils »*, estime M. Hellebuyck. Toutefois, *« la menace peut peser dans un premier temps sur les obligations européennes, à cause de la proximité géographique et des déficits budgétaires existant »*, ajoute-t-il.

LE POIDS DE LA RECONSTRUCTION

La poursuite du conflit fait également peser des risques non négligeables sur les marchés financiers grecs, Athènes étant candidate pour intégrer la zone euro. Selon les économistes de Goldman Sachs, les événements dans les Balkans ne devraient pas, pour le moment, détourner la Grèce du processus de convergence. *« Les développements au Kosovo pourraient toutefois mettre en péril l'adhésion de la Grèce si le sentiment domestique anti-OTAN se retournait contre le gouvernement, et donnait lieu à un relâchement des efforts réalisés jusqu'à présent »*, expliquent-ils.

La résolution du conflit ne devrait pas non plus troubler les investisseurs, même si certains s'interrogent sur les conséquences d'une aide financière massive de l'Euroland aux pays de la région pour financer leur reconstruction. Ce coût pourrait peser sur les budgets des Etats de l'Euroland, donc sur les marchés obligataires du Vieux Continent et affaiblir la monnaie européenne. Mais d'autres observateurs soulignent que ces dépenses supplémentaires pourraient avoir à terme des conséquenses positives sur la croissance économique en Europe. *« Les dépenses liées à une guerre ne constituent pas un investissement productif, à la différence des coûts liés à la reconstruction d'un pays »*, constate un opérateur.

Joël Morio et Cécile Prudhomme

L'euro a un « potentiel d'appréciation », selon M. Trichet

L'euro se redressait légèrement, mardi matin 27 avril, à 1,0630 dollar, soutenu par les propos tenus la veille par plusieurs responsables monétaires européens, lors du sommet du G 7 de Washington. Ces derniers ont mis en garde contre une dépréciation supplémentaire de l'euro. *« Peut-être que l'euro a un potentiel d'appréciation »*, a expliqué le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, tandis que le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a jugé que le cours actuel de l'euro *« est plutôt au bas de la fourchette »*.

Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a, pour sa part, invité les marchés à ne pas *« sous-estimer »* le potentiel de l'euro. *« Il faut faire très attention à ce qu'il n'y ait pas d'érosion de la confiance dans l'euro. Toute négligence serait totalement déplacée »*, a-t-il ajouté. Enfin, le gouverneur de la banque centrale d'Italie, Antonio Fazio, a déclaré ne pas être à *« la recherche d'un nouvel affaiblissement de l'euro »*.

L'américain Global Crossing achète les câbles sous-marins du britannique Cable & Wireless

La concentration se poursuit dans les télécommunications

Pionnier depuis le milieu du XIXe siècle des liaisons télégraphiques puis téléphoniques, le britannique Cable & Wireless abandonne son activité d'intallation de câbles sous-marins en la vendant à l'américain Global Crossing. Ce dernier, profitant de l'explosion du marché de la transmission de données met en place les « tuyaux » dont les opérateurs téléphoniques ont le plus grand besoin.

LE SECTEUR des télécommunications se remodèle rapidement. L'exemple des grands groupes intégrés à la fois installateurs, détenteurs et exploitants d'infrastructures de télécommunications évolue au profit d'une plus grande spécialisation des acteurs. L'acquisition par l'américain Global Crossing, pour 550 millions de livres (837 millions d'euros), de Global Marine, la division du britannique Cable & Wireless, spécialisé dans l'installation et la maintenance de câbles sous-marins, en est un nouvel exemple. Depuis le milieu du siècle dernier, Cable & Wireless a été le pionnier des installations de liaisons télégraphiques puis téléphoniques. Mais actuellement, il veut recentrer ses activités sur les services téléphoniques et procède à des arbitrages dans ses participations.

En revanche, Global Crossing est un nouveau venu dans le monde des infrastructures de télécommunications. Créé en mars 1997 par le groupe financier Pacific Capital et soutenu par la Canadian Imperial Bank of Commerce et la Deutsche Bank, le groupe est l'archétype de ces acteurs émergents, pressés d'occuper le marché, en pleine explosion, des infrastructures de télécommunications.

UN SECTEUR DYNAMIQUE

Ces nouveaux venus, comme les américains Qwest ou l'américano-néerlandais Equant, construisent de toutes pièces des réseaux de transmissions de données qui véhiculent, notamment, les communications Internet. Pour cela, ils s'appuient sur les marchés financiers, qui ne leur ménagent pas leurs concours. Ainsi, introduit en Bourse en août 1998, Global Crossing pèse actuellement plus de 23 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 424 millions.

Une valorisation qui s'explique par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse de 85 % par an, alors que celui plus classique, de la transmission de la voix ne croît que de 10 % à 15 %. Pour la première fois en 1998, le volume de transmission des données a dépassé celui de la voix et cette tendance devrait s'accélérer. D'ici deux à trois ans, les données devraient représenter près de 95 % des transmissions.

Global Crossing se charge de fournir des « tuyaux » capables de transmettres des données aux opérateurs téléphoniques. *« Ces derniers nous louent de la capacité en signant des contrats à très long terme (25 ans) »*, explique Win Huisman, le responsable de Global Crossing en Europe. *« L'effondrement des prix des communications a accru, dans les mêmes proportions, le volume. Global Crossing étant un vendeur de capacités, il profite pleinement de la croissance de la demande »*, estime M. Huisman.

Depuis 1997, le groupe a déjà réalisé l'installation d'une première liaison sous-marine en fibre optique entre l'Europe et les Etats-Unis. Pour parfaire le service à ses clients, Global Crossing s'est engagé dans l'extension terrestre de son réseau pour relier les plus grandes villes européennes.

De l'autre côté de l'Atlantique, Global Crossing a acquis en mars 1999, l'opérateur américain de boucles locales Frontier pour 11,2 milliards de dollars.Dans le même temps, il a lancé la construction d'un nouveau lien transatlantique disposant de la plus importante capacité de transmission du marché (2,5 terabits).

RÉSEAU MONDIAL

D'ici à 2001, le groupe devrait avoir déployé un réseau mondial reliant l'Europe aux Etats-Unis, le côte Est à la côte Ouest des Etats-Unis et cette dernière au Japon. Sans oublier un tour complet de l'Amérique latine. L'acquisition de Global Marine lui permettra de mieux maîtriser le déploiement et le maintien d'un tel réseau.

Enguérand Renault

GEC poursuit son « shopping » technologique

LORD SIMPSON, le PDG du britannique GEC, est un homme pressé. Quatre mois après avoir vendu ses activités d'électronique de défense à son compatriote British Aerospace, il estime avoir pratiquement terminé son « shopping » technologique aux Etats-Unis pour devenir un équipementier de télécommunications capable de rivaliser avec les géants américain Lucent et Cisco, le canadien Nortel, le français Alcatel et l'allemand Siemens.

Après avoir déboursé, début mars, 2,1 milliards de dollars (1,97 milliard d'euros) pour acquérir Reltec, GEC a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition de l'américain Fore Systems, spécialisé dans les commutateurs pour transmissions de données, pour 4,2 milliards de dollars. GEC va créer une filiale *ad-hoc* (Acquisition Corp.) pour lancer une offre en numéraire sur Fore Systems à 35 dollars par action, soit 43 % de plus que le prix de clôture de l'action sur le Nasdaq vendredi. Fore Systems, dont le siège est à Pittsburgh (Pennsylvanie), emploie environ 2 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 632 millions de dollars durant son exercice achevé fin mars, avec un bénéfice d'exploitation de 55,4 millions de dollars (+ 48 % sur l'exercice précédent).

« GEC se situe à l'avant-garde du marché global des infrastructures pour les communications, en croissance rapide », souligne le groupe. L'objectif est de se positionner sur l'ensemble des technologies qui permettent de transmettre plus efficacement des données, comme Internet, sur les réseaux de télécommunications. Le marché des équipements réseaux pour Internet est estimé à 50 milliards de dollars en 2005.

La Bourse croit à la stratégie de Lord Simpson. L'action GEC a progressé de près de 5 % lundi après-midi, à l'annonce de cette nouvelle acquisition et de la perspective d'une cotation prochaine de GEC sur le Nasdaq, le marché des valeurs de haute technologie américaines.

DOUTES

Pour de nombreux analystes, GEC va un peu vite en besogne. Avec moins de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1999, GEC est encore loin derrière le numéro un mondial Lucent, qui réalise 35 milliards de dollars d'activité. Les deux proies de GEC, Rexel et Fore, n'ont rien des stars du secteur que sont Cisco, Ascend (racheté par Lucent) ou Bay Networks (racheté par Nortel). Certains analystes font également remarquer que la technologie ATM (*asynchronous transfer mode*) acquise par GEC, avec le rachat de Fore, est moins performante que celle des réseaux IP (*internet protocol*).

GEC va donc devoir démontrer qu'il a fait le choix des bonnes technologies et qu'il va tirer profit du portefeuille de clientèle acquis avec ces deux achats américains (AT & T, Bell Atlantic et BellSouth, Level Three, Time Warner Communications), d'autant qu'il a désormais épuisé les 4 milliards de dollars qu'il avait tirés de la vente de son activité défense à British Aerospace.

Christophe Jakubyszyn

La FGAAC appelle les agents de conduite SNCF à la grève

LA FÉDÉRATION générale autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF a appelé le personnel de conduite à cesser le travail à partir du mardi 27 avril à 20 heures. Cet arrêt de travail est reconductible par tranche de 24 heures jusqu'au lundi 3 mai.

La FGAAC qui obtenu 29,3 % des suffrages aux dernières élections professsionnelles entend ainsi protester contre *« le texte définitif de l'accord sur la réduction du temps de travail qui présente une remise en cause du métier d'agent de conduite »*. Les perturbations entraînées par ce mouvement de grève devraient être, selon la direction, variables selon les régions.

Par ailleurs, des agents de nettoyage de la gare de l'Est à Paris, salariés de la société Sud-service, filiale du groupe Nicollin, sont en grève depuis le 12 avril pour demander le bénéfice de la convention collective de la manutention ferroviaire, a annoncé, lundi, le syndicat SUD-Rail.

Selon la direction de Sud-service, l'application de cette convention collective, au lieu de celle des entreprises de propreté en vigueur dans cette entreprise, entraînerait des hausses de salaires de plus de 30 %.

Le groupe Marie Brizard va passer sous le contrôle de ses créanciers

UN NOUVEAU montage financier destiné à alléger l'endettement du groupe Marie Brizard, devait être annoncé mardi 27 avril. Selon le quotidien *Sud-Ouest*, un accord a été conclu par la société de liqueurs bordelaise avec un certain nombre de détenteurs d'obligations convertibles, dont des filiales du Crédit agricole et la société financière britannique ICG. Ces divers titres seront transformés en actions, ce qui devrait réduire à une minorité la participation de la holding familiale Sofia, qui détient actuellement 56 % du capital.

Marie Brizard, placé sous le contrôle d'un mandataire ad hoc par le tribunal de commerce de Bordeaux, supporte un endettement de près de 1 milliard de francs.

هكذا من الأصل

En achetant Avenir, Decaux règne en maître sur l'affichage français

Le spécialiste du mobilier urbain devient le plus gros afficheur dans le monde. Après avoir fait plier ses concurrents nationaux, il est en position de force face aux Américains, qui tentent de percer en Europe, mais se place sous la menace des autorités anticoncurrentielles

DECAUX a-t-il commis un péché d'orgueil ? En choisissant de surenchérir sur les américains Clear Channel, Outdoor Systems et TDI pour rafler le groupe français d'affichage Havas Media Communication-Outdoor Advertising (HMC-OA), Jean-Claude Decaux a pris des risques.

Certes, le roi de la Sanisette impressionne en mettant sur la table 6,05 milliards de francs (922 millions d'euros) pour acquérir en bloc ces six entreprises – Avenir (affichage traditionnel), Claude Publicité (affichage lumineux), Sky Sites, AP Systèmes, Pearl & Dean (affichage dans les aréoports) et RCI (magazines dans les avions) – évaluées par le marché à moins de 4,5 milliards de francs. Mais il se fragilise, aussi, au yeux des autorités anticoncurrentielles françaises et européennes.

Par cette acquisition, annoncée lundi 26 avril, Jean-Claude Decaux – qui prépare sa succession en passant progressivement la main à ses fils, Jean-François Decaux, qui dirige de Londres les activités pour l'Europe du Nord et les Etats-Unis, et Jean-Charles Decaux celles de l'Europe du Sud et d'Asie – a fini de transformer les premiers panneaux installés en 1962 dans sa ville natale de Beauvais en un groupe qui se présente aujourd'hui comme le leader mondial de la communication extérieure.

EN POSITION DE FORCE

Présent dans 31 pays, il emploie 6 300 personnes et règne sur 350 000 panneaux d'affichage, Sanisette, plans de ville et information, colonnes Morris, Abribus, etc. Son chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre, en 1999, 8 milliards de francs et avoisiner 10 milliards de francs en l'an 2000.

Cette acquisition le place en position de force face aux Américains, sans, pour l'instant, lui faire prendre de risques financiers. Le groupe n'était pas endetté et l'acquisition des sociétés d'HMC-OA a été financée à hauteur de 25 % par ses fonds propres. La famille Decaux, propriétaire du groupe, a l'avantage de ne pas subir la loi d'actionnaires extérieurs et jouit d'une grande autonomie financière. Elle a ainsi pu facilement racheter pour 900 millions de francs, il y dix-huit mois, les 20 % que Vivendi détenait dans l'entreprise familiale. Et Jean-Claude Decaux, avec les 11,5 % (environ 3,4 milliards de francs) qu'il possède dans Bouygues Telecom, estime qu'il détient là *« une roue de secours »* : *« Si on vendait, on rembourserait tout ou partie de la dette »*, explique le patriarche.

Le danger vient des autorités de régulation de la concurrence. Sa position dominante agace les Américains, qui tentent de percer en Europe. La part de marché de Decaux, en France, dépasse 25 % : avec les 100 000 panneaux supplémentaires apportés par la société Avenir, leader dans les panneaux de 12 m², et le mobilier urbain implanté dans plus de 650 villes par Decaux, le nouveau groupe détient près de 37 % de l'affichage français, tous formats confondus. Il rompt l'équilibre mis en place par les trois principaux afficheurs – Avenir, Dauphin, Giraudy –, et modifie la structure concurrentielle du marché.

Conscient du risque d'un blocage de la direction générale de la concurrence (DGCCRF), Jean-François Decaux mise sur la distinction marketing qui existe entre les deux types de panneaux en choisissant de continuer à opérer les six sociétés acquises sous leur marque propre. La démarche répond, selon M. Decaux, à une logique commerciale : *« Le réseau de mobilier urbain est national, et ne propose que des panneaux de 2 m² alors qu'Avenir a des panneaux de 12 m², achetés pour moitié par des annonceurs locaux. »*

CONCURRENCE FAUSSÉE ?

Mais ce postulat fait d'ores et déjà l'objet de contentieux motivés par ses concurrents américains. A Rennes, par exemple, le groupe More (filiale de Clear Channel), qui a enlevé, le premier, un marché de mobilier urbain à Decaux (*Le Monde* du 28 octobre 1997), a saisi le Conseil de la concurrence en novembre 1998. Il reproche au Français d'associer auprès des annonceurs la vente de campagnes sur le mobilier urbain à celle de formats plus grands (8 m²), récemment installés. Et de fausser ainsi la concurrence. Les mesures conservatoires ont été rejetées, mais la plainte, jugée recevable par le Conseil, suit son cours.

Le bras de fer engagé entre Decaux et Clear Channel pour l'acquisition de More Groupe – Decaux avait échoué dans sa contre-OPA (*Le Monde* du 15 avril 1998) – se poursuit en France, où Decaux a désormais les coudées franches vis-à-vis des afficheurs traditionnels. Ces derniers semblent soudainement avoir oublié leurs anciennes querelles avec le roi du mobilier urbain : ils ne voient pas *« d'un mauvais œil »* son arrivée dans l'affichage traditionnel et expriment même leur *« admiration »* devant ce nouveau groupe qui va *« tirer vers le haut la qualité »* de l'affichage français.

Ce sont pourtant eux qui avaient saisi, *via* le Chambre syndicale de l'affichage, le Conseil de la concurrence il y a quatre ans et obtenu, en juillet 1998, que Decaux envoie aux maires une lettre stipulant qu'il ne pouvait plus y avoir d'exclusivité ni de droit de préférence. Ils lui reprochaient les avenants *« glissants »* aux contrats qui prolongent les concessions initiales de mobilier urbain sans mise en concurrence (*Le Monde* du 4 juin 1998).

Fl. A.

Jean-Claude Decaux, président du groupe Decaux

« Il faut supprimer 100 000 panneaux en France »

« Quel objectif poursuivez-vous en achetant ces sociétés d'affichage que vous considériez, jusqu'à présent, comme vos frères ennemis ?

– Si nous avons fait cette offre, c'est pour pouvoir nous développer aux Etats-Unis où il n'y a que cinq villes dans lesquelles nous pouvons installer du mobilier urbain. Nous voulons gérer la publicité dans les centres commerciaux – nous sommes déjà la régie exclusive de 270 d'entre eux –, et l'affichage dans les aéroports puisque, plus que dans la rue ou les gares, c'est là que sont les gens. Dans les aéroports, le pôle transport d'Havas (AP Systèmes, Sky Sites et Pearl & Dean) a fait des choses intéressantes puisqu'ils s'occupent de l'affichage publicitaire de 150 aéroports dans le monde et que cette activité représente un bon tiers du groupe que nous achetons. En Europe, il y a des synergies évidentes entre le mobilier urbain et l'affichage traditionnel. Les complémentarités devraient jouer à plein puisque Avenir est partout où nous sommes.

– Vous avez, pendant vingt ans, tiré à boulets rouges sur l'affichage pour mieux vendre le mobilier urbain aux maires au prétexte qu'il était, seul, garant de la qualité urbaine. Aujourd'hui, vous êtes propriétaire du premier afficheur français. Avez-vous changé d'avis ?

– Pas du tout. Je pense toujours la même chose : il y a trop de panneaux publicitaires en France. Et je serai toujours du côté des maires pour réduire le nombre de panneaux sur le domaine privé *[les concessions obtenues auprès de particuliers]*. Sur le domaine public *[les concessions obtenues auprès des mairies]*, il n'y a jamais eu d'excès. Il y a toujours eu dans le mobilier urbain une certaine retenue. En revanche, nos confrères ont installé beaucoup trop de pannneaux. Je pense que, sur 250 000 panneaux en France, il faut en supprimer 100 000. Il y a des abus auxquels il faut mettre un terme comme voir, par exemple,



JEAN-CLAUDE DECAUX

une douzaine de panneaux collés les uns à côté des autres sur une même palissade en plein Paris, derrière le Centre Pompidou. Sinon les gens vont en avoir marre, et ça finira mal !

– Comptez-vous oublier vos vieilles querelles avec les afficheurs et siéger à la Chambre syndicale de l'affichage ?

– Je ne sais pas, je n'en suis pas sûr. Ce syndicat n'a jamais vraiment représenté quoi que ce soit. Ce sont seulement trois sociétés qui se sont mises ensemble pour protéger leur business. Enfin, les choses ont changé et ils racontent moins de bêtises. Mais je ne suis pas encore décidé, je reste très réservé.

– Cette acquisition à prix d'or, c'est finalement une façon de prendre votre revanche sur les Américains qui vous ont soufflé More Group, l'an dernier ?

– On sait bien qu'on a payé trop cher. Qu'on aurait dû payer au moins 20 % de moins. Mais qu'est-ce que vous voulez, c'était ça ou l'affaire nous passait sous le nez. J'ai raté en Angleterre mon OPA, je ne pouvais pas laisser faire une nouvelle fois. Nous avons des financiers en face de nous qui sont capables de sortir des sommes colossales. Rendez-vous compte, Clear Channel *[principal concurrent américain de Decaux qui a acquis More Groupe]* a une capitalisation boursière équivalente à 230 fois ses bénéfices, c'est irréaliste ! Où sommes-nous, nous les entrepreneurs ? Il y a d'un côté ceux qui ont des usines et qui se crèvent, et de l'autre, des financiers qui sont dans leurs bureaux et jonglent avec des chiffres qui ne veulent plus rien dire.

– Vous prévoyez pourtant, vous aussi, de faire appel aux marchés financiers à brève échéance.

– C'est vrai qu'on envisage d'aller en Bourse. Lever des capitaux pour investir, c'est bien. Mais si le capitalisme se nourrit d'exemples comme celui donné par les dirigeants d'Elf qui licencient 1 400 personnes à Pau quand ils annoncent des bénéfices records, ou d'autres financiers qui surévaluent une entreprise d'une façon telle que sa valeur n'a plus rien à voir avec sa réalité économique, je trouve cela complètement immoral. Cela veut dire qu'on croit davantage en la spéculation boursière que dans le travail. J'ai beau être un patron et un entrepreneur, je ne veux pas appartenir à cette race-là ! »

Propos recueillis par Florence Amalou

Le secteur publicitaire engage la négociation sur les 35 heures

L'ASSOCIATION des agences conseils en communication (AACC) a décidé d'ouvrir la négociation sur la réduction du temps de travail par un accord professionnel afin de se mettre en conformité avec la loi Aubry avant la date butoir du 1er janvier 2000.



35 HEURES

Dans un courrier en date du 2 avril, le syndicat patronal propose aux partenaires sociaux *« d'ouvrir immédiatement des conversations sur ce secteur afin de parvenir dans les meilleurs délais à un accord professionnel spécifique aux agences »* de publicité et à leurs 15 000 employés. Une première réunion devrait avoir lieu, le 10 mai, pour discuter de la *« lettre d'orientation »* soumise par l'AACC. Le secteur étant peu syndiqué, ce sont les permanents des fédérations (CGC, CFDT, FO, CGT), déjà mobilisés autour de la renégociation de la convention collective (*Le Monde* du 3 avril 1998), qui mèneront les négociations.

RÉCUPÉRER DU TEMPS

L'organisation patronale va jusqu'à envisager une semaine de 35 heures payées 35, et l'annualisation du temps de travail parce que les salariés veulent *« récupérer du temps pour* [leurs] *loisirs plus que de l'argent »*, selon l'AACC, qui se réfère à *« un exercice politique de consultation »* conduit ces quatre derniers mois auprès d'une dizaine d'agences.

L'AACC, qui refuse les aides proposées par l'Etat, ne prévoit aucune embauche en contrepartie de l'application de la loi Aubry. Le syndicat mise plutôt sur *« l'amélioration de la productivité pour ne pas perdre en compétitivité »* en réintégrant, par exemple, les jours traditionnellement *« offerts »* lors de week-ends fériés, qui représentent un part *« non négligeable »* dans la comptabilisation du temps, selon Jacques Bille, le vice-président délégué général de l'association.

L'AACC argue du fait que le secteur publicitaire *« n'est pas naturellement porté à une organisation tayloriste du travail »* pour se contenter *« d'appliquer une loi de la République »* sans se soucier de son *« esprit »*. Les métiers de la communication devraient être redéfinis *« en fonction de la relation client-salarié »* et de *« l'autonomie* [du salarié] *en matière de gestion* [de son] *temps »*. Trois catégories sont envisagées : une première regroupant les métiers administratifs ; le reste des publicitaires, composé majoritairement de cadres commerciaux et des créatifs qui conçoivent les campagnes, se répartissant dans les deux catégories restantes.

Pour la CGT-Filpac, Michel Ponce affirme d'ores et déjà : *« On proposera une modulation pour les périodes hautes, mais on refusera les 35 heures payées 35. »*

Fl. A.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE : *France-Soir* a augmenté son prix de vente de 3,90 francs à 4 francs**, depuis lundi 26 avril. Le supplément « TV Magazine », jusque-là réservé à Paris et sa banlieue, est dorénavant diffusé nationalement ; le prix de l'édition du samedi passe à 7 F pour toute la France (au lieu de 5,50 F auparavant en région parisienne). Avant de racheter le titre, le 12 avril, Georges Ghosn avait annoncé son intention d'en porter rapidement le prix à 5 francs.

■ **EDITION : *Le Point* vient d'acquérir les éditions Tallandier** en association avec Christian Brégou, ancien PDG de CEP Communication, qui participe au capital. Les éditions Tallandier éditent des ouvrages historiques et le magazine *Historia* qui compte trois éditions, le mensuel *Historia* (80 000 exemplaires), le bimestriel *Historia Spécial* (70 000 exemplaires) et le bimestriel *Historia Découvertes*, consacré au tourisme sous un angle historique. Tallandier était jusqu'ici détenu à 52 % par FSD Capital développement (groupe Natexis) et à 48 % par la famille de l'ancien dirigeant François de l'Espée.

■ **JUSTICE : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par l'ancien journaliste de TF1, Aymar du Chatenet.** Il avait été condamné, le 16 mars 1998, par la cour d'appel de Paris à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende (*Le Monde* du 18 mars 1998). M. du Chatenet avait tenté, en 1993, de diffuser un faux impliquant Hervé Bourges, alors PDG de France 2, dans l'affaire Botton.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **AIRBUS : le constructeur d'avions européen a annoncé officiellement, lundi 26 avril, le lancement de son plus petit avion, l'A 318,** un appareil d'une centaine de sièges qui complète la famille A 320 et sortira des chaînes d'assemblage allemandes d'Airbus à Hambourg (*Le Monde* du 18 et 19 avril). Cet appareil fait déjà l'objet de 109 engagements d'achat émanant notamment des compagnies aériennes TWA, Air France, Egyptair et du loueur américain d'avions ILFC.

● **EUROTUNNEL : le tribunal de commerce de Paris a débouté** lundi 26 avril l'Association de défense des actionnaires d'Eurotunnel (Adacte), qui avait demandé l'annulation de certaines résolutions autorisant l'attribution de stock-options aux dirigeants et salariés du groupe, et devant être votées lors de l'assemblée générale d'Eurotunnel le 6 mai.

● **BARILLA : le leader mondial des pâtes** a racheté les pains croustillants Wasa, pour 296 millions d'euros au groupe suisse Novartis, qui veut se concentrer sur les aliments santé. Novartis a également cédé sa marque d'aliments diététiques Eden à l'allemand De-Vau-Ge Gesundkostwerk.

● **PECHINEY : le groupe d'aluminium et d'emballage a** annoncé le 27 avril l'acquisition de Keupak, producteur américain d'emballages médicaux.

SERVICES

● **TELECOM ITALIA : lundi** 26 avril, le ministre italien des finances Carlo Ciampi a reporté la rencontre demandée par son homologue allemand Hans Eichel à propos de la fusion entre Deutsche Telekom et Telecom Italia. De son côté, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il ne voulait pas accélérer le processus de désengagement de l'Etat dans le capital de Deutsche Telekom.

● **EBAY : le site Internet de vente aux enchères** a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition pour 260 millions de dollars (242 millions d'euros) de Butterfield and Butterfield, expert dans les enchères haut de gamme.

● **GROUPE PARTOUCHE : le conseil municipal de Lyon a** approuvé lundi 26 avril la concession d'un casino, qui sera abrité en sous-sol par un hôtel Hilton, dont l'ouverture est prévue en mai sur le site de la Cité internationale, à la société anonyme (SA) Grand Casino de Lyon, filiale à 90 % du groupe Partouche.

● **KINGFISHER : le groupe de grande distribution britannique a annoncé** mardi 27 avril le lancement, en association avec le groupe français Arnault, d'un service européen d'accès gratuit à l'Internet, Libertysurf. Ce service sera initialement disponible en France, dans les magasins Darty.

● **MICRO-INFORMATIQUE : les ventes mondiales de PC ont continué de progresser au** 1er trimestre, avec une croissance en volume de 17 à 19 %, selon Dataquest et IDC, mais la forte pression sur les prix a ramené cette croissance à moins de 5 % en valeur.

● **AIR FRANCE : la compagnie aérienne est entrée** mardi 27 avril dans son 13e jour de conflit à Nice. La direction régionale d'Air France à Nice et les organisations syndicales se sont rencontrées la veille. L'intersyndicale des personnels au sol d'Air France à l'aéroport de Marseille s'est mise en grève par solidarité avec le mouvement social niçois.

FINANCE

● **CRÉDIT LYONNAIS : après le Crédit agricole, les assureurs AGF (filiale d'Allianz) et Axa sont officiellement candidats** au groupe d'actionnaires partenaires (GAP) de la banque publique. Les AGF veulent prendre une participation *« entre 5 et 8 % »*, y compris le 1,66 % déjà détenu, et Axa *« autour de 5 % »*.

● **COMIT : le président du groupe bancaire italien** Banca Commerciale Italiana (Comit), Luigi Lucchini, a annoncé lundi 26 avril le report surprise d'un conseil d'administration programmé pour mardi. Les administrateurs sont partagés sur la réponse à donner à la demande de mariage présentée récemment par le groupe bancaire Unicredito Italiano.

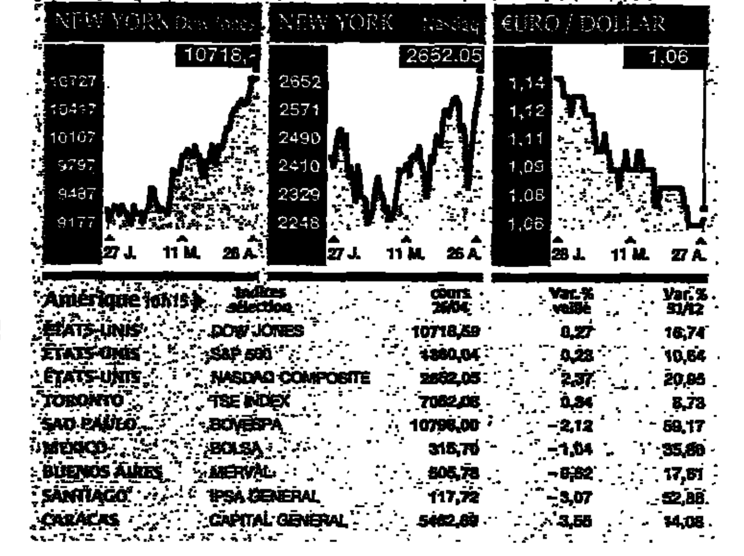
● **BRADFORD AND BINGLEY : les adhérents de la mutuelle de crédit immobilier britannique** ont voté, contre l'avis de la direction, en faveur d'une démutualisation qui va se traduire par une entrée en Bourse et la distribution gratuite d'actions.

EUROPE

FRANCFORT Dax 30 — 5328,75 · LONDRES FT 100 — 6586,60 · PARIS CAC 40 — 4360,35

Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 27/04	Var. % 26/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3725,21	1,27	11,49
EUROPE	STOXX 50	3738,66	1,45	12,80
EUROPE	EURO STOXX 324	320,89	1,17	7,48
EUROPE	STOXX 653	310,72	1	11,29
PARIS	CAC 40	4380,36	1,77	10,39
PARIS	MIDCAC	1722,97	0,13	4,57
PARIS	SBF 120	2942,82	1,74	10,78
PARIS	SBF 250	2740,31	0,81	9,61
PARIS	SECOND MARCHÉ	1881,90	0,25	−5,98
AMSTERDAM	AEX	572,91	1,28	6,42
BRUXELLES	BEL 20	3252,54	0,24	−7,45
FRANCFORT	DAX 30	5328,75	1,38	8,52
LONDRES	FTSE 100	6586,60	1,29	11,97
MADRID	STOCK EXCHANGE	9998,10	0,82	1,64
MILAN	MIBTEL 30	36690,00	1,43	4,38
ZURICH	SPI	7327,90	1,01	2,33

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 26/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10718,59	0,27	16,74
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1360,04	0,23	10,64
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2652,05	2,37	20,95
TORONTO	TSE INDEX	7082,06	0,34	8,73
SAO PAULO	BOVESPA	10796,00	−2,12	59,17
MEXICO	BOLSA	315,70	−1,04	35,80
BUENOS AIRES	MERVAL	505,78	−0,82	17,61
SANTIAGO	IPSA GENERAL	117,72	−3,07	52,88
CARACAS	CAPITAL GENERAL	5462,89	−3,55	14,08

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 16957.27 · HONGKONG Hang Seng — 13364,79 · €URO / YEN — 127

Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 27/04	Var. % 26/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16957,27	0,29	22,50
HONGKONG	HANG SENG	13364,79	1,81	33
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	34,48
SEOUL	COMPOSITE INDEX	93,81	2,59	43,99
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3145,20	0,50	11,79
BANGKOK	SET	81,58	0,77	22,98
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3245,27	−4,74	6,21
WELLINGTON	NZSE-40	2271,07	1,55	9,96

ÉCONOMIE

Des signes d'amélioration de l'économie mondiale, selon le G 7

L'ÉCONOMIE mondiale se porte mieux, après les crises financières qui la secouent depuis deux ans, mais l'Europe et le Japon vont devoir à leur tour pousser la croissance, ont estimé les grands argentiers des sept grands pays industrialisés réunis lundi 26 avril à Washington. *(Lire p. 6.)*

« Plusieurs signes d'amélioration sont apparus », selon le communiqué publié par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G 7. Cet optimisme mesuré s'appuie notamment sur *« les premiers signes de croissance économique dans beaucoup de pays asiatiques »*.

Toutefois le G 7 a estimé qu'*« un certain nombre de problèmes »* demeurent et *« mettront du temps à se résoudre »*. Les pays industrialisés doivent favoriser une croissance *« fondée sur une demande intérieure renforcée »* et *« plus équilibrée »* entre le Japon, l'Europe et les Etats-Unis, selon le G 7. Les Etats-Unis et le Canada vont à nouveau connaître une année de *« forte activité économique »*, selon le communiqué. Celui-ci note en revanche que *« les perspectives de croissance se sont affaiblies »* dans la zone euro et qu'il est essentiel de mettre en œuvre un *« dosage approprié de politiques macro-économiques et structurelles pour améliorer la croissance et l'emploi »*. Quant au Japon, les perspectives restent *« incertaines à court terme »* et ce pays doit prendre *« des mesures de stimulation jusqu'à ce que la croissance soit restaurée »*.

■ **Le secrétaire d'État américain au Trésor**, Robert Rubin, a mis en garde ses partenaires, lundi, en estimant que le déficit commercial américain n'était pas *« soutenable indéfiniment »* et que les Etats-Unis ne pouvaient continuer à jouer seuls les locomotives de la croissance mondiale. *« Il n'est pas sain pour l'économie mondiale d'être dépendante d'une seule source de croissance tirée par la demande intérieure et que tout le monde exporte dans cette direction »*, a-t-il déclaré.

■ **Le ministre allemand des finances**, Hans Eichel, a mis en garde, lundi à Washington, contre les risques d'une chute trop brutale de la Bourse américaine. *« Les marchés financiers se sont beaucoup développés aux Etats-Unis et le risque existe qu'ils s'effondrent rapidement, ce qui aurait des conséquences en profondeur sur le comportement des consommateurs américains »*, très engagés sur les marchés boursiers, a expliqué M. Eichel.

■ **JAPON : les ventes de la grande distribution japonaise** ont chuté plus que prévu en mars, avec un recul de 7,9 % en glissement annuel, a annoncé, mardi, le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

■ **Les onze constructeurs automobiles nippons** ont exporté, en mars, 394 719 véhicules vers des pays tiers depuis leurs usines de l'Archipel, soit 1,9 % de moins que lors du même mois de 1998, a annoncé, mardi, l'Association des constructeurs automobiles japonais (JAMA).

■ **FRANCE : la dette totale de l'Etat a augmenté** de 1,1 point de PIB en 1998 par rapport à 1997, à 47,9 % du PIB, contre 46,8 %.

■ **Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 %** en France en mars, après une hausse de 0,3 % le mois précédent, et la progression annuelle s'accélère à 0,4 %, du fait notamment de la hausse du prix du pétrole, selon les résultats définitifs de l'indice des prix publiés lundi par l'Insee.

■ **ALLEMAGNE : les banques privées** ont annoncé, lundi, miser sur 1,5 % seulement de croissance économique en Allemagne cette année, alignant leur prévision sur celle du gouvernement.

L'économie allemande affichera ainsi une croissance inférieure d'un demi-point de pourcentage à celle prévue pour la zone euro dans son ensemble, a précisé la Fédération des banques privées allemandes au cours d'une conférence de presse, lundi à Berlin.

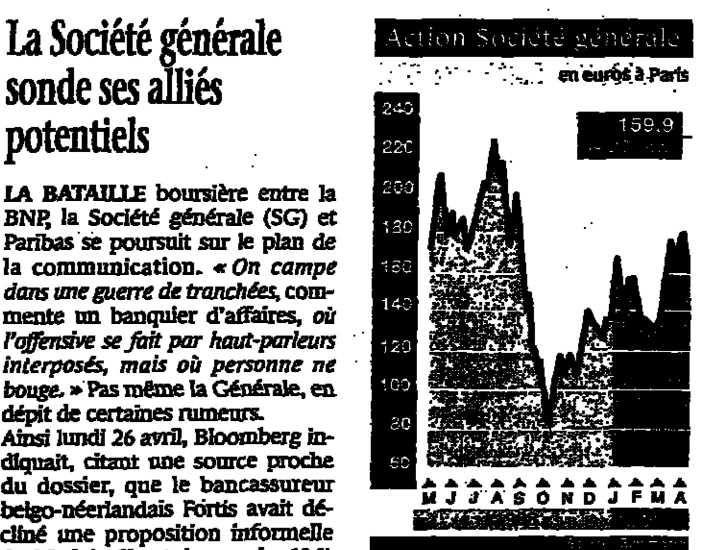
■ **PAYS ÉMERGENTS : l'agence de notation Moody's** a mis en garde, lundi, contre la grande fragilité des systèmes bancaires des pays émergents après les crises des années 1997 et 1998, malgré le retour au calme observé depuis plusieurs semaines.

■ **BRÉSIL : le Brésil mise sur un recul du produit intérieur brut** (PIB) en 1999 moins important que prévu, de 2 % ou moins, a déclaré, lundi à Washington, le gouverneur de la banque centrale brésilienne Arminio Fraga. Le FMI, de son côté, prévoit un recul du PIB de 3,8 % cette année.

■ **HONGRIE : le taux de chômage en Hongrie** s'est établi à 7,4 % au premier trimestre 1999, contre 8,7 % pour la période équivalente de 1998, a annoncé, lundi, l'Office central des statistiques à Budapest.

VALEUR DU JOUR

La Société générale sonde ses alliés potentiels



LA BATAILLE boursière entre la BNP, la Société générale (SG) et Paribas se poursuit sur le plan de la communication. *« On campe dans une guerre de tranchées*, commente un banquier d'affaires, *où l'offensive se fait par haut-parleurs interposés, mais où personne ne bouge. »* Pas même la Générale, en dépit de certaines rumeurs.

Ainsi lundi 26 avril, Bloomberg indiquait, citant une source proche du dossier, que le bancassureur belgo-néerlandais Fortis avait décliné une proposition informelle de SG, lui offrant de prendre 10 % de son capital pour contrer l'offre BNP. Au même moment, certains évoquaient l'existence de groupes de travail entre SG et la banque néerlandaise ABN Amro. Quelques semaines plus tôt, des rumeurs mentionnaient des contacts avec la banque allemande Commerzbank. Ni SG ni Fortis ne faisaient lundi de commentaires.

La seule certitude à ce stade est que SG étudie toutes les ripostes possibles à l'OPE de la BNP, y compris l'alliance avec un partenaire européen, à condition que celui-ci permette d'imaginer un mariage équilibré. La Générale de Banque, filiale de Fortis dont Suez est le premier actionnaire, aurait pu faire l'affaire. Quant à la Commerzbank, SG aurait déjà envisagé fin 1998 la possibilité d'une association avec elle, sous la forme d'une alliance tri-partite, avec la banque espagnole BCH. Pour l'heure, les banques européennes paraissent hésiter à s'ingérer dans une bataille franco-française. Et aucun mouvement de ramassage de titres SG en Bourse ne semble en cours, constate un proche de la BNP. Si contre-offensive il devait y avoir, explique un banquier, ce serait plutôt lors des derniers jours avant la clôture des offres en cours.

De son côté, la BNP devait faire une nouvelle présentation de son projet de mariage à trois aux analystes financiers mardi 27 avril, à Paris puis Londres. Lundi, le titre BNP a terminé en hausse de 1,94 % à 73,2 euros, sous son cours du 9 mars (77,4 euros), l'action Paribas à 95,65 euros (+0,89 %), l'action SG à 159,9 euros (+1,13 %).

Sophie Fay

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE MARCHÉ PARISIEN accentuait sa hausse intiale à la mi-séance, mardi 27 avril. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 progressait de 1,38 % à 4 343,40 points. Lundi, l'indice CAC 40 avait inauguré sans fanfare le mois boursier de mai. Il avait terminé la journée sur un gain de 0,52 % à 4 284,40 points.

FRANCFORT

LA BOURSE DE FRANCFORT progressait de 0,32 %, mardi 27 avril, vers 12 heures, l'indice DAX s'affichant à 5 286,20 points. Lundi, la Bourse de Francfort avait gagné 1,57 %, franchissant à nouveau le seuil des 5 200 points. L'indice Dax avait clôturé à 5 269,12 points.

LONDRES

MARDI 27 AVRIL, l'indice Footsie gagnait 0,87 % à 6 560 points. Lundi, la Bourse de Londres avait clôturé en forte hausse grace à la multiplication des opérations financières dans le secteur des télécoms. L'indice Footsie 100 avait terminé sur une hausse de 1,18 % à 6 503,6 points.

TOKYO

EN DÉPIT d'une progression de 0,2 %, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo n'est parvenu à terminer au-dessus des 17 000 points, mardi 27 avril, après la réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrales du G7. L'indice vedette, soutenu par la bonne orientation des valeurs de haute technologie, a clôturé à 16 957,27 points.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a progressé lundi 26 avril de 28,92 points, soit 0,27 %, à 10 718,59 points, tandis que l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq et l'indice Standard & Poor's 500 ont battu leurs records en clôture. Profitant de la bonne tenue des valeurs technologiques, le Nasdaq a terminé par un gain de 2,37 % à 2 652,05 points, enregistrant sa cinquième séance de hausse consécutive, et le Standard & Poor's 500 a pris 0,24 % à 1 360,04 points.

TAUX

LES TAUX D'INTÉRÊT à long terme en Europe diminuaient légèrement à l'ouverture mardi 27 avril. Le taux de l'OAT à dix ans et celui de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance s'établissaient respectivement à 3,957 % et à 3,861 %.

MONNAIES

APRÈS DEUX SEMAINES consécutives de baisse, l'euro s'est raffermi face au dollar notamment à la suite des propos tenus au cours du sommet du G 7 à Washington par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Celui-ci a jugé que les marchés sous-estimaient la force de la monnaie européenne. L'euro se négociait mardi 27 avril en début de matinée à 1,0639 dollar. Le billet vert s'est également repris face à la monnaie japonaise, se traitant à 119,41 yens.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre ▶	26/04
COURONNE DANOISE	7,4335
COUR. NORVÉGIENNE	8,2688
COUR. SUÉDOISE	8,8945
COURONNE TCHÈQUE	37,710
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6349
DOLLAR CANADIEN	1,5892
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9358
DRACHME GRECQUE	326,40
FLORINT HONGROIS	250,70
ZLOTY POLONAIS	4,2377

Cours de change croisés

27/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,83749	1,06360	0,16212	1,61250	0,66353
YEN	119,40500	—	127	19,35500	192,55000	79,23500
€URO	0,94020	0,78740	—	0,15245	1,51655	0,62390
FRANC	6,16820	5,16770	6,55957	—	9,94620	4,09240
LIVRE	0,62016	0,51960	0,65940	0,10055	—	0,41150
FRANC SUISSE	1,50710	1,26220	1,60410	0,24435	2,43020	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 26/04 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,62	2,46	3,99	4,89
ALLEMAGNE	2,60	2,58	3,88	4,86
GDE-BRETAG.	5,12	5,08	4,57	4,51
ITALIE	2,93	2,90	4,13	5,09
JAPON	0,05	—	1,50	—
ÉTATS-UNIS	4,72	4,47	5,29	5,64
SUISSE	0,65	0,88	2,48	3,80
PAYS-BAS	2,52	3,25	4,03	4,91

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 27/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	7236	96,20	96,15
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1563	97,40	97,40

Matières premières

En dollars ▶	Cours 26/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1528	−1,10
ALUMINIUM 3 MOIS	1309	−0,38
PLOMB 3 MOIS	534,5	−0,47
ETAIN 3 MOIS	5448	−0,40
ZINC 3 MOIS	1064	−0,19
NICKEL 3 MOIS	5240	−0,38
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,13	−0,77
PLATINE A TERME	80510,52	−0,04
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	254	0,49
MAÏS (CHICAGO)	218	0,81
SOJA TOURTEAU (CHG.)	129,4	−0,46
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	949	−3,16
CAFÉ (LONDRES)	1488	—
SUCRE BLANC (PARIS)	172	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 26/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	15,70	—
WTI (NEW YORK)	17,7	0,23
LIGHT SWEET CRUDE	17,87	−0,81

Or

En €uros ▶	Cours 26/04	Var % 23/04
OR FIN KILO BARRE	8530	−0,35
OR FIN LINGOT	8810	—
ONCE D'OR (LO) $	281,50	−0,54
PIÈCE FRANCE 20 F	49,70	+0,20
PIÈCE SUISSE 20 F	50,90	−2,12
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50,60	+1,20
PIÈCE 10 DOLLARS US	284	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	488	+0,65
PIÈCE 50 PESOS MEX.	321	+0,31

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **Italgas** a perdu, lundi 26 avril, 2,7 %, à 4 euros, après que la compagnie italienne d'eaux et d'électricité contrôlée par l'ENI eut annoncé qu'elle s'attendait à une amélioration de 1,1 % de son profit opérationnel en 1999 accompagné d'une hausse de 1,9 % des ventes.

● La valeur **Endesa** a clôturé en hausse, lundi, de 1,53 %, à 21,21 euros. Le groupe espagnol a remporté la bataille qui l'affrontait à Duke Energy Corp. pour prendre le contrôle de la compagnie d'electricité chilienne Empresa Nacional de Electricidad.

● En réaction à l'augmentation de sa note par l'agence de notation Moody's, la valeur **Banco Comercial Portugues** s'est appréciée, lundi, de 1,62 %, à 26,29 euros.

● Les actions du secteur des télécommunications en Grande-Bretagne étaient en ébullition, lundi, après que British Telecom et AT & T aient acquis chacun 30 % du capital de Japan Telecom. Le titre **British Telecom** a gagné 5,3 %, **Telewest Communications** a pris 5,1 % et **Cable & Wireless**, qui a indiqué s'être séparé de son activité câbles sous-marins, s'est apprécié de 8 %.

● Le titre **TNT Post Groep** s'est adjugé 5,4 %, à 26,3 euros, les investisseurs anticipant une poursuite de la croissance externe de la poste hollandaise.

STOXX 653 — sur un an: 310,72 — 315 / 294 / 273 / 253 / 232 / 212 — 5 MAI / 26 OCT. / 27 AVRIL — sur 5 jours: M 302,45 / J 305,61 / V 305,56 / L 307,53 / M 310,72

EURO STOXX 50 — sur un an: 3725,21 — 3725 / 3464 / 3202 / 2941 / 2680 / 2419 — 27 AVRIL / 26 OCT. / 27 AVRIL — sur 5 jours: M 3642,99 / J 3676,61 / V 3662,31 / L 3678,37 / M 3725,21

27/04 12 h 37 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	32,77	+1,22
BASF AG	BE •	42,2	+3,18
BMW	DE •	672	-0,30
CONTINENTAL AG	DE •	23,55	+2,39
DAIMLERCHRYSLER	DE •	94,6	+0,58
FIAT	IT •	3,22	+1,58
FIAT PRIV.	IT •	1,64	+1,86
LUCAS VARITY	GB	4,37	....
MICHELIN-B- /RM	FR •	45,7	+0,99
PEUGEOT /RM	FR •	163,2	+2,64
PIRELLI	IT •	2,89	....
RENAULT	FR •	38,25	+3,52
VALEO /RM	FR •	81,55	-0,55
VOLKSWAGEN	DE •	70,3	+1,22
VOLVO -A-	SE	24,67	+0,69
VOLVO -B-	SE	25,18	+0,67
▶ DJ E STOXX AUTO P		269,04	-0,63

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	21,33	+0,29
ABN AMRO HOLDIN	NL •	22,7	+0,67
ALLIED IRISH BA	GB	16,38	+1,41
ALPHA CREDIT BA	GR	58,38	....
ARGENTARIA R	ES •	22,5	+0,49
B PINTO MAYOR R	PT •	16,16	....
BANCO ESSI R	PT •	10,24	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	58,88	-0,03
BANK OF IRELAND	GB	19,30	+0,88
BANK OF PIRAEUS	GR	23,90	....
BANKINTER R	ES •	40,8	+2,51
BARCLAYS PLC	GB	29,94	+0,15
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	60,4	+1,17
BCA FIDEURAM	IT •	5,39	+1,51
BCA INTESA	IT •	5,31	....
BCA ROMA	IT •	1,59	-0,63
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,23	+0,28
BCO POPULAR ESP	ES •	68,9	+0,22
BCO SANTANDER C	ES •	20,65	+0,58
BCP R	PT •	28,44	....
BNP /RM	FR •	73,9	+0,96
CCF /RM	FR •	91,3	+0,11
CHRISTIANIA BK	NO	3,94	+2,19
COMIT	IT •	7,45	+1,78
COMM.BANK OF GR	GR	152,73	....
COMMERZBANK	DE •	30,35	-0,49
DEN DANSKE BK	DK	100,49	+0,27
DEN NORSKE BANK	NO	3,89	+2,01
DEUTSCHE BANK A	DE •	53,05	+2,51
DEXIA CC	BE •	145	-0,07
DEXIA FCE RM	FR •	128,9	+1,42
DRESDNER BANK	DE •	39,2	+1,03
ERGO BANK	GR	74,54	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	575	....
FOERENINGSSB A	SE	23,88	-1,39
FOKUS BK	NO	9,07	....
HALIFAX	GB	13,91	+0,99
HSBC HOLDS	GB	35,15	+0,74
IONIAN BK REG.S	GR	51,47	....
JYSKE BANK REG	DK	73,32	+1,21
KAPITAL HOLDING	DK	35,78	+2,31
KBC BANCASSURAN	BE •	59,5	+1,54
LLOYDS TSB	GB	16,09	+1,02
MERITA	FI •	5,38	+1,32
NAT BANK GREECE	GR	58,52	....
NATEXIS	FR •	61,65	+3,70
NATL WESTM BK	GB	23,17	+1,26
NORDBANKEN HOLD	SE	5,79	+1,98
ROLO BANCA 1473	IT •	22,95	....
ROYAL BK SCOTL	GB	21,31	-0,36
S-E-BANKEN -A-	SE	12,54	+1,83
STE GENERAL-A-/	FR •	163,2	+2,06
SV HANDBK -A-	SE	37,10	-0,75
UBS REG	CH	323,20	-0,38
UNICREDITO ITAL	IT •	4,92	+0,20
UNIDANMARK -A-	DK	60,94	+2,95
XIOSBANK	GR	25,67	....
▶ DJ E STOXX BANK P		296,25	+1,07

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	70,70	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,68	....
ASSIDOMAEN AB	SE	19,56	-1,14
AVESTA	SE	3,85	-0,29
BEKAERT	BE •	455	+0,20
BILTON	GB	4,81	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	53,78	-1,03
BRITISH STEEL	GB	2,13	....
BUHRMANN NV	NL •	17,9	+0,28
BUNZL PLC	GB	4,16	+0,37
CART.BURGO	IT •	6,56	+0,46
ELKEM ASA, OSLO	NO	16,73	-0,76
ELVAL	GR	11,06	....
INPARSA	PT •	15,77	....
JOHNSON MATTHEY	GB	8,54	+0,54
MAYR-MELNHOF KA	AT •	44,74	-1,58
METSAE-SERLA A	FI •	7,9	....
MODO B FR	SE	23,83	-0,47
NORSKE SKOGIND-	NO	33,27	+0,73
OUTOKUMPU OY -A	FI •	10,45	+1,46
PECHINEY-A-	FR •	38,25	-1,11
PORTUCEL INDUST	PT •	5,57	....
RAUTARUUKKI K	FI •	6,69	-0,89
RIO TINTO	GB	15,47	+1,30
SIDENOR	GR	22,82	....
SILVER & BARYTE	GR	27,88	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,30	-1,31
SONAE INDUSTRIA	PT •	9,9	....
SOPORCEL	PT •	8,9	....
SSAB SW ST A FR	SE	10,85	-0,52
STORA ENSO -A-	FI •	10	-4,31
STORA ENSO -R-	FI •	10,3	-4,10
SVENSKA CELLULO	SE	23,50	+0,97
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	8,77	-1,89
UNION MINIERE	BE •	34,45	+1,32
UPM-KYMMENE COR	FI •	27,15	+0,56
USINOR	FR •	14,44	-1,43
VIOHALCO	GR	27,62	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	30,1	....
▶ DJ E STOXX BASI P		177,59	-0,96

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	12,48	-0,45
AGA -B-	SE	12,54	+0,45
AIR LIQUIDE /RM	FR •	153	+2
AKZO NOBEL	NL •	—	....
BASF AG	DE •	42,2	+3,18
BAYER AG	DE •	40,85	+0,49
BOC GROUP PLC	GB	16,21	-0,47
CIBA SPEC CHEM	CH	80,18	+9,63
CLARIANT N	CH	479,19	+1,05
DEGUSSA-HUELS	DE •	40,8	....
DYNO INDUSTRIER	NO	16,94	-0,71
EMS-CHEM HOLD A	CH	4648,41	+0,07
HENKEL KGAA VZ	DE •	70,5	....
ICI	GB	10,09	+0,61
KEMIRA	FI •	6,15	-0,32
LAPORTE	GB	11,05	-1,22
PERSTORP -B-	SE	11,02	-2
SNIA	IT •	1,21	....
SOLVAY	BE •	65,75	+1,08
TESSENDERLO CHE	BE •	46,1	-0,97
▶ DJ E STOXX CHEM P		349	+0,65

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	12,94	....
CGIP /RM	FR •	47	-0,08
CIR	IT •	1,04	+1,96
D'IETEREN SA	BE •	440	....
GAZ ET EAUX /RM	FR •	42,04	+0,29
GBL	BE •	173	+0,06
GENL ELECTR CO	GB	10,08	+8,70
GEVAERT	BE •	66	+0,76
HAGEMEYER NV	NL •	33,5	+0,60
INCHCAPE PLC	GB	2,34	-0,65
INVESTOR -A-	SE	42,05	+0,27
INVESTOR -B-	SE	42,64	+0,66
KVAERNER -A-	NO	18,99	+0,96
LVMH / RM	FR •	252,3	+2,96
MYTILINEOS HOLD	GR	12,32	....
NORSK HYDRO	NO	39,60	-0,75
OERLIKON-BUEHRL	CH	140,39	-0,44
ORKLA -A-	NO	16,03	+0,38
ORKLA -B-	NO	14,03	+0,87
SONAE INVESTIME	PT •	33,95	....
VEBA AG	DE •	49,2	+1,34
▶ DJ E STOXX CONG P		242,07	+1,22

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	16,49	+3,44
CABLE & WIRELES	GB	13,59	-1,76
DEUTSCHE TELEKO	DE •	36,95	+2,92
EUROPOLITAN HLD	SE	85,67	....
FRANCE TELECOM	FR •	77,95	+1,76
HELLENIC TELE (	GR	20,30	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	42,75	+2,03
CAMDEN NATIONAL	GR	—	—
PORTUGAL TELECO	PT •	41,04	....
SWISSCOM N	CH	357,82	+0,70
TELE DANMARK	DK	93,50	....
TELECEL	PT •	141,63	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,98	+1,84
TELECOM ITALIA	IT •	4,62	+0,65
TELEFONICA	ES •	44,4	+2,05
TIM	IT •	5,66	+1,43
VODAFONE GROUP	GB	17,55	+0,35
▶ DJ E STOXX TCOM P		652,3	+2,04

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	46,4	+0,02
ACESA REG	ES •	12,01	+0,59
AKTOR SA	GR	14,64	....
ASKO OY	FI •	15	+0,67
AUMAR R	ES •	21,1	+1,25
AUTOSTRADE	IT •	6,75	-1,46
BCA INTESA	IT •	5,31	....
BICC PLC	GB	1,63	-2,73
BLUE CIRCLE IND	GB	6,13	....
BOUYGUES /RM	FR •	236,8	+2,98
BPB	GB	4,81	-0,63
CARADON	GB	2,24	....
CBR	BE •	88,2	+0,23
CHARTER	GB	6,70	+1,38
CIMPOR SGPS R	PT •	25,94	....
COLAS /RM	FR •	178,9	+1,07
CRH PLC	GB	18,34	+0,67
CRISTALERIA ESP	ES •	51,3	+0,98
DRAGADOS CONSTR	ES •	32,1	-0,62
FOM CON CONTRAT	ES •	57	+1,15
GROUPE GTM	FR •	90	....
HANSON PLC	GB	9,62	+1,61
HEIDELBERGER ZE	DE •	64,8	+3,35
HELL.TECHNODO.R	GR	10,49	....
HERACLES GENL R	GR	22,30	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	33,9	+1,50
HOLDERBANK FINA	CH	265,18	+0,47
HOLDERBANK FINA	CH	1133,09	-0,22
IMETAL /RM	FR •	121,2	+2,45
ITALCEMENTI	IT •	10,5	+0,48
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,4	+1,38
LAFARGE /RM	FR •	95,75	+2,74
MICHANIKI REG.	GR	7,87	....
PARTEK	FI •	10,5	-1,41
PHILIPP HOLZMAN	DE •	140	+0,36
PILKINGTON PLC	GB	1,26	+6,41
RMC GROUP PLC	GB	13,94	+0,99
RUGBY GRP	GB	1,74	-2,56
SAINT GOBAIN /R	FR •	168,6	+2,12
SEMAPA	PT •	16,15	....
SKANSKA -B-	SE	36,37	+1,09
SUPERFOS	DK	12,11	+2,27
TARMAC	GB	1,77	+0,87
TAYLOR WOODROW	GB	3	-0,51
TECHNIP /RM	FR •	101,2	+0,20
TITAN CEMENT RE	GR	67,06	....
UNICEM	IT •	10,3	+3
URALITA	ES •	8,95	+0,22
VALENCIANA CEM	ES •	9,2	-0,76
WIENERB BAUSTOF	AT •	176,65	-0,20
WILLIAMS	GB	6,53	+0,23
▶ DJ E STOXX CNST P		202,92	+1,44

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	237,8	+2,72
ADIDAS-SALOMON	DE •	90,7	+1,68
ALITALIA	IT •	2,97	....
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	31,2	-0,95
BANG & OLUFSEN	DK	63,23	+0,21
BARRATT DEV PLC	GB	5,43	+1,42
BEAZER GROUP	GB	3,38	+0,91
BENETTON GROUP	IT •	1,69	+0,60
BERKELEY GROUP	GB	11,04	+1,26
BRITISH AIRWAYS	GB	7,57	-2,55
BRYANT GROUP PL	GB	2,24	+0,68
CHARGEURS RM	FR •	52,15	-0,19
CLUB MED. /RM	FR •	88,8	+1,54
COATS VIYELLA	GB	0,69	-4,26
COMPASS GRP	GB	10,43	-0,87
COURTAULDS TEXT	GB	2,71	....
DT.LUFTHANSA N	DE •	22,2	+0,68
ELECTROLUX -B-	SE	19,94	+3,82
EMI GROUP	GB	7,49	+0,41
EURO DISNEY /RM	FR •	1,2	+0,84
FINNAIR	FI •	5,4	....
G WIMPEY PLC	GB	2,37	+1,30
GRANADA GROUP P	GB	21,38	+1,37
HERMES INTL	FR •	75,4	+0,53
HPI	IT •	0,62	+1,64
HUNTER DOUGLAS	NL •	38,2	+0,58
KLM	NL •	29,5	+4,98
LADBROKE GRP	GB	4,73	-2,20
MOULINEX /RM	FR •	10,97	+3,78
NCL HLDG	NO	2,42	-2,44
PATHE /RM	FR •	225,4	-0,62
PENTLAND GRP	GB	1,86	....
PERSIMMON PLC	GB	3,82	-0,79
PREUSSAG AG	DE •	46,5	+0,22
RANK GROUP	GB	3,96	....
SAIRGROUP N	CH	219,63	+1,44
SAS DANMARK A/S	DK	9,82	....
SEB /RM	FR •	68,95	+0,36
THE SWATCH GRP	CH	623,96	-0,89
THE SWATCH GRP	CH	136,80	+0,11
WILLIAM BAIRD	GB	1,86	....
WILSON BOWDEN	GB	12,03	-0,63
WOLFORD AG	AT •	44,77	-0,02
WW/WW UK UNITS	GB	1,04	-1,45
▶ DJ E STOXX CYC GO P		165,14	+0,81

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	20,12	....
ASTRA -B-	SE	19,11	....
ELAN CORP	GB	58,17	....
GLAXO WELLCOME	GB	29,35	+1,47
HOECHST AG	DE •	41,7	-1,07
NOVARTIS N	CH	1396,39	-0,04
NOVO NORDISK B	DK	92,15	-1,01
ORION A	FI •	19,5	+1,56
ORION B	FI •	19,4	+2,11
RHONE POUL./RM	FR •	43,95	+0,46
ROCHE HOLDING	CH	16815,37	+0,26
ROCHE HOLDING G	CH	11277,84	+1,26
SANOFI /RM	FR •	148,3	+2,28
SCHERING AG	DE •	107,75	+1,94
SMITHKLINE BEEC	GB	13,23	+2,12
ZENECA GROUP	GB	—	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		378,91	+0,67

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	9,19	-8,98
BG	GB	5,56	+1,39
BP AMOCO	GB	17,22	+3,01
BURMAH CASTROL	GB	16,75	-0,90
CESPA	ES •	31	-1,18
ELECTRAFINA	BE •	114	....
ELF AQUITAINE /	FR •	135,5	+0,37
ENI	IT •	6,02	+1,52
ENTERPRISE OIL	GB	6,65	+2,38
F.OLSEN ENERGY	NO	8,35	-3,60
LASMO	GB	2,30	+1,34
OMV AG	AT •	99,25	-0,82
PETROFINA SA BR	BE •	524,5	-0,66
PETROLEUM GEO-S	NO	14,09	-7,17
PRIMAGAZ /RM	FR •	69,3	+4,05
PROSAFE	NO	7,02	-4,92
REPSOL	ES •	45,3	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	52,25	+0,97
SAGA PETROLEUM	NO	9,92	-1,80
SAIPEM	IT •	3,89	+0,52
SHELL TRANSP &	GB	6,66	+1,15
SMEDVIG -A-	NO	11,19	-3,65
TOTAL /RM	FR •	117,5	+0,51
▶ DJ E STOXX ENGY P		281,71	+0,77

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	10,43	....
ALMANIJ	BE •	64	+1,43
ALPHA FINANCE	GR	29,07	....
AMVESCAP	GB	10,58	+4,51
BAIL INVEST /RM	FR •	126,7	+0,96
BPI-SGPS R	PT •	24,5	....
BRITISH LAND CO	GB	8,66	-0,18
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,77	-1,30
COBEPA	BE •	64,5	-0,46
CORP FIN ALBA -	ES •	141,4	+1,73
CPR /RM	FR •	49,6	+0,63
CS GROUP N	CH	186,25	+2,05
EURAFRANCE /RM	FR •	477,1	-0,15
FONCIERE LYONNA	FR •	124	+1,56
GECINA /RM	FR •	103	+0,10
HAMMERSON	GB	7,17	+0,64
KAPITAL HOLDING	DK	35,78	+2,31
LAND SECURITIES	GB	12,50	-0,73
LIBERTY INT.HDG	GB	7	+1,32
MEDIOBANCA	IT •	11,8	+0,43
MEDIOLANUM	IT •	6,28	+0,64
MEPC PLC	GB	7,08	-1,06
METROVACESA	ES •	20,9	-0,29
MEDIOLANUM	NL •	6,28	+0,64
PARIBAS	FR •	96,8	+0,99
PROVIDENT FIN	GB	16,17	+0,95
RODAMCO NV	NL •	23,1	-0,43
SCHRODERS PLC	GB	21,30	-1,96
SEFIMEG N /RM	FR •	62,2	....
SIMCO N /RM	FR •	81,7	....
SLOUGH ESTATES	GB	5,04	+0,61
UNIBAIL /RM	FR •	123,1	+1,46
UNIM	IT •	0,52	+1,96
VALLEHERMOSO	ES •	9,7	-0,41
WOOLWICH PLC	GB	6,36	-0,71
▶ DJ E STOXX FINS P		260,98	+0,77

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	7,93	-0,19
ASSOCIATE BRIT	GB	6,71	+0,92
BASS	GB	14,51	....
BBAG OE BRAU-BE	AT •	41	....
BONGRAIN /RM	FR •	368,8	+1,21
BRAU-UNION	AT •	47,55	-0,73
CADBURY SCHWEPP	GB	13,82	+1,69
CARLSBERG -B-	DK	40,36	+2,56
CARLSBERG AS -A	DK	39,01	+1,75
CHR. HANSEN HLD	DK	94,84	-0,70
CULTOR -1-	FI •	17,5	....
DANISCO	DK	41,97	-0,64
DANONE /RM	FR •	240,2	-0,33
DELTA DAIRY	GR	14,08	....
DIAGEO	GB	10,85	+3,48
ELAIS OLEAGINOU	GR	18,48	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	133,9	+1,44
GREENCORE GROUP	GB	3,88	....
HEINEKEN	NL •	48,85	+3,50
HELLENIC BOTTLI	GR	24,53	....
HELLENIC SUGAR	GR	7,25	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	35,5	+3,80
KERRY GRP-A-	GB	12,56	....
MONTEDISON	IT •	0,92	+1,10
NESTLE N	CH	1739,56	+1,20
PARMALAT	IT •	1,39	+0,72
PERNOD RICARD /	FR •	65	+4
RAISIO GRP V	FI •	8,72	+0,46
RIEBER & SON -B	NO	8,53	....
TATE & LYLE	GB	6,38	+1,21
UNICER R	PT •	21,35	....
UNIGATE PLC	GB	6,53	+1,42
UNILEVER	NL •	65,9	+2,17
UNILEVER	GB	8,72	+2,14
▶ DJ E STOXX F & BV P		238,46	-1,37

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	13,27	+1,72
ABB AB -B-	SE	13,27	+2,16
ABB BADEN	CH	1380,17	+1,75
ADECCO CHESEREX	CH	477,32	+0,56
ALSTOM	FR •	30	+0,30
ALUSUISSE LON G	CH	1125,10	+0,06
ASSOC BR PORTS	GB	4,26	+2,16
ATLAS COPCO -A-	SE	24,12	-0,46
ATLAS COPCO -B-	SE	23,72	-0,47
ATTICA ENTR SA	GR	7,89	....
BAA	GB	9,93	+0,46
BBA GROUP PLC	GB	7,19	+2,24
BERGESEN	NO	14,27	-1,67
BONHEUR	NO	28,01	-4,44
CMB	BE •	40,7	+1,75
CMG	GB	24,13	+0,19
COOKSON GROUP P	GB	2,53	....
DAMPSKIBS -A-	DK	7486,20	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7802,52	-0,85
DAMSKIBS SVEND	DK	11166,67	+0,70
DELTA PLC	GB	2,59	+2,41
DET SONDENFJ NO	NO	7,14	-4,84
ELECTROCOMPONEN	GB	7,79	-3,58
EQUANT NV	DE •	79	-1,25
FINNLINES	FI •	26,95	+1,13
FKI	GB	2,60	+0,59
FLS IND.B	DK	23,41	+2,70
FLUGHAFEN WIEN	AT •	38,88	+1,51
GKN	GB	16,40	+1,03
GLYNWED INTL PL	GB	3,29	+4,35
HALKOR	GR	8,21	....
HAYS	GB	10,61	+1,46
HEIDELBERGER DR	DE •	53,8	+2,83
HELLAS CAN SA P	GR	22,98	....
IFIL	IT •	3,6	-0,83
IMI PLC	GB	4,57	-0,99
ISS INTL SERV-B	DK	65,56	+0,73
KOEBENHAVN LUFT	DK	96,86	-2,04
KON.NEDLLOYD	NL •	24,35	+0,41
KONE B	FI •	100	-1,98
LAHMEYER	DE •	46,3	+1,54
LEGRAND /RM	FR •	228	+1,33
LEIF HOEGH	NO	11,73	-3,96
LINDE AG	DE •	595	-1,57
MAN AG	DE •	31	-0,98
MANNESMANN AG	DE •	121	+1,13
METALLGESELLSCH	DE •	18,2	+0,83
METRA A	FI •	23,5	+11,90
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,17	....
NFC	GB	2,31	-0,85
NKT HOLDING	DK	61,88	-15,60
OCEAN GROUP	GB	14,57	-0,10
PENINS.ORIENT.S	GB	14,11	-1,80
PREMIER FARNELL	GB	3,94	+4,86
RAILTRACK	GB	20,23	+2,83
RANDSTAD HOLDIN	NL •	44,45	+0,23
RATIN -A-	DK	147,98	....
RATIN -B-	DK	156,38	+1,76
RAUMA OY	FI •	12,75	+1,69
RENTOKIL INITIA	GB	5,47	+1,13
REXAM	GB	3,64	-0,42
REXEL /RM	FR •	75,15	+1,35
RHI AG	AT •	28,19	-0,04
RIETER HLDG N	CH	551,57	+0,11
SANDVIK -A-	SE	20,63	-0,27
SANDVIK -B-	SE	20,69	-0,27
SAURER ARBON N	CH	542,83	+2,72
SCANIA AB -A-	SE	24,40	....
SCANIA AB -B-	SE	24,51	+0,23
SCHINDLER HOLD	CH	1403,88	....
SCHINDLER HOLD	CH	1519,31	+1,88
SCHNEIDER /RM	FR •	57,05	+0,97
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,14	+2,70
SECURICOR	GB	9,13	+2,56
SECURITAS -B-	SE	14,50	+1,18
SGS GENEVA BR	CH	875,40	+2,41
SHANKS & MCEWAN	GB	3,41	-1,32
SIDEL /RM	FR •	82,1	-1,02
INVENSYS	GB	5,02	-2,08
SITA /RM	FR •	200,5	+1,18
SKF -A-	SE	16,19	+3,23
SKF -B-	SE	15,98	+2,72
SOPHUS BEREND -	DK	27,31	+1
STORK NV	NL •	20,8	-0,72
SULZER FRAT.SA1	CH	585,25	-0,63
SVEDALA	SE	16,64	....
SVENDBORG -A-	DK	10471,25	....
T.I.GROUP PLC	GB	7,35	+2,99
TOMRA SYSTEMS	NO	39,01	+0,78
VA TECHNOLOGIE	AT •	82,6	-1,31
VALMET	FI •	11,65	+0,52
▶ DJ E STOXX IND GO P		390,1	+0,94

(Publicité)

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises les cotations en direct les informations financières...

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	48,95	+0,93
ALLEANZA ASS	IT •	10,7	+2,39
ALLIANZ AG	DE •	294,5	+0,68
ALLIED ZURICH	GB	12,71	+0,97
ASPIS PRONIA GE	GR	14,40	....
AXA /RM	FR •	129	+2,63
CGU	GB	14,86	+2,50
CNP ASSURANCES	FR •	23,87	-0,21
CORP.MAPFRE R	ES •	19,26	+0,84
ERGO VERSICHERU	DE •	109	-0,46
ETHNIKI GEN INS	GR	39,83	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,02	+2,45
FORSIKRING CODA	DK	95,51	+1,43
FORTIS AMEV NV	NL •	—	—
GENERALI ASS	IT •	36,65	+0,96
GENERALI HLD VI	AT •	194	+0,52
INA	IT •	2,5	+0,81
IRISH LIFE	GB	8,96	....
LEGAL & GENERAL	GB	—	—
MUENCH RUECKVER	DE •	182,5	+2,24
NORWICH UNION	GB	6,97	+0,22
POHJOLA YHTYMAE	FI •	43,65	+0,48
PRUDENTIAL CORP	GB	13,02	+1,79
RAS	IT •	10,02	+1,11
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,87	+3,40
SAMPO -A-	FI •	27,95	+1,08
SWISS RE N	CH	2092,72	+1,64
SEGUROS MUNDIAL	PT •	25,89	....
SKANDIA INSURAN	SE	17,43	-0,32
STOREBRAND	NO	7,06	-1,58
SWISS LIFE BR	CH	831,43	+0,20
TOPDANMARK AS	DK	157,40	-1,68
TRYG-BALTICA	DK	22,20	+1,23
ZURICH ALLIED N	CH	607,72	+2,59
▶ DJ E STOXX INSU P		285,84	-1,09

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	9,01	+3,58
CANAL PLUS /RM	FR •	279,5	+0,29
CARLTON COMMUNI	GB	9,54	-0,48
ELSEVIER	NL •	13,7	-0,36
HAVAS ADVERTISI	FR •	189,6	+0,48
INDEPENDENT NEW	IR •	4,75	....
LAGARDERE SCA N	FR •	34,25	+2,51
MEDIASET	IT •	7,99	+1,01
PEARSON	GB	20,43	+0,75
REED INTERNATIO	GB	8,16	+0,38
REUTERS GROUP	GB	13,06	+1,18
SCHIBSTED	NO	12,58	-1,89
TELEWEST COMM.	GB	4,45	-0,68
TF1	FR •	182,1	+9,05
UNITED NEWS & M	GB	9,93	+5,33
WOLTERS KLUWER	NL •	171,8	+1,06
WPP GROUP	GB	8,56	-1,23
▶ DJ E STOXX MEDIA P		318,3	-0,25

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	35,05	+0,86
ASDA GROUP PLC	GB	3,01	+2,59
ATHENS MEDICAL	GR	17,28	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	58,3	+1,19
BEIERSDORF AG	DE •	67,4	-0,15
BIC /RM	FR •	48,35	+0,31
BRIT AMER TOBAC	GB	7,56	+1,64
CASINO GP /RM	FR •	92	....
CFR UNITS -A-	CH	1478,75	+0,85
CPT MODERNES /R	FR •	584	....
DELHAIZE	BE •	69	+1,22
ESSILOR INTL /R	FR •	316,5	+5,43
ETS COLRUYT	BE •	669,5	-0,67
FYFFES	GB	2,06	....
GIB	BE •	35,64	+0,11
GOODYS	GR	22,50	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,06	+3,84
KESKO OY	FI •	14,15	+0,35
L'OREAL /RM	FR •	596,5	+1,10
MODELO CONTINEN	PT •	16,32	....
PAPASTRATOS CIG	GR	14,06	....
PROMODES /RM	FR •	669,5	+0,42
RECKITT & COLMA	GB	11,14	+1,81
SAFEWAY	GB	4,11	-1,10
SAINSBURY J. PL	GB	6,15	-0,98
SEITA /RM	FR •	58,8	+5
SMITH & NEPHEW	GB	2,44	-1,64
STAGECOACH HLDG	GB	3,46	+4,79
TABACALERA REG	ES •	18,46	+0,05
TAMRO	FI •	4,3	-0,59
TESCO PLC	GB	2,85	-2,09
TNT POST GROEP	NL •	27,45	+4,37
▶ DJ E STOXX N CY G P		488,26	+1,34

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,55	-1,27
BOOTS CO PLC	GB	13,12	+1,77
CARREFOUR /RM	FR •	727	+0,69
CASTO.DUBOIS /R	FR •	222	+2,78
CENTROS COMER P	ES •	18,19	-0,16
CONTINENTE	ES •	22,8	-0,44
DIXONS GROUP PL	GB	20,11	-6,51
GEHE AG	DE •	44,5	+0,91
GREAT UNIV STOR	GB	11,01	-0,55
GUILBERT /RM	FR •	134	+3,16
HENNES & MAURIT	SE	83,31	+1,51
JERONIMO MARTIN	PT •	31,18	....
KARSTADT AG	DE •	418	+1,46
KINGFISHER	GB	13,37	+5,02
MARKS & SPENCER	GB	6,91	+1,34
METRO	DE •	65	+0,93
NEXT PLC	GB	12,03	+0,13
PINAULT PRINT./	FR •	161	+2,10
RINASCENTE	IT •	7,65	+1,95
STOCKMANN A	FI •	18,3	....
VALORA HLDG N	CH	225,56	+0,42
W.H SMITH GRP	GB	11,60	-2,43
WOLSELEY PLC	GB	7,99	+0,19
▶ DJ E STOXX RETL P		350,19	+1,48

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	122,2	+4,27
ALTEC SA REG.	GR	12,38	....
BAAN COMPANY	NL •	8,1	-5,81
BARCO	BE •	169,9	-0,29
BRITISH AEROSPA	GB	7,23	+4,86
CAP GEMINI /RM	FR •	145,2	+2,96
COLOPLAST B	DK	92,82	+0,73
COLT TELECOM NE	GB	18,08	+5,66
DASSAULT SYST./	FR •	38,53	+3,78
FINMECCANICA	IT •	0,9	-1,10
FRESENIUS MED C	DE •	51	+0,99
GAMBRO -A-	SE	10,12	-1,10
GETRONICS	NL •	39,1	+1,74
GN GREAT NORDIC	DK	33,09	+0,82
INTRACOM N	GR	52,36	....
KON. PHILIPS EL	NL •	86	....
MERKANTILDATA	NO	9,19	+1,33
MISYS	GB	9,04	....
NERA ASA	NO	2,01	+1,22
NETCOM ASA	NO	28,67	-0,42
NOKIA	FI •	73,7	+1,38
NOKIA -K-	FI •	157,5	....
NYCOMED AMERSHA	GB	7,57	-1,97
OCE	NL •	27,55	+1,29
OLIVETTI	IT •	3,25	+1,25
ROLLS ROYCE	GB	4,40	+1,95
SAGEM	FR •	508,5	+2,01
SAP AG	DE •	300	....
SAP VZ	DE •	348	+0,58
SEMA GROUP	GB	9,48	-0,32
SIEMENS AG	DE •	70,1	-0,85
SMITHS IND PLC	GB	14,28	-1,37
STMICROELEC SIC	FR •	106,2	+0,19
TANDBERG DATA A	NO	4,66	-1,28
THOMSON CSF /RM	FR •	29,7	+5,13
WILLIAM DEMANT	DK	62,55	+0,09
▶ DJ E STOXX TECH P		421,45	-0,99

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,60	+0,29
BRITISH ENERGY	GB	8,04	-3,65
CENTRICA	GB	1,92	+3,28
EDISON	IT •	8,47	+0,95
ELECTRABEL	BE •	317,7	+1,83
ELECTRIC PORTUG	PT •	17,5	....
ENDESA	ES •	21,5	+1,37
EVN	AT •	129	+0,47
GAS NATURAL SDG	ES •	73,45	+0,48
HAFSLUND -A-	NO	5,93	....
HAFSLUND -B-	NO	3,89	....
IBERDROLA	ES •	13,5	+2,66
ITALGAS	IT •	4,1	+2,50
NATIONAL GRID G	GB	6,45	-1,40
NATIONAL POWER	GB	7,41	-0,81
OESTERR ELEKTR	AT •	146,35	-0,44
POWERGEN	GB	11,05	+0,83
SCOT POWER	GB	8,04	+1,34
SEVERN TRENT	GB	12,47	+1,87
SUEZ LYON EAUX/	FR •	162,7	+1,37
SYDKRAFT -A-	SE	24,98	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,43	-0,64
THAMES WATER	GB	13,52	+2,19
TRACTEBEL	BE •	133,5	-2,34
UNION EL.-FENOS	ES •	12,79	+1,91
UNITED UTILITIE	GB	10,96	+1,12
VIAG	DE •	457	-0,22
VIVENDI/RM	FR •	223,5	+0,45
▶ DJ E STOXX PO SUP P		299,47	+0,79

EURO NOUVEAU MARCHÉ

27/04 12 h 37 ▶

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	25,3	+1,20
ANTONOV	0,65	+3,17
C/TAC	13,7	+1,48
CARDIO CONTROL	8,65	+0,58
CSS	14,5	+5,84
HITT NV	6,4	+1,59
INNOCONCEPTS NV	19,4	-1,02
NEDGRAPHICS HOLD	18,5	-2,64
POLYDOC	2,25	-2,17
PROLION HOLDING	89,9	+2,16
RING ROSA	6,3	+0,80
RING ROSA WT	0,8	....
UCC HOLDING NV	13,15	-1,50

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,2	....
FARDEM BELGIUM ABC	24,29	....
INTERNOC HLD	3,85	....
INTL BRACHYTHER B	13,9	....
LINK SOFTWARE B	13	....
PAYTON PLANAR	2,32	....
SYNERGIA	8,39	....

FRANCFORT

	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	128	....
AIXTRON	220	-1,74
AUGUSTA BETEILIGUN	59,4	-1,66
BB BIOTECH ZT-D	31,75	+0,79
BB MEDTECH ZT-D	18,25	-1,35
BERTRANDT AG	63,5	-2,31
BETA SYSTEMS SOFTW	16,2	+6,58
CE COMPUTER EQUIPM	178,72	+1,56
CE CONSUMER ELECTR	419	-0,24
CENIT SYSTEMHAUS	203	-0,49
DRILLISCH	123,5	-0,40
EDEL MUSIC E 98	—	—
ELSA	58	+5,07
EM.TV & MERCHANDI	890	+3,49
EUROMICRON	28	+2,56
GRAPHISOFT NV	17,1	-0,58
HOEFT & WESSEL	154	-1,28
HUNZINGER INFORMAT	109	+2,35
INFOMATEC	240	-0,21
INTERSHOP COMMUNIC	290	+3,14
KINOWELT MEDIEN	190	-0,94
LHS GROUP	31,9	-0,31
LINTEC COMPUTER	140	....
LOESCH UMWELTSCHUT	6,4	....
MENSCH UND MASCHIN	35	-2,23
MOBILCOM	216	+0,94
MUEHL PRODUCT & SE	19,6	+8,10
MUEHLBAUER HOLDING	62,5	+0,81
PFEIFFER VACU TECH	35,6	-1,11
PLENUM	111,11	-4,22
PSI	63,2	-3,96
QIAGEN NV	66,5	-1,77
REFUGIUM HOLDING A	30,05	+0,17
SACHSENRING AUTO	14,2	....
SALTUS TECHNOLOGY	30,6	-0,65
SCM MICROSYSTEMS	62,5	+8,97
SER SYSTEME	355	-1,39
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	130	+1,56
SOFTM SOFTWARE BER	68,1	+2,87
TDS	87	-5,43
TECHNOTRANS	52	....
TELDAFAX	39,4	+0,90
TELES AG	208	+4
TIPTEL	7,85	....
TRANSTEC	50,5	-2,51
W.E.T. AUTOMOTIVE	46,5	-0,64

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP** s'échangeait, mardi 27 avril dans la matinée, à 74 euros, en hausse de 1,09 %, celle de la **Société générale**, en hausse de 0,68 %, à 161 euros et **Paribas** en hausse de 0,47 %, à 96,1 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 158,57 euros et l'action Paribas à 101,75 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 100,62 euros.

● le titre **Pernod Ricard** s'inscrivait en hausse de 0,88 %, lors des premiers échanges de la séance du mardi. Le groupe s'est refusé à commenter les informations du *Point* selon lesquelles les hommes d'affaires Albert Frère et George Soros augmenteraient leur participation dans le capital.

● L'action **Elf Aquitaine** a reculé de 1,11 % à l'ouverture de la séance du mardi. Le marché reste dubitatif devant les rumeurs de mariage du groupe avec un concurrent.

● Le titre **Pechiney** a abandonné 0,46 % dans les premières transactions du mardi. Le groupe français a annoncé le rachat de Kenpak, un producteur américain d'emballages plastiques destinés au marché médical. Le montant n'a pas été révélé.

● L'action **Pinault-Printemps-Redoute** a gagné 1,96 %, en début de matinée mardi. Le groupe a publié un chiffre d'affaires pour le premier trimestre en hausse de 14,6 %.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 27 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	127,90	123,20	808,14	– 3,67	0,18
A.T.T. #	75	75,10	492,62	+ 0,13	0,26
BARRICK GOLD #	17,84	17,80	116,76	– 0,22	0,08
CROWN CORK ORD.#	29,71	32	209,91	+ 7,70	0,19
DE BEERS #	22,15	21,82	143,13	– 1,48	0,10
DU PONT NEMOURS	63,95	63	413,25	– 1,48	0,26
ERICSSON #	24,99	25,50	167,27	+ 2,04	0,16
FORD MOTOR #	59,45	61,25	401,77	+ 3,02	0,34
GENERAL ELECT. #	105,10	106,40	697,94	+ 1,23	0,27
GENERAL MOTORS #	85,50	83,15	545,43	– 2,74	0,37
HITACHI #	7,17	7,15	46,90	– 0,27	0,03
I.B.M #	195	197	1292,24	+ 1,02	0,17
ITO YOKADO #	61,65	60,20	394,89	– 2,35	0,09
MATSUSHITA #	18,96	19	124,63	+ 0,21	0,03
MC DONALD'S #	41,30	40,50	265,66	– 1,93	0,04
MERCK AND CO #	70	70,10	459,83	+ 0,14	0,21
MITSUBISHI CORP.	6,47	6,38	41,85	– 1,39	0,02
MOBIL CORPORAT.#	95	91,50	600,20	– 3,68	0,43
MORGAN J.P. #	131,50	127	833,07	– 3,42	0,77
NIPP. MEATPACKER	14	14,60	95,77	+ 4,28	0,09
PHILIP MORRIS #	33	32,88	215,68	– 0,36	0,34
PROCTER GAMBLE ■	86,15	90,25	592	+ 4,75	0,23
SEGA ENTERPRISES	19,30	19,20	125,94	– 0,51	0,08
SCHLUMBERGER #	55,10	56,05	367,66	+ 1,72	0,17
SONY CORP. #	90,80	90,75	595,28	– 0,05	0,13

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

SECOND MARCHÉ

MARDI 27 AVRIL — Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 27 AVRIL — Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SICAV ET FCP

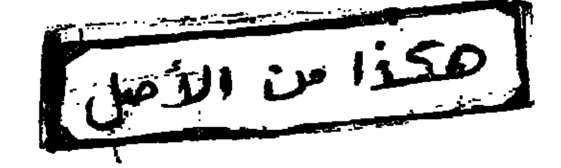
Une sélection. Cours de clôture le 26 avril

INTENSYS C	19,28	126,14	26/04
INTENSYS D	17,15	112,50	26/04
KALEIS DYNAMISME C	221,05	1449,99	26/04
KALEIS DYNAMISME D	217,95	1429,66	26/04
KALEIS ÉQUILIBRE C	194,35	1276,16	26/04
KALEIS ÉQUILIBRE D	191,53	1256,36	26/04
KALEIS SÉRÉNITÉ C	180,95	1181,12	26/04
KALEIS SÉRÉNITÉ D	176,62	1158,56	26/04
LATITUDE C	23,72	155,59	26/04
LATITUDE D	20,66	135,52	26/04
OBLITYS D	105,75	693,67	26/04
PLÉNITUDE D PEA	40,73	267,17	26/04
POSTE GESTION D	2236,49	14670,41	26/04
POSTE PREMIÈRE SI	6517,22	42750,16	26/04
POSTE PREMIÈRE 1 AN	39056,04	256184,27	26/04
POSTE PREMIÈRE 2-3	8447,68	55414,53	26/04
REVENUS TRIMESTR. D	880,12	5879,63	26/04
THÉSORA C	171,46	1124,70	26/04
THÉSORA D	147,76	969,24	26/04
TRÉSORYS C	43096,43	282694,05	26/04
SOLSTICE D	367,06	2407,76	26/04

SG ASSET MANAGEMENT
Serveur vocal :
08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.



هكذا من الأصل

SCIENCES Les zones naturelles protégées représentent aujourd'hui 7 % des terres émergées, deux fois plus qu'en 1970. ● CES STATISTIQUES sont, toutefois, trompeuses, dans la mesure où elles prennent en compte certains parcs régionaux aux contraintes de préservation peu sévères. En fait, la politique de conservation traverse une crise majeure. ● LES PAYS DU SUD éprouvent les plus grandes difficultés à convaincre du bien-fondé de la préservation de la forêt tropicale des habitants fascinés par la ville et soucieux d'améliorer leur niveau de vie. ● LA FORÊT TROPICALE est, pourtant, un réservoir extraordinaire de biodiversité. Elle recèlerait quelque cent millions d'espèces animales et végétales, dont seulement 10 % sont recensées, et joue un rôle climatique local important. Il en disparaît chaque année une surface équivalant à celle de la Grèce.

L'idée de réserves naturelles comme sanctuaires sans hommes a vécu

La politique de la conservation de la nature, en crise, renouvelle ses concepts. On cherche de plus en plus à rendre les zones protégées rentables et à associer les populations locales à leur mise en place et à leur gestion. Mais les réussites restent rares

A EN CROIRE les chiffres, la conservation de la biodiversité ne s'est jamais mieux portée. D'après le World Conservation Monitoring Center basé à Cambridge, le monde compte 9,3 millions de kilomètres carrés d'aires protégées, ce qui représente 7 % des terres émergées. Cette surface a plus que doublé depuis 1970. Mais la statistique est trompeuse. D'abord, elle inclut toutes les formes de protection juridique, y compris les plus lâches comme, par exemple, les parcs régionaux français, dont les contraintes environnementales sont peu sévères. Ensuite – et surtout –, nombre de gouvernements peinent de plus en plus à faire respecter les règles de préservation des ressources naturelles qu'impose leur statut. Enfin, comme l'ont souligné récemment deux groupes de chercheurs dans le magazine scientifique *Science* (du 19 mars), les nouvelles approches de la politique de conservation butent sur de nombreuses difficultés.

Cette crise de la conservation tient, en partie, aux difficultés économiques de nombreux pays concernés – dans l'hémisphère Sud, mais aussi en Europe de l'Est – qui restreignent leur budget de protection de la nature. Mais les problèmes rencontrés viennent aussi du fait que, partout, la philosophie qui sous-tend la conservation est de moins en moins assurée.

Le concept dominant de la conservation est celui de « réserve » : on met à l'abri certaines zones présentant un intérêt écologique particulier en tentant d'en interdire au maximum l'accès aux humains, considérés comme forcément destructeurs. Cette approche est de moins en moins acceptée par les populations locales pour qui la tentation est forte d'utiliser ces zones, qui représentent un potentiel économique important en termes de terres à défricher, d'animaux à chasser, ou de minéraux à exploiter. Par ailleurs, le concept même de réserve renvoie à une opposition entre nature et culture qui n'est pas universelle : *« Il faut sortir de la dichotomie entre exploitation et conservation, qui est une vision très occidentale, ethnocentriste »*, estime Pierre de Maret, du Centre d'anthropologie culturelle de l'université libre de Bruxelles.

L'EXEMPLE DU ZIMBABWE

Devant ces contradictions, la science de la conservation cherche de plus en plus à associer les populations locales à la préservation des zones visées. Si elles tirent avantage de la conservation de la nature, pense-t-on, elles empêcheront sa destruction ou sa transformation. Mais ce n'est pas simple. Dans leurs articles publiés par *Science*, les chercheurs citent le cas du Kenya, qui a adopté la politique la plus déterminée en faveur d'une protection de la faune financée par le tourisme. Une étude économique conclut qu'une utilisation par l'agriculture et l'élevage des aires protégées y produirait un revenu annuel de 203 millions de dollars (191 millions d'euros), bien plus que les 42 millions de dollars (39,5 millions d'euros) effectivement générés par l'utilisation actuelle.



SERGE BAHUCHET/CNRS

Agriculture sur brûlis en forêt tropicale : une bananeraie au Cameroun.

Il existe pourtant quelques exemples réussis d'une association des populations locales à la préservation de la faune. Le plus connu est le programme Campfire, engagé au Zimbabwe depuis dix-sept ans, qui redistribue aux villages de la zone protégée les revenus tirés du tourisme et des safaris, à la gestion desquels ils participent étroitement. Ces exemples prometteurs sont peu nombreux. La majorité des spécialistes n'en considèrent pas moins que ce type de politique est le seul réaliste.

IDÉES NOUVELLES

Mais si le principe est clair, la mise en œuvre n'est pas précisément définie. Elle implique de la part des chercheurs, soulignent les auteurs des articles de *Science*, une capacité nouvelle à dialoguer avec les habitants, à solliciter et à utiliser leur savoir sur l'environnement. Elle suppose aussi que soit identifié ce qu'est la *« communauté locale »* partenaire, note Miguel Clüsener-Godt, du programme Man and Biosphere de l'UNESCO. Est-elle représentée par le chef coutumier, la commune, le département (ou ce qui en tient lieu) ? Il faut aussi se garder, prévient Pierre de Maret, de retomber dans *« une autre utopie occidentale »* : l'illusion concernant les vertus de la communauté. *« En Afrique centrale, par exemple, les gens sont très individualistes »*, souligne le chercheur.

Enfin, outre le principe d'implication des populations locales à la gestion des aires protégées, deux idées nouvelles émergent. La première est qu'une source de revenus supplémentaires pourrait être trouvée au niveau mondial : la fonction de stockage du gaz carbonique pourrait assurer un revenu important aux aires protégées si un marché des émissions se mettait en place dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto sur le changement climatique. La deuxième est qu'un parc ne peut être un îlot dans un océan de destruction : pour assurer ses fonctions écologiques, il doit être entouré d'un environnement exploité de manière acceptable.

Une grande part des « conservationnistes » cherche à convaincre les entreprises de pratiquer une exploitation respectueuse de l'environnement, en échange d'un label certifiant aux yeux des consommateurs leur louable pratique. Cette démarche d'éco-certification suscite de chaudes discussions parmi les écologistes. Le débat ne sera pas clos de sitôt. L'important est qu'il ait lieu. Face à la réalité d'un modèle dépassé – une réserve de « bonne nature » protégée des « méchants humains » –, la politique de la conservation a commencé à renouveler ses concepts.

H. K.

En Afrique centrale, les habitants de la forêt rêvent de la ville

MAMBELE (Cameroun)
de notre envoyé spécial

On ne pénètre plus dans la forêt profonde à bord d'un vapeur crachotant, progressant au long du fleuve sombre entre deux massifs luxuriants tandis que battent, au loin, des tambours mystérieux. Depuis que Joseph Conrad a écrit *Au cœur des ténèbres*, le temps s'est accéléré. En deux heures et demie, un petit aéronef à hélices franchit les 500 kilomètres qui séparent à vol d'oiseau Yaoundé, la capitale du Cameroun, de Kika, un bourg perdu dans le massif forestier congolais. Un manteau vert compact, continu, recouvre la terre, sitôt quittés les faubourgs de la ville. Parfois, une piste, quelques maisons, les méandres d'une rivière.

Dans la forêt tiède, le marcheur s'imagine aisément explorateur, sollicité de tous côtés par la profusion de la vie, tandis que la rumeur des cigales, des coucous, des calaos, environne la sente obstruée de fûts abattus et de ruisseaux. Mais la forêt n'est pas peuplée que de plantes exubérantes et de bêtes discrètes. Au long des sentiers, on retrouve ici le fil de fer d'un piège au collet, là la griffe provocante d'un chasseur au flanc d'un géant de la sylve. A peine revenu sur la piste en terre rouge, le marcheur croise les camions qui emportent vers la ville les troncs d'ayous ou de sapellis.

RÉSISTANCE PASSIVE

Si la forêt reste belle, elle n'est plus vierge, et toutes sortes d'humains se disputent son ventre généreux. Elle recouvre le sud du Cameroun, sur près de 150 000 km², mais guère plus de 10 %, surtout au sud-est, sont restés « primaires ». C'est-à-dire qu'elle n'a jamais subi le prélèvement des deux à quatre arbres de plus d'un mètre de diamètre que compte, en moyenne, chaque hectare.

Malgré la très faible densité démographique, les conflits d'appropriation de l'espace sont puissants : les compagnies forestières, qui veulent achever d'exploiter ce front pionnier, se heurtent aux organisations écologistes, comme le WWF (Fonds mondial pour la nature), qui veut y créer plusieurs réserves. L'État camerounais, démuni ou corrompu, et les agences ou institutions internationales, arbitrent cette lutte. Enfin, les allogènes – tribus pygmées (ou bakas), ouvriers des scieries, habitants sans travail – essaient de voir reconnaître leur droit à utiliser les produits de la nature.

Il s'agit essentiellement du gibier. Car, si la richesse du bois profite surtout aux exploitants forestiers, les routes qu'ils ont ouvertes pour évacuer les arbres favorisent le commerce de viande de chasse. Apport nutritif essentiel pour ceux qui vivent dans la forêt, la viande exportée vers les villes (Yaoundé est à trois jours de route) est aussi, à côté des petites cultures de bananes ou de café, un moyen de se procurer l'argent nécessaire pour acheter les produits manufacturés.

La création de réserves se heurte donc à la résistance passive des populations locales. *« Beaucoup de chômeurs subsistent grâce au braconnage*, explique un employé de la scierie SEFAC de Libongo. *Les gardes arrachent leurs pièges, brûlent leurs campements, battent les gars s'ils les trouvent. Mais nous, qui sommes travailleurs, nous avons besoin d'eux pour la viande. »* Cette situation renforce encore la nécessité de la réserve sur le plan écologique. Mais son principe est d'autant plus mal accepté que des sociétés de safari gérées par des Occidentaux permettent à de riches chasseurs de prélever des trophées interdits aux locaux.

« ICI, ON EST UN PEU OUBLIÉS »

Sans négociation locale, la conservation risque donc d'échouer. *« Il faut associer tous les acteurs au processus de création des réserves »*, répète Bertin Tchikangwa Nkanje, ethnologue travaillant pour le WWF. Et ne pas oublier que les habitants des forêts ne sont pas des « bons sauvages », satisfaits de leur paradis reculé. *« Ici, on est un peu oubliés,* dit Charlotte Lambo, garde forestière de la réserve de Lobéké. *On n'a pas la lumière, pas la télévision. A l'école, on n'a pas de bons instituteurs, parce qu'ils ne veulent pas venir aussi loin. Les gens montent à Yokadouma pour voir la vie, pour faire l'ambiance, pour avoir de la vraie nourriture, une omelette, du pain, de la salade. »* Elle a vingt-cinq ans et lance, dans un grand sourire, que, pendant son mois de congé, elle va à Douala pour *« danser et manger les poissons de mer »*.

La forêt est source de revenus ; la ville attire par ses lumières ; compagnies et safaris prélèvent le meilleur de la nature. L'écologie de la préservation doit intégrer ces éléments nouveaux, qui relèvent plus de la politique que du naturalisme d'antan.

Hervé Kempf

Un écosystème générateur d'une incroyable biodiversité

VUES D'AVION, les forêts tropicales humides apparaissent comme un océan de verdure s'étendant à l'infini, où la végétation est tellement dense que l'on n'aperçoit même pas le sol. Egalement appelées *« sempervirentes »* (toujours vertes) par les botanistes, elles se répartissent dans la zone intertropicale de notre planète, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Afrique. Les conditions particulières qui y règnent – une température peu variable entre 18 et 32C °, une pluviosité importante et régulière et un climat identique sur de grandes superficies – ont favorisé au cours des siècles l'émergence d'une incroyable biodiversité végétale et animale.

Pour la seule Guyane française, par exemple, plus de 5 000 espèces de plantes – dont 1 200 espèces d'arbres – différentes ont été recensées. On y a aussi observé 35 espèces de sauriens, 76 espèces de serpents, 650 espèces d'oiseaux, 72 espèces de mammifères et 85 espèces de chauves-souris. Sur un seul arbre de l'Amazonie péruvienne, 47 espèces de fourmis ont été dénombrées ; plus qu'il n'en existe sur la totalité des îles Britanniques ! On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Alors que les forêts tropicales humides n'occupent que 7 % de la superficie des terres émergées, elles recèleraient, selon les scientifiques, la moitié des espèces terrestres. *« Avant 1982, les premières études faisaient état de 3 millions d'espèces. On est ensuite passé à 30 millions et actuellement on penche plutôt pour 100 millions d'espèces, dont 10 % seulement sont recensées »*, explique Francis Hallé, professeur de botanique à Montpellier-II (Hérault) et responsable de l'opération « Radeau des cimes » destinée à l'étude de la canopée.

Les particularités mêmes de cet écosystème ont contribué à la multiplication des espèces. *« Plus l'espace est grand, plus il y a d'individus, et plus il y a de chances que se produisent des mutations. On trouve dans toutes les forêts tropicales 20 % d'espèces communes formant 70 % de la biomasse. Tout le reste est constitué par un grand nombre d'espèces différentes qui se sont spécialisées à outrance dans un créneau particulier, et qui sont souvent des espèces rares »*, précise Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au Muséum national d'histoire naturelle de Brunoy (Essonne) et responsable de la station de recherche des Nouragues en Guyane française.

CYCLES DIFFÉRENTS

Les cycles biologiques eux-mêmes sont différents. Les espèces animales sont programmées pour vivre plus longtemps que sous nos latitudes. De petits rongeurs qui ne dépassent pas l'âge d'un an et demi en Europe peuvent avoir leur vie prolongée jusqu'à sept ou huit ans sous les tropiques. Les arbres ont également un cycle différent. Ils poussent très lentement et leur tronc s'accroît environ de 0,5 à 1 millimètre par an. *« Quand ces arbres atteignent un diamètre de 50 centimètres ou 1 mètre, ils peuvent avoir cinq cents ou mille ans »*, ajoute Bruno Bordenave, botaniste au Muséum national d'histoire naturelle et à l'Institut de recherche pour le développement.

« Poussant très haut, ils peuvent fournir un tronc de 20 mètres de fût sans aucun nœud, alors qu'une belle bille de chêne de nos contrées ne dépasse pas quelques mètres. Depuis longtemps, les arbres tropicaux sont recherchés pour leurs essences précieuses et leurs couleurs rares, rouges, violettes ou noires », précise Pierre Détienne, directeur du laboratoire d'anatomie des bois au Cirad de Montpellier (Hérault). Victimes de leur trop grand succès, cependant, les bois des forêts tropicales sont souvent exploités sans laisser le temps à la forêt de se reconstituer. S'ajoutent à cela la transformation des forêts en pâturages (Amazonie brésilienne) ou en plantations de cacao ou de café (Afrique), les dégâts provoqués par une exploitation minière, ou encore la coupe du bois pour des motifs domestiques.

Selon les experts, chaque année disparaît une surface équivalente à celle de la Grèce (133 000 km²). Les forêts tropicales rétrécissent comme peau de chagrin et risquent, à ce rythme, de disparaître complètement. *« Certes, l'espèce humaine survivra à la disparition de cet écosystème, mais elle se privera aussi d'un grand nombre de substances aujourd'hui encore inconnues qui pourraient lui être très utiles à l'avenir »*, regrette Pierre Charles-Dominique.

La destruction de cet écosystème peut aussi avoir un impact sur le climat. Les spécialistes ne connaissent pas encore bien les effets d'une déforestation importante sur le régime des pluies tropicales dont dépendent, pour survivre, des millions de gens. *« Nous savons décrire le cycle hydrologique tropical, mais nous n'avons pas encore compris tous les processus mis en œuvre »*, explique Jan Polcher, climatologue au laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à Paris. *« Néanmoins, les études effectuées depuis dix ans dans le monde avec un modèle atmosphérique indiquent qu'une déforestation totale du bassin amazonien produirait un réchauffement local de la température de 0,5 à 2 degrés »*.

Christiane Galus

La perspective d'éradication du virus du sida semble exclue à court terme

Le VIH-1 pourrait persister pendant soixante ans dans certains globules blancs

Deux études publiées dans le mensuel *Nature Medicine* viennent confirmer la persistance du virus du sida sur une longue période dans le réservoir que constituent les lymphocytes T CD4+. Ces études dont les conclusions se fondent sur des projections mathématiques établies à partir des thérapeutiques actuelles, confirment aussi la nécessité de restimuler le système immunitaire en association avec les médicaments antirétroviraux.

EN L'ÉTAT actuel des choses, il faudrait renoncer à la perspective d'interrompre au bout de quelques années le traitement antirétroviral chez les personnes infectées par le virus du sida, même lorsque le virus est devenu indétectable dans le sang. Selon des calculs de projection, le VIH-1, le type le plus répandu dans le monde, persisterait en effet au moins soixante ans dans certains globules blancs qui constituent un réservoir latent du virus. Ce constat d'échec de l'éradication du VIH-1 est dressé dans un article signé par Diana Finzi et une équipe de collaborateurs dirigée par Robert Siliciano (département de médecine, école de médecine de l'université Johns Hopkins à Baltimore), et publié dans le numéro de mai du mensuel *Nature Medicine*.

Le développement de plusieurs familles de médicaments antirétroviraux et leur combinaison ont permis de faire chuter en dessous des niveaux de détection les concentrations de VIH-1 dans le plasma sanguin (exprimées par la charge virale, c'est-à-dire le nombre de copies du virus par millilitre de plasma, le seuil de détection étant de 200 copies/ml). La mise en culture du sang des patients pour lesquels c'est le cas permet difficilement le développement du virus. Certes, l'existence de « réservoirs » – dans certaines cellules ou ailleurs que dans le sang –, au sein desquels le virus pourrait être abrité, est suspectée depuis plusieurs années. Mais face aux résultats obtenus par le traitement, la question de son arrêt lorsque celui-ci s'est montré suffisamment efficace depuis deux ou trois années restait lancinante. Pour y répondre, il fallait pouvoir juger de l'éradication du virus et, donc, de la persistance ou non d'un état d'infection latent.

Le VIH-1 se réplique bien dans une population particulière de globules blancs, les lymphocytes T porteurs du récepteur CD4, qui est la cible du virus (on les appelle lymphocytes T CD4+ sous leur forme activée). L'infection latente est présumée ne survenir que chez les lymphocytes T CD4+ au repos. Un réservoir pourrait se former lorsque ces cellules survivent à l'effet destructeur du VIH-1, échappent au système immunitaire et retournent à un *état* de mémoire au repos, en ayant intégré dans leur ADN le génome viral. Ce type de cellule est censé persister durablement pour permettre une réponse aux antigènes déjà rencontrés et l'ADN viral y est intégré de manière stable. Infectées de manière latente, elles pourraient donc constituer un réservoir à long terme pour le VIH-1.

Cela a pu être démontré *in vivo*. Du VIH-1 capable de se répliquer a pu être extrait de ces cellules-mémoires, même chez des patients ayant une charge virale indétectable. Le travail de Diana Finzi et de l'équipe Siciliano a consisté à étudier ce réservoir formé par les lymphocytes T CD4+ au repos, et la vitesse à laquelle il diminue chez 34 adultes infectés par le VIH-1 répondant bien à un traitement antirétroviral conforme aux conceptions les plus récentes. Il apparaît que ce réservoir est très stable, avec une demi-vie supérieure en moyenne à 43 mois.

Autrement dit, il faut plus de 43 mois pour réduire sa taille de moitié. Même s'il ne comporte que 10 000 cellules au départ, ce qui est une estimation basse, il faudrait en moyenne 60,8 années de traitement pour éradiquer le VIH-1 de ce compartiment cellulaire ; c'est-à-dire atteindre le stade où le virus ne peut plus se reproduire à partir des lymphocytes T CD4+. Avec les thérapeutiques actuelles, dont les effets indésirables ne sont pas minces, la perspective de l'éradication du VIH-1 semble donc compromise.

Ces mêmes lymphocytes T CD4+ spécifiques du VIH-1 font l'objet d'un autre article dans le même numéro de *Nature Medicine*, fruit du travail de l'équipe de Louis Picker (Division d'hématopathologie et d'immunologie, département de pathologie, Centre médical du Sud-Ouest de l'université du Texas à Dallas). Il met, tout d'abord, en évidence la présence importante de lymphocytes T CD4+ mémoires non seulement chez les non-progresseurs (patients ne développant pas de manifestations cliniques liées à l'infection par le VIH) – ce qui était attendu –, mais aussi chez la plupart des patients ayant une infection active par le VIH.

Mais les chercheurs retrouvent également une diminution significative de la mémoire portée par les lymphocytes T CD4+ auxiliaires. En effet, chez des patients chez lesquels la réplication du VIH est durablement supprimée par un traitement antirétroviral hautement actif (désigné par le sigle anglo-saxon HAART), on n'observe pas de réponse significative liée à la mémoire antigénique des lymphocytes CD4+ spécifiques du VIH. Le nombre des cellules-mémoires était significativement diminué après 24 semaines de traitement efficace contre le VIH.

Dans un article commentant ce travail, publié dans le même numéro de *Nature Medicine*, le docteur Guy Gorochov (département d'immunologie cellulaire, CERVI, UMR CNRS 7627, hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris) indique : « *Bien que les associations de médicaments semblent devenir plus efficaces, aucune éradication du virus n'a été réalisée jusqu'à présent et il faudra une aide conséquente du système immunitaire pour éliminer la charge virale résiduelle. Les faits rapportés par Picker et ses collaborateurs fournissent de nouvelles preuves en faveur de protocoles cliniques de stimulation de l'immunité anti-VIH ou de transfert passif d'effecteurs spécifiques du VIH, associés à un HAART.* »

Finalement, deux lectures sont possibles de ces deux études. La première est des plus alarmiste : les perspectives d'éradication du VIH sont lointaines et le support immunitaire de la mémoire spécifique de ce virus diminue sous traitement antirétroviral. La seconde tendrait à ne voir dans les deux phénomènes rien que de très normal, voire banal.

Tout d'abord, l'estimation de l'équipe de Robert Siliciano étant calculée par des projections mathématiques, il ne faut pas écarter une imprécision, qui « *pourrait aller jusqu'à un facteur 10* », estime le docteur Gorochov. Six ans – et non pas soixante – seraient alors nécessaires pour parvenir à l'éradication ! Le plus probable reste, de toute façon, une longue durée pour arriver à cette fin. Ensuite, il n'y aurait pas d'« *amnésie des lymphocytes T* », mais une vigilance diminuée : le système immunitaire mobilisé par l'infection par le VIH est mis au repos une fois que le virus a été virtuellement éliminé du sang circulant. Il resterait alors mobilisable, même si la réponse nécessite un délai.

Paul Benkimoun

Les lymphocytes T CD4+, cibles du virus et armes contre lui

Les lymphocytes font partie des globules blancs qui jouent un rôle décisif dans la réponse immunitaire par laquelle l'organisme se défend face à une agression extérieure (par un antigène). Ils sont de type B ou T. Parmi les lymphocytes T, certains portent à leur surface un récepteur, la protéine CD4. On les appelle donc lymphocytes T CD4+ auxiliaires. Ce sont des cellules-mémoires, qui sont à la fois cibles du VIH et *« chefs d'orchestre de la réponse immunitaire »*. En effet, le VIH détruit le système immunitaire en infectant principalement les lymphocytes T CD4+ (la glycoprotéine d'enveloppe du virus, la gp120, interagit avec le récepteur CD4 et le VIH pénètre dans le lymphocyte et s'y réplique). Il va pouvoir ensuite infiltrer l'ensemble des tissus de l'organisme. Mais les lymphocytes T CD4+ spécifiques du VIH sont, par ailleurs, indispensables au développement de réponses immunes, qui impliquent d'autres populations lymphocytaires T, comme les CD8+.

La pollution en baie de Seine pourrait provoquer la féminisation de poissons

DEUX FLETS MÂLES, sur un total de trente pêchés à l'ouest de Honfleur (Calvados), à la sortie du chenal de navigation de la Seine, présentent des indices très nets de féminisation, leurs testicules contenant des ovocytes typiques (cellules sexuelles féminines), indiquent des chercheurs du laboratoire d'écotoxicologie de l'université du Havre. Selon François Leboulenger, responsable du laboratoire, le syndrome observé ressemble à celui détecté il y a quelques années en Grande-Bretagne par des chercheurs de l'université Brunel (Londres-ouest) sur des gardons pêchés dans certaines rivières anglaises à proximité des stations d'épuration. L'ampleur du phénomène en baie de Seine ainsi que ses causes exactes n'ont pas encore été déterminées, mais les chercheurs havrais désignent comme possibles responsables les fortes concentrations de xéno-œstrogènes présents dans les eaux du fleuve qui draine un bassin versant très habité.

Essais de culture à grande échelle de plantes génétiquement modifiées

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE vient d'annoncer le lancement cette année de trois expériences de culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en champ à grande échelle, qui seront placées, pendant quatre ans, sous la surveillance d'un comité scientifique indépendant. Le secrétaire d'Etat à l'environnement, Michael Meacher, a précisé que chacun des trois champs ferait 10 hectares, l'expérience et les travaux de recherches représentant au total 3,3 millions de livres (5 millions d'euros). Il a assuré que le comité d'experts travaillerait dans la transparence et publierait ses résultats. Le premier champ a déjà été ensemencé dans le sud de l'Angleterre ; le second est prévu dans la région d'Oxford ; la localisation du troisième doit être annoncée prochainement. Les associations opposées à de telles recherches affirment que les mesures de sécurité entourant ces expériences sont insuffisantes. Elles craignent que les cultures d'OGM contaminent les cultures traditionnelles les plus proches et modifient l'environnement. Elles réclament un moratoire de cinq ans sur toute commercialisation des produits d'OGM en Grande-Bretagne. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **OCÉANOGRAPHIE : un aquarium géant de 400 mètres cubes**, réplique d'une passe corallienne avec poissons tropicaux d'un côté et grands prédateurs de l'autre, va être construit au Musée océanographique de Monaco, a annoncé son directeur François Doumenge, dimanche 25 avril, jour du centenaire de cette institution créée par Albert Ier (1848-1922). D'un coût de 15 à 20 millions de francs (2,2 à 3 millions d'euros), le bassin devrait être inauguré le 20 novembre 2000, à l'ouverture du Congrès mondial de l'aquariophilie qui se tiendra en principauté. – *(AFP.)*

■ **VOLCANS : l'éruption du mont Cameroun**, situé à 350 kilomètres à l'ouest de Yaoundé, qui a débuté le 28 mars et engendré une coulée de lave sur le flanc ouest du volcan, pourrait durer six mois, précise le premier rapport scientifique remis au gouvernement camerounais. Les experts camerounais et étrangers qui ont présenté le rapport assimilent l'éruption actuelle à celle de 1922, et confirment le caractère « *modérément explosif du volcan, compte tenu de la constitution du site qui se caractérise par un volcanisme intraplaque* ». – *(AFP.)*

■ **ARCHÉOLOGIE : huit navires romains en parfait état**, datant des cinq premiers siècles de notre ère, ont été mis au jour près de Pise, lors de travaux d'extension d'une voie ferrée. Les experts ont commencé à dégager un vaisseau de 15 mètres de long qui pourrait être la première embarcation militaire de l'Antiquité retrouvée intacte. « *Jusqu'à présent, nous en avons découvert huit, mais les fouilles se poursuivent et la flotte est certainement beaucoup plus importante* », a déclaré le responsable des fouilles. Les archéologues ont également retrouvé quelque 300 amphores de style punique et italien datant du deuxième siècle. – *(AFP.)*

■ **NOBEL : les lauréats 1999 des six prix Nobel** bénéficieront d'une récompense de 3,9 % plus élevée que les récipiendaires de 1998. Ils se partageront 47,4 millions de couronnes suédoises (5,7 millions d'euros), soit 7,9 millions de couronnes par prix, a indiqué la Fondation Nobel qui dote les prix, et dont les actifs ont augmenté de 10 % en 1998 – et de 25,3 % pour son portefeuille en actions. La Fondation versera 39,5 millions de couronnes pour les prix de la paix, de littérature, de physique, de chimie et de médecine, et la Riksbank (banque centrale) de Suède 7,9 millions de couronnes pour le prix d'économie.

La réforme de l'archéologie de sauvetage toujours en débat

L'ACCOUCHEMENT est laborieux : le texte qui doit donner un cadre législatif à l'archéologie française a été jugé insuffisant par le Conseil d'Etat. Un conseil interministériel a eu lieu en mars, à Matignon, pour revoir un projet qui doit être de nouveau présenté au Conseil d'Etat avant de figurer à l'ordre du jour d'un conseil des ministres. Mécontents de leur statut bancal, menacés de privatisation, les archéologues étaient descendus dans la rue à l'automne 1998 (*Le Monde* du 11 novembre 1998). La ministre de la culture, Catherine Trautmann, avait alors confié une mission à un triumvirat, Jean-Paul Demoule, Bernard Pécheur et Bernard Poignant : un universitaire, un conseiller d'Etat et un élu (socialiste), maire d'une grande ville (Quimper). En décembre 1998, le rapport qui devait servir de base au texte de Catherine Trautmann était sur son bureau.

L'archéologie préventive, constatent les signataires du rapport, est indissociable de la recherche archéologique ; aussi doit-elle relever de la responsabilité de l'Etat. Il est donc impossible de soumettre cette discipline à la règle de la concurrence privée comme le suggéraient certains préfets. Les rapporteurs proposent de confier cette tâche à un établissement public de recherche, placé sous la double tutelle des ministères de la culture et de la recherche, doté d'un conseil d'administration scientifique en liaison avec tous les autres services archéologiques.

En clair, le triumvirat prône la transformation de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), créée en 1973, en Etablissement public administratif (EPA) qui aurait le monopole des fouilles de sauvetage en France. Cette proposition a un avantage : elle donne à l'archéologie un statut juridique. Mais ce monopole serait confié à un seul organisme, l'AFAN reprofilé. Ce qui provoque l'inquiétude, voire l'indignation, des archéologues relevant des universités, du CNRS ou des collectivités locales qui ont avec l'AFAN des rapports parfois conflictuels. A Digne, une spécialiste d'archéologie médiévale, Gabrielle Demians d'Archimbaud (université d'Aix-en-Provence), a eu beaucoup de mal à poursuivre les fouilles de la cathédrale, revendiquées par l'AFAN, alors qu'elle les dirige depuis vingt ans. Jean-Paul Demoule signale qu'il n'est pas question de toucher aux équipes archéologiques en place qui font un « *travail irremplaçable* ».

« ATTITUDE HÉGÉMONIQUE »

Jean Chausserie-Laprée, conservateur territorial du patrimoine basé à Martigues, indique néanmoins, dans un texte signé par nombre de ses collègues, que « *l'AFAN n'est pas l'alpha et l'oméga de l'archéologie préventive. Cette attitude hégémonique démontre une incompréhension du rôle des divers acteurs de la profession. Ces organismes* [les services archéologiques locaux] *implantés localement fédèrent des professionnels et des bénévoles. Ils forment des réseaux avec des associations plus petites qui permettent de mailler le territoire* ».

Les fouilles d'urgence resteront accessibles à tous, rétorque Jean-Paul Demoule, « *mais nous devons assurer le monopole pour faire passer la loi. Car il n'y a pas d'alternative : ou le monopole, ou la libre concurrence* ». Ce discours est loin de convaincre. « *C'est l'AFAN qui décidera ou non de faire appel aux archéologues des collectivités territoriales ; mais pourquoi le feraitelle alors qu'elle a déjà un personnel pléthorique qu'elle ne sait où caser ?* », demande un archéologue parisien.

Nicole Meyer-Rodrigues, qui dirige le service archéologique de Saint-Denis, insiste sur la cohérence des travaux archéologiques, de la documentation aux fouilles. « *Notre rôle est de rassembler une documentation éparse*, explique-t-elle. *Dans le cadre territorial nous pouvons faire ce travail. Les membres de l'AFAN sont parachutés sur un terrain qu'ils ne connaissent pas. Ils travaillent souvent dans des conditions difficiles et n'ont qu'une vision partielle des problèmes. Or, on a l'impression que les territoriaux vont être cantonnés dans leurs bureaux. (...) Nous refusons le monopole, c'est-à-dire l'impossibilité de fouiller sans l'aval de l'AFAN.* »

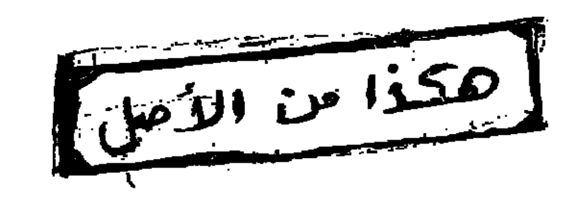
Henry Amaury, chercheur au CNRS, directeur du laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne basé à Aix-en-Provence, est, lui aussi, très inquiet : « *Nous refusons la politique du tout ou rien. Si cette loi passe, notre exclusion des champs de fouilles préventives est programmée. Au mieux nous n'aurons plus que des miettes.* » Pour le chercheur aixois, « *il est certainement indispensable de revoir le financement de ces chantiers qui s'apparente aujourd'hui à un racket exercé au détriment des entreprises ou des municipalités. On doit également réorganiser l'AFAN. Que le ministre de la culture prenne ses responsabilités et intègre aux services archéologiques régionaux les personnels compétents. C'est à ces services d'articuler la politique archéologique de la France, pas à l'AFAN* ».

Alain Schnapp, professeur d'archéologie grecque à l'université Paris-I, admet que des garanties suffisantes doivent être données à tous les acteurs de l'archéologie, collectivités territoriales comprises. Et il précise : « *Le conseil scientifique de l'établissement public, où figureront des représentants des collectivités locales, mais aussi du monde universitaire, sera déterminant.* »

Jean Chapelot, directeur de recherche au CNRS, qui conduit des fouilles d'urgence à Vincennes, explique : « *Qu'un établissement public soit nécessaire pour conduire des chantiers de sauvetage lourds, comme ceux du TGV, c'est certain. Mais il n'est pas possible de confier à cet organisme, qui ne peut être juge et partie, l'expertise et l'évaluation financière des travaux à effectuer. Ces tâches doivent relever des services régionaux de l'archéologie.* »

Alain Schnapp attire également l'attention sur le financement de ces fouilles qui doit être « *à la fois simple à mettre en œuvre et transparent pour tous* ». C'est ce chapitre jugé insuffisant qui avait conduit le Conseil d'Etat à demander la modification du projet de loi. Aujourd'hui, pour financer l'archéologie de sauvetage, l'alternative retenue par le ministère de la culture est la suivante : soit la création d'une taxe fiscale affectée, soit une redevance pour service rendu. Bercy penche pour la seconde solution. Dans les deux cas, cela revient à faire payer, comme aujourd'hui, les entreprises du BTP.

Emmanuel de Roux



هكذا من الأصل

Fringales de l'extrême

Du classique cousu main à la cuisine de chaîne


DESSINS DESCLOZEAUX

ALORS, quoi de neuf ? Mais la guerre, mon bon monsieur, la guerre. Les frappes à heures dites, les actualités offertes encore *fumantes*, tout le saint-frusquin diplomatique et bientôt les grandes manœuvres de la tribu des « Apache » en peintures de combat. Fascinant. Bien que lancées aux mêmes instants par les mêmes télex, les informations reçues par la province n'ont pas forcément le velouté d'effroi que l'on sert dans la capitale, territoire à la douceur de vivre aléatoire et au stress toujours sur la brèche. Avouez que la Touraine adoucit les mœurs et pourrait bien rendre l'homme plus réfléchi et moins crispé ; n'est-ce pas mon cher Bardet ?

Chapeau *gondolo*, veste ruinée et cashmere autour du cou, le patron du domaine de Belmont fait son marché. Le ventre de l'intendance, c'est lui. A lui de se coltiner les carottes et les oignons nouveaux. Pas de régisseur, pas de soutier pour l'aider, tout seul pour les pommes de terre, les salades et les oranges à jus. La cueillette est accomplie entièrement à dos de Bardet. Pas vraiment reposante, la vie de Relais & Châteaux. Sans compter les aléas. Ce matin-là, l'eau de la piscine avait subitement viré au vert, d'un vert profond à élever des piranhas, le four à viennoiserie s'était éteint dans la *nuit* sur un coup de chaleur et une camionnette à provisions manquait de puissance de freins. Mille autres emmerdements encore. Pourtant la maintenance se mettrait à l'ouvrage et la baraque allait tourner.

Grosse entreprise, énorme succès. Douze ans déjà. Là, au-dessus de Tours, dans du Second Empire revu Palladio, l'endroit fait bramer de plaisir tout ce que le monde du voyage compte comme curieux épargnés par les intempéries du moment. On vient de loin, de partout, pour assister à cette démonstration du style français porté sur les fonts baptismaux régulièrement remis à niveau d'une pure eau de Loire. C'est Lourdes sans les miracles.

Pour l'heure, le lieu, qui avait jusqu'à présent réussi à éviter son propre pastiche, se voit sauvagement agressé par une petite armée de supporteurs, exaspérés à l'idée de ne pouvoir y célébrer les festivités de fin d'année. Basculer du minuit fatal vers l'inconnu dans d'autres murs les tue. Le courrier se fait fleuve, les suppliques débordent, on crie à l'amitié de toujours, à la fidélité éternelle ; on prévient de cas de déceptions graves, dangereuses, mortelles ; on fait jouer les relations, on met en avant des parrainages de toute première qualité, des recommandations de haut lignage. On veut du carillon magique ici et nulle part ailleurs.

VIEUX SAGE

Bardet considère tout ça d'un oeil assez circonspect. Le nouveau siècle qui débarque ? On avisera. Sang-froid du poète et littérateur campagnard. C'est ce qui fait aussi la qualité du bonhomme. Nous l'avions rencontré, il y a un peu plus de trois ans, déguisé en jardinier de cinéma, en train de faire visiter ses plates-bandes à un public bien-aimé venu constater la bonne santé de ses herbes sauvages et rares.

Son terreau fameux, sa fierté ; sa revanche aussi sur une troisième étoile trop attendue et qu'il n'aurait plus. Au demeurant, il est beaucoup revenu sur les recherches en cuisine d'avant-garde. *« Je préfère qu'on se lèche les doigts au lieu de lever les yeux au plafond. »* C'est celui que l'on mettait à la table ronde des rénovateurs, le terrible des années 80, Bardet le Hardi, qui résume à sa manière, toujours enlevée, son nouveau programme. L'hospodar des fourneaux de la région porte de moins en moins l'aigrette révolutionnaire. Aujourd'hui, il préfère parler de goût ligérien, de respect de la contrée, de reconnaissance que l'on doit au patrimoine du district. Vieux sage que l'équilibrisme n'amuse plus. Si je me remettais à faire l'artiste, ma clientèle s'échapperait par la porte de secours. Non, je tiens mes hommes d'affaires avec des prix raisonnables et des plats sécurisants ; mes Américains avec de la tradition certifiée conforme ; les autres avec d'anciens récits de bourlingue qui ont fait ma réputation. Cela devrait pouvoir suffire. Très certainement, cher maître, très certainement.

A l'inverse de ce cousu main dont rêve légitimement la classe moyenne et gourmande, des rabatteurs d'appétit se sont mis aujourd'hui à l'ouvrage et chassent le client en singeant comme ils peuvent les astuces et recettes des grands patrons. Taillées en force, leurs nouvelles boutiques déroulent à la chaîne une cuisine d'illusion dont ce sera aux plus astucieux de faire triompher les vertus.

Dernier exemple en date, à Bougival, près des anciennes machines de Marly, Chez Clément – neuf établissements à Paris – vient de chausser les bottes d'une ancienne et distinguée gloire des bords de Seine, le Coq Hardy, maison, selon le Michelin de 1985, qui méritait à l'époque une étoile et quatre fourchettes rouges (*pleasant restaurant*). Changement de tendance. En échange de cette guinguette pour PDG tiraillés par de la romance incertaine, l'entreprise Clément et succursales propose une sorte de vaste luna park où accoste sans états d'âme particuliers un imposant public de banlieusards soucieux d'émotions simplifiées et non répréhensibles.

Tendu depuis peu de temps, le piège fonctionne déjà à guichets fermés ; preuve qu'il manquait à ce quartier résidentiel des Yvelines un forum où pouvoir se montrer serait la marque d'un premier pas vers le désennui général. On ajoutera que si l'ambiance y est un peu épaisse et le parking un peu trop riche en berlines au cuir trop neuf, la toque de service ne trompe en rien son monde sur la franchise de ses préparations et que l'écailleur du fond de la nef fait très convenablement son boulot. Service vif et délié à la hauteur de l'exercice.

Jean-Pierre Quélin



★ Jean Bardet, *57, rue Groison, 37000 Tours ; tél : 02-47-41-41-11.* Menu : 300 F (45,73 €) ; carte : de 500 à 750 F (de 76,22 à 114,33 €).
★ Chez Clément, 15 *bis*, quai Rennequin-Sualem, 78380 Bougival ; tél. : 01-30-78-20-00. Menus : de 85 à 123 F (de 12,95 à 18,75 €). Carte : de 170 à 250 F (de 25,91 à 38,11 €).

La tapenade

A la dernière édition du Salon des métiers de bouche, le Sirha, qui se tenait à Lyon au mois de janvier, la tapenade était le produit à la mode. Près *d'une dizaine d'exposants en* présentaient des recettes sur leurs stands. A l'époque où la cuisine méditerranéenne est portée au pinacle et où seuls les sushis semblent pouvoir lui faire encore concurrence lorsqu'il s'agit pour un restaurant d'être « dans le coup », on ne s'étonnera pas que cette préparation provençale soit aujourd'hui à l'honneur. Un béotien aurait vite fait de confondre la tapenade avec une simple pâte d'olive hachée, comme l'affectionnent nos voisins transalpins.

Halte-là ! Notre hachis d'olives est autrement complexe, car il contient en proportions variables, mais obligatoires, au moins deux autres éléments : l'anchois et la câpre. C'est d'ailleurs à cette dernière qu'il doit son nom : « tapeno » étant le nom provençal de la câpre. Selon Jean-Baptiste Reboul dans sa *Cuisinière provençale*, la tapenade aurait été inventée à Marseille, *« mélange d'olives noires, de filets d'anchois, de thon, de moutarde anglaise et de câpres »*. La grande nouveauté de ces dernières années, c'est que la tapenade soit passée du noir au vert. *« Même si nous vendons encore un pot de l'une pour six de l'autre*, raconte Pierre Arnaud, un fabricant de Tarascon, *cette bichromie dans les tapenades est relativement neuve. »*

La tapenade verte, confectionnée avec des olives plus jeunes et moins gorgées de suc, a généralement des saveurs douces et plus herbacées, tandis que la classique noire a un goût plus affirmé et légèrement réglissé. Dans ces deux couleurs, on la trouve désormais sans difficulté au rayon épicerie des supermarchés, mais, chose plus étonnante, dans certains d'entre eux elle existe au rayon frais. C'est le cas, par exemple, des magasins Continent, qui proposent à leur marque, Reflets de France, des tapenades fabriquées près d'Alès, et qui sont rapidement pasteurisées et non pas stérilisées comme c'est le cas de celles vendues habituellement en épicerie sèche. Enfin, preuve ultime de la vogue de la tapenade, Olivier Baussan, le très élégant créateur des boutiques Oliviers and Co., a demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provençale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Da Silva à Callas, Reine *Sammut* à Cadenet et Michel del Burgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade. Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchois, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audacieuse idée d'associer à des brisures de noix, *« en hommage à ma mère, périgourdine d'origine »*. De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grassois, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires confites dans le sucre.

Guillaume Grouzet

★ Tapenades Reflets de France, 8,50 F (1,29 €) les 90 g. Tapenades de chefs Oliviers and Co., 35 F (5,33 €) les 85 g, points de vente au 04-92-70-48-20.

BOUTEILLE

AOC premières-côtes-de-bordeaux

Château Barreyre

Dans la mosaïque bordelaise, les premières-côtes-de-bordeaux occupent une étroite bande de palus et de coteaux sur la rive droite de la Garonne. Les vins de coteau ont plus de finesse que ceux de plaine, et le merlot accorde toute la mesure de sa rondeur et la souplesse de ses tanins. Le Château Barreyre, vignoble de 13 hectares planté de 45 % de merlot et, en parts égales, de cabernet sauvignon et de cabernet franc, produit environ 90 000 bouteilles de premières-côtes, avec un rendement moyen de 50 hectolitres à l'hectare. Le raisin est cueilli à maturité, à la main, trié et éraflé à 100 %, et la vinification bénéficie des conseils d'Yves Gloriès, doyen de la faculté d'œnologie de Bordeaux.

Les nouveaux propriétaires de ce domaine – constitué déjà, semble-t-il, au XVIIe siècle – ont décidé d'ouvrir le chai à barriques et la salle de dégustation à des expositions de peinture et de sculpture. C'est un lieu de convivialité, somme toute assez rare dans la région, qui convient à ce vin sérieux, charpenté, apte à un vieillissement de dix à quinze ans, et dont les derniers millésimes (1994, 1996) collectionnent les médailles dans les concours. A noter la cuvée spéciale 1996, dont l'élevage en fûts de chêne a permis une belle extraction à dominante de fruits noirs. Prix très raisonnables.

★ Château Barreyre rouge 1996 : 38 F TTC (5,79 €) par carton de douze. Cuvée spéciale 1996 : 48 F TTC (7,31 €) par caisse en bois de six. Château Barreyre, 33550 Langoiran ; tél. : 05-56-67-02-03.

TOQUES EN POINTE

A Londres

L'ORIENTAL

Le trait dominant de la cuisine londonienne du moment est l'influence prépondérante des saveurs de l'Asie du Sud-est, même chez des chefs français ou anglais ; c'est aussi la percée d'une cuisine *modern british* intéressante ; également, le réel savoir-faire des chefs anglais, la confirmation des français, la percée des italiens et, partout, une constante attention portée à la présentation des plats et au service. Avec Eurostar, la *« world cuisine »* à moins de trois heures de Paris ! A l'Oriental, dans le luxueux écrin de l'hôtel Dorchester, Kenneth Poon, le chef, est chinois et sa cuisine d'inspiration cantonnaise : boulettes frites et légères, coquilles saint-jacques à la sauce aux haricots noirs, *dim-sun* (aux crevettes, poulet, châtaignes, champignons, aubergines), canard laqué aux pousses de bambou... La carte paraît interminable, mais les cuissons sont précises et les saveurs délicates. 450 références en cave, une sélection inhabituelle dans un restaurant asiatique, mis à part Tan Dinh à Paris. Menu *dim sun* au déjeuner 25 £ (38 €), 3 plats 29,50 £ (45 €). Le soir, menus dégustation de 47 à 88 livres (71 à 134 €) et carte végétarienne.

★ Park Lane, London W 1A WHJ, tél. : 00-44-171-629-8888. Tous les jours.

FIFTH FLOOR

La restauration de grand magasin, pas plus à Londres qu'ailleurs, n'a très bonne réputation. Au cinquième étage de Harvey Nichols, The Fifth Floor Restaurant Bar & Café renouvelle le genre avec un restaurant de 120 couverts – terrasse-d'été *et* grande baie vitrée *sur* Knightsbridge *Square – dans le prolongement du département food market, et du Yo !* Sushi Bar. Le cadre raffiné joue la complicité avec la cuisine du jeune chef anglais Henry Harris pour lequel une recette n'est jamais qu'un point de départ, un support de création. Cuisine plutôt « franglaise », inspirée de réminiscences bordelaises (huîtres et saucisses grillées) et méditerranéennes : crevettes frites à l'ail et huile d'olive, lapin aux épinards, bacon, paprika et sauce à la moutarde, loup grillé aux tomates épicées et salade d'oignons rouges. Menu (lunch) : 23,50 £ (32 €). A la carte, de 29,50£ à 37,50 £ (44 € à 56 €).

★ Harvey Nichols, Knightsbridge, London SW1 7RJ, tél. : 00-44-171-235-5250. Fermé samedi midi et dimanche.

ONE-O-ONE

Ce gigantesque aquarium donnant sur le coeur de Knightsbridge est voué à la célébration du poisson. Le jeune chef français Pascal Proyart y prodigue les souvenirs de son enfance bretonne et de ses voyages en Afrique. *Ses préparations, comme le filet de loup sauce à la crème et à l'échalote*, le mulet rouge grillé, purée de pommes de terre à l'huile d'olive, ou encore le bar en croûte de sel cuit à la perfection, sont rigoureuses. Une prédilection pour le poisson qui n'exclut ni le pot-au-feu de poulet de la ferme au chou et aux morilles, ni le filet de bœuf d'Ecosse rôti, sauce au Burgundy rouge. Un repas léger qu'une galette glacée au citron et mûres viendra conclure d'une note rafraichissante. Menus au déjeuner 21 £ (31 €) pour 2 plats, 25 £ (37 €) pour 3 plats, menus gourmets au dîner de 42 £ à 49 £ (63 € à 73 €).

★ William Street, Knightsbridge, London SW1X 7RN, tél. : 00-44-171-290-7101. Tous les jours.

ZAFFERANO

C'est le restaurant du très créatif Giorgio Locatelli. Sa cuisine est une variation, au sens musicologique du terme, de celle du nord de l'Italie : salade de raie au vinaigre balsamique, pain sarde à la tomate et poutargue râpée, maquereau grillé au fenouil, lapereau au Parme et polenta, spaghetti au homard, oranges sanguines au prosecco glacé. Des plats de haut goût, servis avec délicatesse. Vins italiens. Menu de 17,50 £ à 20,50 £ (26 € à 31 €) au déjeuner, de 26,50 £ (40 €) pour 2 plats à 36,50 £ (55 €) pour 4 plats le soir.

★ 15 Lowndes Street, London SW1X 9EY, tél. : 00-44-171-235-5800. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Soleil au nord, pluie au sud

MERCREDI, une dépression sur le Portugal injecte de l'air humide par la Méditerranée en direction du sud du pays. Au nord, l'anticyclone britannique influence favorablement le temps. Les températures sont plutôt au-dessus des normales saisonnières.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Du sud de la Bretagne au Val de Loire, le ciel sera partagé avec un petit risque d'ondée le matin. Le soleil l'emportera plus au nord. Il fera de 14 à 20 degrés.

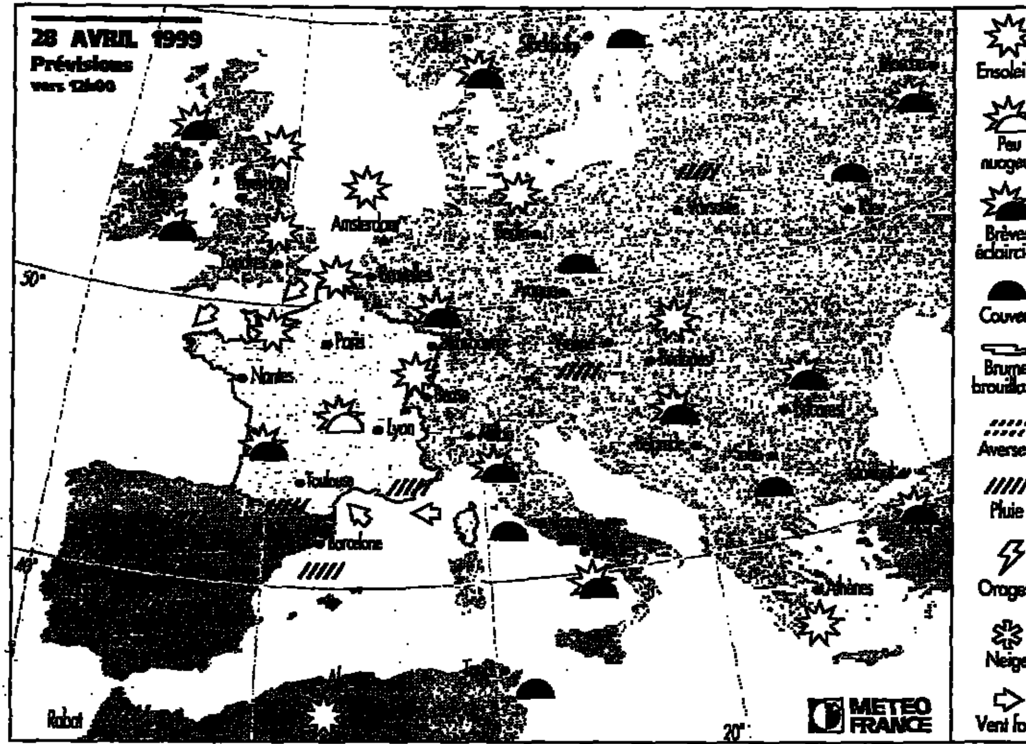
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le soleil dominera sauf au sud de la Loire où quelques nuages circuleront encore. Il fera près de 20 degrés, mais guère plus de 15 degrés près des côtes.

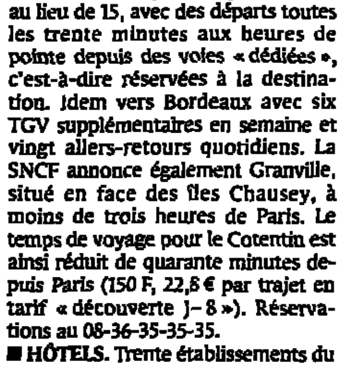
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Dans le sud de la Bourgogne, la Franche-Comté et la région de Mulhouse, quelques nuages viendront taquiner le soleil. Celui-ci sera impérial plus au nord. Il fera de 18 à 22 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps restera très incertain sur ces régions. Les éclaircies seront peu nombreuses et plutôt réservées à la matinée. Des ondées se déclencheront. En revanche, le Poitou-Charentes profitera d'un temps plus sec. Il fera de 18 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le ciel hésitera entre soleil et nuages, ceux-ci finiront par l'emporter dans le sud de l'Auvergne et le Dauphiné avec de la pluie en fin de journée. Il fera près de 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Une nouvelle vague pluvieuse abordera ces régions en matinée. Les pluies seront marquées en Languedoc. La Corse retrouvera rapidement du soleil. Celui-ci gagnera la côte provençale l'après-midi, mais le vent d'est soufflera très fort (rafales à 100 km/h). Il fera de 15 degrés en Languedoc à 25 degrés sur la côte occidentale de la Corse.





LE CARNET DU VOYAGEUR

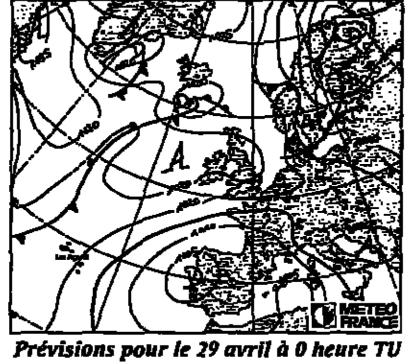
■ **TRAIN.** Moins de deux heures en TGV sur le Paris-Nantes, dès le 30 mai, et 21 fréquences quotidiennes au lieu de 15, avec des départs toutes les trente minutes aux heures de pointe depuis des voies « dédiées », c'est-à-dire réservées à la destination. Idem vers Bordeaux avec six TGV supplémentaires en semaine et vingt allers-retours quotidiens. La SNCF annonce également Granville, situé en face des îles Chausey, à moins de trois heures de Paris. Le temps de voyage pour le Cotentin est ainsi réduit de quarante minutes depuis Paris (150 F, 22,8 € par trajet en tarif « découverte J–8 »). Réservations au 08-36-35-35-35.

■ **HÔTELS.** Trente établissements du Groupe Concorde affichent en France et en Europe des formules à prix doux durant les fins de semaine. La brochure « Bon week-end », présentant vingt étapes, est disponible auprès de la centrale au 0800-05-00-11.

PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/31 N	KIEV	10/23 C	VENISE	11/18 N	LE CAIRE	15/28 S
				POINTE-A-PIT.	23/29 N	LISBONNE	12/15 P	VIENNE	11/17 P	MARRAKECH	9/18 N
				ST-DENIS-RÉ.	22/29 S	LIVERPOOL	7/18 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/26 N
				EUROPE		LONDRES	7/18 S	BRASILIA	16/28 S	PRETORIA	12/20 N
				AMSTERDAM	7/15 S	LUXEMBOURG	7/16 N	BUENOS AIR.	13/19 S	RABAT	11/18 P
FRANCE métropole		NANCY	9/21 S	ATHENES	15/24 S	MADRID	9/13 P	CARACAS	23/29 C	TUNIS	14/28 C
AJACCIO	12/23 S	NANTES	10/17 N	BARCELONE	12/17 P	MILAN	8/21 N	CHICAGO	8/14 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	9/17 N	NICE	11/18 P	BELFAST	10/15 N	MOSCOU	12/23 N	LIMA	17/22 N	BANGKOK	26/32 P
BORDEAUX	10/19 N	PARIS	11/21 S	BELGRADE	11/18 N	MUNICH	7/15 N	LOS ANGELES	10/13 C	BOMBAY	24/30 S
BOURGES	9/18 N	PAU	6/18 P	BERLIN	8/18 S	NAPLES	12/23 N	MEXICO	13/28 S	DJAKARTA	26/31 C
BREST	9/15 S	PERPIGNAN	10/16 P	BERNE	7/17 N	OSLO	2/13 N	MONTREAL	2/15 S	DUBAI	26/37 S
CAEN	10/16 S	RENNES	10/19 S	BRUXELLES	8/17 S	PALMA DE M.	10/23 P	NEW YORK	9/16 S	HANOI	21/27 C
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE	7/17 N	BUCAREST	10/18 N	PRAGUE	7/14 C	SAN FRANCIS.	7/15 S	HONGKONG	21/27 C
CLERMONT-F.	7/18 N	STRASBOURG	10/22 S	BUDAPEST	11/19 S	ROME	12/19 C	SANTIAGO/CHI	5/23 S	JERUSALEM	15/24 N
DIJON	8/18 N	TOULOUSE	10/17 P	COPENHAGUE	6/15 N	SEVILLE	11/17 P	TORONTO	5/13 S	NEW DEHLI	25/43 S
GRENOBLE	5/19 N	TOURS	10/18 N	DUBLIN	8/16 N	SOFIA	10/18 C	WASHINGTON	7/17 C	PEKIN	9/19 N
LILLE	10/19 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	8/18 N	ST-PETERSB.	11/16 S	**AFRIQUE**		SEOUL	15/20 S
LIMOGES	9/18 N	CAYENNE	24/30 S	GENEVE	6/16 N	STOCKHOLM	6/16 C	ALGER	12/25 S	SINGAPOUR	27/31 C
LYON	8/18 N	FORT-DE-FR.	24/29 C	HELSINKI	5/15 C	TENERIFE	14/20 S	DAKAR	18/22 N	SYDNEY	14/18 P
MARSEILLE	11/18 P	NOUMEA	22/27 N	ISTANBUL	14/21 N	VARSOVIE	9/15 P	KINSHASA	22/29 P	TOKYO	15/21 P

Situation le 27 avril à 0 heure TU



Prévisions pour le 29 avril à 0 heure TU

PRATIQUE

Le congé parental d'éducation demeure l'apanage des femmes

ENFIN femme au foyer ! Grâce au congé parental, Cécile peut cesser de travailler pendant un an pour profiter de l'éducation de son bébé. Pierre, son mari, aurait bien aimé prendre sa place, mais comme il avait le salaire le plus élevé, le couple n'a vraiment pas eu le choix. Les différences des niveaux de salaires masculins et féminins font, le plus souvent, du congé parental une affaire de femmes : selon la dernière enquête du ministère du travail, sur les 95 000 bénéficiaires de ce congé en 1992, leur proportion était de 98,5 % dans le secteur privé et de 99 % dans la fonction publique.

En droit, le congé parental d'éducation est ouvert aux hommes comme aux femmes justifiant d'au moins un an d'ancienneté à la date de la naissance de l'enfant, ou à celle de l'arrivée au foyer d'un enfant adopté. Il peut être à temps complet ou partiel (de 16 à 32 heures par semaine). L'employeur ne peut pas refuser, même si l'entreprise est de petite taille. Certains tentent pourtant de dissuader leurs employés. *« Le directeur a fait courir le bruit que je ne serai pas remplacée et mes collègues ont fait pression pour m'inciter à renoncer »*, raconte Laetitia.

La durée maximale du congé est d'un an renouvelable deux fois, soit trois ans. Il n'y a pas de minimum : on peut demander un congé parental de trois mois, et le renouveler à deux reprises en choisissant librement le temps de prolongation, à condition que le total (durée initiale plus prolongations) n'excède pas le troisième anniversaire de l'enfant ou la troisième année de son arrivée au foyer, s'il est adopté. Si l'enfant adopté est âgé de plus de trois ans et de moins de seize ans, le congé parental ne dépassera pas un an. Mais on peut enchaîner plusieurs congés successifs en cas de nouvelle naissance ou adoption sans qu'il soit nécessaire d'avoir repris son activité.

TEMPS PARTIEL DIFFICILE

En revanche on ne peut interrompre son congé à tout moment. La réintégration n'est automatique qu'en cas de décès de l'enfant, ou de baisse subite des revenus du ménage, par exemple si le conjoint se retrouve au chômage. Sinon, il faut solliciter l'accord de l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un mois avant la date de la reprise. L'employeur n'est pas autorisé à licencier pendant un congé parental, sauf pour motif économique. Le travailleur a droit alors à l'intégralité des indemnisations Assedic.

Des difficultés surgissent souvent lorsqu'on négocie un congé parental à temps partiel : les salariés n'obtiennent pas toujours les jours et des horaires de travail qu'ils souhaitent. Lors du retour dans l'entreprise, les intéressés ont souvent du mal à négocier un temps partiel comme la loi le leur permet. Beaucoup ne retrouvent pas leur poste ou un emploi de qualification équivalente. *« Il n'est pas rare, au retour d'un long congé parental, de se voir affectée dans un autre service, ou mutée dans une succursale. S'il y a une clause de mobilité dans le contrat, il sera impossible de protester. Et même s'il n'y en a pas, on ne peut pas considérer que la mutation soit une modification substantielle du contrat de travail, car sur ce point la jurisprudence est actuellement défavorable aux salariés »*, constate-t-on au Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF).

ANCIENNETÉ ET RETRAITE

La période de congé parental est prise en compte pour moitié dans le calcul de l'ancienneté professionnelle, et en totalité pour la retraite. Les femmes sont avantagées à cet égard, parce qu'elles bénéficient de deux années supplémentaires par enfant, dans le cadre de leur calcul de trimestres. En revanche, avec un congé parental de trois ans, elles perdent un an. *« J'ai bien conscience de vivre les plus belles années de ma vie en voyant grandir mon enfant. Je l'emmène partout avec moi, il est exactement comme je le rêvais. Mais je sais que je sacrifie mon niveau de vie à venir, car je compte avoir un autre enfant pour lequel je prendrai un nouveau congé »*, remarque Cécile.

Car lorsqu'on bénéficie d'un congé parental, on ne reçoit aucune rémunération, sauf si c'est prévu par la convention collective. On ne perçoit pas non plus d'allocation, du moins pour le premier enfant. A partir du deuxième enfant, on peut obtenir une *« allocation parentale d'éducation »* (3 045 francs par mois, soit 464 €) à condition d'avoir eu une activité antérieure d'au moins deux ans dans les cinq années précédant la naissance du dernier enfant à charge. Enfin, toute activité professionnelle est interdite, sauf celle d'assistante maternelle. Ces conditions interdisent pratiquement à un parent isolé de prendre un congé parental, sauf s'il bénéficie d'une pension alimentaire.

Michaëla Bobasch

Les démarches

● **Formalités.** Pour accoler le congé parental au congé maternité, envoyer à l'employeur une lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un mois avant le terme du congé de maternité. Dans les autres cas, s'y prendre au moins deux mois à l'avance. Pour un renouvellement, envoyer à l'employeur une lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'expiration du congé parental. Attention, si les délais n'ont pas été respectés, le congé peut être refusé.

● **Couverture sociale.** Maintien des droits et des prestations en nature (remboursement des dépenses de santé) pendant la durée du CPE. Ensuite, on retrouve les droits aux prestations en nature et en espèces (indemnités journalières) pour douze mois, lors de la reprise du travail après le CPE ou après un congé maladie ou maternité le prolongeant.

● **Adresses.** Le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF, 7, rue du Jura, 75013 Paris, tél. : 01-42-17-12-34) informe gratuitement. Permanence téléphonique : de 9 h à 12 h 30, mardi, mercredi et jeudi. Entretiens sans rendez-vous : mardi et jeudi de 13 h 30 à 17 h 30. Documentation : de 13 h 30 à 17 h 30. Le CNIDFF édite un guide : *Maternité, femmes salariées* (32 p., 45 F). Minitel : 3615 CNIDFF (2,23 F la minute). Internet : www.infofemmes.com ou www.cidff.com. Le CNIDFF fédère 120 CIDF en région.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99100

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II							■				
III			■								
IV							■				
V			■			■			■		
VI			■					■			
VII				■							■
VIII					■						
IX		■						■			
X				■							
XI											

HORIZONTALEMENT

I. Une excuse quand ça va mal. – II. Finit en boîte. Où il est toujours difficile de larguer les voiles. – III. Négation. Très regrettable. – IV. Un sonal sous la coupole. Difficile de passer au travers. – V. Article retourné. Mesure. Cube chiffré. Lettres d'enregistrement. – VI. Le chlore. Permit au Tasse de taquiner la muse. A laissé un col. – VII. Sans changement. Touchée par derrière. – VIII. Utilisât. Doux ou rude, on vit avec. – IX. Fils et père de Ramsès. Peuple du Nigeria. – X. Coule en Allemagne. Départ. Mis en place. – XI. Soutenir dans l'épreuve.

VERTICALEMENT

1. Suppositions qui n'ont rien à voir avec le 1 horizontal. – 2. Dépassent sur les côtés. Prises en compte. – 3. Le néodyme. Pour une prise au lancer. – 4. Chacun pour soi, telle est sa loi. Personnel. – 5. Peut être entendu. Qui ne seront pas entendus. – 6. Neige éternelle. Musique de raves. – 7. Pratiquer l'ouverture. – 8. N'est plus de mise au Vatican. Bout de limace. – 9. Dit tout une fois ouverte. De plus en plus nombreuses. – 10. Indique que tout n'est pas perdu. – 11. Compositeur roumain. Pour travailler la terre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99099

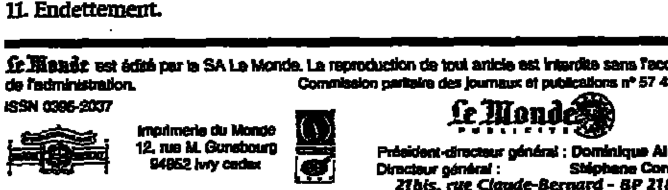
HORIZONTALEMENT

I. Coude à coude. – II. Après-demain. – III. Questure. Ed. – IV. Us. Légère. – V. Ecrite. Anet. – VI. Tuilier. Est. – VII. El (le). Lésa. Rée. – VIII. Mener. TGV. – IX. Arcs. Rêve. – X. Non. Epée. In. – XI. Transigeant.

VERTICALEMENT

1. Caquètement. – 2. Opuscule. Or. – 3. Ure. Ri. Nana. – 4. Dessiller. – 5. Est. Tierces. – 6. Adulées. Spi. – 7. Cère. Rat. Eg. – 8. Oméga. Gréé. – 9. Ua. Enervé. – 10. Diérèse. Vin. – 11. Endettement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

SCRABBLE®

PROBLÈME N° 119

Voyez rouge !

1. Tirage : E I L P R S S.

a) Six cases rouges (Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et Sud-Ouest) sont ouvertes. Occupez-les avec des mots rapportant respectivement 34, 45, 39, 48, 49 et 33 points.

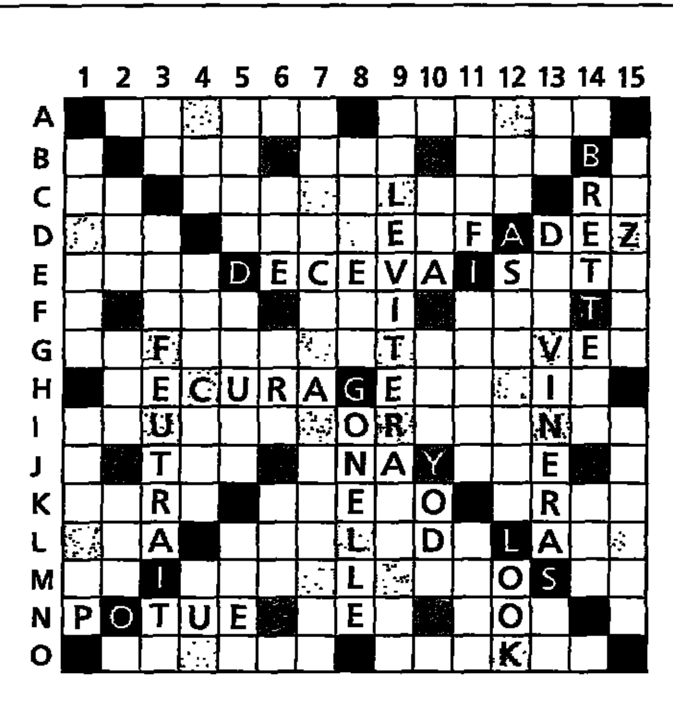
b) Avec ce même tirage, trouvez deux sept-lettres et placez l'un d'eux pour 93 points.

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) C D E E I N O : trouvez un sept-lettres. H L M O T S Y : trouvez un sept-lettres.

Solutions dans *Le Monde* du 5 mai.

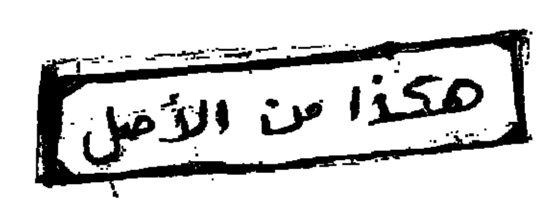


Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 21 avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque cette référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) PANSUE et EPOUSA. b) SOUPAPE, 5 E, 44. c) SOUPANE, *québ., porridge.* d) SUBPOENA, *québ., assignation à comparaître,* M 6, 82 – APEURONS, L 4, 70 – EPANOUIS, 6 B, 64 – EPOUSANT, 9 A, 62 – EPAULONS, O 4, 61. e) CARGUEE – GONELLES (ou GONNELLE), *poisson* – ENCOLLES.

Michel Charlemagne



هكذا من الأصل

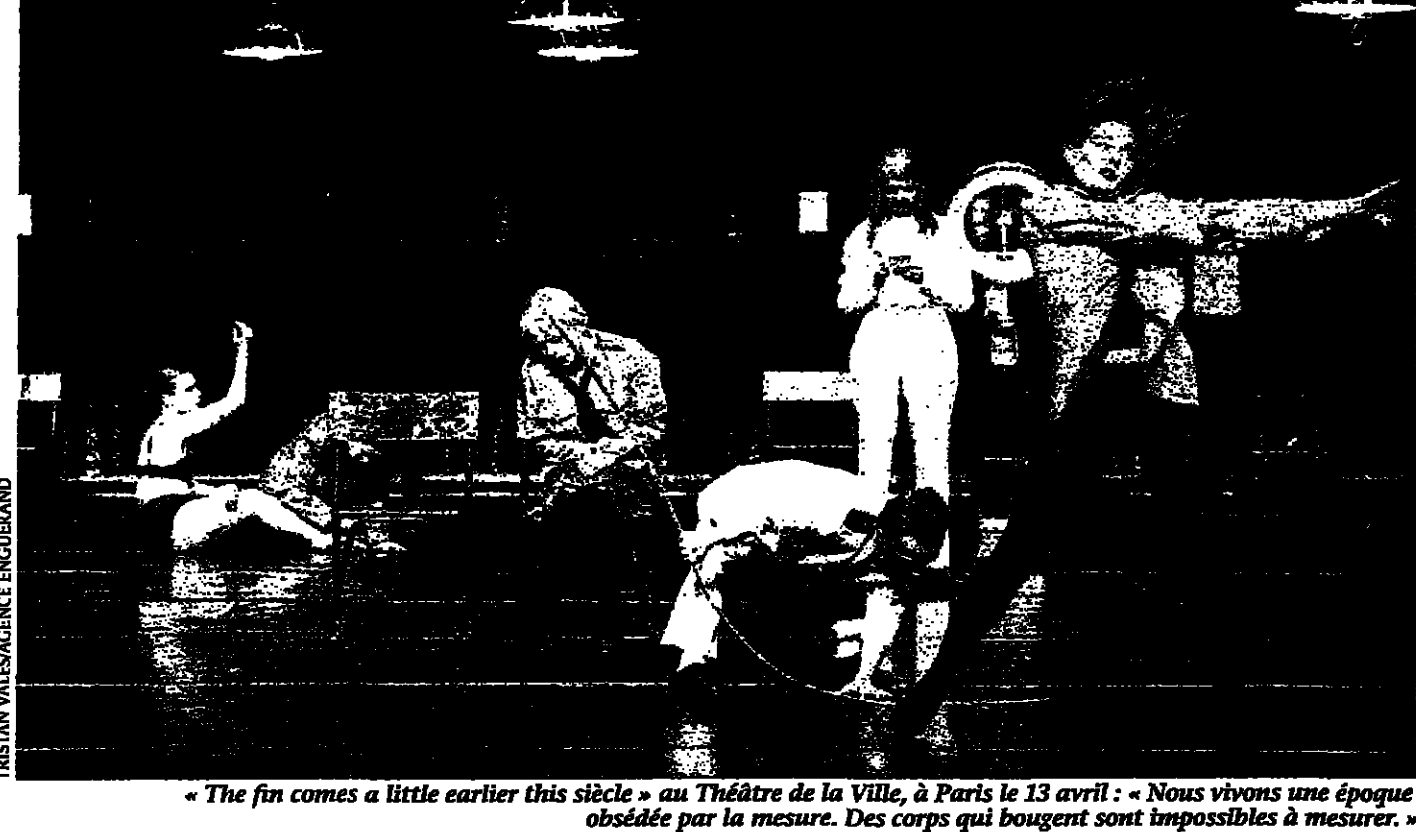
DANSE L'artiste flamand Jan Fabre, inventeur du Bic-Art et créateur de spectacles inclassables, est encore peu connu en France. Plasticien, il sculpte et dessine. Dramaturge, il a écrit des pièces de théâtre dès l'âge de seize ans et s'attaque à tous les genres, théâtre, danse, opéra. Il pourrait dire de lui-même, comme le général Patton, héros de son dernier spectacle : *« Je reviendrai, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille ! »* ● *THE FIN comes a little bit earlier this siècle* vient d'être représenté à Strasbourg (après Paris et avant Séville, Budapest et Berlin). Ses spectacles sont souvent peuplés d'animaux vivants ou morts... obsessions qu'il détiendrait du fait qu'il descend de l'entomologiste Jean-Henri Fabre. ● INSECTES, carapaces, viandes... se retrouvent aussi dans les sculptures exposées à la galerie La Chaufferie à Strasbourg, jusqu'au 16 mai.

Les obsessions de Jan Fabre, perpétuel rénovateur du spectacle vivant

L'artiste flamand a pris le général Patton pour héros de son dernier spectacle ; les figures de ses créations plastiques récentes sont de drôles d'insectes ; plasticien, chorégraphe, dramaturge... il n'en finit pas de s'interroger sur l'évolution des espèces et de l'art

TREIZE HEURES, Jan Fabre est en retard. Trop tôt, ou trop tard pour cet homme qui déteste la notion de l'heure ? En France, on ne sait rien, ou si peu, de l'Anversois qui vient de présenter (*Le Monde* du 31 mars) *The fin comes a little bit earlier this siècle*, une pièce dont le général américain Patton est le héros. Jamais on ne parle ici de son travail de plasticien. Quant à ses spectacles, portés aux nues dans les années 80, ils sont aujourd'hui reçus avec circonspection. Faute de savoir quoi en penser.

Il faut dire que l'homme est rétif à tout étiquetage. A seize ans, enfant prodige, il a déjà écrit plusieurs pièces de théâtre (qui ne seront jouées qu'à partir de 1989). A dix-sept ans, il peint avec son sang, s'expose plié dans une boîte avec des escargots, qu'il a rayés aux couleurs du drapeau belge. Il étudie à la fois aux Arts décoratifs et à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers. A Anvers, il habite rue Rubens. A New York, à la Galerie Mott, il joue avec le feu, brûle les dollars que les spectateurs lui ont donnés. Il faut qu'il expérimente le monde avec son corps. Il faut qu'il invente en une tension extrême ses propres rites d'initiation.



TRISTAN VALÈS/AGENCE ENGUERAND

« The fin comes a little earlier this siècle » au Théâtre de la Ville, à Paris le 13 avril : « Nous vivons une époque obsédée par la mesure. Des corps qui bougent sont impossibles à mesurer. »

A la fin des années 70, il commence à dessiner avec une pointe Bic. Coup de génie dont il saura ne pas abuser. Le « Bic-Art », étonnant bleuissement de l'univers, sorte de *blue denim* de l'écriture, deviendra une partie essentielle de son oeuvre. Bleu, comme une décharge d'adrénaline. A vingt-deux ans, il se jette toutes griffes dehors dans le sabotage du genre théâtral, créant le scandale avec *Théâtre avec un K est un matou* – panoplie cuirs et fouets à fond les manettes. Invitée à Milwaukee par un comité de philosophes, la pièce lui vaut d'être embarqué par la police. Toujours à New York, en 1982, il demande à des critiques de jouer à la roulette russe avec lui. C'est la dernière épreuve publique qu'il s'inflige. Toujours vivant, il peut s'autoriser à devenir artiste.

A savoir : poser la question de son immortalité. La réincarnation ? Il tient le pari d'avoir sept vies en une seule. Pari qui l'oblige à faire sauter les limites entre les arts. Léonard de Vinci est un de ses modèles. Sur un tableau, il a écrit alors qu'il est encore adolescent : *« Un homme qui n'est pas un mythe n'est pas un homme. »* Documenta de Kassel, Biennale de Venise, il expose dans le monde entier. Tout en continuant à éprouver la validité des règles théâtrales avec *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir*, une épopée de huit heures, puis avec *Le Pouvoir des folies théâtrales*, qui sera photographié par Robert Mapplethorpe.

L'opéra et la danse sont passés à leur tour à la moulinette de ses fantasmes. Deux réussites : *Das Glas im Kopf wird vom Glas* (photographié par Helmut Newton), et *Silent Screams, Difficult Dreams*. Spectacles peuplés de grenouilles, de carpes se mourant dans du gros sel, de chats attachés, de faucons, de masques de hiboux, d'araignées rouges scorpionnesques. Il affirme être un descendant de Jean-Henri Fabre, l'entomologiste français. Ce qui expliquerait son obsession pour l'évolution. Du singe à l'homme. Rites et parades des animaux. Stratégies des insectes. Vie et survie... Au Théâtre de la Ville (qui soutient l'artiste depuis 1990), Jan Fabre est annoncé, il arrive, le voilà, ramassé sur lui-même à s'en tenir penché. Il dort debout. Il vient d'avoir quarante ans. Se dit *« heureux d'avoir su couper court au battage publicitaire autour de cette fin de siècle. Que, dans sa création, c'est le sous-titre* Business as Usual *qui est important, car cette date symbolique de l'an 2000 ne changera rien à son travail ! »*

> « Avons-nous encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ? »

Une pièce forte, au-delà de la guerre. Et pourtant en plein dedans.

Héros : le général Patton (Jan Decorte). Son ordonnance, un homme de petite taille (Jurgen Verbeyen). Des auxiliaires militaires féminines. Un décor clos par des étagères remplies d'uniformes pliés, de bobines de films. Camp de travail ? Magasin d'archivages à la Kafka ? Un manteau tient debout tout seul. Il parle. Des formes au sol grouillent et gémissent. Entre mort, blessure et orgasme. Hilarant ? Pas pour longtemps. Car cette fille brune (Erna Omarsdottir) qui revient claquer régulièrement une blonde – Els Deceukelier, égérie de Fabre, dans un rôle de gourde – met mal à l'aise.

Axiome de Patton : qu'on joue, ou qu'on fasse la guerre, c'est toujours pour gagner. Echec et mat. *« Ce n'est pas une pièce sur la guerre au sens guerrier, mais sur la manière dont on se bat pour garder son territoire*, explique Jan Fabre. *Cette lutte est ce qui nous tient éveillés. Car au bout il y a la mort. C'est elle qui, parce qu'elle nous effraie, nous garde en mouvement. Le général Patton est un romantique, le descendant des vieux guerriers qui croient au combat d'homme à homme. Il enseigne qu'on ne peut tuer les gens à distance, sans voir leur visage. "Je reviendrai, dit-il, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille !" Cette métaphore vaut pour l'artiste. »* Hanter les consciences. S'engager dans son époque. Les interprètes, à tour de rôle, viennent murmurer à Patton une phrase qu'ils n'osent achever : *« On dit qu'il existe des armes miracles... »* Celles des frappes chirurgicales ?

La mise en scène balance entre idéalisme et divertissement à l'américaine, avec claquettes et Frank Sinatra. *« C'est le rythme entre l'Ancien Monde et le Nouveau Monde. Mais la question est la suivante : avons-nous encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ? Les Américains ont tué les Indiens. On tue, puis on justifie. Peut-être n'a-t-on déjà plus le droit de poser cette question ? Prenons l'exemple du génocide au Kosovo : dans cinquante ans, un musée racontera l'histoire des Musulmans dans cette région. »*

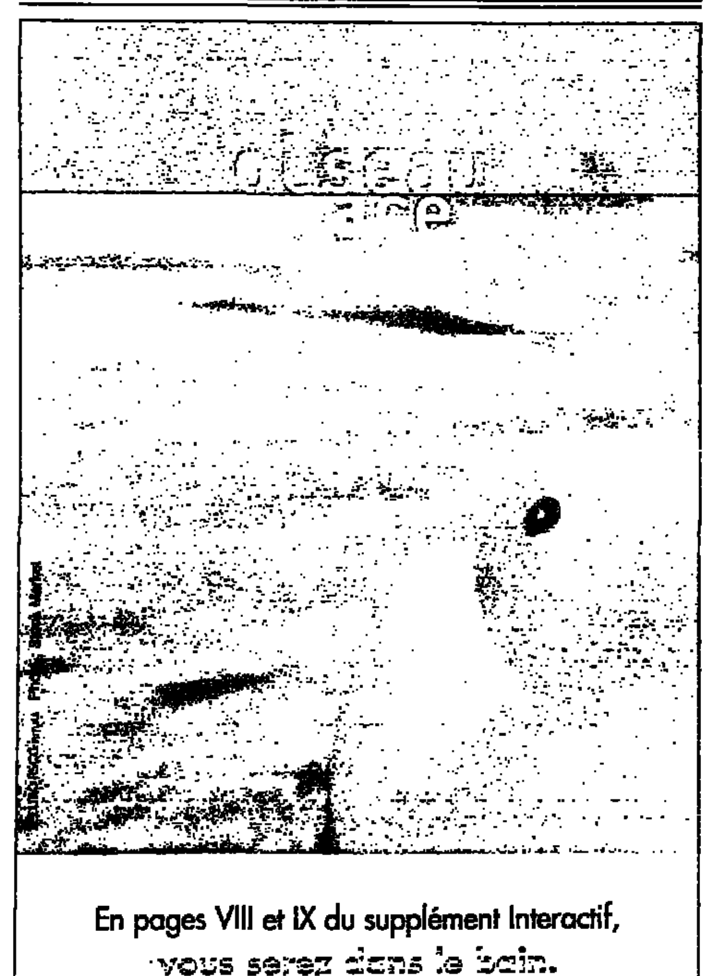
Pour *The fin comes a little bit earlier this siècle*, les acteurs, les danseurs ont travaillé avec un chimpanzé. *« Les animaux intelligents sont une défaite de l'innocence »*, constate Fabre. Une fille peint en vert la peau d'une autre. *« Katja et Sandra Noelmans sont de vraies jumelles. La peinture verte simule le camouflage du caméléon, une parade de la nature, de la survie, imitée par l'armée pour se protéger, et surprendre l'ennemi. »* Les insectes, source d'apprentissage pour les stratégies militaires. Un sujet souvent exploré par les films de science-fiction.

Manipulation génétique, gémellité, clonage : ces avancées de la science ouvrent, selon Jan Fabre, jeune émule du metteur en scène David Cronenberg, une voie possible à la survie de l'espèce. D'où cette urgence à construire des métaphores démontrant que les facultés d'adaption créeront toujours des différences entre les humains. D'où cette fascination pour les uniformes, la mode, ces camouflages derrière lesquels les individus se dissimulent. Pour tous les phénomènes de mimétisme... Dominants/dominés. Grands/petits. Fracas/silence. La répétition des mêmes gestes, des mêmes mots disent l'obsession et l'hystérie.

La question du fascisme est au centre. Une étude, presque mot à mot, de ce qu'écrivait Primo Levi dans *Si c'est un homme*, livre dans lequel il ausculte sa vie à Auschwitz : *« La faculté qu'a l'homme de se creuser un trou, de sécréter une coquille, même dans des circonstances désespérées, est un phénomène stupéfiant qui demanderait à être étudié de près. »* Fabre cherche les formes de l'ironie pour *« dire qu'on ne peut plus exprimer ce qui est vraiment signifié. »* Corps ficelés, pesés, mesurés : *« Nous vivons une époque obsédée par la mesure. Des corps qui bougent sont impossibles à mesurer. Seuls les choses mortes peuvent l'être. Le monde dans lequel nous vivons, celui de la médiatisation, ne se situe ni dans le flux ni dans la mobilité, mais dans le moment fixé. Tout y est cadre, calibrage, minutage en temps réel... »* Quelle musique accompagnera ce siècle qui s'achève ? Janacek et Xénakis. Joués à merveille sur scène par le Spiegel String Quartet : *« Janacek a écrit cette musique alors qu'il venait d'être quitté par une femme*, dit le chorégraphe. *Xénakis compose son œuvre sur la mémoire des camps. J'ai ainsi réuni deux musiques fondées sur le chagrin pour une pièce où les personnages essaient de réunir les bribes de leurs souvenirs. »* Que s'est-il vraiment passé au XXe siècle ?

Dominique Frétard

★ Prochaines représentations : 7 et 8 mai au Teatro Central, Séville (Espagne) ; 26 au 28 mai au Trafo, Budapest (Hongrie) ; 2 au 5 juin au Hebbel Theater, Berlin (Allemagne).



Des scarabées et des hommes

JAN FABRE. La Chaufferie, 1, rue de l'Académie, 67 Strasbourg. Tél. : 03-88-35-38-58. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mai.

Tandis que Jan Fabre jouait *The fin comes a little bit earlier this siècle* au Théâtre du Maillon (où il venait pour la première fois), La Chaufferie (dont la programmation est confiée à des enseignants de l'Ecole nationale des arts décoratifs de Strasbourg) exposait plusieurs de ses œuvres. *« Elle répond au désir commun du Maillon, dirigé par Nadia Derrar, et de La Chaufferie de faire connaître un artiste singulier, assez peu connu en France comme plasticien »*, explique Françoise Birgy, chargée des relations extérieures de la galerie.

Les voûtes en ogives créent un environnement « gothique » qui convient aux œuvres exposées, imaginées autour de l'idée de protection, de niches, mais aussi d'évolution de l'espèce humaine. Autant de thèmes qui croisent ceux de *The fin comes a little bit earlier...* Il y a la série des *Gardiens d'abeilles*, silhouettes monacales faites de scarabées verts aux couleurs irisées. Ces centaines de carapaces, cousues entre elles comme des habits de haute couture, se transforment en une matière presque soyeuse, à la fois inquiétante et féerique.

Viande, un morceau suspendu à un croc, est aussi modelé à partir d'insectes bruns, troués de rouge. Dans la série des *Cocons*, deux ont été sélectionnés. Nids d'oiseaux compacts, réalisés avec *« bois, merde, terre, plâtre et encre de Bic »*. *Salvador Mundi* est une pièce de 1999 : un gantelet d'armure, prothèse que l'on retrouve dans l'opéra *Silent Screams, Difficult Dreams*, supporte un globe de scarabées verts. On avait déjà vu dans la galerie anversoise Ronny van de Velde une mappemonde créée avec des coléoptères. Aujourd'hui, une colonne vertébrale animale surgit de ce globe parfait, telle une épée.

L'HEURE BLEUE

Cette sculpture a des similitudes avec la série *Without Title Yet, Human Bones*, variations sur os iliaques et épines dorsales formées d'insectes. Une installation sur la matière et l'ombre portée, qui suggère le vivant, le mou caché derrière les os... Ici, juste quelques traces de pointe Bic, comme un clin d'œil à ses travaux qui contribuèrent à le rendre célèbre. Citons seulement la performance *Die Blaue Raum*, coloration au stylo bille de toute une galerie berlinoise, à l'« heure bleue », c'est-à-dire à l'instant où la nuit s'achève, avant que le jour ne se lève. Le Bic bleu sert aussi aux dessins pour la préparation des spectacles vivants, des performances.

Fabre aurait pu, comme Christo l'emballeur, être celui qui « bleuit » à tout jamais les paysages, les monuments célèbres. Comme le château Tivoli, à Malines. Il a su sortir de ce qui l'aurait enfermé : *« Je suis un romantique par la conscience immédiate des atteintes à ma liberté. Je suis toujours en attente de la semaine du long week-end, de sept jours et sept nuits, sans lundi, ni mardi, etc. J'aime l'idée d'un temps au marché noir dans lequel rien n'est défini. Le dessin, l'écriture ne me permettent de vivre dans un temps dont je fixe moi-même les limites. Le succès est un poison. Je ne fais pas un travail qui s'inscrit dans les modes d'aujourd'hui. »* On a beaucoup parlé de son œuvre (de ses dessins, les sculptures ne pouvant être dissociées de ses spectacles vivants), en termes de chaos et d'ordre. L'artiste recherche les multiples visages de la confusion.

Un catalogue est en cours d'édition. Dietmar Kamper, anthropologue allemand, en a écrit les textes. Signalons que l'artiste vient de créer avec quelques plasticiens et critiques une revue appelée *Janus*. Le dieu à double face.

D. F.

Un homme double

● **Les débuts.** 14 décembre 1958, Jan Fabre (descendant de l'entomologiste français Jean-Henri Fabre) naît à Anvers. 1975-1980 : écrit des pièces de théâtre.

● **1976-1980.** Performances à Anvers, à New York, à Berlin (*My Body, My Blood, My Landscape, Money Performance, Bill Us Later*, etc.). Débuts du Bic-Art, sa marque de fabrique.

● **Principaux spectacles.** 1980 : *Théâtre écrit avec un K est un matou*, Ankerrui Theater, Anvers. 1982 : *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir*, Stalker, Bruxelles. 1984 : *Le Pouvoir des folies théâtrales*, Théâtre Goldoni, Venise. 1987 : *Das Glas im Kopf wird vom Glas/sections dansées* d'un opéra qui sera créé en 1990, Opéra d'Anvers. 1990 : *The Sound of the Hand Clapping*, pièce pour le Frankfurt Ballett de Forsythe (première invitation au Théâtre de la Ville), qui sera intégrée, la même année, à son deuxième opéra *Silent Creams, Difficult Dreams*, Documenta de Kassel. 1991 : *Sweet Temptations*, Festival de Vienne. 1993 : *Da un'altra faccia del tempo*, Bruxelles. 1996 : *Universal Copyright*, Bruxelles. 1997 : solos pour ses danseurs sur *Les Quatre Tempéraments* d'Hindemith. Utrecht-Louvain. 1997 : *Glowing Icons* (sur les mythes de notre siècle).

La trova, chanson des troubadours cubains

Trois nuits parisiennes sont consacrées à ce genre sentimental et patriotique, apparu à Santiago à la fin du XIXe siècle

SANTIAGO (Cuba)
de notre envoyé spécial

A Santiago, capitale de l'Oriente (est de Cuba), berceau de la révolution, la calle Heredia est la première rue que repère l'étranger. Occupée pendant la journée par quelques marchands de souvenirs, bordée de maisons coloniales, elle débouche sur le parc Céspedes, la place centrale où chaque dimanche soir se produit la Banda municipale. Une fois dépassé le luxueux hôtel Casa Grande, il suffit de remonter quelques mètres pour arriver à la Casa de la trova. Une institution, un lieu de vie. *« Après le triomphe de la révolution, l'Etat a cherché tous les musiciens qui traînaient dans la rue, démunis, survivant seulement des quelques pièces récupérées dans les cafés lorsqu'ils passaient l'assiette après avoir chanté. »* D'une voix douce et posée, Zaida Reyte raconte comment tout a commencé, comment sont nées dans les villes, les « casas de la trova », sortes de foyers municipaux dédiés à ce genre.

Chanson populaire créée à la fin du XIXe siècle à Santiago par les *trovadores*, troubadours poètes et chanteurs qui s'accompagnaient à la guitare, la *trova* traditionnelle décline à l'infini les thèmes de l'amour, les hymnes à la femme – surtout –, à la nature, à la patrie et à ses héros. *« Tous les trovadores ont dédié une œuvre à José Marti »*, dit le musicologue Lino Betancourt Molina, invité en mars à la 37e édition du Festival de la trova de Santiago, qui s'ouvre chaque année par une cérémonie devant la tombe de cette figure mythique de l'histoire cubaine.

Imposante mama, Zaida ne pensait pas devenir un jour chanteuse professionnelle, salariée (elle reçoit actuellement 200 pesos par mois – un peu moins de 60 francs), comme tous les musiciens se produisant à la Casa de la trova. Sa mère, lingère, puis cuisinière, chantait toujours à la maison, l'emmenait dans des soirées animées par les trovadores ; elle, voulait devenir infirmière. Les préjugés de l'époque en ont décidé autrement. *« Je me suis présentée à l'école. J'ai été refusée deux fois à cause de la couleur de ma peau. »* Lorsqu'elle commence à chanter en public, à Santiago où elle naît en 1930, c'est dans un endroit réservé aux Noirs, la Sociedad Club Aponte. *« Les Blancs n'avaient pas le droit d'y venir, et nous, nous ne pouvions pas aller dans les trois autres sociétés que comptait alors la ville. Deux pour les Blancs, une pour les mulâtres. C'était sous Batista. La révolution a supprimé tout ça. »*

UN TRÉSOR DE 200 TITRES

Depuis des années, chaque jour à onze heures, sauf le lundi, on peut écouter Zaida à la Casa de la trova, calle Heredia. Accompagnée par une guitare, marquant le rythme avec une paire de *claves* usées (percussion composée de deux bouts de bois entrechoqués), elle interprète dans le style des trovadores d'antan quelques-unes des chansons qu'elle a collectées au fil des années. Beaucoup lui ont été transmises par sa mère. Elles sont notées consciencieusement sur un carnet. Son trésor. Deux cents titres en tout, dit-elle, dont certains qu'elle est la seule à interpréter. Humble, simple et naturelle, Zaida se contrefiche de l'image qu'elle peut donner d'elle. Pourtant, le soir du 19 mars, lorsqu'elle traverse la salle de la Casa de la trova pour rejoindre la scène, tout le monde remarque ses effets d'élégance. Elle a mis sa plus belle robe, caché ses cheveux sous une perruque et porte des boucles d'oreille. Ce soir est particulier : le moment fort du festival qui a débuté deux jours plus tôt.

Zaida présente le disque auquel elle a participé, *Casa de la trova* (Détour-Erato/Warner). Cet album au charme exquis réunit quelques-uns des derniers trovadores qui maintiennent en vie la trova de jadis. Dirigé par Manuel Napoles Granado, l'impeccable trio Miraflores vient de Sancti Spiritus, ville du centre de l'île. Après sa naissance à Santiago, la trova a cheminé jusqu'à La Havane, vers laquelle les musiciens affluaient, espérant y améliorer leur ordinaire. Elle alluma au passage d'autres foyers à travers l'île, comme à Sancti Spiritus ou encore à Camagüey, la ville des sœurs Faez. Pétillantes, mutines, Floricelda (71 ans) et Candida (69 ans) aiment la vie et ne disent jamais non à un *traigo de ron* (petit verre de rhum). Elle perpétuent la tradition familiale de la trova chantée à deux voix décalées, un style créé par Patricio Ballagas, lui-même originaire de Camagüey.

Quand la salle se lève, reprenant avec elles *Flor de venganza*, une chanson anonyme dont elles ont fait leur titre fétiche, Floricelda et Candida rayonnent, comblées. Les musiciens (dont certains membres de Los Guanches, du Septeto Turquino ou encore l'époustouflant joueur de *tres* Pancho Amat) redoublent d'énergie et on danse alors jusque dans la rue.

Patrick Labesse

★ « Noche de la trova ». Avec Las Hermanas Faez, Trio Miraflores, Zaida Reyte. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Du 28 au 30 avril, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F et 120 F (de 15,25 € à 18,3 €).


YOURI LENQUETTE
Zaida Reyte, la mama de la « trova » qui voulait être infirmière.

Le rêve réalisé de Cyrius

Quand il met la première fois les pieds à Santiago de Cuba, en 1996, Cyrius, chanteur français d'origine espagnole, a le coup de foudre pour la *trova*. *« C'est la musique qui m'a le plus touché là-bas. J'étais fasciné par l'histoire des troubadours. Je me suis dit que je ferais un jour un disque consacré à la* trova. *Il n'y a pratiquement rien consacré à ce répertoire et pas de partition. »*

Entre-temps, il a enregistré son propre album, avec des musiciens de Santiago, *La Banda* (Rue Bleu-Scalen), coproduit avec Emmanuelle Honorin (également impliquée dans le projet *Casa de la Trova*), celui de la Banda municipale de Santiago (Buda-Adès). *« Depuis mon premier voyage, je connaissais quelques personnes, notamment Zaida et Alejandro Almenares, un joueur de requinto et de tres. Puis, j'ai rencontré Las Hermanas Ferrin. »* Il prend ensuite la route, à la recherche d'autres perles de la trova. *« Chaque fois que nous arrivions à un endroit, nous allions d'abord à la Casa de la Trova. C'est le repaire de tous les troubadours. »*

DÉPÊCHES

■ **DROITS D'AUTEUR : Bernard Miyet, sous-secrétaire général aux Nations unies, a été pressenti pour succéder le 1er février 2001 à Jean-Loup Tournier** au poste de président du directoire de la Société d'auteurs, de compositeurs et d'éditeurs de musique (Sacem). L'entrée au directoire de la Sacem de Bernard Miyet devrait être rapidement soumise au vote du conseil d'administration. Enarque, Bernard Miyet, 52 ans, est entré en 1976 au Quai d'Orsay, où il est ministre plénipotentiaire depuis 1994. Depuis 1997, il est chargé des opérations de maintien de la paix à l'ONU. Il a été notamment PDG de la Sofirad en 1983 et 1984, et directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des affaires étrangères en 1989 et 1991.

■ **THÉÂTRE : la Mairie de Paris renouvelle pour la dixième fois, les 18, 19 et 20 mai, son opération annuelle,** « La Mairie de Paris vous invite au théâtre », avec son slogan « Prenez une place, venez à deux ». Environ 90 théâtres sont concernés par cette opération et proposent quelque 400 représentations de plus de 150 spectacles différents.

■ **CINÉMA : *Astérix et Obélix contre César* a attiré plus de 3 millions de spectateurs depuis sa sortie dans les salles en Allemagne,** a indiqué, lundi 26 avril, le principal syndicat de distribution de films allemands. Ce film pourrait pour cela se voir attribuer l'écran d'or, qui récompense le premier film allemand de l'année. En France, le film a enregistré plus de 10 millions d'entrées depuis sa sortie le 3 février.

■ **MUSIQUE : la tournée en France du chanteur espagnol Julio Iglesias est annulée,** a annoncé, le lundi 26 avril, Columbia, sa maison de disques. Columbia ne donne aucune raison à cette annulation. Le chanteur devait se produire en France du 27 mai au 14 juin, notamment à Nîmes, Marseille, Bordeaux, Mulhouse. Aucun concert n'était prévu à Paris.

Gérard Badini recommence sa vie au piano

NÉ à Paris le 16 avril 1931, d'un père maître de chant à la Scala de Milan, Gérard Badini est un cas : saxophoniste pour saxophonistes mais aussi pour le plus grand public (Michel Leeb, Claude Bolling) ; musicien dont la carrière parle d'elle-même : il a joué avec Duke Ellington, Roy Eldridge, Helen Humes ; Paul Gonsalves et Eddie « Lockjaw » Davis le considéraient comme un frère ; Count Basie voulut l'engager. Au temps des saxophones, Badini soufflait avec une fureur divine où rien ne manquait : sûrement pas le goût, la distinction, ni l'élégance canaille.

PORTRAIT

« Remise en question d'un musicien qui ne peut plus souffler dans son sax »

Compagnon de route de Nicole Croisille, La Velle et Dee Dee Bridgewater ; conseiller très spécial du principal facteur de saxophones (Selmer) ; ami de Stan Getz et de la planète des souffleurs, pour qui il essayait les modèles et devinait les becs qui allaient leur convenir ; expert en son, dynamiteur d'un Super Swing Machine qui collectionne les prix et invite à sa table un Sam Woodyard (batteur légendaire d'Ellington) que l'on croyait alors à la dérive (1975), puis Sonny Payne, Badini a honoré saxophones et clarinettes plus qu'ils ne lui auront servi d'instrument.

Jusqu'au moment où l'accident, voici deux ans, l'en a privé : *« J'ai besoin de m'exprimer physiquement. J'ai donné mes plus beaux sax à mon fils. Je me suis pourvu d'un vieux Gaveau et je me suis mis au piano. La seule façon de m'en sortir fut de faire autre chose. Ce sera une autre personne, ou un nouveau musicien, je ne sais pas qui... J'ai l'impression réelle que ce qui s'est passé avant appartient vraiment à une autre vie. Je n'ai plus de cordes vocales, je regrette, oui, ma voix, mais dans ma tête, je suis resté aussi exubérant et certainement beaucoup plus bavard. Telle est la remise en question d'un musicien de soixante-huit ans qui ne peut plus souffler dans son sax. »*

Pour son retour en scène, salle Olivier-Messiaen de la Maison de Radio-France, le 20 mars, Gérard Badini a reconstitué le Super Swing Machine : *« Le ténor, c'est un membre du corps. Au piano, j'en savais juste assez pour triturer des accords : j'ai dû me faire une technique, il paraît que j'ai des doigtés assez surprenants. Mais là où il n'y a pas de problèmes, il n'y a pas de plaisir. La question, c'est qu'on n'a plus les mêmes réflexes, il faut composer avec le réel. J'aime le piano de Jelly Roll Morton à Cecil Taylor, sans réserve, sans préférence de style. Et je n'ai constaté qu'après mon accident que j'avais une collection de pianistes classiques très conséquente ; plus les vidéos (Richter) : je regarde la façon de poser les doigts, les appuis, pas un qui se ressemble. »*

L'AMOUR DE DUKE

Son programme est intitulé « To Duke with Love ». Duke, à la fin de chaque concert, saluait le public d'un message d'amour. *« Je n'ai pas voulu faire "Ellington vu par Badini". La musique d'Ellington ne pouvait se jouer qu'avec les musiciens de Duke. Ce que j'ai cherché, ce sont les compositeurs qui, souvent, par l'influence de Billy Strayhorn, son* alter ego, *son arrangeur, l'ont habité. C'est le centenaire de Duke, c'est aussi celui de Francis Poulenc. Ma première composition s'intitule* Merci, Monsieur Debussy *et la deuxième,* From Washington to Montfort-l'Amaury *(la maison de Ravel). Quand j'habitais New York, tous les mercredis soir, j'avais un rendez-vous précieux avec Ruth Ellington, la sœur de Duke. Elle m'a infiniment appris, sur son enfance, sur l'époque, sur ce qu'on n'imagine pas. Duke Ellington est un compositeur idéal, immense, sans équivalent au XXe siècle. »*

Gérard Badini se souvient aussi : *« Un soir, dans l'orchestre, j'ai remplacé Paul Gonsalves à Londres ; une autre fois, j'ai fait une séance entière. Pour Count Basie, les choses sont passées par Eddie « Lockjaw » Davis. Il m'entraîne une nuit de juillet 1973 au Jimmy Ryan's. Dans la salle, il y a la moitié de l'orchestre plus Count Basie. Sur scène, l'autre moitié. Je joue avec Eddie Lockjaw, Roy Eldridge, Jimmy Rowles. Je me souviens, on a pris* In a Mellow Tone *et* Perdido, *d'entrée, à fond. Impossible de tricher. Freddie Greene est venu me demander d'auditionner pour l'orchestre. »*

« Je viens, il est vrai, d'un temps assez extraordinaire. Quand l'orchestre de Hampton, en 1953, a joué plusieurs semaines à Paris, les types, lui en tête, débarquaient aux Trois Maillets où nous jouions, au bas de la rue Saint-Jacques. Pour nous, ils étaient "les Américains". Tous les soirs, Clifford Brown et Hampton venaient faire le bœuf. Une après-midi – ils donnaient l'impression de tourner dans un film – je suis tombé sur Billie Holiday et Lester Young dans un bistrot de la rue Saint-Denis, au 57. C'était une vision qu'on ne pouvait pas croire. »

Ses dieux absolus ? Charlie Parker, Cecil Taylor et John Coltrane : *« On a tout analysé, le génie dans l'instant, les notes et leurs accents, la formidable irruption d'Armstrong. Mais Coltrane, lui, reste au-dessus des systèmes. Ah ? Pourquoi ai-je dédié mon disque* Swingin' Marilyn *à Marilyn Monroe ? Je jouais chez Montand. Montand a toujours voulu s'entourer de jazzmen. C'était comme ça : il n'y comprenait pas grand-chose, mais ça le rassurait. Au demeurant, un formidable interprète, plus la drôlerie. Donc, un soir, juste après l'idylle, on dîne en petit comité, avec Simone, deux producteurs de cinéma, et Marilyn. J'avais dit à Montand que j'aimais profondément la chanteuse en elle. Je la prenais très au sérieux. J'étais sur un nuage. On a dansé dans le salon, champagne, tout ça, elle a chanté pour moi* The One I Love, *sur quoi Arthur Miller est arrivé ; j'ai tenu à cet hommage musical. »*

Curieusement, la voix est là, sans cordes mais récupérée, l'énergie intacte, et le goût de vivre, donc de jouer, manifeste. Le mal n'a pas atteint l'humour. Subsiste, comme une coquetterie, cette pointe de trac qui habite tous ceux qui se présentent au public pour la première fois.

Francis Marmande

★ « Le Super Swing Machine invite La Velle », Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mo Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 22 heures, le 30 avril. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

هكذا من الأصل

Tod Machover livre une commande d'opéra en recyclant avec roublardise

Son « Resurrection », d'après Tolstoï, pioche chez Bach, Monteverdi et Bernstein

Une chose est sûre : le *Resurrection* (d'après Tolstoï) de Tod Machover, commandé par le Houston Grand Opera, sauve les apparences. Il s'agit bien d'un opéra, qui a comblé d'aise le public texan. Pour le reste, l'ancien chercheur de l'Ircam s'est contenté d'un vocabulaire assez vulgaire lorsqu'il ne s'est pas servi directement chez Bach, la polyphonie franco-flamande, Monteverdi ou Bernstein.

« RESURRECTION », de Tod Machover, livret de Laura Harrington d'après Tolstoï. Joyce DiDonato (Katerina Maslova), Scott Hendricks (Prince Dmitry Nekhlyudov), Katherine Ciesinsky (Sofia Ivanovna), Kerri Marcinko (Princesse Missy Korchagin), Raymond Very (Peter Simonson), chœur et orchestre du Houston Grand Opera, Patrick Summers (direction), Braham Murray (mise en scène), Simon Higlett (décors et costumes), Chris Parry (lumières). HOUSTON GRAND OPERA, Brown Theater, Wortham Theater Center, le 23 avril. Jusqu'au 7 mai.

HOUSTON
de notre envoyé spécial

A chaque création d'un opéra, la question rituelle est posée (et la tentative de réponse donnée) de manière plus ou moins sophistiquée : est-ce un « vrai » opéra ? Dans le cas de *Resurrection*, d'après Tolstoï, de Tod Machover, la réponse est assurément positive. Des chanteurs sur un plateau, un orchestre relativement traditionnel dans la fosse (avec l'adjonction de synthétiseurs, comme chez John Adams), une mise en scène, une salle à l'italienne classique. Les apparences sont sauves. Les familiers de la musique de Tod Machover, ceux qui connaissent son *Brain Opera*, créé en 1997, avaient de quoi se faire du souci : ses recherches technologiques et sonores (il a été chercheur à l'Ircam) paraissaient assez éloignées d'une expression musicale aussi contraignante, commande officielle d'une maison d'opéra obligée au « rendement » (ici tout fonctionne au *Fund Raising*, « collecte de fonds »).

L'Opéra de Houston s'est fait une spécialité de la commande d'opéras. Son directeur depuis plus de vingt-cinq ans, David Gockley, a commandé pas moins de vingt-quatre ouvrages nouveaux et s'est spécialisé dans la production de raretés, comme les *Four Saints in Three Acts*, de Virgil Thomson et Gertrude Stein. C'est en ces lieux, au beau milieu d'une ville ultramoderne, dans une salle fréquentée par les fortunes texanes du cru, que furent donnés des « opéras » aussi différents que *A Quiet Place*, de Leonard Bernstein (1983), *Nixon in China*, de John Adams (1987), *New Year*, de Sir Michael Tippett (1989), *Atlas*, de Meredith Monk (1991), *Jackie O*, de Michael Daugherty (1997), entre autres exemples, dont trois opéras du « père » de l'opéra nord-américain contemporain, Carlysle Floyd : *Billy's Doll* (1976), *Willie Stark* (1981), le troisième, *Cold Sassy Tree*, sera créé en avril 2000.

En ce cadre privilégié, Machover a répondu à la commande au-delà des espérances d'un public comblé d'aise. Il a joué la carte du « vrai » opéra d'une manière tellement académique qu'on a bien du mal à comprendre quel est son point de vue. Un point de vue qui nous importerait peu si la musique était de qualité : au fond, un opéra est avant tout une pièce de musique chantée déposée le long d'un livret qu'on espère compréhensible (en ce sens, cet *Onéguine* contemporain fonctionne pleinement). Mais, à part de rares endroits (l'interlude instrumental de guitare et environnement sonore mercurial, la « Berceuse de Katousha »), le vocabulaire employé est d'une rare vulgarité.

MOINS BIEN QUE « NOTRE DAME »

Comment peut-on écrire un *finale* aussi laidement mélodramatique, comparable, mais en beaucoup moins bien, à ce qu'on entend dans *Les Misérables* ou *Notre Dame de Paris* ? Quand il ne tente pas d'inventer, Machover réinvente, réintègre, cite. Saint-Saëns avait commencé son *Samson et Dalila* par un hommage appuyé à la *Passion selon saint Jean*, de Bach ; Machover réintègre le premier chœur de la *Passion selon saint Matthieu* dans l'ouverture de son *Resurrection*. Ensuite, ce seront Monteverdi (chœur de paysans calqué sur ceux de l'*Orfeo*), la polyphonie franco-flamande (*biciniums* (duos) ornés à l'ancienne), Bernstein (« Le récit de Simonson » ressemble aux *Chichester Psalms*), et de multiples formules sur pédale harmonique, un procédé très couru, de Bach à Orff et amplement utilisé par les néo-médiévaux tel Arvo Part. Machover écrit un « chœur des esclaves » qui se souvient de tous les esclaves de tous les opéras du monde, sa soprano colorature (la princesse Missy) chante une cabalette typique, les duos sont des duos, les ensembles des ensembles (finale du premier acte).

Paul Hindemith, dans le très académique *Matthis Der Mahler*, ou Igor Stravinsky, dans le très jubilant *Rake's Progress*, surent faire acte d'invention à partir de lieux communs, au meilleur sens du terme. Machover, malgré des interprètes formidables, la direction lyrique et précise de Patrick Summers, la mise en scène ultratraditionnelle de Braham Murray, ne nous a pas convaincus. Sa roublardise efficace (succès public gagné très vite) ne semble pas être supportée par des moyens techniques et poétiques à la hauteur.

Renaud Machart

L'histoire du Théâtre du Châtelet à l'Hôtel de Ville de Paris

D'UN SIÈCLE À L'AUTRE, LE THÉÂTRE DU CHÂTELET. Hôtel de Ville de Paris, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-43-43. Minitel 3615 PARIS. Du lundi au samedi, de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 mai.

« *Ce nouveau théâtre, quelle position unique ! Une salle immense pour te ruiner ; en face, le tribunal de commerce pour déposer ton bilan et le Palais de justice pour être condamné ; à tes pieds, la Seine pour te jeter à l'eau.* » C'est en ces termes qu'un ami salue les débuts d'Hippolyte Hostein à la tête du nouveau Théâtre impérial inauguré le 19 août 1862. L'exposition présentée à l'Hôtel de Ville parcourt cent trente sept ans d'une histoire qu'illustrent archives et photos, lettres et affiches, maquettes et costumes.

Si les cachots du Grand Châtelet, aussi célèbres que ceux de la Bastille, sont fermés dès 1790, il faut attendre Napoléon Ier pour les travaux de démolition, Napoléon III pour une édification du bâtiment (de 1856 à 1862) que supervisent le baron Haussmann et Gabriel Davioud, son architecte. Rien n'est trop beau pour cette vitrine d'un Paris en pleine expansion : gigantisme (3 000 places, 840 m² de scène), machinerie exceptionnelle, acoustique et visibilité excellentes, sans compter les systèmes d'éclairage, de chauffage et d'aération tout simplement révolutionnaires.

Depuis l'Amphithéâtre équestre (créé par l'Anglais Philip Ashley en 1782) et la relève du Cirque olympique fondé en 1798 par la dynastie des cavaliers Franconi, quel chemin parcouru ! Pourtant, le premier spectacle du Théâtre impérial sera la reprise du délirant *Rhotomago*, une féerie exotique en vingt-cinq tableaux qui a fait les beaux soirs du Cirque olympique ! Le Châtelet n'oublie pas que *numéros équestres, exhibitions de bêtes sauvages*, mimodrames puis drames militaires liés à l'épopée napoléonienne, ont présidé à sa destinée. Jusqu'en 1909, ce ne sera que spectacles à haute teneur en catastrophes : éruption volcanique, bataille navale, sauvetage par aéroplane, explosion de paquebot, déraillement d'un train…

DE BIZET À LUIS MARIANO

Dans le même temps, le théâtre est aussi devenu figure de proue de la vie musicale. Dès 1873, les concerts Colonne jouent Bizet, Saint-Saëns, Lalo, Massenet, Ravel, Berlioz mais également Mendelssohn, Wagner, Liszt, Schumann, Brahms… quand ce ne sont pas Tchaïkovski, Grieg, Richard Strauss ou Debussy et Mahler qui viennent diriger leurs propres œuvres. Dès 1906, les Saisons de Paris instaurées par Gabriel Astruc marquent un tournant avec l'arrivée en 1909 des Ballets russes : succès artistique et désastre financier ! 1911 connaîtra, outre le « four noir » du *Martyre de Saint-Sébastien* (Debussy et D'Annunzio), la révélation de Stravinsky et de *Petrouchka*. Tollé l'année suivante avec le *Prélude à l'après-midi d'un faune* dansé par Nijinski : « *bestialité érotique* », hurlent les détracteurs. En 1914, la mobilisation générale. Il faudra attendre 1917 pour connaître avec *Parade* et sa brochette prestigieuse – Satie, Cocteau, Massine, Picasso – un nouveau scandale à la hauteur *de l'avant-garde qu'il incarne*.

Durant l'Occupation… *Valses de Vienne* obtient un succès durable, que *Valses de France*, monté en 1942, sera loin d'égaler ! L'après-guerre puis une nouvelle ère incarnée par Lehmann (1928 à 1966) ont peu à peu imposé l'opérette puis le triomphe de Francis Lopez : *Le Chanteur de Mexico* propulse en 1951 Luis Mariano au rang d'idole (905 représentations en deux ans), la dernière (avec Rudy Hirigoyen), se terminera sur la place du Châtelet !

Depuis 1980, le Châtelet, devenu Théâtre musical de Paris, a connu trois rénovations et trois directeurs successifs : Jean-Albert Cartier, Stéphane Lissner (1988), Jean-Pierre Brossmann (actuel directeur). La réouverture en octobre promet une cage de scène dernier cri ; pour l'heure, la nouvelle programmation est d'ores et déjà ouverte à la location.

Marie-Aude Roux

Steve Naïve enregistre « le bruit de la peinture » d'Alain Blondel

ARBRES, d'Alain Blondel, Artere, 24, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne. Mº Jean-Jaurès. Jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-41-31-31-41.

Rue d'Aguesseau, dans un coin du Boulogne populaire, face au petit parking qui a des airs de Brooklyn (au milieu de véhicules presque récents, une DS bronze et une Taunus rose) : la cour d'Artere, Centre d'art contemporain, est encadrée par les baies d'une ancienne usine de banlieue. Artere présente « Arbres » d'Alain Blondel. Sur des ardoises de récupération comme on en trouve dans les Ardennes et les fermes des Pyrénées, Blondel, depuis des années, commence la journée en se faisant la main, en réactivant la palette – une ardoise : un arbre –, jouant sur le fond du schiste argileux aux mémoires de comptoirs et d'écoles. Après quoi, il passe à la peinture.

A la cave, au pied d'un escalier à pic, quatre toiles de format moyen tranchent avec le motif répété et parfois ébréché des ardoises dont l'installation tient de l'alphabet des couleurs. Le pianiste et compositeur Steve Naïve a enregistré en temps réel le bruit des brosses, des déplacements de l'artiste, des attaques et de la touche, pendant l'exécution de l'une d'entre elles. Ce son, que Steve Naïve a intitulé *Le Bruit de la peinture*, soigneusement capté et largement amplifié, est terrifiant. C'est un bruit de forge et d'impact. La toile s'appelle *Partition*. Si c'est le bruit qu'entendent les mouches en plein vol (une supposition), on ne s'étonne plus de leurs évolutions nerveuses.

FENÊTRE SUR SONS

Partout où il passe, depuis des années, en tournée, dans la vie qui se confond avec celle des tournées (il accompagne depuis vingt ans Elvis Costello), Steve Naïve prend une photographie de la fenêtre qui est ce jour-là la sienne et enregistre les sons qu'il voit. Les sons de rue, de campagne, de ville, qu'on entend depuis la fenêtre. Samedi 17 avril, Naïve a présenté un extrait de son accumulation, un montage, au milieu des ardoises de Blondel, rue d'Aguesseau. Cette série parmi les arbres est un équivalent de la propédeutique gestuelle du peintre. Comment commencer ? En musique comme en peinture, il ne s'agit pas de brouillons, mais de préludes actifs. Ce moment du matin où l'artiste s'accorde.

Après quoi, avec Brad Scott (contrebasse) et Jon Handelsman (saxophone ténor, clarinette basse), il donne une performance : « Music for Three Musicians and an Open Window ». Cette musique méditative, délicate, ou soudain verte, n'entretient avec l'idée de jazz qu'ont installée dans les esprits toute sorte de benêts rentables, qu'un rapport accidentel, imprévu et parfois égaré. Un rapport amoureux. Pour autant, ceci explique cela, elle ne peut être jouée que par des « *musiciens de jazz* ». *Sine qua non.* C'est ainsi. Le « jazz », comme un certain nombre d'autres existences sur terre, est de moins en moins vérifiable. Pas les musiciens : eux, on les vérifie à l'écoute, physiquement, dans l'instant.

Tout cela a des airs plus proches des transversalités ouvertes par Steve Lacy et Alain Kirili, Jac Berrocal et Michel Potage, Joëlle Léandre, Marion Brown, naguère ou Roger Léovingu, que des récréations culturelles où s'abîme le seul nom de jazz. C'est le cas : fin juin, Steve Naïve compte présenter et illustrer les ardoises de Blondel (que l'on pourra voir en août à la Chapelle de Vence) à la Knitting Factory de New York.

F. M.

SORTIR

PARIS

Paolo Fresu Quartet
Avec une sonorité de rêve, veloutée, subtile, le trompettiste italien Paolo Fresu est l'un des plus sûrs héritiers de Miles Davis, dont il sait ne pas être la copie (écouter son nouveau CD *Metamorfosi*, RCA-Victor/BMG). Très belle formation avec Nguyen Lê à la guitare, Furio Di Castri à la contrebasse et Roberto Gatto à la batterie.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. Le 27, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Happy Feeling Quintet
« From Swing to Bop » est un programme de compositions (Benny Goodman, Count Basie…) relues et déchaînées par cinq interprètes qui savent jouer de leur instrument. La valeur n'attend pas le nombre des années. Thomas Savy (clarinette), Gilles Berthenet (trompette), Sébastien Vidal (guitare), Alice Bassie (contrebasse) et Sylvain Glevarec (batterie) sont à *All Jazz Club*. Lequel va changer bientôt d'activité. Saint-Germain-des-Prés ne change pas.
All Jazz Club, 7-11, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Le 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-61-87-02. 120 F.

Juan-José Mosalini
Inspiré par le double concerto pour guitare, bandonéon et orchestre à cordes d'Astor Piazzolla, *Hommage à Liège*, Juan-José Mosalini a composé une œuvre foisonnante qu'il interprète avec le guitariste Leonardo Sanchez et l'Orchestre régional de Basse-Normandie, dirigé par Dominique Debart (CD *Conciertos para bandoneon y guitarra*, Indigo-Harmonia Mundi).
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mº Mabillon. Du 27 au 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-37-43. De 80 F à 110 F.

MARSEILLE

Objectif danse
L'association Marseille objectif danse continue sa série de printemps et ses activités multiples. Au tour de Pierre Droulers, accompagné de Stefan Dreher et de Thomas Hauert, d'apporter des *Petites Formes*, tout en nuances et en précision. Au cours de la même soirée, Marco Berrettini jouera *Egoïne*, un solo en dents de scie qu'il créait pour Michèle Prélonge dans le cadre du Vif du sujet à Avignon 98. Sabine Macher en a écrit le texte qu'elle dit en scène. Curieux mélange, à la fois doux et râpeux !
La Minoterie-Théâtre de la Joliette, 9-11, rue d'Hozier, Marseille 2e. Du 28 au 30 avril. Tél. : 04-91-55-58-84. De 50 F à 70 F. De 10 F à 70 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon
de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Docteur Folamour
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Vidéodrome
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, 3e (08-36-68-14-07 (2,23 F/mn).
Rétrospective Catherine Breillat
Une vraie jeune fille (1976, inédit), *Tapage nocturne*
Hommage à Jean Grémillon
Reflet Médicis, Paris 5e. A partir du 28 avril.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Ecchymose
de Jean-René Lemoine, mise en scène de l'auteur, avec Jenny Alpha, Nicole Dogué, Isabelle Fruleux, Yasmina Ho-You-Fat, Michèle Lemoine et Myriam Tadessé.
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 29 mai.
Le Retour à la case piano ou l'Histoire d'un pianiste fêlé
de Jean-Paul Farré, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Jean- Paul Farré et la voix de Jean-Jacques Moreau.
Théâtre de l'Œuvre, 55, rue de Clichy, Paris 9e. Mº Place-de-Clichy. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-44-53-88-88. De 90 F a 240 F. Jusqu'au 15 juillet.
Fabrice Luchini
Reprise par Fabrice Luchini de sa lecture du *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline.
Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte de Pantin. A partir du 26 avril, à 21 heures. Tél. : 01-42-01-89-48. 95 F et 160 F.
Bryn Terfel (baryton)
Malcolm Martineau (piano)
Œuvres de Wolf, Ibert, Schumann, Haendel, Schubert, Finzi et chansons traditionnelles galloises.
Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. Le 27, à 20 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 45 F à 245 F.
Hasse Poulsen,
Bertrand Denzler, Barry Guy et Christophe Marguet
Un *all stars* d'improvisateurs pour une soirée chavirante : le guitariste danois Hasse Poulsen, le saxophoniste suisse Bertrand Denzler, le contrebassiste britannique Barry Guy et le batteur français Christophe Marguet.
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Mº Robespierre. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. 40 F et 80 F.
Kirk Lightsey, Belmondo Quintet
Maison de Radio-France, studio Charles-Trenet, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.
Faton Cahen
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e. Mº Oberkampf. Les 27, 28 et 29, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.
Belmondo-Dal Sasso Big Band
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
James Williams Trio
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Philippe Forcioli
« 20 ans de chansons », accompagné de Bernard Abeille à la contrebasse ; 1re partie : Jean Duino.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mº Place-de-Clichy. Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 90 F et 130 F.
Jérôme Attal et les Argonautes
Vendetta (1re partie).
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2e. Mº Sentier. Les Du 27 au 30, a 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F.
Double Nelson
Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.

RÉSERVATIONS

Pièces de guerre
d'Edward Bond, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.
Théâtre des Amandiers. 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. Du 8 mai au 13 juin. De 55 F à 140 F.
Casimir et Caroline
d'Odon von Horvath, mise en scène de Jacques Nichet.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Du 7 mai au 13 juin. 01-44-62-52-52. 110 F.
François-René Duchable (piano)
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Le 9 mai, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 60 F et 120 F.
Hopkinson Smith (luth)
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9e. Le 10 mai. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.
Stefano Di Battista, Flavio Boltro Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Du 11 au 14 mai. Tél. : 01-40-26-46-60.
Jan Lauwers
No Beauty for me There Where Human Life is Rare : création pour huit acteurs-danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).
Théâtre de la Ville, Les Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Du 18 au 20 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.
Beastie Boys
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, 9e. Le 11 mai, a 19 h 30. Tél. : 01-44-68-44-68. 198 F.
Eagle Eye Cherry
Olympia, 28, boulevard des Capucines, 9e. Mº Opéra. Le 13 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.

DERNIERS JOURS

30 avril :
Imprécation 36
de Michel Deutsch, mise en scène de l'auteur.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F.
Ce soir on improvise
de Luigi Pirandello, mise en scène de Claude Stratz.
Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9e. Tél. : 01-53-05-19-19. De 40 F à 160 F.
2 mai :
Philippe Avron
Je suis un saumon.
Théâtre Rive Gauche, 6, rue de la Gaîté, Paris 14e. Tél. : 01-43-35-32-31. De 50 F à 160 F.

MARDI 27 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Bruay en Artois, un crime impuni. Forum Planète
23.25 Les Compagnons du devoir. Forum Planète

MAGAZINES

15.45 1 an de +. Canal +
16.55 Zapping Zone. Disney Channel
18.30 Nulle part ailleurs. Invitée : Asia Argento. Canal +
19.00 Archimède. Sur les toits de la forêt. La machine humaine. Défenses naturelles. Bientôt la fin des étoiles ? Portrait de Stanislam Lem. Arte
19.10 Le Rendez-vous. LCI
20.00 20 h Paris Première. Sylvie Joly. Paris Première
20.50 Pourquoi ça marche ? Spécial maison : toutes les nouveautés et tous les bons plans. M 6
21.00 Le Gai Savoir. Des mots pour rire. Invités : Guy Bedos ; Fellag ; Laurent Gerra ; Jamel Debbouze. Paris Première
21.05 Temps présent. De la graine au joint. Cannabis, permis de fumer. TV 5
23.10 La Vie à l'endroit. L'animal en vedette. France 2
23.25 Comment ça va ? Spécial handicap. France 3
0.30 Zone interdite. Au cœur de la haine. M 6
1.40 Saga-Cités. Rap'parité. France 3

DOCUMENTAIRES

20.05 Les Tribus indiennes. [18/20]. Les Aztèques. Planète
20.10 Vatican. Jean-Paul Ier et la mort. Odyssée
20.15 Reportage. Spécial Kosovo : OTAN, la guerre des mots. Arte
20.35 L'Autre Algérie. Quotidiens d'Algérie. Planète
20.45 La Vie en face. Les Dockers de Liverpool. Arte
20.45 Les Descendants. [12/13]. Graham Bell. Histoire
21.25 Samuel Beckett. [1/2]. Planète
21.30 Thema. Un diable en paradis : Tomi Ungerer. Arte
22.55 Histoire de l'eau. [4/4]. Odyssée
23.00 Lieux mythiques. Histoire
0.00 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [2/3]. Histoire
0.45 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou. France 3

SPORTS EN DIRECT

21.00 Boxe. Poids moyens. Adrian Dodson (GB) - Orlando Wiet (PB). Eurosport

MUSIQUE

19.30 Carl Philipp Emmanuel Bach. *Concerto pour violoncelle et Concerto pour flûte.* Avec David Adorján, violoncelle ; Andras Adorján, flûte. Par le Bach Collegium de Munich, dir. Christopher Hogwood. Mezzo
20.00 Best of Brazil. Montreux 1993. Muzzik
22.35 Zarzuela : La Dolorosa. Par les Chœurs du Théâtre Calderon, dir. Tulio Gagliardo. Muzzik
22.45 La Périchole. Opéra d'Offenbach. Mise en scène de Jérôme Savary. Par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Marc Soustrot. Mezzo
23.50 The Nat «King» Cole Show 13. Septembre 1957. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.40 Famille à l'essai. Fred Gerber. ○. Canal +
21.20 Les Steenfort, maîtres de l'orge. Jean-Daniel Verhaeghe [1/3]. RTBF 1
22.10 L'Affaire Seznec. Yves Boisset [1 et 2/2]. Festival

COURTS MÉTRAGES

22.40 Animation. *Les Trois Brigands.* 23.30 *Le Chapeau Volant.* 0.30 *Jean de la Lune.* Morton Schindel. Arte

SÉRIES

20.40 The Practice. [1 et 2/2]. Risque de précipitations. Série Club
21.45 Ally McBeal. In Dreams (v.o.). Téva
23.05 Star Trek, la nouvelle génération. Heures sombres (v.o.). Canal Jimmy
23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Démons intérieurs (vo). Canal Jimmy
1.20 Friends. The One With the Cop (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-CULTURE

13.40 Vladimir Nabokov

France-Culture consacre cette semaine à Vladimir Nabokov (1899-1977), à l'occasion du centenaire de sa naissance. Du lundi au vendredi, des invités parleront de l'homme, écrivain en trois langues, poète mais aussi traducteur exigeant, de sa vie d'exilé, de sa nostalgie des matins d'été dans la Russie de son enfance. Mercredi, à 22.10, lecture de deux nouvelles : *Ici on parle russe* et *La Sonnette*.

LA CINQUIÈME

14.00 Les temps changent, chronique des 35 heures

La série documentaire conçue par Jean-Yves Davril (8 × 26 minutes, tous les mardis jusqu'au 15 juin) se propose de montrer concrètement comment les choses se sont passées dans huit entreprises qui appliquent déjà les 35 heures. Salariés et dirigeants expliquent les moyens retenus et décrivent leurs répercussions sur la vie professionnelle et personnelle.

CINÉ CLASSICS

20.30 Tempo di Roma ■■

Cette adaptation du beau roman (paru en 1957 et prix Sainte-Beuve) de l'écrivain belge Alexis Curver, qui fut massacrée par la critique à sa sortie, mérite qu'on lui accorde une nouvelle chance. Le charme poético-réaliste du film réalisé par Denys de La Patellière resurgit grâce aux décors et à l'interprétation de Charles Aznavour, qui ressemble encore ici à un personnage de Truffaut.

FILMS




20.30 Tempo di Roma ■■ Denys de La Patellière. Avec Charles Aznavour, Arletty, Marisa Merlini (France - Italie, 1962, N., 85 min) ○. Ciné Classics
20.30 La Comédie de Dieu ■■ Joao Cesar Monteiro (Fr. - Port., 1995, v.o., 165 min) ○. Ciné Cinéma 1
20.30 Hope and Glory ■■■ John Boorman (Etats-Unis, 1986, 110 min) ○. Cinéstar 1
20.30 La Double Vie de Véronique ■■■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) ○. Ciné Cinéma 3
20.55 Davey des grands chemins ■■ John Huston (Etats-Unis, 1969, 95 min) ○. TMC
21.55 Body and Soul ■■ Muet d'Oscar Micheaux (Etats-Unis, 1925, N., 105 min) ○. Ciné Classics
22.05 L'Homme le plus dangereux du monde ■■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 100 min) ○. Ciné Cinéma 3
22.20 Dead Man ■■ Jim Jarmusch (Etats-Unis, 1995, N., 120 min) ○. Cinéstar 1
22.40 Dick Tracy ■■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, v.o., 105 min) ○. Cinéstar 2
23.05 La Nuit du chasseur ■■■ Charles Laughton (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 95 min) ○. Cinétoile
23.15 Portrait de femme ■■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 145 min) ○. Ciné Cinéma 1
23.40 Alphaville ■■ Jean-Luc Godard (France, 1965, N., 95 min) ○. Ciné Classics
1.00 Sammy et Rosie s'envoient en l'air ■■ Stephen Frears (GB, 1987, v.o., 95 min) ○. Arte
1.15 Gilda ■■ Charles Vidor (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 110 min) ○. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Fallait pas ! Film. Gérard Jugnot. ○.
22.40 High Secret City, la ville du grand secret. Une sombre histoire de viol. ○. Etat d'ivresse. ○.
0.25 Minuit sport. Spécial Surf.
1.05 Nautisme. Invité : Alain Gautier.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 La Vache et le Prisonnier. Film. Henri Verneuil. ○.
23.05 Bouche à oreille.
23.10 La Vie à l'endroit. L'animal en vedette.
0.40 L'Euro, Journal, Météo.
1.10 Le Cercle.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Questions pour un champion. Spéciale grandes écoles.
22.50 Météo, Soir 3.
23.25 Comment ça va ? Spécial handicap.
0.20 Magazine olympique.
0.45 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou.
1.40 Saga-Cités. Rap'parité.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Famille à l'essai. Téléfilm. Fred Gerber. ○.
22.03 Les Sales Blagues de l'*Echo*. Les aventures de Jack et Kerouac ○.
22.05 Football. Sedan - Le Mans.
23.45 Arliss. Comment gagner même quand c'est perdu d'avance. ○.
0.05 La Belle et la Bête ■ Film. Juraj Herz (v.o.). ○.

ARTE

19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Kosovo : Otan, la guerre des mots.
20.45 La Vie en face. Les Dockers de Liverpool.
21.30 Thema. *Un diable en paradis : Tomi Ungerer.* 21.35 et 22.35, 22.45, 23.40, 0.25, 0.40 L'Homme sur son île. 22.10 Port d'attache. 22.40 Les Trois Brigands. ○. 23.30 Le Chapeau Volant. ○. 0.10 Tomi à ressort. 0.30 Jean de la Lune. ○.
1.00 Sammy et Rosie s'envoient en l'air ■■ Film. Stephen Frears (v.o.). ○.

M 6

18.25 Loïs et Clark. ○.
19.20 Mariés, deux enfants. ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ○.
20.40 Décrochage info, E = M6 découverte.
20.50 Pourquoi ça marche ? Spécial maison : toutes les nouveautés et tous les bons plans.
22.45 Suspicion. Téléfilm. Harry Longstreet. ○.
0.30 Zone interdite. Au cœur de la haine.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora.
21.00 Poésie studio. Les poétiques.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert de Jazz. Par le Belmondo Quintet, avec Stéphane Belmondo, trompette et bugle, Lionel Belmondo, saxophone, etc.
22.30 Musique pluriel. Festival Présences 99. Œuvres de Ducol.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Beethoven. 20.40 Pierre Boulez, compositeur et chef d'orchestre. Œuvres de Ravel, Bartok, Mahler.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Dukas, Debussy, Stravinsky, Boulez.

MERCREDI 28 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.15 Terrorisme, qui tire les ficelles ? Forum Planète
23.30 Stan Getz, du jazz à la bossa nova. Forum Planète

MAGAZINES

13.20 On s'occupe de vous. Jean-Pierre Coffe. France 3
13.30 M 6 Kid. Spéléologie, grottes et cavernes. M 6
14.00 20 h Paris Première. Sylvie Joly. Paris Première
14.58 Questions au gouvernement. A l'Assemblée nationale. France 3
16.00 Saga-Cités. Dialogues aux Mureaux. France 3
16.10 et 20.10 Le Talk Show. Sabine Euverte ; Christiane Ziegler. LCI
17.00 Les lumières du music-hall. Les Frères Jacques. Serge Reggiani. Paris Première
18.00 Stars en stock. Betty Grable. Warren Beatty. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Elie Semoun ; Catherine Hurley. Canal +
20.00 20 h Paris Première. Richard Cocciante. Paris Première
20.05 Au-delà des grilles. Profession : perceur de coffres. TSR
20.15 Au nom de la loi. Ultime combat. Petites mains pour grandes marques. RTBF 1
20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Oflag XVII : Des Français en captivité. Arte
20.50 Succès. Le roi des voyages. TF 1
20.55 Hors série. La Chaconne d'Auschwitz. France 3
21.05 L'Hebdo. Serbes et Albanais de Belgique. TV 5
22.40 Ça se discute. Détectives privés, journalistes : Comment mènent-ils l'enquête ? France 2
23.10 Le Droit de savoir. Voyance, les Français ont-ils perdu la boule ? TF 1
23.20 Un siècle d'écrivains. Nadine Gordimer. France 3
0.10 Pourquoi ça marche ? Spécial maison : toutes les nouveautés et tous les bons plans. M 6

DOCUMENTAIRES

17.05 Le Vaisseau spatial Terre. Des hôtels écolo. Odyssée
17.15 Les Armes de la victoire. [4/12]. La baïonnette. Planète
17.40 Pinochet ou l'espoir dans un déjà coudre. Odyssée
17.45 Pays d'octobre. [3/4]. Planète
18.25 Le Monde des animaux. La Pouponnière des otaries. La Cinquième
18.30 Lieux mythiques. [1/20]. Chichen Itza : une cité maya. Histoire
18.35 Cinq colonnes à la une. Planète
19.00 Connaissance. Les Aventuriers de l'archéologie moderne. [2/3]. La fuite des Scythes. Arte
19.00 Lieux mythiques. [2/20]. Teotihuacan. Histoire
19.30 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [2/3]. Histoire
19.30 La Chine, dragon millénaire. Shenzhen, la porte ouverte. Odyssée
20.15 Reportage. Spécial Kosovo : l'insupportable Exode. Arte
20.55 Défense, à l'ombre des vitrines. Téva
20.55 Rapa Nui, l'île de Pâques. Odyssée
21.35 Les Tribus indiennes. [18/20]. Les Aztèques. Planète
21.50 Rome secrète. [1/10]. Odyssée
22.10 L'Autre Algérie. Quotidiens d'Algérie. Planète
22.20 Trois grands peintres. [3/3]. Matisse, 1889-1954 : le triomphe de l'être. Odyssée
22.30 Stan Getz. People Time. Forum Planète
23.00 Samuel Beckett. [1/2]. Planète
23.55 Sur la route avec Laurent de Wilde. Muzzik
23.55 Paul-Emile Victor. Un rêveur dans le siècle. [2/3]. De pôle en pôle. Odyssée
0.05 Lonely Planet. [11/13]. Planète
0.10 Les Quatre Dromadaires. Dugongs et lamantins, siréniens sous haute surveillance. France 3

SPORTS EN DIRECT

15.00 Football. Championnat d'Europe des moins de 16 ans : Pologne - Espagne. Eurosport
16.45 Football. Coupe de France (demi-finale). FC Nantes - Nîmes Olympique. TF 1
17.30 Football. Match amical : Pologne - République Tchèque. AB Sports
20.45 Football. Match amical : Croatie - Italie. AB Sports

DANSE

19.35 Paquita. Chorégraphie de Marius Petipa. Enregistré en 1991. Par le ballet du Kirov et l'Orchestre du Kirov, dir. Victor Fedotov. Mezzo
21.00 Nuit blanche de la danse. Chorégraphie de Maurice Béjart et Oleg Vinogradov. Enregistré en 1987. Par le ballet du XXe siècle et La Compagnie du Kirov. Muzzik
22.45 La Fin d'un rêve. Chorégraphie de Christopher Bruce. Musique de John Lennon. Par le Cullberg Ballet. Mezzo
23.40 Portrait de famille. Chorégraphie de Birgit Cullberg. Musique de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Par le Cullberg Ballet. Mezzo

MUSIQUE

17.15 Leinsdorf dirige Wagner. Enregistré en 1984. Par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden. Muzzik
18.00 The Nat «King» Cole Show 14. septembre 1957. Muzzik
20.10 Marc Neikrug. Mars 1994. Avec Mark Neikrug, piano ; Pinchas Zukerman, violon. Muzzik
21.40 Musiques et chants sacrés. Fès, 1996. Mezzo
21.55 Musica. *L'Elixir d'amour.* Par l'Orchestre et le Chœur de l'Opéra de Lyon, dir. Evelino Pido. Arte
23.25 L'Orchestre National de Barbès. Angoulême, 1997. Paris Première
0.50 La Passion selon saint Jean, d'Arvo Pärt. Par le Hilliard Ensemble et the Western Wind Choir, dir. Paul Hillier. Muzzik

TÉLÉFILMS

17.45 Le Dernier Civil. Laurent Heynemann [2/2]. Festival
18.30 L'Immeuble. Gilles Béhat. Téva
20.30 Pour venger Pépère. Joël Seria. Festival
20.40 Reporters dans l'enfer. Peter Fisk. RTL 9
20.50 Prise au piège. Jérôme Enrico. ○. M 6
22.30 Soupçons légitimes. William A. Graham. ○. M 6
0.00 La Finale. Patricia Mazuy. Arte

SÉRIES

19.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [4/6]. Festival
20.40 Homicide. Patrouille de nuit. Série Club
20.55 Les Monos. Le Responsable. France 2
21.25 Le Caméléon. Flesh and Blood (v.o.). Série Club
22.15 Brooklyn South. Vivre et laisser vivre (v.o.). Série Club
22.20 Friends. The One With the Cop (v.o.). Canal Jimmy
22.45 Absolutely Fabulous. Sexe (v.o.). Canal Jimmy
23.00 3e planète après le Soleil. [2/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
0.15 New York Police Blues. Comme des gamins (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

M 6

20.50 Prise au piège

Dès les premières images – une femme et sa fille enterrent leur mari et père, tué par un chauffard –, on plonge dans le drame et le thriller. Ce téléfilm de la collection « Vertiges » promet beaucoup : excellente réalisation, bons acteurs, musique lancinante et plans cauchemardesques. Malheureusement, le scénario s'enlise, l'action traîne et le dénouement est d'une platitude à pleurer.

FRANCE 3

20.55 La Chaconne d'Auschwitz

Saluons France 3 d'avoir coproduit (avec Les Films d'ici, notamment) ce document exceptionnel de Michel Daëron, et de le diffuser à une heure de large audience. Douze survivantes du camp d'Auschwitz-Birkenau, qui ont échappé à leur anéantissement parce qu'elles étaient musiciennes, racontent. Leurs récits ont le calme et la sobriété effroyables de ceux qui ont vécu l'enfer corps et âme.

FRANCE 3

23.20 Un siècle d'écrivains

Nadine Gordimer, romancière sud-africaine blanche, prix Nobel de littérature en 1991, a lutté contre l'apartheid jusqu'à son abolition. Avec l'écrivain Nat Nakasa, elle a fondé une revue littéraire qui a aidé de jeunes auteurs noirs. Anne Lainé la suit dans les campagnes misérables d'Afrique du Sud où elle anime des projets du Programme des Nations unies pour le développement.

FILMS

13.10 Les Feux de la rampe ■■ Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 140 min) ○. Ciné Classics
13.40 Luna Park ■■ Pavel Lounguine (France - Russie, 1992, 110 min) ○. Cinéstar 1
13.50 Astérix et le coup du menhir ■■ Philippe Grimond (Fr. - All., 1989, 95 min) ○. Disney Channel
15.30 Body and Soul ■■ Oscar Micheaux (Etats-Unis, 1925, N., muet, 100 min) ○. Ciné Classics
16.30 Napoléon ■■■ Sacha Guitry [1/2] (France, 1954, 120 min) ○. Histoire
16.35 Jugement à Nuremberg ■■ Stanley Kramer (Etats-Unis, 1961, N., 175 min) ○. Cinétoile



17.00 Dick Tracy ■■ Warren Beatty. Avec Madonna, Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 120 min) ○. Cinéstar 2
18.10 Portrait de femme ■■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 140 min) ○. Ciné Cinéma 2
18.30 Le Miraculé ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) ○. Ciné Cinéma 1
18.45 Alphaville ■■ Jean-Luc Godard (France, 1965, N., 100 min) ○. Ciné Classics
19.30 Pat Garrett et Billy le Kid ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1973, 105 min) ○. Cinétoile
20.30 Tovaritch ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 100 min) ○. Ciné Classics
20.30 L'Homme le plus dangereux du monde ■■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, 100 min) ○. Ciné Cinéma 2



21.00 L'homme est une femme comme les autres ■■ Jean-Jacques Zilbermann. Avec Antoine de Caunes, Elsa Zylberstein (France, 1997, 93 min) ○. Canal +
23.00 Sur les ailes de la danse ■■ George Stevens (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 105 min) ○. Cinétoile
23.15 Le Partage de Catherine ■■ Luigi Comencini (Italie, 1965, 95 min) ○. TMC
23.35 Tempo di Roma ■■ Denys de La Patellière (France - Italie, 1962, N., 85 min) ○. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.45 Football. Coupe de France. 17.00 FC Nantes - Nîmes Olympique.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Succès. Le roi des voyages.
23.10 Les Magazines du mercredi. Le Droit de savoir. Voyance, les Français ont-ils perdu la boule ?
0.30 Le docteur mène l'enquête. Au bénéfice du doute. ○.

FRANCE 2

16.00 La Chance aux chansons.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Un livre, des livres.
17.15 Cap des Pins. ○.
17.45 Rince ta baignoire.
18.15 Friends. ○.
18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Monos. Le Responsable. ○.
22.40 Ça se discute. Détectives privés, journalistes : Comment mènent-ils l'enquête ?
0.40 100 ans de sport.
0.45 Journal, Météo.
1.10 Le Cercle.

FRANCE 3

16.00 Saga-Cités.
16.40 Les Minikeums.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Hors série. La Chaconne d'Auschwitz.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Un siècle d'écrivains. Nadine Gordimer.
0.10 Les Quatre Dromadaires. Dugongs et lamantins. Siréniens sous haute surveillance.

CANAL +

16.45 C+ Cléo.
► En clair jusqu'à 21.00
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 L'homme est une femme comme les autres ■■ Film. Jean-Jacques Zilbermann. ○.
22.33 Les Sales Blagues de l'*Echo*. Mort aux vaches. ○.
22.35 Manga manga. Tokyo Babylone. Film. S. Igarashi, N. Ohkawa, M. Nekoi et A. Mokona. ○.
0.10 South Park. L'homme des glaces. ○.
0.30 Spin City. Paulo le fou. ○.
0.55 A la une. Le sandwich. ○.
1.15 Ned et Stacey. Un mari modèle. ○.
1.40 Deux jours à Los Angeles ■ Film. John Herzfeld (v.o.). ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

17.00 Au nom de la loi. ○.
17.30 100 % question.
17.55 Le Cinéma des effets spéciaux.
18.20 Météo.
18.25 Le Monde des animaux.
19.00 Connaissance. [2/3].
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Kosovo : L'insupportable Exode.
20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Oflag XVII : Des Français en captivité.
21.45 Les Cent Photos du siècle. *De Gaulle*, Jean-Pierre Bonnotte, 1969.
21.55 Musica. *L'Elixir d'amour.* Opéra de Donizetti.
0.00 La Lucarne. La Finale. Téléfilm. Patricia Mazuy. ○.
1.30 Un amour de vache. Téléfilm. Tomi Streiff. ○.

M 6

17.00 Des clips et des bulles.
17.35 Cœur Caraïbes. Téléfilm. Paolo Barzman [1/2]. ○.
18.25 Loïs et Clark. ○.
19.20 Mariés, deux enfants. ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ○.
20.40 Décrochage info, Une journée avec...
20.50 Prise au piège. Téléfilm. Jérôme Enrico. ○.
22.30 Soupçons légitimes. Téléfilm. William A. Graham. ○.
0.10 Pourquoi ça marche ? Spécial maison : toutes les nouveautés et tous les bons plans.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.02 Les Chemins de la musique. [3/5].
20.30 Agora. Mohamed Mokeddem.
21.00 Philambule. Le philosophe chinois Han Fei Tse. Invité : Jean Lévi.
22.10 Fiction. *Ici on parle russe et La Sonette*, de Vladimir Nabokov.
23.00 Nuits magnétiques. J'ai envie, j'ai pas envie.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude.
20.00 Concert. Par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine : Œuvres de Florentz, Saint-Saëns, Chédrine, Ferroud.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Djambazov, Mather.
23.07 Les Greniers de la mémoire. Invité : Rémy Louis. Paul Sacher.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Glinka. 20.40 Festival Toulouse les orgues. Par l'Ensemble vocal Les Eléments et le Parlement de Musique, dir. Martin Gester, Francis Jacob, organiste : Œuvres de Marchand, Gilles, De Grigny, Charpentier.
22.35 Les Soirées... (suite). Goethe (6) : les Lieder de Wilhelm Meister. Œuvres de Reichardt, Zelter, etc.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- ○ Tous publics
- ○ Accord parental souhaitable
- ○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- ○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- ○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

MERCREDI 28 AVRIL 1999

Le secrétaire d'Etat italien au Trésor, Nuccio Cusumano, est révoqué et arrêté

Un coup de filet des carabiniers a eu lieu à la suite d'un scandale mafieux en Sicile

ROME
de notre correspondant

Les carabiniers ont procédé, lundi 26 avril, à un vaste coup de filet en Sicile parmi des hommes politiques et dans les milieux de la construction. Au total, dix personnes ont été arrêtées parmi lesquelles Nuccio Cusumano, secrétaire d'Etat au Trésor (UDR, union *démocratique pour la République*) – qui a immédiatement été révoqué de ses fonctions par le président du conseil, Massimo D'Alema – ainsi que le responsable de l'industrie pour la région Sicile, Giuseppe Castiglione. Un mandat d'arrêt a également été délivré contre un sénateur, Pino Firrarello, couvert pour le moment par son immunité parlementaire. Tous trois sont membres de l'UDR, formation créée en juillet dernier par Francesco Cossiga et issue des rangs de l'ancienne Démocratie chrétienne, qui, depuis le *mois d'octobre dernier, appuie* les gouvernements de Massimo D'Alema.

LES TRAVAUX D'UN HÔPITAL

En dehors de ces *« personaggi eccellenti »* (*« les excellences »*, comme on appelle les mystérieux soutiens de la Mafia) figurent également un avocat, des chefs d'entreprise du bâtiment et le directeur de l'hôpital Garibaldi de Catane (Sicile), qui est au centre de ce nouveau scandale politico-mafieux.

Des irrégularités ont été découvertes dans l'adjudication des travaux de la seconde tranche de cet *hôpital de 56 000 mètres carrés* dont le coût est estimé à 200 milliards de lires (100 millions d'euros). L'enquête a débuté au mois d'octobre dernier.

Une première série d'arrestations avait déjà été opérée. Mais il ne s'agissait que de menu fretin, à l'exception de Giulio Romagnoli, entrepreneur milanais, l'homme qui avait emporté l'adjudication de l'hôpital Garibaldi. C'est à la suite de ses déclarations que toute la filière de la corruption a été remontée. Comme toujours, il s'agit apparemment *d'ententes illicites et de* versements de commissions indues.

L'implication d'un membre du gouvernement a bien évidemment suscité des remous politiques. Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, a qualifié ce scandale *« d'affaire grave et désagréable »*. C'est la première fois depuis la formation du gouvernement D'Alema, en octobre dernier, que l'exécutif est mêlé à un scandale de cette ampleur. Massimo D'Alema a immédiatement réagi, *comme l'avait fait* Romano Prodi, en mars 1998, à propos d'Angelo Giorgianni, numéro 2 du ministère de l'intérieur, qui avait été chassé du gouvernement en raison de soupçons de collusion avec la Mafia.

En revanche, ce n'est pas la première fois que Nuccio Cusumano, cinquante et un ans, originaire de la province d'Agrigente, en Sicile, est soupçonné de liens avec la *Mafia*. En 1992, il avait réussi à échapper à une enquête sur le versement d'une commission de 40 millions de lires (20 000 €). Aujourd'hui, il inscrit à son actif une première : l'arrestation d'un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions est sans précédent dans l'histoire de la République italienne. Quant à Pino Firrarello, le *Sénat devra se prononcer sur* la levée de son immunité parlementaire. Il y a quelques mois, sentant sans doute le vent tourner, ce sénateur avait démissionné, sans explications, de la commission parlementaire antimafia.

Michel Bôle-Richard

Un rapport préconise une réforme radicale de la scolarité à l'ENA

DEPUIS TROIS ANS, les promotions sortantes de l'ENA adressent à tour de rôle au premier ministre des « lettres ouvertes », dans lesquelles elles critiquent leur scolarité et demandent la suppression de l'accès direct aux grands corps (*Le Monde* du 2 avril). Le malaise *qui règne à l'Ecole nationale d'ad*ministration a été entendu par Michèle Puybasset, conseillère d'Etat, aujourd'hui présidente de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), qui, dans un rapport confidentiel remis au ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, préconise une réforme radicale de la scolarité.

Mme Puybasset, qui avait été chargée d'étudier la qualité de la formation délivrée par l'Ecole, a minutieusement passé en revue les critiques des élèves : le nombre des matières enseignées leur paraît trop important et leur contenu trop académique ; l'enseignement des disciplines dites managériales (gestion des ressources humaines, prise de décision, négociation et *communication*) leur paraît très insuffisant.

Mme Puybasset juge ces revendications justifiées au regard des exigences nouvelles de l'administration, qui imposent un recentrage sur les fonctions de conception des politiques publiques, de contrôle et d'évaluation. Pour atteindre ces buts, *« poser des règles juridiques ne suffira plus, il faudra également se préoccuper (...) de leur traduction sur le terrain et de leur mise en œuvre dans le temps »*, explique-t-elle. En outre, *« le respect de l'environnement nouveau, national et international, suppose la maîtrise de l'art de la négociation »* et, notamment, *« la capacité à proposer des solutions de compromis »*.

Quant à *« l'amélioration du service rendu à un meilleur coût »*, elle exige *« des capacités managériales évidentes : non seulement de stratège et de tacticien, mais aussi d'organisateur, d'initiateur de nouvelles méthodes et par-dessus tout d'entraîneur d'hommes »*, car *« l'autorité hiérarchique ne suffira plus »*, estime Mme Puybasset. Elle *« fait le pari »* que *« ces capacités multiples, qui ne relèvent pas exclusivement de l'intelligence, mais impliquent le caractère et le comportement, peuvent faire l'objet d'un apprentissage »*.

C'est la raison pour laquelle elle propose de modifier radicalement la formation, qui serait axée sur trois matières : techniques administratives générales, management public (quatre mois) et techniques de l'action internationale et européenne, auxquelles correspondraient trois stages, respectivement en préfecture, en entreprise et à Bruxelles, au lieu de deux précédemment. L'enseignement du management public comprendrait notamment l'animation d'une équipe, la négociation et la gestion des *conflits*.

Mme Puybasset préconise, comme le demandaient les élèves, une clarification des critères de notation de ces stages. Elle demande que les examens de classement, dont le nombre passerait de quinze à trois, pour ne plus *« polluer la scolarité »*, permettent d'évaluer des capacités autres que celles, intellectuelles, d'analyse et de synthèse : *« imagination, doute, sens du concret et des nécessités, capacité à évaluer les impacts »*. Cette révolution pédagogique requiert l'embauche de chercheurs en sciences administratives, *« l'appel exclusif à des praticiens de l'administration présentant le risque d'une transmission, sans distance critique, de savoirs-faire qui datent déjà »*.

Au passage, Mme Puybasset suggère que l'ensemble de la scolarité se déroule sur un seul site, à Paris, et que les locaux de Strasbourg soient dévolus à la formation permanente, le *« caractère factice et le coût de la bilocalisation actuelle »* ayant déjà été *« amplement dénoncés »*. Si Mme Puybasset entend les revendications des élèves sur la scolarité, elle refuse de supprimer l'accès direct aux grands corps, qui constitue à ses yeux *« la moins mauvaise des formules »*, pour attirer les meilleurs éléments dans la fonction publique et maintenir du sang neuf dans ces corps. Après avoir dénoncé les effets pervers d'une telle suppression, elle propose de traiter le *« malaise »* des administrateurs civils en revalorisant leurs carrières, en leur réservant des entrées au tour extérieur *dans les grands corps* et en instaurant une meilleure gestion des hommes, qui permette de *« repérer »* les plus aptes à occuper des postes de responsabilité.

Rafaële Rivais

« Crime Watch » : qui a tué la jolie Jill Dando ?

LONDRES
de notre correspondant

La reine Elizabeth a fait part de sa *« peine »*, le premier ministre, Tony Blair, s'est dit *« profondément choqué »* et a rendu hommage à une femme *« absolument charmante et talentueuse »*. Aux Communes, l'opposition conservatrice, les libéraux démocrates et les travaillistes, pour une fois unis, ont présenté tour à tour leurs condoléances attristées à la famille et à la nation. Lundi soir, dans tous les journaux télévisés du royaume, la mort de Jill Dando a ramené la guerre de Yougoslavie aux dimensions d'un sujet secondaire. Mardi matin, mis à part le *Financial Times*, tous les médias écrits, sans exception, consacraient leur « une » et de nombreuses pages intérieures au mystérieux assassinat de *« la star la plus ordinaire »* de Grande-Bretagne.

Grande, blonde, gentille, jolie, pas bête, Jill Dando faisait vaguement penser à Lady Diana. *« Jill Dando : 1961-1999 »*, titrait mardi, avec une rare sobriété, *The Sun*, quotidien populaire, sur toute sa première page. Assassinée lundi 26 avril à midi, devant l'entrée de son domicile, d'une balle dans la tête tirée par un inconnu, Jill Dando n'était ni princesse, ni actrice, ni chercheuse scientifique, c'était une présentatrice de télévision, *« l'une des meilleures et des plus sympathiques de la BBC »*, répètent tous ses collègues, attristés.

Ancienne journaliste qui présentait encore très occasionnellement, en 1998, le fameux « 18 heures » de la première chaîne, Jill Dando a gagné la faveur des téléspectateurs lorsqu'elle a commencé, en 1994, à présenter l'une des émissions les plus suivies de la BBC : « Crime Watch », un show hebdomadaire construit avec la collaboration de Scotland Yard pour démasquer les auteurs de crimes et de délits non résolus. Les Anglais, qui n'ont pas avec la dénonciation l'histoire et le rapport trouble qu'entretiennent les Français, n'hésitent jamais à téléphoner à la police pour rapporter les événements suspects dont ils peuvent être témoins. En une décennie d'existence, le tableau de chasse de « Crime Watch » est impressionnant.

La semaine dernière, justement, Jill Dando et ses collègues avaient lancé un puissant appel à témoins pour découvrir ceux ou celui qui posent des bombes racistes dans les quartiers ethniquement mixtes de Brixton et Brick Lane (*Le Monde* des 21 et 27 avril). En fait, le meurtre de la célèbre présentatrice a toutes les apparences d'un contrat professionnel ou d'une vengeance longuement mûrie. Depuis lundi midi, la police passe en revue toutes les affaires élucidées grâce à son émission. Le prochain « Crime Watch » devrait battre des records d'audience.

Patrice Claude

DÉPÊCHES

■ **INDE : la Chambre des députés a été officiellement dissoute,** lundi 26 avril, par le président indien K. R. Narayanan. Selon le président de la Commission électorale, M. S. Gill, les troisièmes élections générales en trois ans ne pourront avoir lieu avant la fin juillet. L'organisation d'élections en Inde est très lourde : 600 millions d'électeurs, 900 000 bureaux de votes et 4 millions de membres des forces de l'ordre pour assurer la sécurité. La Bourse de Bombay a chuté de près de 5 % à l'annonce de la dissolution. – *(Corresp.)*

■ **CÔTE D'IVOIRE : 105 étudiants et lycéens ont été interpellés,** lundi 26 avril à Abidjan, où de nombreux magasins ont été saccagés en marge d'une grève d'élèves et d'étudiants. Yopougon, quartier populaire de la capitale, a été le plus touché par les incidents. Deux grands *magasins (Tati et J'atak) ont été entièrement pillés et dévastés. – (AFP.)*

■ **DÉMISSION : le maire de Reims, Jean Falala (RPR),** âgé de 70 ans, a annoncé au conseil municipal, lundi 26 avril, qu'il abandonnait ses fonctions de maire pour des *« raisons de santé »*. M. Falala, maire de Reims depuis 1983, conserve toutefois son mandat de député de la Marne. C'est le premier adjoint au maire, Jean-Louis Schneiter (DVD), qui devrait lui succéder d'*« ici deux semaines »*.

■ **VIOLENCES : de violents affrontements ont opposé,** dans la soirée du lundi 26 avril, les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de jeunes de la cité des Francs-Moisins de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cinq fonctionnaires de police ont été brûlés par un cocktail molotov. Ces incidents semblent liés à la mort, jeudi 22 avril, d'Abdulkarim Fadiga, un responsable d'une association sportive, poignardé à Saint-Denis alors qu'il s'opposait à un trafic de drogue.

Tirage du *Monde* daté mardi 27 avril 1999 : 500 578 exemplaires. · 3

Les déboires judiciaires d'une ex-fonctionnaire du Quai d'Orsay

CATHERINE BOHER, une ancienne fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, a été mise en examen pour *« escroqueries »* et écrouée à la prison des femmes de Fleury-Mérogis, vendredi 23 avril, par la juge d'instruction parisienne Eva Joly, dans un dossier instruit par sa collègue Laurence Vichnievsky. Agée de 53 ans, cette ex-secrétaire adjointe du *Quai* d'Orsay est soupçonnée d'avoir participé au printemps 1996 à un détournement de fonds lors de la tentative de libération d'un Camerounais détenu au Yémen. Catherine Boher se serait présentée à la famille du prisonnier comme un intermédiaire potentiel et aurait demandé 1,2 million de dollars (environ 7 millions de francs). L'argent se serait finalement volatilisé et la famille a porté plainte.

Catherine Bohrer avait été interpellée, mardi 20 avril, à son domicile de Corneilla-de-Conflent (Pyrénées-*Orientales*). *Elle avait été* radiée des cadres du ministère en octobre 1997 après avoir été condamnée en 1992 à une peine de prison avec sursis dans une autre affaire d'escroquerie.

Le nom de Catherine Boher apparaît également dans un autre dossier instruit par Laurence Vichnievsky, sur la faillite frauduleuse de Conserver 21, *une société qui devait* commercialiser une « molécule-miracle » censée augmenter la durée de vie de produits frais. La société aurait en fait servi à détourner d'importantes sommes d'argent vers des paradis fiscaux. Dans cette affaire, Yves Bonnet, ancien député UDF de la Manche et ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, avait été mis en examen en novembre 1997 pour *« complicité d'escroquerie »*. La justice lui reprochait d'avoir joué un *rôle actif dans* le montage de la société Conserver 21, *créée en 1995 par Denis* Allet, lui-même incarcéré en mars 1997.

Jean-Michel Beaudoin, ancien chargé de mission de la mairie de Paris et ex-directeur de cabinet du président du Centre national des indépendants (CNI), qui avait pris des parts dans Conserver 21, avait également été mis en examen et incarcéré en octobre 1997. Il *aurait* eu des relations avec l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf), qui aurait joué un rôle dans la tentative de libération du Camerounais détenu au Yémen.

Catherine Boher s'était présentée en 1982 sous l'étiquette RPR aux élections cantonales à Perpignan. Passée au Front national, elle avait obtenu 20,59 % des voix au premier tour des élections cantonales de mars 1985. Elle avait ensuite rejoint, temporairement, les rangs du CNI. C'est dans le département des *Pyrénées-Orientales que* Conserver 21 avait le projet d'implanter une usine.

Acacio Pereira

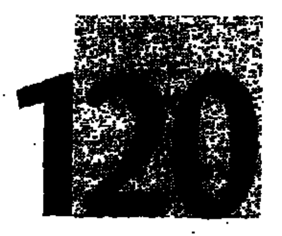
Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES — MERCREDI 28 AVRIL 1999 — www.lemonde.fr/nvtechno



LES HOMMES
Stanislas Dehaene vient de décrocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment notre cerveau calcule. P. III

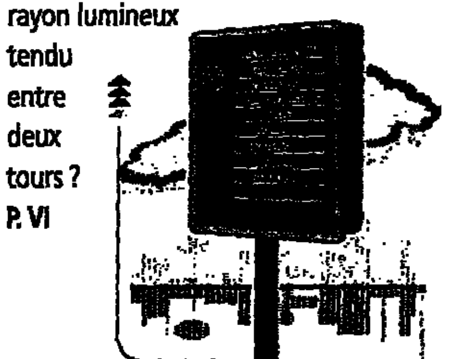
« LE MONDE »-CANAL +
WebSeeker permet de chercher une information sur le Web en consultant jusqu'à 120 moteurs simultanément. P. VII





BOGUE
Est-il bien raisonnable de se faire hospitaliser au moment du passage à l'an 2000 ? P. IV

LA TECHNIQUE
Comment mesure-t-on la pollution de l'air à l'aide d'un simple rayon lumineux tendu entre deux tours ? P. VI



PETITES ANNONCES
6 pages d'offres d'emplois. P. VIII à XIII

L'ENQUÊTE

Start-up : où investir pour réussir ?

La Silicon Valley reste pour beaucoup l'Eldorado des nouvelles technologies. Pourtant, à en croire certains investisseurs, il serait plus facile aujourd'hui de lever des capitaux en France

CERTAINS mythes ont la vie dure. Celui de la Silicon Valley est des plus coriaces. Chaque année, ils sont des milliers – inventeurs, ingénieurs, hommes d'affaires ou financiers – à aller s'installer dans cette vallée de la Californie et tenter de faire fortune dans les technologies de pointe. Palo Alto, Santa Clara ou San José sont autant de villes qui cristallisent sur leurs noms les rêves de réussite commerciale et financière des nouveaux conquérants de l'Ouest illuminés par les feux du Nasdaq, le marché américain des valeurs boursières de haute technologie.

Les atouts de la Vallée ne se démentent pas : importance du capital-risque, proximité géographique avec des centaines d'entreprises, utilisation massive des stock-options en guise de salaires, législation sur le travail plus lâche qu'en France... L'inventaire est souvent opposé aux lourdeurs de l'administration française et à la grande difficulté de lever des fonds pour monter son entreprise dans le secteur des nouvelles technologies. Mais, derrière cette vitrine, la réalité est parfois plus cruelle.

L'appât de gains rapides et une méconnaissance des règles en vigueur dans la région peuvent rapidement transformer l'Eldorado en miroir aux alouettes. Plusieurs Français en ont fait l'amère expérience : partis plein d'espoirs, ils se sont fait rattraper par la réalité économique féroce qui veut que celui qui apporte l'idée ne soit pas nécessairement le directeur de la société créée. Philipe Claude, capital-risqueur chez Atlas Venture, connaît bien ce problème : *« Il y a un dicton dans notre métier qui dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100. »* Il n'est pas rare alors de voir un ingénieur ou un inventeur se faire déposséder de son bien au profit de dirigeants plus aguerris aux joutes commerciales.

« Ce sont des choses qui arrivent, confirme Alain Barritaut, journaliste implanté depuis dix ans la Silicon Valley et membre de DBF, une association qui sert de lieu de rencontre pour les créateurs d'entreprises français expatriés. *Ceux qui viennent ici ont souvent besoin de capitaux mais ils ont beaucoup de mal à accepter l'idée de confier leur société à des investisseurs étrangers. Ça choque leur culture très patrimoniale de l'entreprise. Mais il faut savoir qu'aux Etats-Unis l'idée seule ne vaut pas grand-chose s'il n'y a pas derrière un plan de financement et une solide étude marketing. Alors oui, il y a beaucoup d'argent en circulation, mais les investisseurs sont très exigeants. Et ils n'hésiteront pas à mettre les meilleures personnes aux postes clés, quitte à vous éloigner de la direction. »*

Ce choc des cultures est parfois bien difficile à avaler pour des hommes et des femmes dont l'entreprise est souvent le projet de toute une vie. Un « bébé » qu'il faut pourtant accepter de partager si l'on veut bénéficier de la manne financière des investisseurs américains. *« Heureusement les choses sont en train de changer,* assure Philippe Claude. *La France et, plus généralement, l'Europe deviennent de plus en plus concurrentiels sur le marché du capital-risque et n'ont plus rien à envier aux Etats-Unis. Et aujourd'hui, je dirais qu'il est plus facile de lever des capitaux en France que là-bas. »* Fini en effet le temps où les banques françaises préféraient financer du capital plutôt que des idées. En 1997, le montant total du capital-investissement en France a atteint la somme record de 8,3 milliards de francs (1,265 milliard d'euros) pour un volume de 1 500 opérations. Un changement de mentalité qui s'explique par une prise de conscience générale, de la part de l'Etat et des entreprises, de l'importance des nouvelles technologies dans la vie économique. Longtemps envié, l'exemple américain est aujourd'hui largement imité. Et le capital-risque à la française peut même s'appuyer sur l'expérience d'anciens pionniers de la Silicon Valley pour se développer. De quoi inciter les candidats à la création de start-up à rester dans l'Hexagone et à faire la sourde oreilles aux sirènes californiennes.

Guillaume Fraissard

OLIVIER LE DISCOT/AGENCE CHRISTOPHE

La philosophie américaine va à l'encontre de la conception patrimoniale de l'entreprise à l'européenne : là bas, on dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100

PIONNIERS
Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez ont créé voici quinze ans leur entreprise dans la région de San Francisco. De retour en France, ils conseillent et financent désormais les jeunes entrepreneurs. Rencontre. P. II

هكذا من الأصل

Les mots de l'investissement

BUSINESS ANGEL
Entrepreneur privé qui engage ses propres fonds pour financer une entreprise débutante.

BUSINESS PLAN
Le *business plan* est une étude très détaillée des possibilités financières et commerciales de la future entreprise. Il sert à convaincre les investisseurs de la rentabilité et du potentiel de cette société.

CAPITAL-RISQUE
Investissement dans une société présentant des risques mais promettant une forte croissance : le rendement généralement attendu est 40 % à 50 % par an.

LOVE MONEY
Argent donné ou prêté par les proches d'un créateur d'entreprise.

NASDAQ
Lancé en 1971 par la National Association of Security Dealers, le Nasdaq est le premier marché boursier des valeurs électroniques aux Etats-Unis.

POSTE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE
Les PEE sont les relais du ministère de l'économie et des finances dans les pays étrangers. Ils fournissent des informations, des études de marché et autres services à ceux qui souhaitent s'implanter hors de l'Hexagone.

SILICON VALLEY
La Silicon Valley est née dans les années 50. A l'origine, des problèmes financiers de l'université Stanford pour accompagner sa rapide croissance de l'après-guerre. L'idée de créer un pôle technologique est donc lancée pour occuper les milliers d'hectares disponibles sur le campus. Varian Associates a été la première entreprise a s'y installer, suivie rapidement par Eastman Kodak, General Electric et Hewlett Packard.

STARTUP
Petite entreprise à fort potentiel de croissance, généralement dans le domaine des nouvelles technologies.

STOCK-OPTIONS
Mode de rémunération très répandu aux Etats-Unis réservant au salarié des actions de l'entreprise à un prix préférentiel. Lorsque celui-ci décidera de les liquider, il les achètera au cours de départ (bas) et les revendra au cours du moment (théoriquement plus élevé).

Pieds tendres

Itinéraires de trois entrepreneurs français

Jean Bolot directeur d'Ensim

« En France, les chercheurs n'ont pas la culture entreprise. Ils aiment publier un bon article dans un congrès ou une revue, mais ne pensent pas toujours à développer des produits. » Jean Bolot, ancien chercheur, a passé de nombreuses années à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et automatique) à mettre au point des technologies pour Internet. Avec souvent la tentation de voler de ses propres ailes et de monter une société.

En 1998, Jean Bolot part aux Etats-Unis. *« Une fois dans la Silicon Valley,* raconte-t-il, *je me suis rendu compte que tout le monde montait sa société. A ce contact, on réalise que c'est quelque chose de très facile à faire. »* Il refuse alors une offre de poste dans le laboratoire d'AT&T pour rejoindre deux amis dans l'aventure Ensim, une société qui développe des logiciels pour les fournisseurs d'accès. *« A l'Inria dans le cadre du projet Rodeo* (« Le Monde interactif » du 3 mars), *j'ai travaillé à réduire les effets d'encombrement sur le Réseau, notamment dans les domaines du son et de la vidéo. J'amène toute cette expérience chez Ensim. »*

Jean Bolot porte un regard admiratif sur la Vallée : *« C'est impressionnant de voir des jeunes de 20 ans à la tête de fonds d'investissement gigantesques ! Et puis l'utilisation des stock-options permet d'avoir rapidement 15 à 20 personnes sans disposer de beaucoup de fonds. »* Sur la France, il reconnaît que les choses sont en train de changer : *« Dans la réalité, on s'aperçoit que les technologies développées là-bas ne sont pas plus évoluées qu'en France. C'est l'effet de masse qui fait la différence. Pour reprendre l'exemple de l'Inria, je pense que les chercheurs ne capitalisent pas assez sur ce qu'ils trouvent, même si cela évolue peu à peu. »*

■ www.ensim.com

David Dupouy créateur de Sensiva

L'aventure débute dans une chambre d'étudiant. David Dupouy, élève ingénieur, développe jours et nuits des programmes pour simplifier la micro-informatique. *« Je me disais que, comme je ne pouvais pas faire mes études aux Etats-Unis, j'irais y travailler. »*

Le départ a lieu en août 1997. *« Mon carnet de rendez-vous était plein. J'ai refusé plusieurs postes d'ingénieur pour me consacrer à Sensiva. »* Aidé par quelques personnes dans la Silicon Valley, David Dupouy dépose les brevets de ses logiciels, rédige son business plan, paye son avocat avec des actions Sensiva et commence sa chasse au financement. *« Trouver des investisseurs a été épuisant et très difficile. Ils investissent dans seulement 1 % des business plans qu'ils reçoivent ; alors, même s'ils ont de l'argent, ils n'investissent pas les yeux fermés ! Mais avec un bon produit, une bonne équipe et surtout beaucoup de persévérance on peut faire partie de ces 1 %. »* Son projet séduit vite : *« Dessiner un Z pour faire un zoom dans n'importe quel programme graphique avec la souris, c'est quand même plus facile que de se rappeler un tas de commandes qui varient en fonction de logiciels. »* Aujourd'hui, plusieurs fabricants de logiciels et de tablettes graphiques ou de souris ont adopté sa technologie. Le logiciel sera bientôt disponible sur Macintosh et sur PC, et une version Windows CE est en cours de développement.

■ www.sensiva.com

Didier Benchimol président d'Imédiation

Avec sa société, Imédiation, Didier Benchimol a levé 60 millions de francs (9,15 millions d'euros) de capital-risque. Un pari un peu fou pour la France. *« Les investisseurs mettent de l'argent sur des projets bien définis et surtout sur une équipe de management qui a déjà fait ses preuves dans l'industrie »*, explique l'ancien directeur général de Netscape Europe. Fondé par deux Américains, Imédiation donne dans le commerce électronique avec des techniques de vente croisées, de marketing sur la Toile et de distribution par différents canaux. *« Je suis rentré dans le jeu par l'intermédiaire du fonds d'investissement Viventures* [composé à un tiers par Vivendi], *qui souhaitait que je participe à l'aventure et que je donne les orientations stratégiques de l'entreprise. »*

Didier Benchimol tire un bilan plutôt positif de l'évolution du capital-risque en France. *« Aujourd'hui, un bon projet trouve du financement dans l'Hexagone. Le seul blocage tient au fait que les investisseurs français ne sont pas encore assez spécialisés pour prendre des risques sur des secteurs à très fort potentiel qui engendrent souvent de gros dangers. »* Autre leçon retenue : *« Les entreprises françaises sont en train d'évoluer. Auparavant, elles se dépêchaient de partir s'installer aux Etats-Unis avant de penser revenir une fois bien établies là-bas. Maintenant, elles pensent à démarrer partout en même temps pour être sûres de s'imposer sur leur marché. Cela coûte plus cher au départ, mais ce facteur d'internationalisation est très rassurant pour les investisseurs. »*

■ www.imediation.com

G. F.

L'ENQUÊTE

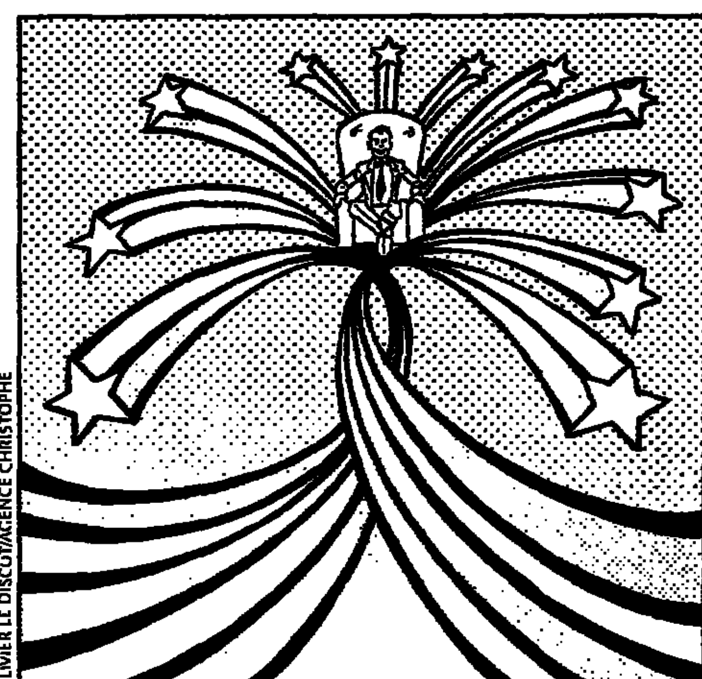
Deux pionniers à la conquête de l'Ouest

Quinze ans après avoir créé Neuron Data dans la Silicon Valley, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez parrainent les débutants

UN LÉGER EMBONPOINT, quelques cheveux qui commencent à blanchir, des costumes stricts et chics. Aux abords de la quarantaine, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez, d'apparence, ne ressemblent plus à leurs photos. Ce sont pourtant bien eux, sur ces clichés de 1984 dont les couleurs ont légèrement passé avec le temps : cheveux longs, jeans délavés, sacs à dos, et pas un sou vaillant. Contraste. On a un peu de mal à imaginer les deux prospères hommes d'affaires qu'ils sont devenus aujourd'hui couchant dans des duvets froissés, squattant des chambres exiguës, câblant un hangar sans âme qui leur servira de premier bureau.

A leur manière, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez sont des pionniers du Nouveau Monde. S'ils ont choisi, il y a quinze ans, quoi qu'il *en coûte, d'aller s'installer dans* la Silicon Valley, à Palo Alto, ce n'était pas seulement par défi. *« Nous n'avions pas vraiment le choix,* explique Jean-Marie Chauvet. *A l'époque, le capital-risque en France ne disposait pas de beaucoup de fonds. Les institutions financières et le vieux capitalisme européen n'étaient pas ouverts au risque. »*

Va donc pour les Etats-Unis. Jean-Marie Chauvet est spécialiste en télécommunications. Patrick Perez est frais émoulu de HEC. Avec un ami, Alain Rappaport, médecin de formation, qui s'envole avec eux, ils ont mis au point un prototype de logiciel expert sur Macintosh, Nexpert. Rien de bien révolutionnaire, en vérité. Sinon que ce genre d'application, qui fait appel à l'intelligence artificielle et est utilisé dans l'aide au diagnostic ou dans le calcul de l'évaluation du risque en assurances, ne fonctionne à l'époque que sur de gros ordinateurs très coûteux. Nexpert, lui, se contente d'un banal micro-ordinateur. Et coûte 5 000 dollars, quand le moindre concurrent revient dix fois plus cher. *« En France,* se souvient encore Jean-Marie Chauvet, *lorsque nous présentions notre projet, on nous a plus d'une fois ri au nez. Nos interlocuteurs financiers n'étaient souvent pas en mesure de comprendre notre technologie et l'intérêt qu'elle pouvait présenter. »* Changement de décor de l'autre côté de l'Atlantique. A Cupertino, au siège d'Apple, nos trois aventuriers présentent leur invention à Alan Kay, transfuge de Xerox, père des icônes et des fenêtres. Le gourou se montre immédiatement intéressé par Nexpert, et recommande les trois jeunes gens. Le pied à l'étrier. En juin 1985, ils décrochent un chèque de 250 000 dollars pour créer leur société, Neuron Data, siège social à Palo Alto. En novembre de la même année paraît la première version de leur logiciel, bientôt adopté par Boeing et la NASA. Succès et croissance rapide. Neuron Data ouvre des filières au Japon, en Europe. En 1990, le jeune trio français refuse l'offre d'Oracle de racheter leur société pour 36 millions de dollars. *« Nous avons peut-être commis là une erreur »*, admet Patrick Perez.



OLIVIER LE DISCOT/AGENCE CHRISTOPHE

Mauvaise gestion, méconnaissance des règles du jeu singulier de la Silicon Valley ? Toujours est-il qu'en 1996 la compagnie qu'ils ont créée nomme à sa tête une nouvelle équipe dirigeante. Toujours membres du conseil d'administration, les deux compères rentrent en Europe, où l'un comme l'autre s'occupent désormais de capital-risque. Le premier à Londres pour la société Business Vision Development Ltd. Le second à Paris pour le compte de Dassault Développement. Pas forcément pour refréner les ardeurs de ceux qui, comme eux il y a quinze ans, voudraient se lancer les yeux fermés dans la conquête de l'Ouest. Mais pour les alerter sur la difficulté de l'entreprise, ses risques. Pour expliquer encore, selon l'expression de Jean-Louis Gassée, autre Français de la Vallée, qu'il vaut souvent mieux se contenter de la minorité d'une entreprise bien financée que de conserver la *« majorité d'un bateau qui prend l'eau »*. Et, surtout, que la traversée de l'Atlantique n'est plus la condition sine qua non pour trouver des financements.

Olivier Zilbertin

Concours

JUSQU'AU samedi 15 mai, le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie organise un concours pour les créateurs société ouvert aux personnes résidant en France, ainsi qu'aux ressortissants de l'Union européenne et aux Français résidant à l'étranger. Les projets doivent prévoir la création d'une entreprise innovante, s'appuyant sur une recherche technologique, installée sur le territoire national et indépendante. Les lauréats recevront une aide pouvant s'élever à 300 000 francs (45 735 €) pour financer les prestations nécessaires à la création de leur entreprise. Une fois celle-ci créée, les projets pourront se voir attribuer une aide d'un montant maximal de 3 millions de francs (457 350 €) pour financer jusqu'à 35 % de leur développement.

Par ailleurs, le Défi start-up est un concours lancé par l'association Sicob, pour la création d'entreprise dans le secteur des technologies de l'information. Il propose de lancer dix sociétés nouvelles en juin en épaulant les jeunes créateurs par des conseils et un appui financier. La première du genre a être née de ce concours a été financée à hauteur de 1,3 million de francs (198 184 €) par quatre *business angels* de l'association afin de mettre en place un site de commerce électronique. Les trois créateurs ont vingt-sept ans chacun et ils sont de profils commercial et graphiste.

Trois questions à...

Olivier Lallier, consultant au poste d'expansion économique de San Francisco

1 Quel est votre rôle dans une région comme la Silicon Valley ?

Notre mission principale est de conseiller les créateurs d'entreprise sur leur mode d'implantation. En règle générale, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de bonnes idées en France, de bons ingénieurs mais qu'ils ont du mal à se vendre. Notre rôle est donc de les conseiller sur les questions de marketing, de communication et de gestion financière de leur future entreprise.

Les postes d'expansion économique sont aussi là pour fournir des études de marché, des notes sur des partenaires éventuels, et pour assurer une veille technologique, économique et stratégique.

2 Certains Français qui sont partis dans la région parlent du risque de se faire voler sa technologie ou son projet. Y a-t-il des pièges à éviter avant de s'implanter dans la Vallée ?

On ne peut pas vraiment parler de piège, ni de risques de se faire déposséder de son entreprise. Mais il y a des choses importantes à savoir avant de s'implanter ici. Par exemple, quand on arrive dans la Silicon Valley, je crois qu'il ne faut pas hésiter à ouvrir une partie de son capital à un dirigeant qui connaît bien le milieu et qui va savoir donner au projet une véritable dimension commerciale. Son intérêt ne sera pas de s'approprier cette entreprise mais bien de la faire prospérer. Maintenant, sur le plan des moyens, il est certain que de nombreux hommes d'affaires et investisseurs possèdent les moyens financiers et les structures juridiques pour étouffer une société et s'approprier une technologie. Il faut être prudent, c'est tout.

3 Peut-on dire que dans la Silicon Valley il y a plus d'argent que d'idées ?

Ce n'est pas aussi schématique que cela. Il y a beaucoup d'idées qui circulent dans la région car il existe de nombreux facteurs avantageux pour les faire fructifier. Le problème, c'est la concentration, qui n'est pas nécessairement une bonne chose. Ici, si vous n'avez pas de partenariats solides avec de grandes entreprises vous rencontrerez beaucoup de difficultés pour monter une société dans le secteur d'Internet.

L'autre problème vient du fait que beaucoup d'entreprises arrivent sur une même niche. La concurrence est donc très forte et les plus petites d'entre elles qui ne disposent pas des fonds nécessaires auront beaucoup de mal à s'imposer.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

Risquer en France

Pas la peine de traverser l'océan pour tenter l'aventure

PARTIR s'installer aux Etats-Unis ? L'idée conserve tout son pouvoir d'attraction. Concentration de capitaux et d'entreprises, culture high-tech bien implantée... Mais l'aventure peut aussi se révéler périlleuse. Sinon inutile. *« Le mythe de la Silicon Valley reste encore bien présent,* note Jean-Claude Lévêque, un des associés de Dassault-Développement, la société de capital-risque du groupe Dassault. *Dans de nombreux domaines, les Etats-Unis sont un point de passage obligé, soit. Dans l'univers des logiciels, par exemple, il est difficile de ne pas envisager, à un moment ou à un autre, s'attaquer au plus grand marché du monde. Mais une implantation immédiate n'est pas forcément recommandée sans une longue préparation préalable. »* Pédagogie indispensable pour les capital-risqueurs.

Chez Dassault-Développement, une dizaine de projets par an font l'objet d'un investissement, sur les quelque 300 dossiers qui sont examinés, pour une mise de départ moyenne de 5 millions de francs (760 000 €) mais pouvant atteindre jusqu'à 15 millions de francs (2 290 000 €). *« Les mentalités ont évolué. Il y a quelques années, il était de bon ton de dire qu'en France on ne trouvait pas l'argent nécessaire, et que l'on ne comprenait rien aux nouvelles technologies. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avec la multiplication des intervenants privés, le retour des établissements bancaires et financiers, le potentiel d'investissement est très élevé. »*

Pour preuve, les chiffres du premier tableau de bord de l'innovation, inauguré le 15 avril par le ministère de l'économie et des finances et qui sera désormais publié chaque semestre : de + 30 % à + 70 % de taux de croissance en valeur pour les chiffres d'affaires des entreprises dans les secteurs liés aux technologies de l'information et de la communication ; quadruplement des fonds levés sur le nouveau marché ; 15 000 entreprises créées dans ce secteur en 1998 ; 8 400 brevets déposés.

Restent quelques difficultés. Financières : *« Il est vrai que les fonds se concentrent essentiellement autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et des biotechnologies »*, souligne-t-on ainsi chez Leonardo Finances, spécialiste dans le conseil et le financement des PME. Culturelles : *« Il faudrait que les chercheurs apprennent à devenir des entrepreneurs,* estime-t-on. *On a parfois du mal à discuter avec eux, à leur faire comprendre les enjeux, car ils n'ont aucune approche du monde de l'entreprise et des réalités économiques. »*

O. Z.

le. top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

AYERS LAB

www.dac.neu.edu/msc/lobsterrobot

L'unité de recherche en sciences sous-marines de l'université de Northeastern, aux Etats-Unis, étudie les capacités motrices de la langouste. Elle travaille en effet, pour le compte de l'armée américaine, à l'élaboration d'un crustacé artificiel qui devrait servir à détecter et à neutraliser les mines déposées au fond des mers.

Le site de l'université présente en long et en large les technologies qui régissent le principe de fonctionnement de ce robot, ainsi que les différentes étapes suivies pour le faire ressembler le plus possible à son modèle vivant. Des schémas et des animations font la preuve de sa faculté à se faufiler dans les endroits les plus accidentés.

www.electrolux.com

Un aspirateur qui fait le ménage tout seul. Un réfrigérateur qui délivre des recettes de cuisine et permet de se connecter à Internet pour laisser des messages à toute la famille. La célèbre marque d'électroménager Electrolux lève le voile, en ligne, sur les dernières inventions des savants fous qui travaillent dans ses laboratoires de recherche. Le site permet en outre de « tester » ces nouveaux produits et de découvrir les technologies mises en œuvre pour les concevoir.

cimss.ssec.wisc.edu

Quel temps fera-t-il demain ? Pour répondre à cette éternelle question avec le plus de précision possible, les météorologues utilisent et mettent au point des systèmes technologiquement toujours plus avancés. L'université du Wisconsin, aux Etats-Unis, fait référence dans le domaine des études météorologiques par satellite. Programmes de reconnaissance des orages tropicaux, recherches sur les comportements climatiques du pôle arctique : le site de l'université fait le point sur les différents champs d'investigation investis par les chercheurs. Les visiteurs trouveront également les derniers instruments de mesure atmosphérique élaborés par les étudiants, ainsi que de nombreux modules de prévision climatique numériques.

set.gmd.de

La machine dépassera-t-elle un jour l'homme ? L'intelligence artificielle est devenue un champ d'étude qui séduit de plus en plus de chercheurs dans le monde scientifique. Une visite sur le site de l'Institut des systèmes intelligents et autonomes du centre national allemand de recherche en technologies de l'information finira par convaincre les plus sceptiques que la frontière entre la fiction et la réalité n'est peut-être pas si étanche.

cyberworkers.com/Leonardo

Depuis plusieurs années, l'Observatoire des arts et technosciences (Olats) se donne pour vocation de favoriser les points de rencontre entre les arts et les sciences. Artistes, scientifiques, philosophes, universitaires et simples internautes sont invités à échanger, sur la Toile, leurs idées à propos de l'impact de l'art et des développements scientifiques et techniques sur la culture contemporaine. Dictionnaire, guide, sélection d'œuvres off line, sites incontournables ou concepts émergents, le site propose de nombreux repères dans le champ de l'art et des technosciences. Un détour par l'exposition « Afrique virtuelle », consacrée à la fonction du masque africain, s'impose.

Une sélection de Stéphane Mandard



S. OUEDRAOGO / PH. F. BAGUEZ/HITERE

Entrée libre

Les offres d'accès gratuit à Internet se multiplient. Exemple avec Free

APRÈS World Online et juste avant Lokace, Free propose l'accès gratuit et illimité à Internet, sans abonnement à toute personne résidant en France. Un formulaire d'inscription (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et date de naissance) suffit pour bénéficier de l'offre d'accès gratuit qui couvre à son lancement officiel, le 26 avril, 65 % de la France métropolitaine.

Appartenant pour 95 % au groupe Iliad et pour 5 % aux fondateurs dirigeants, Free présente l'avantage sur ses concurrents de ne pas être limité dans le temps et en nombre d'adhérents : World Online réserve, en effet, son offre aux 200 000 premiers arrivés pour un an et Lokace-Online, à partir du 27 avril, aux 250 000 premiers pour la même durée. Autre distinction de taille, le numéro de Carte bleue n'est pas demandé.

« L'investissement de départ, remarque Xavier Niel, actionnaire majoritaire d'Iliad et président du conseil d'administration, *s'élève à 75 millions de francs. Free s'appuie sur sa propre infrastructure : réseau privé en fibres optiques, trois opérateurs (France Télécom, World Comet et Colt), 12 sites technique en province, 6 000 lignes d'accès portées à 12 000 à la fin de l'année et une liaison d'accès directe aux Etats-Unis. »* Free a déjà deux partenaires américains : DoubleClick, pour la régie publicitaire, et Lycos, le moteur de recherche. Des transactions sont en cours avec des fabricants d'ordinateurs et de modems pour intégrer le kit de connexion à leurs offres commerciales.

La gratuité de l'accès à Internet pose le problème de la viabilité de ce nouveau modèle économique.

« Ce qui est très cher pour un fournisseur d'accès, explique Xavier Niel, *c'est la gestion du compte client et le marketing. Le coût de fourniture n'est pas très élevé, environ 15 à 16 F (2,3 à 2,5 €) hors taxes par mois pour un client. Dans ces conditions, il faut, pour prospérer, des partenariats solides, des revenus publicitaires, des rétributions sur les marges obtenues par le commerce électronique. On compte à l'avenir sur le reversement, par l'opérateur, d'une partie du prix de la communication au fournisseur d'accès. Free vise en priorité les lycéens, les étudiants, les cadres, les PME, tous ceux qui ne veulent pas investir dans un abonnement ou qui n'ont jamais abordé le Réseau. Notre objectif est de démocratiser Internet. »*

A. Ba.

■ www.free.fr

LES HOMMES

Stanislas Dehaene, le boss des maths

A 33 ans, ce chercheur français vient de décrocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment notre cerveau calcule

DANS LE BUREAU exigu qu'il partage avec deux chercheurs, Stanislas Dehaene est tout sourire. On le serait à moins : à 33 ans, ce docteur en sciences cognitives vient d'obtenir 1 million de dollars (plus de 6 millions de francs, 920 000 euros) de la fondation Mc Donnell pour approfondir ses recherches sur les bases cérébrales du calcul arithmétique.

Comment diable a-t-il décroché le pactole ? *« Il fallait envoyer un dossier »*, répond-il en éclatant de rire. Avant d'ajouter, mi-sérieux, mi-railleur : *« Cette somme m'est attribuée personnellement pour des travaux de laboratoire. Pas question de m'acheter un bateau et plein de cravates comme avec un prix Nobel. »* Non. Stanislas Dehaene profitera de cette manne providentielle pour lancer un programme d'expériences sur dix ans. *« Je n'ai aucun compte à rendre. En recherche, avoir une telle liberté n'arrive jamais »*, s'exclame-t-il. Un collier de barbe et des lunettes cerclées masquent à peine une joie juvénile.

Si la chance lui sourit aujourd'hui, Stanislas Dehaene a tout fait pour la provoquer. Depuis toujours. Lycéen, il est déjà estampillé « fort en maths ». Pour lui, le passage en classe préparatoire n'est qu'une formalité avant d'intégrer l'Ecole normale supérieure en mathématiques.

Mais cette discipline *« trop aride pour toute une vie »* ne lui suffit pas. L'étudiant veut percer le sens caché derrière la pratique des nombres. *« J'ai toujours été intrigué par ce qui se passe dans la tête d'un mathématicien lorsqu'il fait des mathématiques »*, se souvient-il. Avide de pratique expérimentale, il pousse la porte du laboratoire de psychologie cognitive de Jacques Mehler et démarre sa thèse sur le mécanisme cognitif de comparaison des nombres. Il profite de ses visites avec le docteur Laurent Cohen à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour enquêter sur les bizarreries du cerveau.

Certains patients, à la suite de lésions cérébrales, ne savent plus lire tout en sachant compter ou se retrouvent incapables d'effectuer la moindre soustraction alors qu'ils récitent par cœur les tables de multiplication. Tout aussi passionné de théorie, Stanislas Dehaene planche sur la modélisation de réseaux de neurones avec Jean-Pierre Changeux dont il suit les cours au collège de France. Après une année post-doctorale au laboratoire américain de Mike Posner, où il se familiarise avec la technique de l'imagerie cérébrale, ce brillant touche-à-tout possède la panoplie complète d'outils pour comprendre enfin comment le cerveau calcule.

Inutile de scruter le chef dégarni de Stanislas Dehaene pour y détecter la légendaire bosse des maths, chère aux phrénologistes du XIXe siècle qui étudiaient les fonctions intellectuelles de l'homme d'après la forme extérieure du crâne. La réalité cérébrale est autrement plus complexe.

« Pour résoudre la moindre soustraction, dix à quinze aires cérébrales se coordonnent et agissent de façon commune, explique-t-il. *Pour l'approximation nous faisons appel à notre perception innée des ordres de grandeur. Cette intuition qui vous fait dire sans réfléchir que 2 + 7 se situe plus près de 10 que de 30. En revanche, le calcul exact sur les grands nombres demande l'activation des aires du langage. »* Pour lui et les siens – ses trois fils sont premiers de la classe – le calcul a toujours été un jeu d'enfants. Mais, loin d'en tirer une quelconque gloire, ce digne collectionneur de casse-tête préfère se consacrer à ce qui pose problème.



TINA MERANDON

Avec la somme versée par la fondation, il engage ses efforts de recherche sur la « dyscalculie » qui est aux chiffres ce que la dyslexie est aux lettres. Près de 3 % à 6 % des enfants, socialement adaptés et maîtrisant le langage, seraient ainsi dépourvus de capacité arithmétique. *« Ils se retrouvent aussi perdus face aux chiffres qu'un daltonien à qui vous demandez de voir du rouge ou du vert »*, commente Stanislas Dehaene.

La première étape auprès des adultes atteints de ce handicap devrait permettre de séparer la cause biologique (génétique ou périnatale) de l'influence de l'éducation. *« A terme il sera intéressant de mesurer de façon concrète l'impact de l'éducation sur le cerveau »*, poursuit-il. Nullement impressionné par ce lavage de cerveau universel, il ajoute : *« Si l'éducateur agit sur les représentations mentales de l'enfant, la culture évolue de son côté pour rendre la tâche plus facile au cerveau. »* En témoignent la calculette ou l'ordinateur, auxiliaires indispensables de notre cervelle déficiente.

« Laissons l'ordinateur prendre en charge toutes les opérations qui relèvent du calcul formel. Je vous le garantis, notre cerveau n'est pas bon pour ça. Débarrassé de ces contraintes, on gagnera du temps pour apprendre des choses significatives. » Pour autant Stanislas Dehaene ne vend pas son âme à la machine toute-puissante. On est loin d'un Marvin Minsky désireux de réduire la complexité de la vision à quelques algorithmes ingénieux.

Dehaene, lui, continue de scruter les circonvolutions cérébrales, seules capables de résoudre des problèmes complexes. Ce qui ne l'empêche pas d'imaginer une interface directe entre l'ordinateur et le cerveau humain. Même si *« se servir des ondes cérébrales pour communiquer avec l'ordinateur reste une manipulation assez banale et d'une médiocre efficacité »*. C'est que tout reste à faire dans ce domaine. Même le pire ? *« Dans une récente expérience américaine, on a réussi à détecter par imagerie cérébrale si la personne imaginait un visage ou un paysage. »* De là à lever un jour le voile sur les pensées intimes de chacun, il y a un pas que Stanislas Dehaene n'est pas près de franchir.

« Il semble impossible de lire dans le cerveau des gens s'ils pensent à une girafe ou un rhinocéros. » Mais, conclut ce chercheur infatigable, *« peut-on dire jamais ? Il faut en tout cas rester vigilant d'un point de vue éthique »*.

Cécile Guérin

Les millions de Mr Mac

« LENT, besogneux et sans imagination », tels sont les qualificatifs dont s'affuble lui-même James McDonnell, alias Mr Mac. Ce « self-made-man » n'est autre que le fondateur de la compagnie d'avions McDonnell Douglas. Si la réussite industrielle et financière sourit à ce travailleur impénitent, elle ne remplit qu'à moitié son rêve de gosse de l'Arkansas.

Passionné de sciences, Mr Mac s'enthousiasme alors pour les découvertes en astrophysique et en génétique. Il crée en 1950 la fondation McDonnell, forte de 300 millions de dollars aujourd'hui, afin de soutenir les laboratoires dans cinq domaines (astrophysique, génétique, sciences cognitives, systèmes complexes, histoire des sciences). A l'occasion du centenaire de sa naissance, la fondation a doté dix chercheurs – âgés de moins de quarante ans – de 1 million chacun afin qu'ils poursuivent leur voie de recherche originale.

De quoi mettre en œuvre la devise de feu Mr Mac, pour qui *« l'indépendance financière est le seul gage d'une créativité maximale »*.

■ www.jsmf.org

Dates

12 mai 1965
Naissance à Roubaix (Nord).

1984
Entre à l'Ecole normale supérieure pour étudier les mathématiques.

1989
Thèse en psychologie cognitive sous la direction de Jacques Mehler (Ecole des hautes études en sciences sociales, EHESS).

1996
Sortie de son ouvrage *La Bosse des maths* aux éditions Odile Jacob (300 p., 140 F, 21,34 €).

1997
Chargé de recherche à l'unité 334 de l'Inserm, au sein du service hospitalier Frédéric-Joliot du Commisariat à l'énergie atomique.

8 avril 1999
Reçoit 1 million de dollars de la fondation James McDonnell pour poursuivre ses recherches sur le calcul.

هكذا من الأصل

Le tour du bogue

« Délit de tromperie »

Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, a menacé de poursuites pour *« délit de tromperie »* ou pour *« défaut intrinsèque »*, les fournisseurs de matériel informatique bogué. Mme Lebranchu a accusé les fournisseurs d'ordinateurs de *« manque de transparence »*. *« Il faut qu'*[ils] *admettent qu'il leur faut tout dire et qu'il ne faut pas opter pour une politique de l'autruche »*, a-t-elle ajouté. La ministre a par ailleurs annoncé qu'une caravane de camions affrétée par l'Etat ferait le tour de France, afin de mobiliser les entreprises isolées sur le problème du bogue de l'an 2000.

Représailles

Selon Rosanne Hynes, directeur du Comité an 2000 au sein du Pentagone, la coopération américano-russe sur les problèmes du bogue de l'an 2000 est toujours active, elle n'a même jamais été suspendue. *« Le ministère de la défense russe prend le problème très au sérieux et fait le maximum pour le résoudre »*, précise-t-elle. Rappelons que le porte-parole du ministère de la défense russe avait annoncé l'interruption de cette même coopération en signe de protestation contre les attaques de l'OTAN en Serbie (« Le Monde interactif » du 7 avril).

Argent de poche

Pour Bob Moore, porte-parole de la Réserve fédérale américaine, 50 milliards de dollars (47 milliards d'euros, 310 milliards de francs) vont être imprimés pour répondre à la demande des banques, mais surtout à celle de nombreux citoyens américains, qui souhaitent conserver de fortes sommes d'argent en numéraire, étant inquiets des effets du bogue de l'an 2000 sur le système bancaire.

Psychologique

Aux Etats-Unis, le bogue de l'an 2000 a passé le stade du problème technologique pour devenir psychologique. Selon John Koskinen, principal conseiller du président Clinton pour le passage au troisième millénaire, le risque majeur est un mouvement de panique injustifié. Edward Kelley, gouverneur de la Banque fédérale, a déclaré, lors d'un colloque sur « les médias et la prévention », que c'est essentiellement la réaction du public qui indiquera, si oui ou non, le problème du bogue de l'an 2000 a été résolu.

Baby-boom

La promesse de produits gratuits à vie et l'espoir de plus de 1 million de livres sterling (10 millions de francs, 1,52 million d'euros) de retombées publicitaires pour les géniteurs du premier enfant né en 2000 pourraient produire un véritable baby-boom en Grande-Bretagne. Outre une éventuelle saturation des maternités, les obstétriciens s'inquiètent de la paralysie des ordinateurs des hôpitaux à laquelle pourrait conduire le bogue de l'an 2000.

Chinois

La Chine tente tardivement de rattraper son retard de préparation au passage au troisième millénaire. Selon Mme Zhang Qi, directeur général du département des produits électroniques du ministère de l'industrie, les fonds alloués à la résolution de ce problème sont insuffisants, la coopération et la coordination entre les départements concernés inadéquates et le personnel est inexpérimenté.

Alimentaire

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le bogue de l'an 2000 menacerait la production agricole et les systèmes d'approvisionnement alimentaire au niveau mondial. La menace pèse sur *« la chaine alimentaire dans son ensemble »*, estime la FAO. *« Les perturbations devraient affecter les approvisionnements en semences, les informations sur les marchés et l'ensemble des services essentiels à la production agricole »*, indique-t-elle encore. Les pays en développement, qui dépendent des exportations de produits de base, pourraient souffrir tout particulièrement de ces problèmes informatiques. La FAO appelle ces pays à *« mobiliser leurs ressources et leur temps pour trouver des solutions de dépannage »*.

Prévention

Suite à une réunion du directoire de la société japonaise de produits pharmaceutiques Fujisawa Pharmaceutical Co., les cadres supérieurs ont décidé ne pas prendre l'avion durant les vacances de l'hiver 2000. Cette décision collective a été prise afin de préserver la direction de la société de tout crash aérien.

La pharmacie fait passer la pilule

Les grands du médicament ont dépensé des millions pour s'adapter

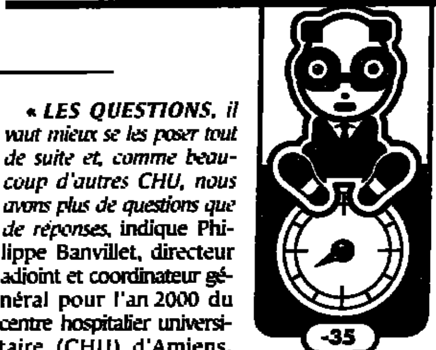
L'ENSEMBLE de la chaîne du médicament est concernée par le bogue depuis la logistique (approvisionnement en matières premières et distribution de produits finis) jusqu'au contrôle électronique de la production et à l'analyse de la qualité. On imagine sans mal les conséquences sanitaires, économiques et le discrédit qu'un mauvais dosage des médicament pourrait entraîner.

Les grands de la pharmacie, Sanofi et Rhône-Poulenc Rorer en tête, confirment que les outils d'analyse de conformité des produits sont fortement touchés, tout comme les matériels de supervision (capteurs, automates...) ou les centrales de pesée, qui pourraient fonctionner de façon erronée. Les deux groupes ont dépensé des dizaines de millions de francs pour mettre à jour ou remplacer leurs systèmes et seront prêts comme la plupart des multinationales de la pharmacie. Cependant, de récentes inspections menées par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé révèlent que de nombreux industriels moyens et petits ont accumulé un retard très inquiétant (certains n'ont même pas commencé leur inventaire !).

« Je ne m'inquiète pas car ce sont des obsessionnels de la qualité », souligne le professeur Hazbroucq, directeur pharmaceutique de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). En revanche il est préoccupé par la question du stockage et de la distribution, qui sont fortement informatisés. Ainsi l'approvisionnement des cinquante-six établissements publics dépend de la tour de stockage de la PCH, qui gère électroniquement des milliers de palettes de médicaments.

Les grands distributeurs qui alimentent les pharmacies ont commencé très tôt leurs travaux et ne devraient pas avoir de problèmes. Pour parer à toute éventualité, les industriels, les grossistes, les hôpitaux et les officines prévoient de faire des stocks. En espérant que les usagers ne feront pas de réserves abusives. Les professionnels, conscients de leur obligation morale, feront tout pour que les médicaments « qui sauvent la vie » ne viennent jamais à manquer. Ils savent que la moindre rupture aurait des effets dévastateurs.

J.-R. D. et N. Q.-S.



La santé aux urgences

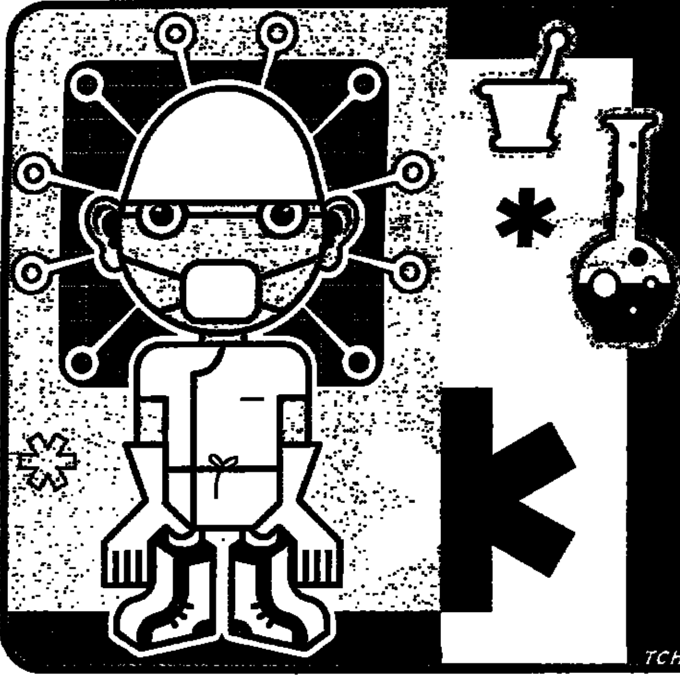
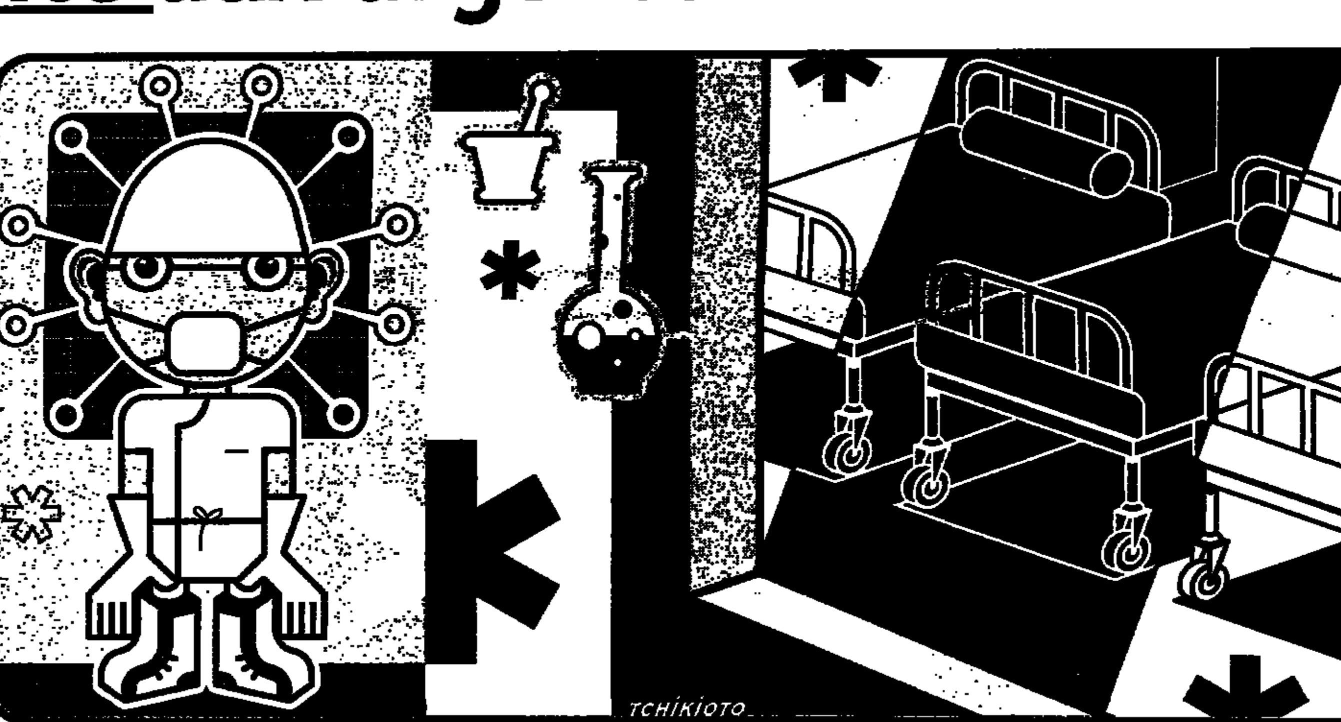
« LES QUESTIONS, il vaut mieux se les poser tout de suite et, comme beaucoup d'autres CHU, nous avons plus de questions que de réponses, indique Philippe Banvillet, directeur adjoint et coordinateur général pour l'an 2000 du centre hospitalier universitaire (CHU) d'Amiens. *Dans ce domaine, je suis partisan de la plus grande transparence.* » Voilà qui ne laisse pas indifférent quand on songe à l'immense chantier que représentent les 56 CHU et les 3 500 hôpitaux de France. Rien qu'à Amiens (1 800 lits, 5 000 personnes), on a répertorié plus de 10 000 appareils et systèmes électroniques (technique-logisitique, systèmes biomédicaux et systèmes d'information) susceptibles d'être touchés par le bogue.

Dans cette course contre la montre, l'accident qui a eu lieu en septembre 1998 à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon après un problème sur un groupe électrogène de secours, entraînant indirectement le décès de dix patients alors en réanimation, a sensibilisé tout le monde. Si, dans ce cas, la date n'est pas en cause, cet accident a cependant démontré la faiblesse potentielle des systèmes techniques et électroniques vitaux.

Si 95 a 98 % des appareils biomédicaux ne sont pas concernés par le bogue, les quelques pour-cents restants peuvent être vitaux. C'est le cas de l'automate pour la numération de la formule sanguine qui donne des résultats erronés ou du stimulateur cardiaque temporaire qui flanche. Sans oublier l'appareillage électronique installé au domicile des patients, comme pour la dialyse, qui reste difficile à recenser et donc à tester. *« Notre message tient en une phrase : risque vital, incertitude zéro »*, assure Philippe Cirre, sous-directeur des systèmes d'information et chargé de mission sur le bogue à la direction des hôpitaux. En novembre 1998, le secrétariat d'Etat à la santé a demandé aux hôpitaux et cliniques d'inventorier le matériel, de mener des analyses d'impact, de questionner leurs fournisseurs, puis de réaliser les tests nécessaires. Pour les y aider, la direction des hôpitaux a mis au point, à partir d'études réalisées dans trois CHU pilotes, un guide méthodologique « Passage à l'an 2000 en milieu hospitalier ».

Cette action d'envergure demande une prise de conscience et une implication de toutes les unités fonctionnelles. A Amiens, par exemple, la direction a mis en place un réseau de 150 correspondants (chef de service, secrétaire médicale, spécialiste en informatique...) en charge de la sensibilisation de terrain et des remontées d'information. Car la « bombe » du millénaire est un casse-tête chinois.

La hantise : l'appareil qui pourrait échapper au recensement, celui qui circule entre les services ou celui qui aurait dû être « réformé » et qui ne l'a pas été. L'évaluation des risques est également complexe. Deux mille appareils à l'hôpital amiénois sur les 10 000 utilisent une horloge temps réel avec des impacts divers : certains dont les données sont opérationnelles présentent un problème d'affichage, d'autres génèrent des données erronées ou tombent en panne. Les ingénieurs ont été confrontés à des cas insolites, comme celui de deux appareils absolument identiques, l'un cessant de fonctionner et l'autre pas, sans que l'on sache pourquoi.


DESSINS TCHIKIOTO

Il y a aussi certains équipements compatibles qui ne le sont plus dès qu'on les connecte. Beaucoup d'établissements ont pris l'habitude d'adapter le matériel standard du commerce à leurs besoins en ajoutant des boîtiers. L'assurance du fabricant que ses appareils passent bien l'an 2000 ne présage donc en rien de la sûreté du matériel « personnalisé ». Chaque hôpital public a dû mener un travail de fourmi, en questionnant tous les fournisseurs par lettre recommandée (400 en moyenne) : fabricants d'appareils, mais aussi fournisseurs de services d'eau, d'électricité et de télécommunications. Et considérer la dégradation de qualité : on connaît mal l'impact des microcoupures sur les systèmes électroniques. *« Une simple baisse de pression de l'eau*, explique Bernard Clayes, ingénieur technique et logistique au CHU d'Amiens, *empêche le bon fonctionnement des blocs opératoires. De même, au bout de deux heures de coupure, la situation sanitaire (toilettes, douches) devient vite ingérable. »*

Les hôpitaux attendent l'an 2000 avec la hantise d'avoir oublié de vérifier des appareils vitaux

« S'il y a aujourd'hui une dynamique d'action dans les grands hôpitaux, la situation globale reste très hétérogène, déclare François Grimonprez, directeur du département plateau technique du Centre national de l'expertise hospitalière. *Beaucoup de sites n'ont pas encore effectué leur inventaire et d'autres se sont lancés dans les corrections sans même faire d'inventaire et sont obligés de revenir en arrière. Les fournisseurs renvoient les hôpitaux et les cliniques sur leur site Internet alors que la plupart ne sont même pas branchés ! »* Sur le plan national, Philippe Cirre confirme que cette sensibilisation concerne aussi bien le public que le privé, *« mais il est évident que, sur le terrain, il y a des disparités : la plupart des petits établissements sont en décalage »*.

Il est plus que temps que les grosses unités qui y rechignent encore partagent leur savoir-faire avec celles qui sont en retard, déclare en substance Philippe Pucheu, responsable des études à la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés (Fehap). *« La notion d'enjeu national et d'action pour le bien commun n'est pas encore passée dans les esprits »*, reconnaît Philippe Banvillet. Un point de vue partagé par Patrick Tauziac, consultant an 2000 chez ON-X Consulting, société qui a participé à la rédaction du guide méthodologique : *« Pour des raisons culturelles, les grands hôpitaux et les établissements plus modestes, le secteur public et le secteur privé n'ont pas l'habitude de collaborer. Autre exemple, dans le milieu hospitalier, le bogue souligne le clivage entre le monde administratif et le monde médical, qui cohabitent difficilement : l'un raisonne en "équipements impactés", l'autre en "processus de soins". Il y a également un manque de coordination entre les ministères et les collectivités locales : personne n'a demandé aux services de santé des armées de partager leur connaissance de la gestion de crise en contexte dégradé. »*

Tous les hôpitaux devront mener, entre avril et septembre, les tests avec les fournisseurs, mais ces derniers n'auront pas forcément toutes les ressources humaines nécessaires pour faire le travail dans les temps. *« C'est une grosse préoccupation*, avoue Philippe Cirre ; *mais, s'il y a la moindre incertitude sur un matériel vital, la consigne est de ne pas l'utiliser, même s'il n'y a qu'un risque sur cent. »*

Impossible d'avoir un état des lieux national tant que les tests ne sont pas achevés. En attendant, on prépare des plans alternatifs et des plans d'urgence, et l'ensemble du personnel hospitalier sera en alerte maximale pendant la période du 25 décembre au 5 janvier. *« D'autant que*, ajoute Philippe Cirre, *si les hôpitaux et les cliniques qui ne sont pas prêts renvoient leurs patients vers les CHU, l'asphyxie, voire l'embolie, est à craindre. »* De plus, conséquence des fêtes, il risque d'y avoir un afflux aux urgences au moment même où il en faudrait le moins possible. Le paradoxe, c'est que le ministère devra demander aux patients qui le peuvent de décaler leur hospitalisation programmée (50 % des cas), sans que cela jette la suspicion sur la qualité des soins en fin d'année. Le ministère fait confiance aux Français et à leur bon sens. Reste à savoir si la réciproque est vraie.

J.-R. D. et N. Q.-S.

Trois questions à...

Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé

1 Quelle est l'estimation du coût global de l'an 2000 pour le système de santé ?

Cette estimation est délicate a réaliser, mais le coût représente probablement 1 à 1,5 % des dépenses des établissements de santé. Et la rénovation du parc biomédical, technique et informatique qui est engagée à cette occasion est un gage de meilleure qualité des soins pour l'avenir.

2 Comment comptez-vous anticiper les inquiétudes du public ?

Après avoir informé et sensibilisé tous les acteurs de la santé publique et privée afin qu'ils soient encore plus vigilants que d'ordinaire pour parer à toute anomalie en fin d'année, Martine Aubry et moi-même allons informer le public sur les moyens mis en œuvre. Une chose me paraît essentielle : le passage à l'an 2000 ne doit pas troubler la relation de l'usager avec le système de santé. Il n'est pas question d'intervenir dans la relation entre la personne malade et son médecin, qui est seul juge du traitement adapté à la situation. En revanche, il y a des interventions programmées et donc des hospitalisations qui se prévoient. Lorsque l'on a le choix du moment, ce n'est généralement pas la période des fêtes de fin d'année que l'on retient. Mais bien entendu les personnes devant être hospitalisées seront prises en charge dans les conditions habituelles mises en œuvre par nos hôpitaux.

3 Avez-vous prévu des plans de crise ?

Des plans de sauvegarde pour parer d'éventuels dysfonctionnements dans les établissements sont bien sûr prépares. Nous allons être attentifs à la mobilisation des personnels : ceux-ci ont déjà été sensibilisés et seront présents pour faire face aux urgences qui ne manqueront pas d'intervenir durant cette période qui est une période de fête. Martine Aubry et moi-même veillons à ce que les services du ministère et les agences sanitaires soient dès à présent extrêmement attentifs à l'approvisionnement en médicaments, ou en sang. Celui-ci ne doit souffrir aucune carence. Le système de veille sanitaire sera également en alerte.

Propos recueillis par Jean-Rémi Déléage et Natacha Quester-Séméon

Mode manuel

POUR FAIRE face aux coupures d'eau ou d'électricité, panne sur des appareils vitaux, des plans de contournement manuel sont actuellement à l'étude dans tous les établissements de santé. Par exemple il faudra prévoir un technicien prêt à déclencher manuellement le démarrage d'un groupe électrogène ou des infirmières prêtes à se substituer à un système d'assistance respiratoire. Par ailleurs, certains biologistes ou manipulateurs dans les laboratoires devront se réentraîner d'ici à la fin de l'année à opérer en manuel. Mais tout n'est pas contournable : pour certains actes automatisés, le personnel n'est plus formé. Ainsi, rien ne remplace la précision d'une image du cerveau au scanner en cas de traumatisme crânien. De même, les techniques d'analyse de sang ne sont plus enseignées en faculté. Et les sociétés qui fabriquaient les réactifs ont déposé leur bilan à cause des vendeurs d'automates.



Les duettistes

Ils fonctionnent en tandem ou ont des doubles fonctions

Lumineux

Avec le réveil-projecteur, l'heure s'inscrit sur un large écran à cristaux liquides et s'affiche sur un mur, un plafond ou une surface plane. La projection est orientable et réglable quant à l'intensité lumineuse et la grandeur des chiffres. Cadre en noir, argent ou en bois. 299 F (45,60 €) et 499 F (76 €) la version *radio pilotée qui se remet automatiquement à l'heure.*

■ Oregon Scientific : 01-43-48-00-22

OREGON SCIENTIFIC

Vibrant

Comment être alerté avec discrétion des appels qui proviennent d'un téléphone mobile ? Casio propose une solution astucieuse qui associe une montre, la Vivcel, et le portable. Celle-ci se met à vibrer lors de la réception d'un appel.

La sensibilité du vibreur est réglable. Poignet fin s'abstenir car la montre est volumineuse (diamètre : 4 cm). 1 195 F (180 €) bracelet en résine et 1 575 F (240 €) bracelet en métal.

■ Casio : 03-88-71-51-51
■ www.casio.com

CASIO

Intégré

Construit par Alcatel et utilisant un navigateur conçu par Sun Microsystems, le prototype WebTouch est un téléphone d'une nouvelle génération. Il est doté d'un moniteur intégré qui permet de surfer sans passer par un micro-ordinateur.

Son usage est simple : à l'aide d'un clavier, de touches préprogrammées, d'un écran tactile et d'un lecteur de carte à mémoire, il donne accès à de nombreux services, du commerce électronique à la réception d'informations boursières. Le lancement du WebTouch est envisagé en septembre aux Etats-Unis et en Europe. Prix envisagé : moins de 2 000 F (300 €).

■ www.alcatel.com

ALCATEL

Mobile

Expert en communication, l'ordinateur de poche HP Jornada 680 travaille en duo. Il se connecte à un téléphone portable GSM et récupère le courrier électronique. Par le biais de la carte Rex ou Rex Pro, qui sert d'agenda électronique, les données sont échangées avec un poste de travail fixe. Le HP Jornada 680 fait aussi office d'enregistreur.

Ce bureau mobile miniature (18,8 x 9,4 cm) et léger (500 g) dispose d'une autonomie sur batterie de sept heures. Disponible en juin. 6 000 F (915 €) avec modem et 5 500 F (840 €) sans modem.

■ Hewlett Packard : 01-69-82-60-60
■ www.hp.com/jornada

HEWLETT-PACKARD

Universel

Avec l'adaptateur téléphonique PNote Pro, on peut se connecter à Internet partout dans le monde. Fonctionnant en 100, 220 et 240 volts, il évite de devoir adapter sa prise aux normes du pays. Compact et léger (225 g), le PNote Pro se fixe au bloc d'alimentation du portable à l'aide d'une bande velcro fournie. 289 F (44 €). Fabriquant : APC (American Power Conversion).

■ www.apcc.com/francais/itool/locator.cfm

APC

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

Dans les labos

La pile à combustible carbure

Mettre en circulation, en Californie, quarante-cinq véhicules propulsés par une pile à combustible entre 2000 et 2003, c'est le nouveau défi que se sont lancé les constructeurs automobiles Ford et DaimlerChrysler, dont l'accord sur cette technologie remonte au printemps 1998. La pile fonctionne sur le principe inverse d'une électrolyse et produit de l'électricité tant qu'elle est alimentée par un carburant riche en hydrogène. Elle a l'avantage d'être non polluante. Mais les constructeurs doivent encore résoudre les problèmes de stockage du carburant et des coûts de production de la pile.

El Niño pisté par les poissons

Les déplacements du plancton et des poissons qui le suivent pour se nourrir pourraient permettre de prévoir les années où El Niño sévit. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs de l'IRD (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération [ex-Orstom]) ont croisé deux modèles de simulation numérique, l'un intégrant les paramètres physiques de la circulation océanique, l'autre modélisant la consommation de nitrates par le plancton végétal. Ils savaient que les zones les plus poissonneuses se situent à la lisière des eaux chaudes et d'autres plus froides, remontées des profondeurs. Et ils avaient noté que, pendant les années El Niño, cette frontière était située 2 500 km plus à l'est qu'en période normale.

Les fullerènes ont la vie dure

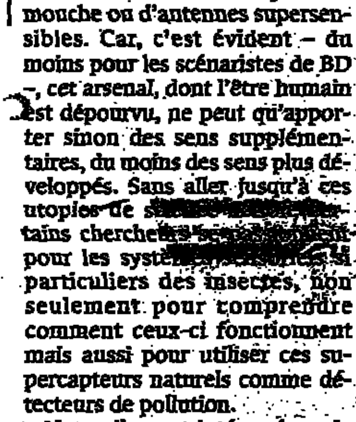
Les fullerènes, molécules quasi sphériques composées d'un grand nombre d'atomes de carbone, suscitent beaucoup d'espoir. On a pensé à les utiliser pour acheminer des composants en exploitant leur structure en forme de cage. Voici maintenant qu'on les soumet à de fortes pressions dans l'espoir d'obtenir des matériaux presque aussi durs que le diamant. Et ça marche ! Une équipe grenobloise aidée de chercheurs portugais et russes a réussi à synthétiser une phase polymérisée à trois dimensions, c'est-à-dire un réseau de fullerènes dont chacune des « cages » est liée avec ses douze voisines. Sous l'effet de la pression, les liaisons entre les atomes de carbone sont devenues plus courtes.

Des électrodes et au lit !

Pour passer une bonne nuit, les astronautes n'auraient pas besoin d'un marchand sable, mais d'être couverts d'électrodes ! Telle est la curieuse conclusion d'une étude sur le sommeil en orbite rapportée par le magazine britanique *New Scientist.* Charles Czeisler, du Harvard Medical School Hospital, à Boston, a émis l'hypothèse que les astronautes ne dormaient pas parce qu'ils étaient préocupés par leur mission. Et expliqué leur meilleur sommeil avec des électrodes par le fait que permettre aux médecins d'étudier leur repos était alors inclus dans leurs tâches !

LA TECHNIQUE

Capteurs à six pattes





L'INRA s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures

ON NE COMPTE plus les extraterrestres insectoïdes de bande dessinée dotés d'yeux de mouche ou d'antennes supersensibles. Car, c'est évident – du moins pour les scénaristes de BD –, cet arsenal, dont l'être humain est dépourvu, ne peut qu'apporter sinon des sens supplémentaires, du moins des sens plus développés. Sans aller jusqu'à ces utopies de s[illegible] certains cherche[illegible] pour les systè[illegible] si particuliers des insectes, non seulement pour comprendre comment ceux-ci fonctionnent mais aussi pour utiliser ces supercapteurs naturels comme détecteurs de pollution.

Naturellement intéressé par la résistance de ces animaux aux insecticides répandus par les agriculteurs, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures. Pour s'apercevoir qu'un type de protéines activées dans la défense de son organisme, les cytochromes P450, répondaient également à la présence de certains gaz d'échappement des automobiles, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). En présence de HAP, les gènes des cytochromes P450 sont activés, et la drosophile se met à produire ces protéines qui lui servent à se protéger du stress chimique auquel elle est soumise.

Comme l'explique Marcel Amichot, chargé de recherche à l'unité santé des végétaux et environnement du centre INRA d'Antibes, *« l'un des buts de ces recherches est l'utilisation de l'insecte comme biomarqueur de la pollution de l'air. Pour cela, nous devons d'abord identifier les gènes qui sont activés lorsque l'animal est en présence des polluants. »* Restera ensuite à développer l'instrumentation susceptible de transformer la mouche en biodétecteur pratique d'utilisation.

A l'alléchante idée de la drosophile transgénique devenant fluorescente lorsque le gène sensible est activé est préférée une solution plus classique consistant à déposer sur un support solide de l'ADN correspondant aux gènes dont on veut suivre l'« expression » et à le mettre en contact avec le matériel génétique des mouches exposées à l'air urbain. Ce procédé présente l'avantage de pouvoir suivre plusieurs dizaines de gènes à la fois. Par rapport à des capteurs chimiques traditionnels, le biodétecteur va nettement plus loin.

A plusieurs centaines de kilomètres d'Antibes, une équipe de chercheurs allemands s'est intéressée à un coléoptère de la famille des buprestes, *Melanophila acuminata.* Les larves de cette espèce présentent la particularité de ne pouvoir se développer que dans le bois d'arbres récemment brûlés. D'où la nécessité absolue de pouvoir rapidement repérer, et à grande distance, les incendies de forêts. Les entomologistes savaient déjà que la bestiole se servait d'organes thoraciques détectant les infrarouges que dégage toute chaleur. Comme le rapporte l'hebdomadaire scientifique international *Nature* dans son édition du 25 mars, l'équipe allemande a montré que *Melanophila acuminata* disposait d'une autre arme : ses antennes. Celles-ci sont capables de « sentir » des quantités infinitésimales de certains composés phénoliques présents dans la fumée émanant de la combustion du bois.

« Nous estimons, écrivent les auteurs de l'étude, *que cette sensibilité est telle que ce coléoptère peut percevoir, à plus de 1 kilomètre de distance, un pin de 30 centimètres de diamètre dont l'écorce se consumerait à 2 mètres de hauteur et sous un faible vent. »* On imagine aisément les applications, dans les dispositifs anti-incendies ou dans la détection des feux de forêts, d'un tel niveau de sensibilité, sur lesquelles pourraient déboucher ces recherches. On a toujours besoin d'un plus petit que soi.

Pierre Barthélémy

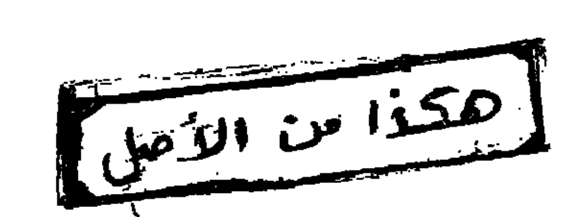


J.A.L. COOKE/OXFORD SCIENTIFIC FILMS

Les chercheurs s'intéressent de près à l'extrême sensibilité des insectes qui signalent la pollution et les incendies bien avant les appareils électroniques

Détecter, pas mesurer

SI LES CAPTEURS biologiques sont plus sensibles que leurs homologues électroniques, ils présentent l'inconvénient de ne pas fournir de données chiffrées quant au niveau de pollution. Un faux problème selon Marcel Amichot, du centre INRA d'Antibes : *« Qu'est-ce qui est le plus important ? Dans les problèmes de pollution, une valeur absolue n'a pas de véritable signification parce qu'elle n'induira pas la même réponse selon les individus. De plus, le mélange des polluants entraîne des synergies ou des inhibitions des effets d'un polluant par un autre... Dans ces conditions, l'avantage du vivant par rapport au capteur chimique est clair : on voit si l'environnement global a un effet toxique ou pas sur l'organisme. »*



هكذا من الأصل

Agenda

RENCONTRES

Le 29 avril
Kosovo : la guerre sur Internet
Un jeudi par mois, à 19 heures, l'Ecole Multimédia et Le Monde interactif organisent un forum thématique retransmis sur Internet en Real Video. Les internautes peuvent poser leurs questions en direct aux intervenants.
■ www.ecole-multimedia.com

Du 28 au 30 avril
Téléform 99
Salon professionnel des nouvelles technologies, de l'éducation et de la formation. Un concours des meilleurs intranets/extranets récompensera les usages d'Internet appliqués à la formation. Inscription sur le site.
■ Parc Chanot, à Marseille
■ www.cyberworkers.org/teleform99

Du 28 avril au 2 mai
Salon multimédia
Organisé dans le cadre du Salon international du livre et de la presse.
■ Palexpo de Genève
■ www.salonmultimedia.

Jusqu'au 2 mai
Méta-Instrument
Le Méta-Instrument mesure en permanence la position, la vitesse, le sens de déplacement des pieds, des poignets, des mains et des doigts. Les informations sont traitées en temps réel par des logiciels développés au gré de l'imagination des compositeurs. Présentation-concert dans le cadre de l'exposition « Les sons ».
■ Cité des sciences et de l'industrie. Parc de La Villette. Tous les jours à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30, sauf les lundis.
■ www.cite-sciences.fr

Du 28 avril au 9 mai
Foire de Paris
La Foire de Paris accueille un Salon du multimédia regroupant plusieurs espaces : informatique, télé, vidéo et son.
■ Porte de Versailles à Paris
■ www.zdprod.com/marketing/salon-multimedia

Les 4 et 5 mai
Actualité juridique
L'Institut d'études politiques de Grenoble organise deux journées de formation consacrées aux aspects juridiques liés au Web.
■ www-sciences-po.upmf-grenoble.fr

Les rendez-vous d'avril et de mai

Le 5 mai
Forum des images
Chaque mois, la Vidéothèque de Paris propose une lecture critique de sites Internet ou de CD-ROM. Au programme ce jour, deux sites artistiques consacrés à la danse. L'entrée pour la journée est de 30 F (4,57 €).
■ www.forum.vdp.fr

Le 5 mai
Médecine du sport
L'Association sportive de l'Institut national des télécommunications (Asint) organise de 16 heures à 21 heures le premier colloque sur la médecine du sport retransmis en direct sur le Web. Avec notamment une conférence sur le thème d'Internet, nouveau moyen de recherche de l'information médico-sportive.
■ www.minet.net/colloque_asint/

Du 13 au 15 mai
Agor@ 99
La Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) organise les premières Rencontres des jeunes créateurs multimédia en Rhône-Alpes. Inscription gratuite pour tous les jeunes rhônalpins de 16 à 30 ans.
■ www.quartz.fr/agora/

C. VAILLANT / STATION MIR

Le 20 mai, à 20h30
Station Mir
Huit artistes de Station Mir, collectif de recherche et de création audiovisuelle et multimédia, s'associent à d'autres artistes ou groupes le temps d'une soirée Nomade à la Fondation Cartier pour créer une musique d'un nouveau genre : la Fractal Pacsing Musik.
■ www.fondation.cartier.fr/fra/nomade/

Du 23 avril au 7 juin
Alpinisme
Des écoliers du Vercors vont suivre au jour le jour, sur Internet, l'expédition Vertical 99, première tentative française d'ascension du Gurla Mandata (Himalaya).
■ Revue *Vertical* : www.glenat.com/vertical/vertical.htm
■ Ecoles du Vercors : www.ac-grenoble.fr/vercors/

Du 19 mai au 19 juin
Festival du film interactif
Le film interactif : nouveau langage cinématographique ? Le premier Festival international du film de l'Internet (FIFI) s'adresse aux réalisateurs, infographistes et informaticiens. Son objectif est d'inciter à la création on line. Clôture des candidatures le 4 mai.
■ www.ecran-noir.com/fifi/cp001.html

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier et Cristina Marino

Manchettes

Le retour des ferrofluides
Le *Financial Times* du 20 avril fait le point sur les applications des ferrofluides. Le quotidien rapporte que ces aimants liquides obtenus par la suspension de minuscules particules magnétiques à l'intérieur d'un liquide support, découverts il y a près de 70 ans, trouvent aujourd'hui une seconde jeunesse. Ils peuvent être utiles dans le domaine de l'environnement pour la séparation des agents contaminateurs, mais aussi pour confectionner des joints de raccordement pour les oléoducs et pour la transmission de *l'énergie ultrasonique*.

Compaq change de tête
Faute de bénéfices suffisants cette année, l'emblématique patron de Compaq, Eckard Pfeiffer, a donné sa démisssion le dimanche 19 avril suite à un conseil d'administration houleux. Il est remplacé par Benjamin Rosen, le président du conseil de Compaq. Le *New York Times* du 20 avril consacre sa « une » à l'événement et rappelle la succession de mauvais résultats qui ont entraîné ce départ : érosion de parts de marché *sur les très lucratives ventes de serveurs, la chute des prix des PC*, mauvaise gestion des stocks et difficultés d'intégration de Digital Equipment, récemment absorbé.

Un site pour l'adoption
L'*USA Today* du 20 avril rapporte la volonté du gouvernement de créer un site Web pour faciliter l'adoption d'enfants aux Etats-Unis. Ce site devrait présenter les photos de plus de 8 000 enfants en attente d'un foyer. Il ne devrait pas être opérationnel avant l'année 2001. Le quotidien précise que la mise en place du site coûtera 1,5 million de dollars (1,4 million d'euros, 9,3 millions de francs) à l'Etat avec des frais de maintenance annuels estimés à 1,25 million de dollars. Actuellement, rappelle *USA Today*, 37 Etats disposent d'un tel site mais le manque de moyens les rend peu opérationnels. La volonté du gouvernement de créer un tel site est fondée sur une statistique qui promet le triplement du nombre d'enfants à adopter en 2001 aux Etats-Unis.

Du danger des mobiles
Les utilisateurs de téléphone portable ont du souci à se faire. C'est ce qu'assure, dans son édition du 10 avril, *New Scientist*, qui relève que, si les risques de cancer ou de « cuisson » du cerveau par micro-ondes ne sont pas démontrés, le coup de fil sur un mobile présente quelques curieux effets secondaires : l'*International Journal of Radiation Biology* (vol. 75) rapporte ainsi des trous de mémoire, ou du moins un temps de réaction accru pour se souvenir chez les sujets exposés.

LA TECHNIQUE

L'air sous surveillance

Les grandes villes françaises se dotent de nouveaux moyens pour tenir la pollution à l'œil

A BORDEAUX, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse, 265 morts prématurées sont dues chaque année à *la pollution de l'air*, annonçait en guise d'alerte, il y a une semaine une étude de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Les résultats de cette enquête confirmaient la forte implication des particules (fumées noires), du dioxyde de soufre (SO_2), du dioxyde d'azote (NO_2) et de l'ozone (O_3) dans la surmortalité par maladie cardio-vasculaire et par maladie respiratoire.

Or la loi sur l'air reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas *à sa santé et d'en* connaître précisément la qualité. Dans ce souci, Airparif, association chargée de surveiller la pollution atmosphérique en Ile-de-France, publie chaque jour, et depuis février sur son site Web, l'indice de la qualité de l'air de la ville de Paris et de son agglomération, mesuré au cours de la journée par quelque 35 stations implantées en Ile-de-France.

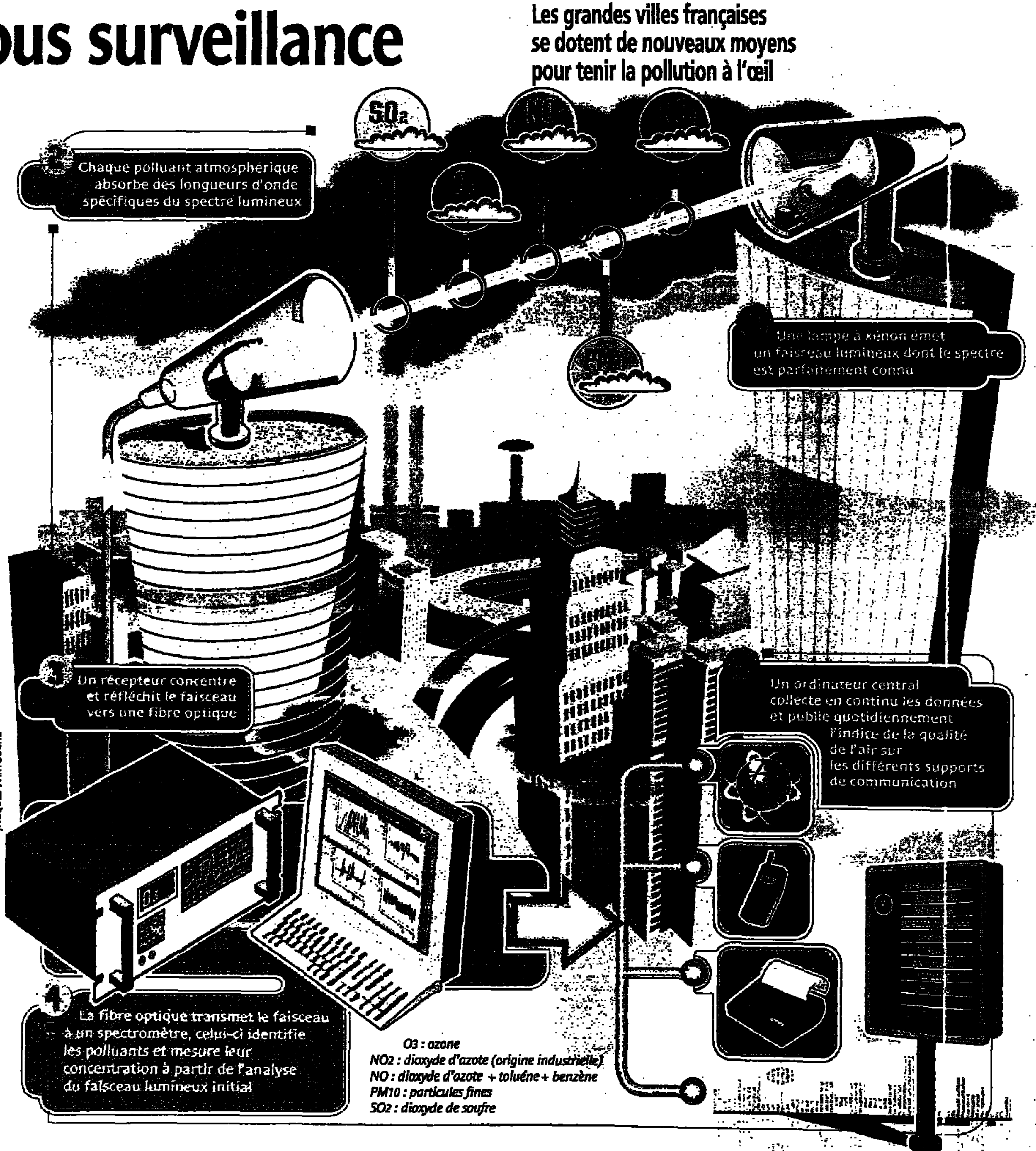
Depuis quelques années, Airparif utilise la méthode DOAS (spectrométrie d'absorption optique différentielle), un système télémétrique qui permet de détecter et d'analyser la pollution atmosphérique sans effectuer de prélèvement d'échantillons d'air. Partant du principe que les gaz polluants absorbent des longueurs d'onde de lumière caractéristiques, le dispositif consiste à *émettre un faisceau lumineux sur* un trajet de 1 600 mètres reliant la tour Saint-Jacques, dans le centre de Paris, au toit du bâtiment d'Airparif, près de la Bastille, et d'en analyser le spectre. Il est alors possible de mesurer simultanément jusqu'à six polluants d'origine automobile et industrielle sur plusieurs centaines de mètres.

Selon Martine Boissavy Vinau, ingénieur à Airparif, « *ce système donne une idée beaucoup plus proche de la pollution réelle ambiante que les stations traditionnelles de prélèvement à point fixe* », qui sont généralement situées au ras du sol. Toutefois, celui-ci présente un inconvénient de taille : « *Il est difficile à mettre en œuvre en ville, car il doit être situé à une hauteur élevée afin qu'aucun obstacle ne vienne perturber le trajet lumineux* »

Le réseau de surveillance de l'environnement de Lyon expérimente, lui, un Lidar, dispositif dérivé du système DOAS qui permet de réaliser des coupes en trois dimensions de concentrations de polluants, mais qui rencontre encore des problèmes de calibrage et de validation de ses résultats.

St. M.

■ www.airparif.asso.fr



JACQUES PARTOUCHE

Maître crawleur

WEBSEEKER 3.0
***Editeur :* ForeFront**
Distribué par Apsydoc
(filiale à 100 % d'AB Soft)
Support : CD-ROM PC
Configuration minimale : PC 486 ;
8 Mo de RAM ; Windows 95-98
Prix : 325 F (50 €)

POUR trouver une information sur Internet, chacun a sa petite technique. Mais comment ne pas avoir la très désagréable impression de manquer une page Web lors d'une recherche ? Et si il existait, quelque part, bien cachée dans un recoin de la Toile, l'information exacte que l'on convoite ?

Pour en avoir le cœur net, on peut toujours vérifier sur plusieurs moteurs de recherche. Certains, comme Altavista, optent pour le *full text searching* : à chaque fois que le mot-clé figure sur une page, elle est recensée. Tapez « Kosovo »... et débrouillez-vous avec 294 060 réponses !

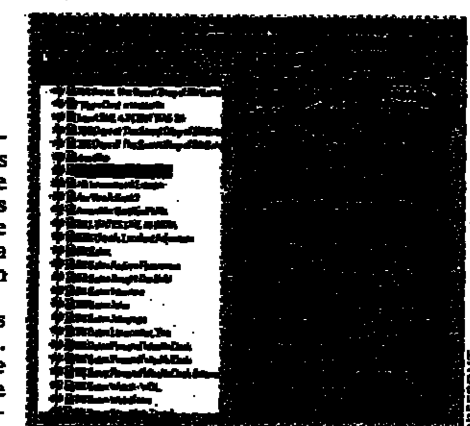
Autre technique, l'indexation. A partir de « Kosovo », le moteur Yahoo propose des classements par catégories : 19 sites sont proposés, de l'« exploration géographique », aux « institutions et politique ». Reste que cette navigation est longue, laborieuse et pas toujours efficace.

Heureusement, il y a les « metacrawlers » (métamoteurs), comme go2net. com, qui proposent de consulter et réunir les résultats les plus pertinents de plusieurs moteurs à votre place. C'est simple, rapide et gratuit. Mais pas forcément complet.

WebSeeker, un logiciel sur CD-ROM, s'impose alors comme le dernier recours : il est le métamoteur le plus abouti à ce jour. Enregistrez l'application, lancez votre navigateur, donnez votre mot-clé ou votre phrase à WebSeeker... et allez boire un café ! En plus des grands généralistes – Altavista, Lycos, Yahoo, Infoseek... – les moteurs spécialisés dans le sport, le droit, les voyages ou le multimédia sont consultés pour vous. Jusqu'à 120 moteurs, classés par catégories, vont être passés au crible. Trois types de requêtes sont proposées : « éclair », « validée » ou « filtrés ». La première se contente d'offrir les résultats bruts, la seconde supprime les doublons et vérifie si les pages sont consultables. La troisième créé une page Web avec index. Mieux : durant la recherche, les pages sélectionnées sont téléchargées en tâche de fond et leur accès devient alors instantané ! Non seulement on apprécie la fluidité, mais en plus le logiciel se débarrasse des publicités. Une icône rajoutée au début de chaque page permet de passer d'un site à l'autre en un clin d'œil. Une recherche affinée sur le Kosovo prend environ 8 minutes et permet de retenir quelque 1 000 sites. On peut par la suite affiner sa requête, en précisant plusieurs termes à trouver ou à exclure impérativement. WebSeeker permet d'enregistrer une recherche, ainsi que les résultats sur le disque dur, pour être éventuellement mise à jour ultérieurement.

Ce métamoteur propose même à l'utilisateur de planifier ses recherches. Au jour et à l'heure dits, le logiciel se connecte seul, parcourt le Web, enregistre les informations et se déconnecte ! Mais attention ! Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fournie avec le kit.

Julien Pot (Canal +)


FOREFRONT

WebSeeker permet de lancer une requête simultanément sur des dizaines de moteurs de recherche, de vérifier et de trier les résultats. Une information plus complète, en un temps record

Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit

Dans les rayons

Dico jeunes

Des images et des sons, une interface simple et amusante, une interface de recherche puissante, un correcteur orthographique basé sur la phonétique, une intégration complète au traitement de texte Word : rien ne manque, en somme, au Robert Junior pour être l'indispensable compagnon de route des dernières années d'école et des premières années de collège. Au programme, pour les 8-12 ans, 20 000 mots, 40 000 sens, 28 000 exemples, 7 000 mots prononcés et pas moins de 320 groupes thématiques.

■ **Le Robert Junior (Havas Interactive). Pour PC. 299 F (45,58 €).**

L'Egypte éternelle

L'Egypte ancienne est actuellement le sujet de prédilection des éditeurs multimédias. Mais, s'il ne fallait consulter qu'un seul des nombreux CD-ROM consacrés à ce thème, *L'Egypte au temps des pharaons* tiendrait vraisemblablement la corde. D'autant que depuis le 9 avril 1999, et jusqu'au 12 juillet de la même année, ce titre devient plus interactif que jamais, avec l'exposition, organisée au Grand Palais par la Réunion des Musées nationaux et le Louvre, « L'art égyptien au temps des pyramides ». A noter que ce CD-ROM a été reconnu d'intérêt pédagogique par le ministère de l'éducation nationale.

■ ***L'Egypte au temps des pharaons* (Le Louvre et la Réunion des Musées nationaux). Pour Mac et PC. 299 F (45,58 €).**

Dernières parutions

■ *Internet et après ?* **(Flammarion).** – La « théorie critique des nouveaux médias » proposée par le médiatique Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS. Un peu ardu, mais passionnant, pour comprendre que *« l'idéologie technique d'aujourd'hui n'est pas moins dangereuse que les multiples dominations d'hier »*. 129 F (19,67 €).

■ **Sim City 3000 (First Interactive).** – On ne présente plus le jeu, dont la troisième version vient de sortir, et dont les deux premiers volumes avaient conquis plus de sept millions de joueurs. Mais voici maintenant le livre, guide officiel pour créer la ville de ses rêves. 99 F (15,23 €).

■ ***Le Théâtre de minuit* (Syrinx).** – Un CD-ROM d'éveil, comme on dit un livre d'éveil : Murielle Lefèvre a mis en scène et en musique (sur une création de Mishiru Oshima – le CD-ROM est produit par la chaîne de télévision japonaise NHK), les images de Kveta Pacosva, artiste tchèque spécialisée dans le dessin pour enfants. Sans le moindre texte additionnel, ce titre est destiné, en priorité, aux moins de 6 ans. 199 F (30,34 €).

Le Monde CANAL+

Sabir cyber

Tableur

LE TABLEUR est la plus belle invention de la micro-informatique. On la doit à deux individus, Dan Bricklin et Bob Frankston, inventeurs du logiciel Visicalc (pour Visible Calculator) en 1978. Bricklin était un informaticien qui avait repris ses études à Harvard en 1977, après une première expérience professionnelle pendant laquelle il avait travaillé sur les traitements de texte destinés aux mini-ordinateurs de DEC. Il cherchait à trouver une utilité aux micros et pensait que ceux-ci pouvaient simplifier la gestion des entreprises.

Bricklin était aussi un idéaliste qui pensait que les logiciels devaient être la propriété de tous. Il refusa de déposer un brevet. D'autres s'en chargèrent. Publié au printemps 1979, quelques mois avant Wordstar, le premier traitement de texte, et huit ans après la calculatrice, le tableur venait révolutionner l'histoire du calcul et l'ensemble des rapports entre l'homme et le chiffre.

Excessif ? Je ne crois pas. Le *tableur* est d'abord une pure invention, peut-être la seule de toute la micro-informatique. Les jeux vidéo, le traitement de texte, Internet, les bases de données, la photo numérique, tout cela a été inventé soit bien avant, soit tout à fait indépendamment. Seul le tableur a été créé *ex nihilo* pour ces nouvelles machines. Avec Lotus 1-2-3, à partir de 1982, c'est d'ailleurs lui et lui seul qui les fait entrer dans les entreprises. Le destin du tableur et celui du micro-ordinateur sont ainsi intimement liés. Mais il y a plus. On considère souvent que le tableur est un « traitement de chiffres », au même titre qu'il y a des traitements de texte. Mais il fait subir aux chiffres bien plus que ce que le traitement de texte fait aux mots. Il les travaille, les ordonne, en fait naître d'autres, et leur donne un nouveau sens. L'équivalent littéraire de *tableur* serait *traitement d'idées*.

Dès l'origine, en anglo-américain, le *tableur* fut un *spreadsheet*. Le mot, et l'idée existaient déjà dans un dictionnaire américain de comptabilité de 1952 (Eric L. Kohler's Dictionary for Accountants). Une *spread sheet* (les deux mots étaient séparés) désignait une feuille de travail comportant une matrice permettant de vérifier les calculs comptables par une double approche, en lignes et en colonnes.

Mais le mot ne se traduisant pas bien en français (« feuille en colonnes » ou « format à l'italienne » ?), et son origine y étant inconnue des informaticiens, un grand flottement lexical s'ensuivit chez nous. Comme le *tableur* original s'appelait Visicalc, on commença par parler de *calque*. En mai 1982, dans *L'Ordinateur individuel*, l'essai d'un concurrent de Visicalc, intitulé Supercalc, suggère *calc*, aussitôt traduit « calque ». Mais, si les initiés comprennent d'où ça vient et relient *calque* à *calcul*, les nouveaux venus ne voient pas le rapport entre un logiciel de calcul et une feuille de papier calque.

En juillet, *calque* est remplacé par *calculateur visible*, décalqué de Visicalc. En septembre, on se résignera pour *tableau magique*, aveu d'une défaite de la raison. Un an après, le numéro récapitulatif « Cinq ans d'informatique individuelle » risquera un *« tableur ou calque »*, qui signifie la fin d'une époque. A partir de la fin 1983, on dit *tableur*.

Ces trois ans de tâtonnements ne furent pas perdus, car *tableur* est bien supérieur à *spreadsheet*. Le mot français, plus général, ne reste pas collé à la glèbe comptable, et il est en plus actif. C'est justice, car le *tableur* agit bel et bien sur ce qu'on entre dans ses cellules.

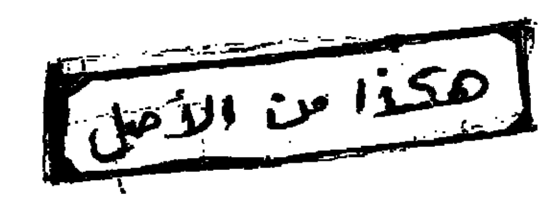
Cléo (Canal +)

Tendance

MOT solidement implanté, sans concurrence chez les noms communs. Mais le danger vient justement de l'absence de concurrence. Le monopole de fait de Microsoft sur le marché du *tableur*, transforme Excel, le produit de la marque, en nom de moins en moins propre.

Dico

L'ENTRÉE de *tableur* dans le Petit Larousse fournit un bel exemple des difficultés culturelles françaises à s'emparer du domaine. Le mot est bien présent dès 1987, mais sous l'extraordinaire définition suivante : *« Logiciel permettant d'opérer une partition fine d'un écran d'un visuel »* ! La bourde sera corrigée dans les années 90 avec la définition suivante : *« Programme de création et de manipulation interactives de tableaux numériques visualisés »*, qui n'est pas un modèle non plus, mais qui dure à ce jour. Le portugais utilise *spreadsheet*, l'italien *foglio elettronico*, l'allemand *Kalkulationstabelle* et l'espagnol *hoja de balance*.



هكذا من الأصل

Informatique - Réseau

Importante enseigne de grande distribution recherche son

Directeur Informatique

H/F

Paris R/P

Directement rattaché à la Direction de la centrale nationale du groupe, vos missions vous conduiront à :

- assurer l'évolution du système d'information interne de notre centrale.
- prendre en charge l'analyse des besoins fonctionnels, l'instruction, la mise en oeuvre et la coordination des solutions retenues sur l'ensemble du périmètre (centrales d'achats, magasins, autres sociétés de l'enseigne).
- être garant de la sécurité et de la cohérence de l'ensemble des systèmes d'information du groupe,
- définir les budgets et gérer l'ensemble des moyens matériels et humains.

Agé de 35/40 ans, Bac +4/5, Ingénieur ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience similaire qui vous aura permis d'acquérir de solides connaissances en architecture de systèmes ouverts (UNIX, NT, réseaux et groupware) et un sens aigu du management d'équipes et de projets. Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre excellent relationnel seront garants de votre réussite au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, **sur notre site web** ou par courrier, sous la référence **ISA25826 à Stéphane Amiot.**

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex

web : www.mpfrance.com

e-mail : informatique@michaelpage.com

Michael Page

INFORMATIQUE

La filiale spécialisée d'un groupe bancaire national de premier rang recherche un

Chargé d'Etudes Risques

H/F

Paris

Rattaché au Directeur des Risques, vous prenez en charge la conception, la mise en place et la gestion des outils nécessaires à l'analyse et à la surveillance des risques (tableaux de bord, outils d'aide à la décision).

Vous participerez à la création et au suivi de différents "scores" afin d'optimiser le processus de décision sur des dossiers de crédit immobilier et à la consommation.

Possédant de bonnes connaissances informatiques vous êtes capable de mettre en place et de maintenir un système expert.

Agé de 26/30 ans, de formation supérieure, idéalement Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez au moins trois années d'expérience dans une activité similaire au sein d'un établissement financier spécialisé.

Une bonne connaissance du logiciel de traitement statistique SAS est indispensable.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat autonome, rigoureux, doté d'une grande capacité de travail et désireux de s'impliquer dans un projet ambitieux.

Merci d'adresser votre candidature, **sur notre site web** ou par courrier, sous la référence **BJB182499 à Jean-Valery Bert.**

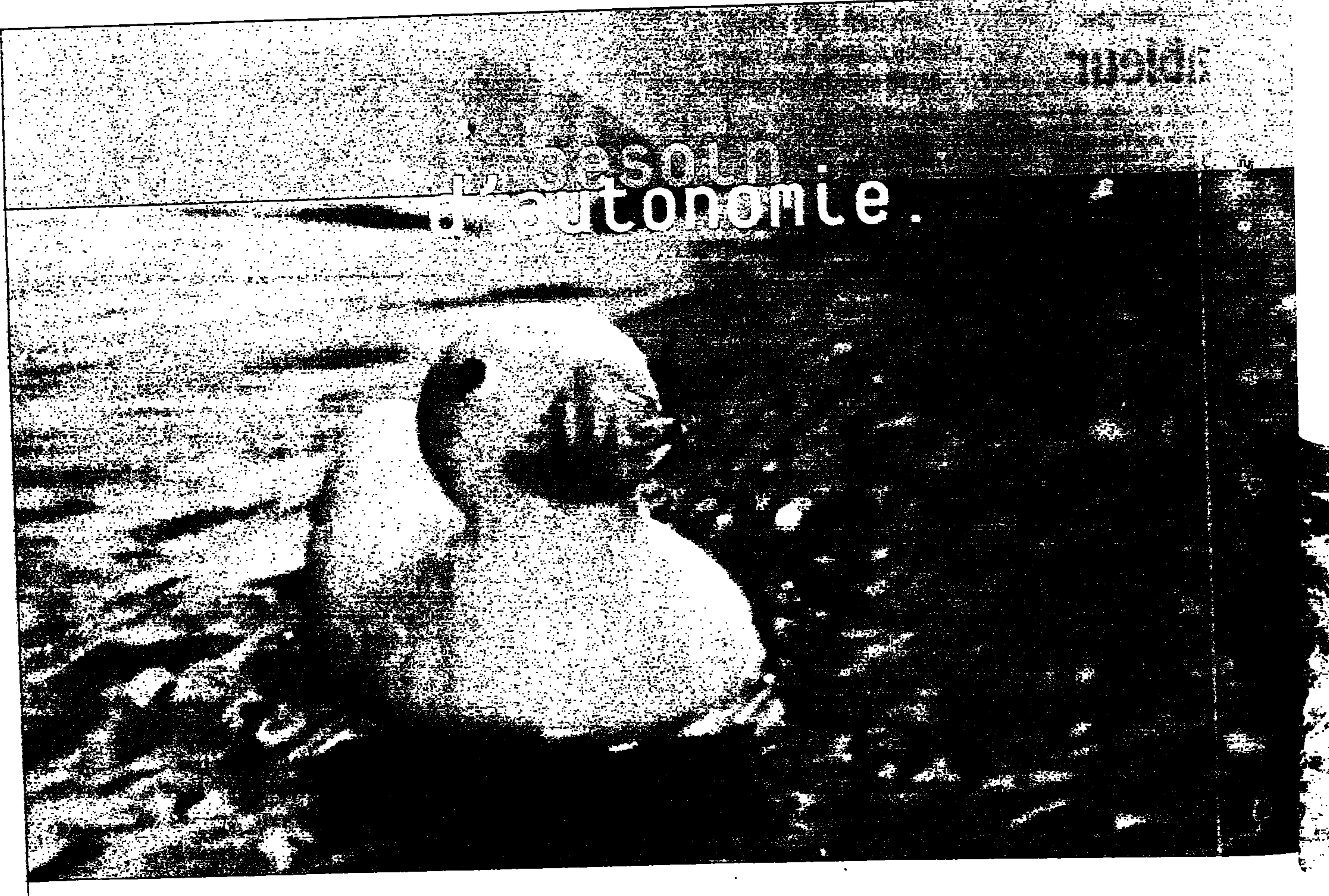
23 rue Boissière 75116 Paris

web : www.mpfrance.com

e-mail : banque@michaelpage.com

Michael Page

BANQUE



9 TELECOM faites le choix de vos envies.

Faire le choix de vos envies, c'est d'abord faire un choix d'avenir. En rejoignant 9 Telecom, filiale française de Telecom Italia, opérateur d'envergure internationale, vous participerez au développement de produits et de services parmi les plus innovants et les plus compétitifs du marché.

Nouvel acteur majeur de la téléphonie fixe en France, 9 Telecom s'adapte en permanence aux exigences des entreprises et des particuliers.

Pour contribuer à son développement, 9 Telecom recherche des collaborateurs imaginatifs, motivés par l'évolution incessante d'un secteur de pointe.

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Notre Direction est garante de la définition, du développement et de l'exploitation des systèmes d'information et des plates-formes de services.

Chefs de projets Développement

Au sein d'équipes fonctionnelles, vous veillez à la mise en forme des cahiers des charges, au pilotage de la maîtrise d'œuvre et de l'application de nos systèmes d'information. Vous avez acquis une expérience significative dans les domaines de la facturation, du marketing, de la relation clientèle, des cartes d'appels, de la gestion des données, du datawarehouse si possible dans le secteur des télécoms. Réf : CPD/AG/179

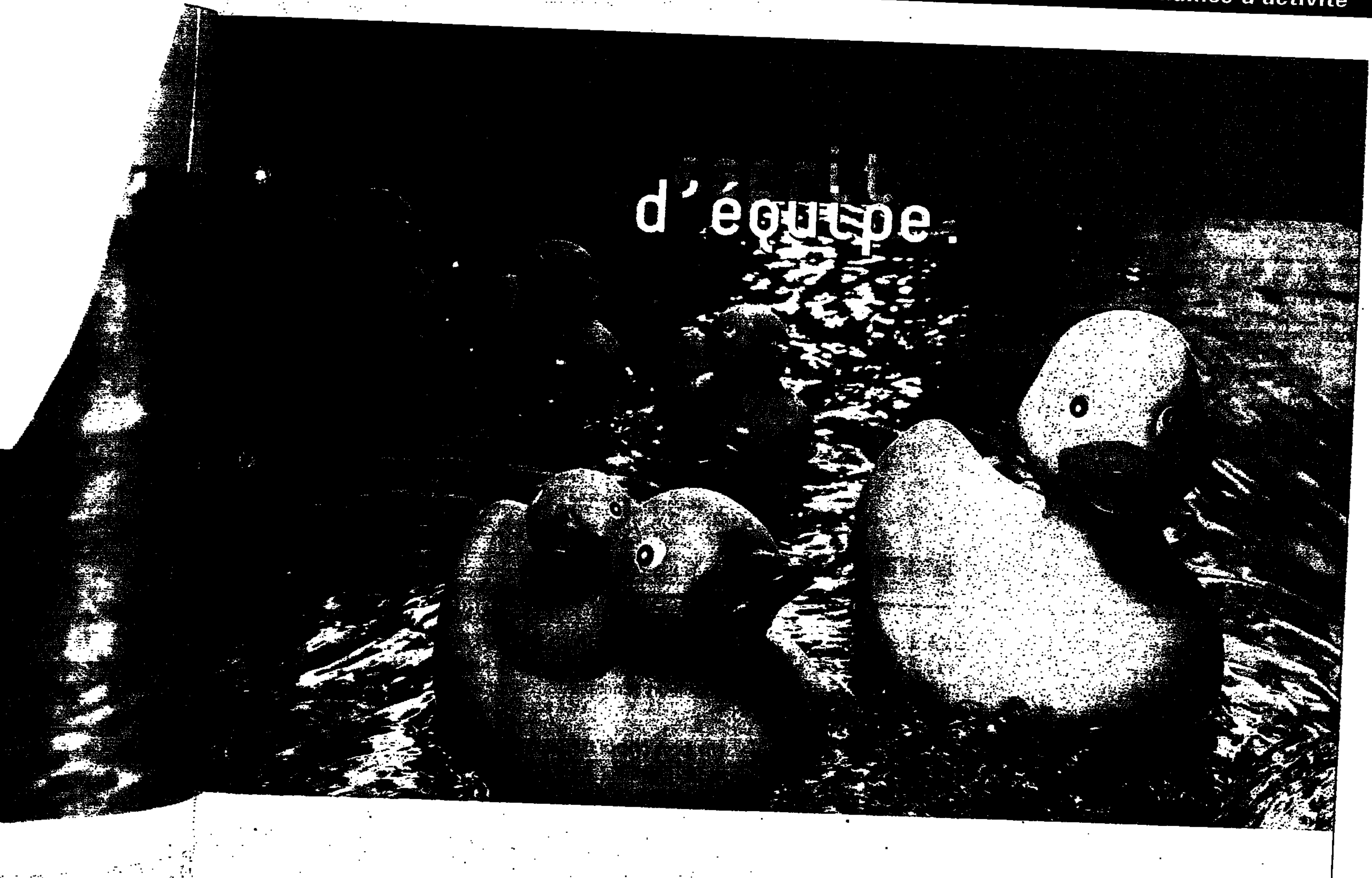
Ingénieurs Systèmes-Réseaux-Sécurité

Vous assurez l'industrialisation de la gestion et de la sécurité des systèmes de notre département exploitation. Ingénieur de formation, vous connaissez impérativement les plates-formes Unix, NT, les Réseaux Cisco, les protocoles TCPIP, Radius. La maîtrise d'Internet est un plus. Réf : ISR/AG/179

Ingénieurs/Chefs de projets Architecture-Intégration-Qualité

Selon votre profil, vous participez à l'intégration, à la définition et à l'évolution de l'architecture et veillez à la qualité des systèmes d'information. La connaissance de l'environnement Télécom est indispensable. Réf : CPA/AG/179







هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Informatique - Réseaux Télécommunications

Grands réseaux de voix et de données

Alcatel est l'un des acteurs majeurs sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, images, services) destinées aux entreprises. Leader en France, la Division Service et Distribution (3 000 personnes et 3,7 MdF de CA) comprend huit Directions qui couvrent l'ensemble du territoire. Nous souhaitons renforcer nos équipes techniques et de management dans le domaine des Services et recherchons des ingénieurs à fort potentiel :

PROJECT MANAGERS*
PARIS RP (RÉF. N1916) • RÉGIONS (RÉF. N1927)

Rattaché au Responsable des Opérations, vous prenez en charge l'organisation et le pilotage de projets complexes (réseaux voix / données / images, call centers). Vous assistez nos équipes commerciales dès l'élaboration de l'offre et devenez l'interlocuteur privilégié du Client. Vous gérez le projet dans sa globalité : planning, aspects financiers et contractuels, déploiement sur site, coordination de l'équipe de réalisation. Vous êtes le garant de la satisfaction du Client. Ingénieur de formation, vous avez une expérience similaire de 2 à 5 ans, de préférence dans le domaine des réseaux.

CONSULTANTS TÉLÉCOMS ET RÉSEAUX
PARIS RP (RÉF. N1938) • RÉGIONS (RÉF. N1949)

Vous réalisez des missions d'audit et de conseil dans les domaines télécom, systèmes, réseaux et multimédia. Vous intervenez en avant-vente, assistez nos Clients dans l'expression de leurs besoins, collectez les informations de trafic et assurez la modélisation des flux. Vous améliorez l'efficacité des systèmes et/ou des environnements rencontrés en préconisant des solutions techniques pertinentes. Vous travaillez dans une optique de prospective sur les évolutions technologiques et sur la stratégie d'Alcatel.
Ingénieur, vous avez une expérience similaire d'au moins 2 ans et un bon sens de la communication.

CONCEPTEURS RÉSEAUX
PARIS RP (RÉF. N1960) • RÉGIONS (RÉF. N1971)

Au sein de nos projets d'intégration, vous assurez la réalisation de prestations d'ingénierie qui complètent notre offre standard de solutions techniques. Vous concevez l'architecture des réseaux (plan de dressage, configuration, ...) et l'optimisez en vous appuyant sur les outils de simulation et de design les plus évolués. Vous prenez part à la réalisation du projet avec les équipes d'installation. Vous sollicitez, si nécessaire, l'intervention d'experts techniques.
Ingénieur de formation, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans la conception d'architectures de réseaux.

JEUNES INGÉNIEURS TÉLÉCOM ET RÉSEAUX
VOIX, DONNÉES, ADMINISTRATION DE RÉSEAUX, CALL CENTERS
PARIS RP (RÉF. N1982) • RÉGIONS (RÉF. N1993)

Après une période d'intégration et de formation à nos produits, services, outils et méthodes, vous prenez part à nos projets télécom et réseaux. En contact avec nos équipes commerciales et à l'écoute des besoins des Clients, vous intervenez dans les phases de mise en oeuvre, de déploiement et de recette de solutions innovantes : voix, données, call centers, administration de réseaux. Vous évoluerez progressivement vers une fonction de spécialiste (Concepteur Réseaux, Ingénieur d'Applications, Consultant, Expert Produit, ...) ou vers un poste de coordination et d'encadrement (Project Manager, ...).
Ingénieur débutant, ou doté d'une première expérience, vous avez de bonnes connaissances en réseaux télécom.

Profils et Offre

***En fonction du poste concerné,** vous avez de 25 à 35 ans environ. Vous évoluez dans un environnement high tech : télécom, informatique, consulting, ... Vous alliez une solide culture technique (réseaux Voix/Données, environnements hétérogènes, ...) à une expérience acquise dans le cadre de projets proches des nôtres. Vous avez un bon niveau d'anglais. Vous bénéficierez d'un environnement de travail de haut niveau, propice au développement de votre potentiel. L'importance de votre contribution dans l'évolution de notre "Services Clients" vous garantit de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.*

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence choisie à notre Conseil : PREMIÈRE LIGNE 57, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY - Fax : 01 41 92 98 99. Email : premiere-ligne@wanadoo.fr

* Chef de Projet

ALCATEL

MAIRIE DE PARIS
DIRECTION DES AFFAIRES SCOLAIRES

La Direction des Affaires Scolaires a reçu pour mission de câbler et de donner accès à Internet à l'ensemble des *écoles élémentaires, collèges et lycées municipaux* parisiens (500 établissements) pour septembre 2000.

Maître d'ouvrage de ce projet, elle recherche pour renforcer la maîtrise d'oeuvre un

Ingénieur - Organisateur

Responsable technique de la maîtrise d'oeuvre, vous participerez à la rédaction des appels d'offres, l'exécution des marchés et aurez en charge l'expertise technique, le suivi et la logistique des prestations.

La mission s'orientera dans un second temps vers la conception, la mise en oeuvre et la gestion de la téléphonie (voie, données, IP ...) des mêmes établissements.

Diplomé(e) de l'enseignement supérieur (Bac +4/5), vous possédez une expérience de conduite de projets importants, et une connaissance des technologies de câblage et Internet. L'esprit ouvert, rigoureux et méthodique, apte au dialogue avec de nombreux partenaires, vous saurez vous impliquer dans ces domaines d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et prétentions)

Mairie de Paris - DASCO
Bureau des Technologies de l'Information
et de la Communication
3, rue de l'Arsenal - 75181 PARIS Cedex 04
btic@mairie-paris.fr

MAIRIE DE PARIS



TEST
QUALITATIF

Notre agence de communication recherche pour participer à un test de campagne : des ingénieurs système et information et des ingénieurs télécoms ayant une expérience professionnelle. Si cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 24 28 44. Indemnisation prévue.

Carrières internationales

Société internationale d'assistance technique recherche pour ses chantiers de moyenne et longue durée en CHIMIE ET PETROLE :

DIRECTEURS DE CHANTIER
DIRECTEURS ADMINISTRATIFS
SUPERINTENDANTS OU CHEFS DE ZONE
SUPERVISEURS :

MOYEN-ORIENT
ASIE

- Génie Civil, • Charpentes Métalliques, • Levage, • Tuyauteries,
- Electricité, • Instrumentation, • Peinture, • Calorifuge.

De formation technique (Bac + 2), vous êtes bilingue français/ anglais et justifiez d'une expérience dans la fonction (2 ans minimum requis). Vous êtes disponible sous 1 mois.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. CS914014 sur l'enveloppe à CANDISSIMO - B.P. 80 - 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

Un bon choix se fait rarement seul.

Un bon choix ne se fait pas sans exigence.
Notre objectif : garantir l'adéquation des hommes et de leurs fonctions.

Un bon choix ne se fait pas sans dialogue.
Notre objectif : favoriser un échange complet et sincère, pour évoluer dans la confiance.

Un bon choix ne se fait pas sans efficacité.
Notre objectif : vous faire gagner du temps et de l'argent, grâce à la qualité des moyens d'évaluation et l'efficacité des services.

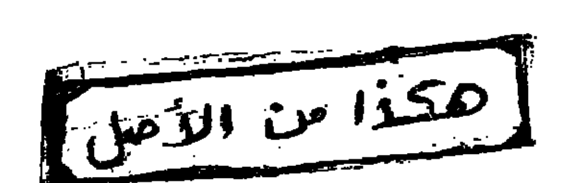
SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Le label des annonces Syntec, c'est le talent de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS
www.syntec-recrutement.org

Informatique - Réseaux Télécommunications



هكذا من الأصل

Achats - Logistique - Organisation

Le monde de l'industrie et de la recherche

Le monde de l'industrie et de la recherche

Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Créée il y a plus de 100 ans, notre entreprise, dont le siège est situé en Finlande, est aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes des télécommunications à travers le monde. Nous sommes particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes réseaux digitaux. Nous recherchons un

Responsable Infrastructure

Vous possédez une solide expérience du management de projets dans le domaine de la construction - acier, électricité ou énergie.
Vous souhaitez travailler à la pointe de la technique, et continuer à vous perfectionner. Saisissez votre chance !

Vous êtes responsable de la construction d'un site dans le domaine des télécommunications. A ce titre, vous avez pour missions la planification et l'organisation du projet, le contrôle des coûts et de la qualité, la mise en place et l'encadrement des équipes (personnel interne et sous-traitants). Vous prenez également en charge les procédures légales.
De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez le sens du service client. Votre talent d'organisateur et vos qualités de management sont essentiels pour réussir à ce poste.
La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives professionnelles importantes au sein d'une entreprise internationale.

Nous nous développons aujourd'hui en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Turquie.

Pour plus d'informations, appelez nos consultants au 49 (0) 6173-940 556 du lundi au vendredi ou adressez votre candidature en anglais ou allemand sous la référence 9-164 à : Eckstein Personnel Consulting GmbH - P.O. Box 5467 - D-65746 Eschborn - Germany.
E-Mail : muukkonen@Eckstein-P-Consulting.de

Et travaillez à la pointe de la technologie !

SANESCO

Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé recherche un

Directeur d'études

Ce poste implique :

- des connaissances approfondies dans le domaine de l'économie et des politiques de santé,
- une expérience de plus de 3 ans dans le conseil en tant que Chef de projet.

Une expertise dans la conduite du changement serait un plus.
Formation : niveau 3e cycle ou Grande Ecole.
Age : 35/40 ans environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SANESCO
Jean-Yves GUEDJ - 47/49, avenue Edouard Vaillant
92517 Boulogne-Billancourt cedex

MATRA DATAVISION, partenaire N° 1 des entreprises industrielles pour les solutions produits process d'ingénierie assistée par ordinateur.

Pour répondre aux besoins croissants des entreprises qui souhaitent renforcer leur compétitivité industrielle grâce à l'amélioration de leur solution produits-process en conception et fabrication, MATRA DATAVISION offre une gamme complète de services : audit, consulting, support, formation, assistance, déploiement, re-engineering de process, ...

De plus, dynamisé par sa coopération avec DASSAULT SYSTÈMES et IBM, dont il est le seul Business Partner International en IAO, MATRA DATAVISION commercialise et déploie la gamme des solutions CATIA (CFAO), Enovia (GDT) et Deneb (IPAO), en sus de ses propres gammes Euclid, Desing Manager (GDT) et Cas.Cade (applications spécifiques).

Déjà fort de ses 650 salariés présents en Europe et Amérique du Nord, MATRA DATAVISION, filiale de MATRA HAUTES TECHNOLOGIES et bientôt d'AEROSPATIALE-MATRA, poursuit ses investissements.

Pour faire face à la croissance de ses activités, MATRA DATAVISION recherche des :

GESTIONNAIRES CHEFS DE PROJET

Vous êtes chargé d'établir et de négocier les offres de services autour de nos produits et nos solutions. Une fois la commande prise, vous réalisez les affaires en respectant vos objectifs de qualité, coût et délais.
Vous possédez une solide expérience du monde du service en milieu industriel et une bonne connaissance des technologies de pointe.

INGENIEURS SUPPORT METIER

Après une première expérience dans un bureau d'études et/ou bureau de méthodes, vous maîtrisez le processus de conception et fabrication des métiers de l'Automobile et/ou de l'Aéronautique.
Vous avez travaillé sur des logiciels de CFAO (CADDS, CATIA, Euclid), ou des logiciels process (Robcad, Igrip), ou encore de simulation de flux (Witness, Aréna, Simple ++, Quest, ...) et êtes motivé par des missions de service à forte valeur ajoutée.

INGENIEURS SUPPORT ASSISTANCE

Vous maîtrisez un logiciel GDT du marché ainsi que les techniques courantes de bases de données et vous possédez une connaissance des enjeux de la gestion de données techniques.
Autonomie, sens du relationnel alliés à un réel souci de réponse aux attentes clients, sont les qualités requises pour réussir à ce poste.

Pour tous ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant le poste choisi à notre Direction des Ressources Humaines,

MATRA DATAVISION
31, avenue de la Baltique - Z.I. de Courtabœuf - 91954 Les Ulis Cedex.

OUVRONS LA VOIE AU TALENT

CEGELEC SUD-OUEST TOULOUSE

Filiale d'ALSTOM, recrute

• pour son activité Courants faibles

ingénieur chargé d'affaires

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (SUPELEC, ARTS & METIERS), 2 à 3 ans d'expérience, vous aurez en charge le développement de l'activité courants faibles réseaux et télécommunications.

• pour son activité Ingénierie Electrique (Courants forts et courants faibles)

ingénieur chargé d'affaires

De formation Ingénieur, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine.

Pour ces deux postes, vous aurez à superviser l'organisation du chantier, le chiffrage, le suivi, l'animation des équipes bureau d'études et chantier et la recherche de techniques innovantes.
Rigoureux, autonome, avec le goût du contact terrain. Bonnes connaissances de l'anglais technique.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions en précisant l'activité choisie à CEGELEC - SUD-OUEST Mme CROZADE - 11 Impasse des Arènes - 31082 TOULOUSE Cedex 1.

POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI

* Consultants, financiers, juristes, spécialistes de la communication et du marketing, responsables des ressources humaines... les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du lundi, daté mardi.

* Spécialistes des hautes technologies, de l'informatique, de l'industrie ou de la recherche... les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du mardi, daté mercredi.

Ouvrez Le Monde, le monde de l'emploi s'ouvre à vous

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Ingénieurs et informaticiens



ESSONNE 27 000 habitants recrute

ANALYSTE SERVICE INFORMATIQUE

(grade de technicien territorial)

VOS MISSIONS :

Rattaché au responsable du Service Informatique, vous gèrerez les projets de la phase de détermination des besoins à l'exploitation quotidienne.
Après avoir étudié le cahier des charges, vous effectuerez l'analyse technique des offres.
Pilote technique du projet, vous coordonnerez les interventions internes et externes tout en assurant le paramétrage, l'intégration et le suivi de l'application ainsi que l'assistance aux utilisateurs.
Outre la gestion des demandes, vous aurez également en charge les développements complémentaires.
VOTRE PREMIERE MISSION CONSISTERA A POURSUIVRE LA MISE EN OEUVRE DE L'INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE.
Les horaires de travail sont liés à ceux de la Médiathèque.

VOS COMPETENCES :

Vous connaissez l'environnement technologique des serveurs Escala AIX, NOVELL et WINDOWS NT.
Votre sens des contacts vous permettra d'entretenir des relations avec les correspondants informatiques et les utilisateurs de l'ensemble des services.
Rémunération statutaire + régime indemnitaire + primes de fin d'année et d'intéressement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à :
Monsieur le Sénateur-Maire
B.P. 43 - Rue du Morvan
91942 LES ULIS Cedex

Mieux vivre notre ville

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Aujourd'hui,
tout le monde est plus ou moins familier des .com
qu'on voit fleurir un peu partout. Mais qui est le point de .com ?
Nous sommes le point de .com. Sun Microsystems a inventé un langage -Java-
qui permet à Internet de tourner en toute liberté, partout et pour chacun. Grâce aux
autres inventions de Sun Microsystems, l'usage du Net est en train de s'étendre à la Terre entière,
créant un nouveau monde d'interactions. Avec SPARC, Solaris, Java et Jini à leurs côtés, des milliers de
sociétés, certaines vieilles de 50 ans et d'autres de quelques heures, sont en train de marquer
des .com dans le monde du business, se réinventant chaque jour grâce à nous. Que
pouvons-nous mettre au .com pour vous ? www.sun.fr. THE NETWORK IS THE COMPUTER.*™

*LE RÉSEAU EST L'ORDINATEUR

Nous sommes le point de .com

